

t r a v e r s e

ZEITSCHRIFT FÜR GESCHICHTE • REVUE D'HISTOIRE

Schweiz und Ostasien

Vernetzungen und Verflechtungen

Suisse et Asie de l'Est

Réseaux et interconnexions

1_2020



Unterstützt durch die Schweizerische Akademie
der Geistes- und Sozialwissenschaften
www.sagw.ch

traverse erscheint dreimal pro Jahr.

Einzelpreis gedruckt: CHF 28 / EUR 24

Einzelpreis digital: CHF 20 / EUR 20

Jahresabonnement gedruckt plus digital: CHF 75 / EUR 60 (zuzüglich Auslandporto)

Jahresabonnement digital: CHF 50 / EUR 45

StudentInnen-Jahresabonnement (gegen Nachweis) gedruckt plus digital:

CHF 54 / EUR 50 (zuzüglich Auslandporto)

StudentInnen-Jahresabonnement (gegen Nachweis) digital: CHF 25 / EUR 20

Gönnernabonnement gedruckt und/oder digital: CHF 100

Nachdruck, Übersetzungen, Vervielfältigungen oder Speicherungen von Artikeln
mit elektronischen Medien nur mit schriftlicher Genehmigung des Verlags.

traverse paraît trois fois par an.

Prix du numéro papier: CHF 28 / EUR 24

Prix du numéro digital: CHF 20 / EUR 20

Abonnement annuel papier et digital: CHF 75 / EUR 60 (plus port pour l'étranger)

Abonnement annuel digital: CHF 50 / EUR 45

Abonnement annuel au tarif étudiant (avec photocopie de la carte) papier et digital:

CHF 54 / EUR 50 (plus port pour l'étranger)

Abonnement annuel au tarif étudiant (avec photocopie de la carte) digital: CHF 25 / EUR 20

Abonnement de soutien papier et/ou digital: CHF 100

Reproductions, traductions, tirages et enregistrements des articles avec
des médias électroniques interdits sauf accord écrit avec l'éditeur.

Umschlagbild: Défilé organisé à l'occasion de la représentation de la pièce de théâtre
«Le Dragon» dans le stade de football de Lucerne, 1^{er} octobre 1961. (Archives de Caux,
photographies non-inventoriées)

© 2020 Chronos Verlag, Zürich

ISSN 1420-4355

Print: ISBN 978-3-905315-79-0

E-Book (PDF): ISBN 978-3-0340-9503-7

Schweiz und Ostasien

Vernetzungen und Verflechtungen

Suisse et Asie de l'Est

Réseaux et interconnexions



Redaktion / Comité de rédaction

Tina Asmussen (Berlin)	Matthieu Leimgruber (Zürich)
Gianenrico Bernasconi (Neuchâtel)	Hannes Mangold (Bern)
Karine Crousaz (Lausanne)	Sonja Matter (Bern)
Pierre Eichenberger (Zürich)	Malik Mazbouri (Lausanne)
Alexandre Elsig (Lausanne)	Jan-Friedrich Missfelder (Zürich)
Marino Ferri (Luzern)	Anja Rathmann-Lutz (Basel)
Marc Gigase (Lausanne)	Hans-Ulrich Schiedt (Horgen)
Matthieu Gillibert (Fribourg)	Sarah-Maria Schober (Zürich)
Gisela Hürlimann (Zürich)	Yan Schubert (Genève)
Katja Hürlimann (Zürich)	Isabelle Schürch (Bern)
Michael Jucker (Luzern)	Dorothe Zimmermann (Zürich)

Verantwortlich für den Heftschwerpunkt

Responsables du dossier thématique

Matthieu Gillibert, Cyril Cordoba, Ariane Knüsel

Übersetzungen / Traduction

Cyril Cordoba, Matthieu Gillibert, Ariane Knüsel

Anschrift / Adresse

Chronos Verlag, Eisengasse 9, CH-8008 Zürich, info@chronos-verlag.ch

Informationen

Artikel oder Projektskizzen senden Sie bitte an
hans-ulrich.schiedt@revue-traverse.ch

Renseignements

Les articles proposés à la revue doivent être envoyés à
malik.mazbouri@revue-traverse.ch

Buchbesprechungen / Comptes rendus

rezensionen@revue-traverse.ch / comptes_rendus@revue-traverse.ch

Hinweise zu Redaktion und Schreibformatvorlagen

Feuille de style et rédaction

www.revue-traverse.ch, info@revue-traverse.ch

Inhalt / Table des matières

Schwerpunkt / Dossier thématique

Éditorial: Suisse et Asie de l'Est: réseaux et interconnexions 7
Cyril Cordoba, Matthieu Gillibert, Ariane Knüsel

Editorial: Schweiz und Ostasien: Vernetzungen und Verflechtungen 15
Cyril Cordoba, Matthieu Gillibert, Ariane Knüsel

Going East. Switzerland's Early Consular Diplomacy toward East
and Southeast Asia 23

Pascal Lottaz
Zusammenfassung 34

“My friend Furukawa”. Networks of the Zurich Silk Merchant
Hermann Siber in Yokohama, 1866–1872 35

Alexis Schwarzenbach
Résumé 47

L'expansion des multinationales suisses en Extrême-Orient.
Nestlé au Japon de 1945 à nos jours 48

Pierre-Yves Donzé
Zusammenfassung 61

Administering Regime Change. A Swiss Merchant in the Political
Transitions of the Shanghai International Settlement, 1941–1949 62

Julian Wettengel
Zusammenfassung 75

Un «dragon» taïwanais au cœur de la Suisse. Les relations
du Réarmement moral avec la République de Chine 76

Cyril Michaud
Zusammenfassung 87

Montrer, dénoncer, alerter. Le rôle du photoreportage suisse en Asie
dans la communication environnementale (1950–2000) 89

Claude Hauser
Zusammenfassung 100

Bienvenue en Suisse. L'Asie touristique suisse (1958–2018): quelles représentations pour quels touristes?	102
<i>Laurent Tissot</i>	
Zusammenfassung	117
Bilder / Images	
Die Mauern von Mandschukuo. Die (Bild-)Berichte des Schweizer Fotojournalisten Walter Bosshard zur Kaiserkrönung von Puyi	118
<i>Anna Herren</i>	
Résumé	132
Porträt / Portrait	
Fotografieren auf Augenhöhe. Das Werk von Gertrud Vogler	133
<i>Stefan Länzlinger</i>	
Essay / Essai	
Auf der Suche nach der leeren Zeit. Im Gespräch mit Lucian Hölscher	146
<i>Jon Mathieu</i>	
Der Artikel / L'article	
L'adoption du franc comme monnaie nationale (1850)	154
<i>Jan Chiarelli</i>	
Besprechungen / Comptes rendus	
Literatur zum Thema / Comptes rendus thématiques	170
Allgemeine Buchbesprechungen / Comptes rendus généraux	180
Agenda	
AutorInnen / Les auteurEs	205
Heftschwerpunkte / Dossiers thématiques	208

Éditorial

Suisse et Asie de l'Est: réseaux et interconnexions

Et si l'histoire de la Suisse s'écrivait en Asie?¹ En se départissant de l'idée éculée du «petit pays» à part, ce numéro de *traverse* ouvre une perspective d'histoire suisse envisagée depuis l'Asie de l'Est. En s'écartant des clichés rebattus, il met en lumière les réseaux et les connexions de personnes, de marchandises, d'idées et de concepts qui rendent possible une nouvelle approche de l'histoire de la Confédération.

En Suisse comme ailleurs, l'histoire transnationale et l'histoire globale connaissent un engouement depuis une dizaine d'années.² Pour cette raison, les relations entre la Suisse et l'Asie de l'Est, qui n'avaient attiré que peu l'attention, ont récemment été au centre de plusieurs projets de recherche. Jusque-là, le nombre limité de publications académiques portant sur les interactions entre ces deux régions se concentrait avant tout sur les échanges officiels – souvent bilatéraux – entre la Suisse et le Japon ou la Chine,³ leurs perceptions mutuelles,⁴ leurs relations économiques⁵ ou sur les missions chrétiennes en Asie.⁶ Tandis que les études consacrées à la Suisse et au Japon, respectivement à la Chine, se sont cantonnées à des thématiques politiques et économiques, les publications sur la Suisse et la Corée ont avant tout porté sur la participation suisse à la mission de Corée.⁷

Au cours de ces dernières années, plusieurs projets de recherche soutenus par le Fonds national suisse ont été consacrés aux relations entre l'Europe et l'Asie de l'Est.⁸ Ceux-ci ont donné lieu à un certain nombre de publications, de thèses de doctorat et à une thèse d'habilitation, qui ne se sont plus restreints à l'étude d'acteurs traditionnels des relations bilatérales. En abandonnant toute dichotomie séparant un Occident actif d'une Asie passive, ces travaux ont proposé une histoire davantage focalisée sur des interconnexions économiques, des mouvements culturels transnationaux et des réseaux de différentes natures.⁹

En revanche, très peu d'historien-ne-s est-asiatiques se sont jusqu'à aujourd'hui intéressé-e-s à la Suisse. Cela s'explique notamment par le fait que les récits nationaux chinois, taiwanais, japonais et coréens n'accordent presque aucune importance à leurs relations passées avec ce pays. Selon ces discours officiels, la

Confédération helvétique n'a pas joué de rôle majeur dans leur politique extérieure et n'a pas non plus représenté un partenaire commercial de poids.¹⁰ Ce manque d'intérêt s'explique également par des obstacles linguistiques. En effet, toute analyse d'archives et de littérature suisses exige un certain nombre de connaissances en allemand et en français, mais aussi souvent en anglais et en italien.

De leur côté, les chercheurs et les chercheuses suisses font aussi face à un certain nombre de difficultés liées à la langue dès lors qu'il s'agit de travailler avec des documents d'origine est-asiatique. Il faut en effet compter plusieurs années d'études pour espérer atteindre un niveau suffisant de chinois, de japonais ou de coréen permettant de se lancer de manière indépendante dans un travail d'analyse en archives. Or, il n'existe en Suisse aucune filière d'études coréennes, tandis que la sinologie et la japonologie ne sont enseignées qu'à Zurich et à Genève. Ainsi, beaucoup d'historien·ne·s travaillant sur les relations entre l'Occident et l'Asie de l'Est ne peuvent pas lire les langues des pays concernés. Cette problématique a notamment été discutée en 2018 lors d'une conférence à l'Europainstitut de l'Université de Bâle, consacrée à la *global diplomacy*,¹¹ où il a été question de la nécessité ou non, pour les historien·ne·s, de maîtriser les langues est-asiatiques pour travailler sur l'histoire de cette région. En effet, sans l'aide d'un traducteur ou d'une traductrice, les fonds d'archives asiatiques demeurent pour beaucoup complètement insondables. Cette situation comporte donc le risque d'un retour à un modèle historiographique daté, limité à des recherches sur des acteurs tels que les diplomates et les missionnaires, très présents dans les fonds d'archives occidentaux.

Cependant, même pour les historien·ne·s suisses maîtrisant une langue est-asiatique, un certain nombre de problèmes demeurent. En Chine, l'accès aux archives reste par exemple très limité, alors qu'au Japon, d'importantes sources relatives à la Seconde Guerre mondiale ont été détruites en 1945.¹² En revanche, les restrictions ne sont pas aussi importantes à Taïwan et en Corée du Sud.

La recherche est également confrontée au fait que plusieurs aspects de l'histoire chinoise demeurent encore tabous pour les historien·ne·s. Il en est ainsi du massacre de la place Tiananmen de 1989 et de la Révolution culturelle (1966–1976), des événements qui ont impliqué des étrangers·ères, mais sur lesquels il demeure presque impossible de travailler en Chine. Au Japon également, le gouvernement et certains groupes politiques tentent de faire obstacle aux recherches portant sur des sujets sensibles: ces conditions particulières n'empêchent pourtant pas les historien·ne·s japonais·es de se pencher sur les thèmes en question. C'est dans ce contexte que le Gouvernement japonais est intervenu en 2015 auprès des maisons d'édition américaines qui avaient publié des manuels scolaires contenant quelques lignes à propos de la prostitution forcée de femmes asiatiques durant la

Seconde Guerre mondiale et sur les massacres et les viols de masse commis par les soldats japonais entre 1937 et 1938 à Nanjing. Cette initiative a été sévèrement critiquée par les historien·ne·s américain·e·s, sans que cela pousse le Gouvernement japonais à revoir sa position.¹³ Il ne faut pourtant pas oublier que les cas chinois et japonais ne sont pas uniques, puisque dans beaucoup de pays, l'accès aux archives n'est pas totalement ouvert. En Europe, les historien·ne·s sont parfois empêché·e·s de traiter certains aspects du passé, comme en témoigne le cas de la Suisse. Il n'y a pas si longtemps, l'accès à des archives économiques liées aux relations entre la Confédération et l'Afrique du Sud a été volontairement limité.¹⁴

Tout en étant conscients des défis que rencontrent les chercheuses et les chercheurs en histoire connectée, en histoire globale et en histoire postcoloniale, nous postulons dans ce numéro de *traverse* qu'il vaut la peine d'interroger ces relations multiples de la Suisse avec l'Asie de l'Est. À ce titre, rappelons que l'expression d'«Asie de l'Est» est sujette à caution, tant elle relève d'une construction géopolitique, économique et sociohistorique en constante évolution, qui échappe à la réalité complexe des territoires.¹⁵ Si l'influence du confucianisme a donné une certaine cohérence à cette région, les traces laissées par l'expérience de l'impérialisme y ont été très diverses: tandis que la Corée a été colonisée et que la Chine a été le réceptacle de différentes sphères d'influence de pouvoirs étrangers occidentaux et japonais – ce qui a été décrit comme un «*informal imperialism*»¹⁶ –, le Japon a, quant à lui, exercé un pouvoir colonial en Corée et en Chine. Le concept d'«Asie de l'Est» nous permet donc surtout d'analyser un tissu de relations variées entre cet espace complexe et la Suisse, en adoptant une perspective transnationale et en nous affranchissant des cadres nationaux pour interroger le rôle de l'Asie de l'Est dans la globalisation de la Suisse. À ce titre, rappelons que cette région est récemment devenue un partenaire commercial et politique de premier plan pour la Confédération. Berne a d'ailleurs mené à bien des accords bilatéraux de libre-échange avec la Chine et le Japon, ainsi que des traités conclus via l'AELE (Association européenne de libre-échange) avec la Corée du Sud et Hong Kong. Dans l'optique de retracer les prémisses d'un tel rapprochement, nous nous sommes fixés trois objectifs.

Le premier consiste à éviter une histoire bilatérale et institutionnelle entre la Suisse et l'Asie de l'Est. Au contraire, les contributions montrent toute une variété d'acteurs et de réseaux, sans épuiser toutes les catégories sociales. Si les diplomates, les négociants et les journalistes sont bien représentés dans ce numéro, il n'en est pas de même des soldats et des congrégations religieuses, par ailleurs très présents dans l'historiographie traditionnelle. De même, il n'a pas été possible de réunir des contributions abordant frontalement les rapports de genre dans ces activités qui relient deux espaces éloignés géographiquement et culturelle-

ment: ces rapports se modifient-ils en s'éloignant de la Suisse? La variété des liens – personnels, professionnels, institutionnels – présentés dans ce numéro construit des représentations diversifiées et même contradictoires de l'Autre en Suisse. Cette histoire apparemment loin de la Suisse a donc une implication tout à fait locale sur les perceptions du monde présentes dans ce pays et sur les rapports de pouvoir qu'elles induisent parfois derrière le couvert de la «fascination» pour l'Orient.¹⁷ Celle-ci repose en effet souvent sur l'idée d'un prétendu immobilisme de cette région, contrastant avec une supposée modernité occidentale. Si des études ont démenti toute vision unilatérale des choses, il n'en reste pas moins que cette vision était bien présente en Suisse et dans d'autres pays ne possédant formellement de colonies tout en étant malgré tout impliqués au sein de pratiques coloniales.¹⁸ Cette perspective postcoloniale, tangible dans les articles sans toujours être clairement explicitée, est extrêmement stimulante pour repenser l'histoire de la Suisse à partir de l'extérieur.

Deuxièmement, ce numéro a pour ambition d'interroger la présence suisse en Asie de l'Est sous l'angle de son imbrication avec d'autres actrices et acteurs de l'expansion occidentale depuis le XIX^e siècle. Cette perspective transimpériale permet là aussi d'éviter le piège de l'exceptionnalité des relations entre la Suisse et l'Asie de l'Est.¹⁹ Elle montre au contraire que des Suisses s'insèrent avec plus ou moins de célérité dans une expansion économique de l'Europe industrielle vers l'Asie, renforcée par un soutien étatique, que ce soit par l'envoi de missions officielles ou le développement d'un réseau consulaire. Le cas de l'*International Settlement* à Shanghai (Julian Wettengel) où se jouent des concurrences et des collaborations entre puissances occidentales montre que l'histoire économique et la tradition humanitaire de la Suisse doivent être envisagées dans une perspective globale.

Le troisième objectif de ce numéro est de montrer comment l'Asie de l'Est a contribué à moderniser la Suisse. Si cette région n'a pas le monopole de la globalisation et de l'implication de la Suisse dans les politiques impériales, elle n'en demeure pas moins un laboratoire parmi d'autres de la globalisation culturelle, économique, voire écologique, dans le cas de reporters suisses arpentant ces contrées (Claude Hauser). Cette histoire enchevêtrée se développe en effet entre deux lieux asymétriques sur le plan de la démographie, du rapport à l'État-nation et des repères culturels. Et les facultés d'adaptation d'acteurs et d'actrices suisses et asiatiques à ce contexte interculturel suscitent de nouvelles formes de coopération sur les plans économique, politique et culturel.

Les trois premiers articles de ce dossier thématique sont consacrés aux relations économiques tissées entre la Suisse et l'Asie de l'Est au cours des XIX^e et XX^e siècles. Pascal Lottaz s'intéresse premièrement à la manière dont la diplomatie helvétique a permis l'établissement de relations commerciales en Asie

en tirant parti des structures développées par d'autres puissances coloniales. Il met également en avant l'influence de magnats de l'industrie (les «barons fédéraux») dans les prises de décision politiques soutenant les efforts de maisons de commerce telles que Siber & Brennwald dans la région. C'est sur l'activité de cette dernière que se penche la contribution d'Alexis Schwarzenbach en analysant notamment les documents personnels du marchand Hermann Siber, établi entre 1866 et 1872 dans le port de Yokohama. Ceux-ci révèlent la place centrale qu'ont tenue ses relations privées dans la création d'un réseau économique transnational, et en particulier son amitié avec Furukawa Ichibé, qui est devenu un partenaire incontournable pour ses activités de commerce de la soie dans la région. Dans le troisième chapitre de ce volet, l'étude de Pierre-Yves Donzé analyse l'implantation réussie de l'entreprise Nestlé au Japon dans la seconde moitié du XX^e siècle. L'auteur se concentre sur la notion d'adaptabilité, appliquée non seulement aux biens de consommation (Nescafé, Kit Kat), mais aussi à la localisation du management, qui a permis à l'entreprise d'acquérir une expérience primordiale pour renforcer sa compétitivité.

Dans un deuxième temps, les articles de Julian Wettengel et Cyril Michaud exposent deux cas d'étude où des Suisses se distinguent comme des acteurs politiques prenant part à des jeux de pouvoir et d'influence d'ampleur internationale. Wettengel présente pour sa part la figure de Richard von der Crone, dirigeant de la principale maison de commerce suisse en Asie (Volkart Brothers), qui a participé à l'administration coloniale de Shanghai en siégeant tout au long des années 1940 au sein du Conseil municipal de la ville. L'auteur analyse les attributs qui ont fait de von der Crone une personnalité de choix pour les autorités, en tant que représentant d'un pays neutre et en vertu de ses nombreux réseaux commerciaux. Michaud s'intéresse, quant à lui, aux relations de la République de Chine avec le Réarmement moral (RAM), un mouvement protestant anglo-saxon implanté dans le Caux-Palace de Montreux. Il se penche en particulier sur la tournée en Suisse d'une pièce de théâtre de propagande anticommuniste taïwanaise (*Le Dragon*) encadrée par le RAM et bénéficiant de l'appui de multiples personnalités du monde politique et économique helvétique.

Enfin, les trois dernières contributions de ce numéro sont consacrées à des échanges culturels, médiatisant et mettant en scène un certain nombre de discours et de représentations. Claude Hauser retrace l'évolution du photojournalisme suisse en Asie dans la seconde moitié du XX^e siècle au prisme de la question environnementale. Il démontre ainsi comment, entre fascination et autoprésentation, des figures telles que Werner Bischof, Fernand Gigon et Frédéric Koller ont voulu montrer, dénoncer ou alerter l'opinion sur les atteintes de l'être humain à la nature. Pour sa part, Laurent Tissot se penche sur le tourisme asiatique en Suisse, représentant une manne financière gigantesque pour l'indus-

trie hôtelière helvétique. Il explique notamment à quel point les destinations privilégiées par les voyageurs chinois et japonais (essentiellement des stations alpines et lacustres) révèlent des imaginaires et des pratiques de consommation encore très imprégnés par la vision de paysages immaculés. Pour terminer, l'article d'Anna Herren revient sur un reportage de Walter Bosshard, qui a couvert en 1934 le couronnement de l'empereur Puyi à la tête de l'État fantoche du Mandchoukouo. En analysant les clichés et les tapuscrits du photoreporter suisse, l'autrice s'intéresse à la manière dont celui-ci a rendu compte du narratif construit par la propagande japonaise à l'intention des journalistes étrangers.

Ainsi, en mettant au jour toute la variété des réseaux, des interconnexions et des transferts culturels entre la Suisse et l'Asie de l'Est, ces contributions ouvrent de nouveaux horizons pour rapprocher et encourager les échanges entre deux historiographies apparemment très éloignées. Ce numéro thématique s'inscrit donc dans une perspective résolument globale, en poursuivant les efforts déployés depuis plusieurs années en faveur d'une approche transnationale de l'histoire suisse.

Cyril Cordoba, Matthieu Gillibert, Ariane Knüsel

Notes

- 1 Les éditeurs remercient Martin Dusinberre et Daniel Hedinger pour leurs remarques constructives sur les premières versions de cette introduction.
- 2 Voir notamment: Nathalie Büsser et al., «Histoire transnationale de la Suisse», *Annuaire suisse d'histoire économique et sociale* 34 (2020); Pierre Eichenberger et al., «Beyond Switzerland. Reframing the Swiss Historical Narrative in Light of Transnational History», *Traverse* 17/1 (2017), 137–152; André Holenstein, *Mitten in Europa. Verflechtung und Abgrenzung in der Schweizer Geschichte*, Baden 2014; Thomas Maissen, «Schweizergeschichte im Zeitalter der Globalisierung», in Pascale Meyer et al. (éd.), *Geschichte Schweiz. Katalog der Dauerausstellung im Landesmuseum Zürich*, Zurich 2009, 16–17.
- 3 Ariane Knüsel, «Armée de la pensée de Mao Tsé-toung, on peut résoudre tous les problèmes». L'influence de la Révolution culturelle sur les relations entre la Suisse et la République populaire de Chine», *Relations internationales* 163/3 (2015), 29–46; Patrick Ziltener (éd.), *Handbuch Schweiz – Japan. Manuel des relations nippo-suisse*, Zurich 2010; Roger Mottini, *Tell in Tōkyō. Schweizerisch-japanische Begegnungen von den Anfängen bis 1914*, Munich 2009; Paul Hugger (éd.), *China in der Schweiz. Zwei Kulturen in Kontakt*, Zurich 2005; Michele Coduri, *La Suisse face à la Chine. Une continuité impossible? 1946–1955*, Louvain-la-Neuve 2004; Yufang Zhou, *Die Exterritorialitätsrechte der Schweiz in China (1918–1946)*, Francfort-sur-le-Main, Berne 2003; Regula Stämpfli, «Die Schweiz und China, 1945–1950», *Studien und Quellen* 13/14 (1988), 163–224; Howard Dubois, *Die Schweiz und China*, Berne 1978.
- 4 Paul Akio Nakai, *Preussen, die Schweiz und Deutschland aus Japanischer Sicht. Modernisierung, Politik, Krieg und Frieden*, Munich 2014; Ariane Knüsel, *Framing China. Media Images and Political Debates in Britain, the USA and Switzerland, 1900–1950*, Farnham 2012; Martial Pasquier, Mirja Weiss Richard, Nadia Yersin, *Das Image der Schweiz im Ausland. Mit Fallbeispiel China*, Berne 2009; Franz Hintereder-Emde, «Stereotypen bei der Kulturvermittlung

- lung. Überlegungen zu Heidi und dem Bild der Schweiz in Japan», in Atsuko Omuki, Thomas Pekar (éd.), *Figuration – Defiguration. Beiträge zur transkulturellen Forschung*, Munich 2006, 373–383; Harald Meyer (éd.), *Asiatische Studien* 58, *Das Bild der Schweiz in Japan. Rezeptionsformen im 20. Jahrhundert* (2004); id., «Direkte Demokratie und Neutralität als Gesellschaftsmodell? Zum Schweiz-Bild im Japan des 20. Jahrhunderts», *OAG Notizen* 1 (2003), 8–23.
- 5 Pierre-Yves Donzé, «*Rattraper et dépasser la Suisse*». *Histoire de l'industrie horlogère japonaise de 1850 à nos jours*, Neuchâtel 2014; Ariane Knüsel, «A Tricky Business. Swiss Perceptions of Informal Imperialism in China in the 1920s», *Journal of Modern Chinese History* 2 (2014), 210–229; Ziltener (voir note 3); Steffen Erik Milner, «Japan. Der wichtigste Handelspartner der Schweiz in Asien», *Die Volkswirtschaft* 77/10 (2004), 56–62; Stefan Sigerist, *Schweizer in Asien. Präsenz der Schweiz bis 1914*, Schaffhouse 2001; Thomas Straubhaar, «Die Wirtschaftsbeziehungen der Schweiz mit China. Bisherige Erfahrungen – zukünftige Chancen», *Wirtschaftspolitische Mitteilungen* 41/9 (1985), 1–29.
 - 6 Fritz Frei, «L'avvicinamento alla Cina. Il caso della Società delle Missioni Estere die Betlemme, Immensee», in Pier Francesco Fumagalli, Gerardo Rigozzi et Luca Saltini (éd.), *Occidente verso la Cina*, Lugano 2008; Thoralf Klein, *Die Basler Mission in Guangdong (Südchina). 1859–1931*, Munich 2002; Willy Rüegg, *Die Chinesische Revolution in der Berichterstattung der Basler Mission*, Zurich 1988; Ambros Rust, *Die Bethlehem-Missionare Immensee (Schweiz)*, Fribourg 1961.
 - 7 Oskar Pfenninger, Irène Bourquin, *Im Niemandsland von Panmunjom. Schweizer in Korea 1955/56*, vol. 1, Frauenfeld 2017; Christian Birchmeier, «60 Jahre Schweizer Militärdelegation in der NNSC. Panmunjom, Korea, 1953–2013», *Allgemeine Schweizerische Militärzeitschrift* 179/9 (2013). Un article fait exception: Janick Marina Schaufelbuehl, Marco Wyss, Sandra Bott, «Choosing Sides in the Global Cold War. Switzerland, Neutrality and the Divided States of Vietnam and Korea», *International History Review* 37/5 (2015), 1014–1036.
 - 8 Parmi ceux-ci, figurent notamment les projets «Sino-Swiss Relations during the Cold War. An Unbreakable Link (1949–1989)» sous la direction de Claude Hauser à Fribourg, «A Global History of Swiss Diplomacy, 1848–1975» sous la direction de Madeleine Herren-Oesch à Bâle, et «Verkabelungen. Chinesisch-Schweizerische Verflechtungen digitaler Infrastrukturen seit 1970» sous la direction de Monika Dommann à Zurich. Alexis Schwarzenbach dirige quant à lui le projet «Silk History since 1800» à la Haute École de Lucerne, consacré aux réseaux de marchands de soie helvétiques en Asie. Il existe également d'autres projets de recherche sur l'Europe et l'Asie de l'Est, ainsi que sur l'histoire est-asiatique au sein des universités de Zurich et de Genève.
 - 9 Voir par exemple les contributions de Julian Wettengel et d'Alexis Schwarzenbach dans ce numéro; Ariane Knüsel, ««White on the Outside but Red on the Inside». Switzerland and Chinese Intelligence Networks During the Cold War», *Cold War History* (2019), 1–18; Cyril Cordoba, Liu Kaixuan, «Unconditional Followers of the PRC? Friendship Associations with China in France and Switzerland, 1950s–1980s», in Marco Wyss, Janick Schaufelbuehl, Valeria Zanier (éd.), *Europe and China in the Cold War. Exchanges Beyond the Bloc Logic and the Sino-Soviet Split*, Leyde 2018, 85–107; Cyril Cordoba, *Au-delà du Rideau de Bambou. Relations culturelles et amitiés politiques sino-suissees (1949–1989)*, thèse de doctorat à l'Université de Fribourg 2019; Ariane Knüsel, *China and Switzerland in the Cold War. Political and Economic Relations, 1949–1989*, Habilitation à l'Université de Fribourg 2019.
 - 10 Cette vision a été contredite, en tout cas en ce qui concerne la Chine durant la guerre froide: Cyril Cordoba, «La Suisse au cœur de la propagation du maoïsme en Occident», *Annuaire de la SSHES* 34 (2020), à paraître; Ariane Knüsel, «Small Country – Great Importance. Switzerland and the Chinese Presence in Europe during the 1950s and 1960s», in Marco Wyss, Janick Schaufelbuehl, Valeria Zanier (voir note 9), 42–61.
 - 11 «International Conference on Global Diplomacy», www.dodis.ch/en/events/international-conference-global-diplomacy (9. 12. 2019).

- 12 Daniel Hedinger, «A Global Conspiracy? The Berlin-Tokyo-Rome Axis on Trial and its Impact on the Historiography of the Second World War», *Journal of Modern European History* 14/4 (2016), 500–521.
- 13 Alexis Dudden, «Standing with Historians of Japan», 1. 3. 2015, www.historians.org/publications-and-directories/perspectives-on-history/march-2015/letter-to-the-editor-standing-with-historians-of-japan (9. 12. 2019); «Open Letter in Support of Historians in Japan», *The Asia-Pacific Journal*, 11. 5. 2015, <https://apjif.org/-Asia-Pacific-Journal-Feature/4828/article.html> (9. 12. 2019).
- 14 Georg Kreis, *La Suisse et l'Afrique du Sud 1948–1994*, Genève 2007, 30–41.
- 15 Gwi-Ok Kim, «Building a Peaceful East Asian Community. Origins of a Regional Concept and Visions for a Global Age», *Asian Perspective* 37/2 (2013), 233–254; Mark Beeson, «Rethinking Regionalism. Europe and East Asia in Comparative Historical Perspective», *Journal of European Public Policy* 12/6 (2005), 969–985; Takashi Terada, «Constructing an «East Asian» Concept and Growing Regional Identity. From EAEC to ASEAN+3», *The Pacific Review* 16/2 (2003), 251–277; Dajin Peng, «The Changing Nature of East Asia as an Economic Region», *Pacific Affairs* 73/2 (2000), 171–191.
- 16 Jürgen Osterhammel, «Semi-Colonialism and Informal Empire in Twentieth-Century China. Towards a Framework of Analysis», in Jürgen Osterhammel, Wolfgang J. Mommsen (éd.), *Imperialism and After. Continuities and Discontinuities*, Londres 1986, 290–314.
- 17 Edward Said, *Orientalism*, New York 1979; Haun Saussy, *Great Walls of Discourse and Other Adventures in Cultural China*, Cambridge, Londres 2001.
- 18 Barbara Lüthi, Francesca Falk, Patricia Purtschert, «Colonialism without Colonies. Examining Blank Spaces in Colonial Studies», *National Identities* 18/1 (2016), 3–4; Patricia Purtschert, Harald Fischer-Tiné (éd.), *Colonial Switzerland. Rethinking Colonialism from the Margins*, Basingstoke 2015.
- 19 Daniel Hedinger, Nadin Heé, «Transimperial History. Connectivity, Cooperation and Competition», *Journal of Modern European History* 16/4 (2018), 429–452; Bernhard C. Schär, «From Batticaloa via Basel to Berlin. Transimperial Science in Ceylon and Beyond around 1900», *The Journal of Imperial and Commonwealth History* (2019), 1–33; Andreas Zangger, *Koloniale Schweiz. Ein Stück Globalgeschichte zwischen Europa und Südostasien (1860–1930)*, Bielefeld 2011.

Editorial

Schweiz und Ostasien: Vernetzungen und Verflechtungen

Was wäre, wenn die Geschichte der Schweiz in Ostasien geschrieben worden wäre?¹ Diese Ausgabe von *traverse* hat zwar nicht zum Ziel, Schweizer Geschichte aus der Perspektive Ostasiens neu zu schreiben, doch will sie die Beziehungen zwischen der Schweiz und Ostasien neu beleuchten – weg von abgedroschenen Klischees hin zu Vernetzungen und Verflechtungen von Personen, Waren, Ideen und Konzepten, die uns auch einen neuen Blick auf die Schweizer Geschichte ermöglichen.

Transnationale Geschichte und Globalgeschichte sind seit über zehn Jahren im Trend, auch in der Schweiz.² Dabei fanden allerdings die Beziehungen zwischen der Schweiz und Ostasien bislang nur wenig Beachtung. Bis vor kurzer Zeit befassten sich die akademischen Publikationen über die Schweiz und Ostasien hauptsächlich mit traditionellen historiografischen Themen wie den offiziellen (bilateralen) Beziehungen zwischen der Schweiz und Japan beziehungsweise China,³ der gegenseitigen Wahrnehmung,⁴ dem wirtschaftlichen Austausch⁵ und Missionarsgesellschaften.⁶ Während Studien über die Schweiz und Japan beziehungsweise China vorwiegend politische und wirtschaftliche Themen behandeln, thematisieren die meisten Publikationen über die Schweiz und Korea die Schweizer Teilnahme an der Koreamission.⁷

In den letzten Jahren haben sich mehrere Forschungsprojekte mit der Schweiz und Ostasien befasst, die vom Schweizerischen Nationalfonds unterstützt wurden beziehungsweise werden.⁸ Bis jetzt sind aus diesen Projekten mehrere Publikationen, Dissertationen und eine Habilitation hervorgegangen, die sich nicht mehr nur auf typische Akteur*innen in offiziellen bilateralen Rahmen begrenzen, sondern auch den Fokus weg von der historiografischen Dichotomie des aktiven Westens und passiven Ostasiens hin zu einer Geschichte der wirtschaftlichen Verflechtungen, transnationalen kulturellen Bewegungen und Netzwerken verschiedenster Art richten.⁹

Generell gibt es in ostasiatischen Ländern fast keine Historiker*innen, die sich mit der Schweiz befassen. Einerseits kann dies damit erklärt werden, dass den Beziehungen zur Schweiz in der offiziellen chinesischen, taiwanesischen, japa-

nischen und koreanischen Geschichtsschreibung kein grosser Stellenwert beigemessen wird, da die Schweiz für diese Länder gemäss ihrer offiziellen Geschichtsschreibung weder als aussenpolitischer noch als wirtschaftlicher Partner eine grosse Rolle gespielt hat.¹⁰ Ein weiterer Grund für die wenigen Studien und Publikationen sind sprachliche Hindernisse. So erfordert doch eine Analyse von Schweizer Archivbeständen, Quellensammlungen und Sekundärliteratur Kenntnisse in Deutsch, Französisch und oft auch in Englisch sowie Italienisch.

Auch Schweizer Forscher*innen sind linguistischen Hindernissen ausgesetzt, wenn sie sich mit ostasiatischen Quellen und Literatur befassen möchten: Chinesisch, Japanisch und Koreanisch sind nur nach jahrelangem intensivem Sprachstudium auf einem Niveau zu meistern, das eine selbstständige Analyse von Archivbeständen in diesen Sprachen ermöglicht. In der Schweiz wird Koreanistik gar nicht als Studiengang angeboten, Sinologie und Japanologie nur in Zürich und Genf. Viele westliche Historiker*innen, die sich mit den bilateralen Beziehungen westlicher Länder mit Ostasien befassen, können keine dieser Sprachen lesen. 2018 wurde an der «global diplomacy»-Konferenz des Europainstituts in Basel¹¹ deshalb auch äusserst lebhaft diskutiert, ob es überhaupt angemessen ist, wenn westliche Historiker*innen die bilateralen Beziehungen westlicher Länder mit Ostasien erforschen, ohne die jeweilige ostasiatische Sprache zu beherrschen. Bleibt ihnen das asiatische Archivgut doch verschlossen, wenn sie keine Übersetzer*innen als Hilfskräfte haben. Somit besteht die Gefahr, dass Historiker*innen zurück in die veralteten historiografischen Muster von ostasiatischen bilateralen Beziehungen zurückfallen beziehungsweise sich auf die traditionellen Akteure internationaler Beziehungen wie Diplomat*innen und Missionar*innen begrenzen, da diese in westlichen Archivbeständen stark vertreten sind.

Aber sogar jene Schweizer Historiker*innen, welche die relevanten ostasiatischen Sprachen für ihre Forschungsthemen beherrschen, sehen sich mit Problemen konfrontiert. In China sind Archive nur sehr beschränkt zugänglich. Während die Lage diesbezüglich in Taiwan und Südkorea und besonders in Japan viel besser ist als in China, existieren hier andere Probleme. Beispielsweise wurde 1945 in Japan viel relevantes Material über den Zweiten Weltkrieg zerstört.¹²

Ein weiteres Problem für Forscher*innen ist, dass verschiedene Aspekte der chinesischen Geschichte tabu für Historiker*innen in diesen Ländern sind. Ereignisse wie zum Beispiel die Kulturrevolution (1966–1976) oder das Tiananmen-Massaker (1989) betrafen auch Ausländer. Es ist aber praktisch unmöglich, zu diesen Themen in China offiziell zu forschen. Auch in Japan versuchen die Regierung und bestimmte Gruppierungen, das Forschen über gewisse Themen zu unterbinden. Trotz dieser schwierigen Bedingungen gibt es aber japanische Historiker*innen, die auch diese Themen untersuchen.

Die japanische Regierung hat 2015 sogar bei Schulbuchverlagen in den USA interveniert, weil deren Schulbücher einige Zeilen über die Zwangsprostitution von Asiatinnen im Zweiten Weltkrieg und über die Massaker und Massenvergewaltigungen japanischer Soldaten 1937 und 1938 in Nanjing enthielten. Dies wurde zwar von internationalen Historiker*innen heftig kritisiert, scheint aber die japanische Regierung nicht gross beeindruckt zu haben.¹³ Man darf aber nicht vergessen, dass die Situation in China und Japan beileibe nicht einzigartig ist. In vielen Ländern sind Archive nicht offen zugänglich und sogar in Europa werden Historiker*innen daran gehindert, bestimmte Aspekte der nationalen Vergangenheit aufzuarbeiten. So hatten in der Schweiz Historiker*innen zum Beispiel vor einigen Jahren nur begrenzt Zugang zu den Beständen in Wirtschaftsarchiven, welche die Beziehungen zwischen der Schweiz und Südafrika behandeln.¹⁴

Im Bewusstsein der Herausforderungen, denen sich Forscher*innen in den Bereichen Netzwerkgeschichte, Weltgeschichte und postkolonialer Geschichte gegenübersehen, argumentieren wir in dieser Ausgabe, dass es sich lohnt, die vielfältigen Beziehungen zwischen der Schweiz und Ostasien zu untersuchen. In diesem Zusammenhang darf nicht vergessen werden, dass der Begriff «Ostasien» ein sich ständig weiterentwickelndes geopolitisches, wirtschaftliches und sozialhistorisches Konstrukt ist, das sich nicht mit der komplexen territorialen Realität deckt.¹⁵ Der Einfluss des Konfuzianismus führt zwar zu einer gewissen Einheit, jedoch unterscheiden sich die Erfahrungen etwa bezüglich des Imperialismus stark – so wurde Korea kolonialisiert, während in China die fremden Mächte Interessenssphären etablierten, also «informal imperialism» betrieben,¹⁶ und Japan schliesslich war selbst als Kolonialmacht in Korea und China aktiv. Der Begriff «Ostasien» ermöglicht es uns, das vielfältige Beziehungsgeflecht zwischen diesem Raum und der Schweiz mittels einer transnationalen Perspektive zu analysieren und uns gleichzeitig vom nationalen Rahmen zu lösen, indem wir die Rolle Ostasiens bei der Globalisierung der Schweiz hinterfragen. Zudem hat Ostasien in letzter Zeit als finanzieller beziehungsweise politischer Partner auch immer mehr an Bedeutung für die Schweiz gewonnen. So hat die Schweiz mit China und Japan bilaterale Freihandelsabkommen abgeschlossen, während sie mit Südkorea und Hongkong via Europäische Freihandelsassoziation (EFTA) Freihandelsabkommen hat. Wir haben uns deshalb für diese Ausgabe die folgenden drei Ziele gesetzt:

Erstens geht es darum, eine bilaterale und institutionelle Geschichte zwischen der Schweiz und Ostasien möglichst zu vermeiden. Stattdessen befassen sich die Beiträge mit verschiedenen Akteur*innen und Netzwerken. Manche sozialen Kategorien konnten leider nicht berücksichtigt werden: Während Kaufleute, Diplomat*innen und Journalist*innen beziehungsweise Fotograf*innen in dieser Ausgabe gut vertreten sind, fehlen in der traditionellen Historiografie beliebte

Akteur*innen wie Soldaten und Missionar*innen. Auch fehlen Beiträge, die sich mit Geschlechterverhältnissen befassen: Ändern sich diese, wenn sie sich von der Schweiz entfernen? Die in dieser Ausgabe behandelten Akteur*innen bildeten Verbindungen verschiedener Art – persönlich, professionell, institutionell – und die ostasiatischen Länder fungierten für sie in erster Linie als vielfältige und sogar widersprüchliche Konstrukte des Anderen. Asiatische Erfahrungen regten die Fantasie in der Schweiz an. Diese scheinbar weit von der Schweiz entfernte Geschichte hatte daher eine sehr lokale Auswirkung auf die Wahrnehmungen der Welt in der Schweiz und auf die Machtverhältnisse, die manchmal der «Faszination» für den Osten unterlagen.¹⁷ Diese postkoloniale Perspektive, die in den Artikeln präsent ist, aber nicht immer klar erklärt wird, regt an, die Geschichte der Schweiz von aussen zu überdenken. Tatsächlich basiert die Faszination oft auf der Idee einer vermeintlichen Passivität dieser Region, im Gegensatz zu der aktiven beziehungsweise unternehmerischen westlichen Welt. Obwohl Studien diese unilaterale Sichtweise widerlegt haben, ist dieses Bild dennoch in der Schweiz und in anderen Ländern präsent, die keine formalen Kolonien besaßen, aber trotzdem in koloniale Praktiken involviert waren.¹⁸

Zweitens soll in dieser Ausgabe die schweizerische Präsenz in Ostasien im Hinblick auf ihre Verflechtung mit anderen Akteur*innen der westlichen Expansion seit dem 19. Jahrhundert untersucht werden. Mit einer solchen transimperialen Perspektive kann vermieden werden, dass die Beziehungen zwischen der Schweiz und Ostasien als Sonderfall präsentiert werden, in dem die Schweiz als nichtimperialer Akteur fungiert.¹⁹ Sie zeigt stattdessen auf, wie die Schweizer*innen in die wirtschaftliche Expansion Europas nach Asien involviert waren, auch mit staatlicher Unterstützung, sei es durch offizielle diplomatische Missionen oder den Aufbau eines konsularischen Netzwerks. Der Fall des International Settlement in Shanghai (Wettengel), ein Ort des Wettbewerbs und der Kollaboration zwischen den Westmächten, zeigt beispielsweise auf, dass die Schweizer Wirtschaftsgeschichte und die humanitäre Tradition der Schweiz aus einer globalen Perspektive betrachtet werden müssen.

Das dritte Ziel dieser Ausgabe, mit dem auch eine Aufforderung zur weiteren Erforschung dieses Themas einhergeht, ist zu zeigen, wie Ostasien zur Modernisierung der Schweiz beigetragen hat. Ostasien war nicht alleine für die Globalisierung und das imperiale Engagement der Schweiz seit dem 19. Jahrhundert verantwortlich, sondern es fungierte unter anderem auch als Labor der kulturellen, wirtschaftlichen und ökologischen Globalisierung von Schweizer Reportern, die sich mit dieser Weltregion befassten (Hauser). Eine solche «entangled history» untersucht Verflechtungen und Transferprozesse zwischen zwei asymmetrischen Orten in Bezug auf Demografie, Beziehung zum Nationalstaat und kulturelle Referenzen. Die Fähigkeit der schweizerischen und asiatischen Ak-

teur*innen, sich an diesen trans- beziehungsweise interkulturellen Kontext anzupassen, trug so auch zu neuen Formen der wirtschaftlichen, politischen und kulturellen Zusammenarbeit bei.

Die ersten drei Artikel widmen sich den Wirtschaftsbeziehungen zwischen der Schweiz und Ostasien im 19. und 20. Jahrhundert. Pascal Lottaz beschreibt, wie die Schweizer Diplomatie zum Aufbau von Handelsbeziehungen in Ostasien beitrug, indem sie sich der bereits existierenden Strukturen anderer Kolonialmächte bediente. Er hebt auch den politischen Einfluss von Industriemagnaten (den «Bundesbaronen») hervor, welche die Bemühungen von Wirtschaftshäusern in Ostasien unterstützten. Alexis Schwarzenbachs Beitrag untersucht die Tätigkeit von Siber & Brennwald von 1866 bis 1872 in Yokohama anhand von persönlichen Dokumenten von Hermann Siber. Diese zeigen den zentralen Platz, den seine privaten Beziehungen bei der Schaffung eines transnationalen Wirtschaftsnetzwerks einnahmen, insbesondere seine Freundschaft mit Furukawa Ichibé, der zu einem wichtigen Partner für Sibers Seidenhandelsaktivitäten in der Region wurde. Im dritten Artikel analysiert Pierre-Yves Donzé die erfolgreiche Gründung von Nestlé in Japan in der zweiten Hälfte des 20. Jahrhunderts. Er konzentriert sich auf den Begriff der Anpassungsfähigkeit, nicht nur bezüglich Konsumgüter (Nescafé, Kit Kat), sondern auch für den Standort des Managements, was es dem Unternehmen ermöglichte, wichtige Erfahrungen zur Stärkung seiner Wettbewerbsfähigkeit zu sammeln.

Im zweiten Teil präsentieren die Artikel von Julian Wettengel und Cyril Michaud Fallstudien mit Schweizer*innen als politischen Akteur*innen in internationalen Macht- und Einflussspielen. So war Richard von der Crone, Leiter von Volkart Brothers, an der kolonialen Verwaltung Shanghais beteiligt, wo er in den 1940er-Jahren im Stadtrat sass. Zu den Attributen, die gemäss Wettengel zur Wahl von der Cronen durch die Behörden führte, gehörten einerseits seine vielen Handelskontakte, andererseits auch, dass er ein Vertreter eines neutralen Landes war. Michaud interessiert sich für die Beziehungen Taiwans zum Moral Rearmament (RAM), einer angelsächsischen protestantischen Bewegung mit Sitz im Caux-Palast in Montreux. Insbesondere studiert er die Tournee eines taiwanesischen antikommunistischen Propagandaspiels (Le Dragon) in der Schweiz, das vom RAM betreut und von vielen Persönlichkeiten aus Politik und Wirtschaft der Schweiz unterstützt wurde.

Im letzten Teil widmen sich drei Beiträge dem kulturellen Austausch, der Mediation und der Inszenierung einer Reihe von Reden und Aufführungen. Claude Hauser zeichnet die Entwicklung des Schweizer Fotojournalismus in Asien in der zweiten Hälfte des 20. Jahrhunderts aus der Perspektive der Umweltfrage nach. Auf diese Weise stellt er Persönlichkeiten vor wie Werner Bischof, Fernand Gigon und Frédéric Koller, die zwischen Faszination und Selbstdarstellung die

öffentliche Meinung über die Angriffe der Menschen auf die Natur zeigen, anprangern oder alarmieren wollten. Laurent Tissot befasst sich in seinem Artikel mit dem asiatischen Tourismus in der Schweiz und seinen finanziellen Auswirkungen auf die Schweizer Hotellerie. Tissot erklärt, wie die bei chinesischen und japanischen Reisenden beliebten Schweizer Reiseziele Fantasien und Konsumgewohnheiten offenbaren, die stark von einer ostasiatischen Vision makelloser Schweizer Landschaften geprägt sind. Den Abschluss bildet der Artikel von Anna Herren über Walter Bosshards Berichterstattung der Krönung von Kaiser Puyi 1934 im japanischen Marionettenstaat Manchukuo. Anhand von Fotos und Typoskripten analysiert Herren, wie Bosshard die japanische Propagandaveranstaltung für ausländische Journalist*innen erlebte und über diese berichtete.

Die Beiträge in dieser Ausgabe thematisieren eine Vielfalt von Netzwerken, Verflechtungen und Transferprozessen zwischen der Schweiz und Ostasien. Damit sollen auch neue Perspektiven für einen Austausch oder eine Zusammenführung von scheinbar sehr unterschiedlichen Historiografien geschaffen werden. Das Thema dieser Ausgabe hat deshalb auch eine klar globalgeschichtliche Perspektive und setzt die in den letzten Jahren unternommenen Anstrengungen zur Förderung eines transnationalen Ansatzes in der Schweizer Geschichte fort.

Cyril Cordoba, Matthieu Gillibert, Ariane Knüsel

Anmerkungen

- 1 Wir danken Martin Dusinger und Daniel Hedinger für ihre konstruktive Kritik zu früheren Versionen dieser Einleitung.
- 2 Siehe zum Beispiel Nathalie Büsser et al., «Histoire transnationale de la Suisse», *Annuaire suisse d'histoire économique et sociale* 34 (2020); Pierre Eichenberger et al., «Beyond Switzerland. Reframing the Swiss Historical Narrative in Light of Transnational History», *Traverse* 17/1 (2017), 137–152; André Holenstein, *Mitten in Europa. Verflechtung und Abgrenzung in der Schweizer Geschichte*, Baden 2014; Thomas Maissen, «Schweizergeschichte im Zeitalter der Globalisierung», in Pascale Meyer et al. (Hg.), *Geschichte Schweiz. Katalog der Dauer Ausstellung im Landesmuseum Zürich*, Zürich 2009, 16 f.
- 3 Ariane Knüsel, ««Armé de la pensée de Mao Tsé-toung, on peut résoudre tous les problèmes». L'influence de la Révolution culturelle sur les relations entre la Suisse et la République populaire de Chine», *Relations internationales* 163/3 (2015), 29–46; Patrick Ziltener (Hg.), *Handbuch Schweiz – Japan. Manuel des relations nippo-suissees*, Zürich 2010; Roger Mottini, *Tell in Tôkyô. Schweizerisch-japanische Begegnungen von den Anfängen bis 1914*, München 2009; Paul Hugger (Hg.), *China in der Schweiz. Zwei Kulturen in Kontakt*, Zürich 2005; Michele Coduri, *La Suisse face à la Chine. Une continuité impossible? 1946–1955*, Louvain-la-Neuve 2004; Yufang Zhou, *Die Exterritorialitätsrechte der Schweiz in China (1918–1946)*, Frankfurt am Main und Bern 2003; Regula Stämpfli, «Die Schweiz und China, 1945–1950», *Studien und Quellen* 13/14 (1988), 163–224; Howard Dubois, *Die Schweiz und China*, Bern 1978.
- 4 Paul Akio Nakai, *Preussen, die Schweiz und Deutschland aus japanischer Sicht. Modernisierung, Politik, Krieg und Frieden*, München 2014; Ariane Knüsel, *Framing China. Media Images and Political Debates in Britain, the USA and Switzerland, 1900–1950*, Farnham 2012;

- Martial Pasquier, Mirja Weiss Richard, Nadia Yersin, *Das Image der Schweiz im Ausland. Mit Fallbeispiel China*, Bern 2009; Franz Hintereder-Emde, «Stereotypen bei der Kulturvermittlung. Überlegungen zu Heidi und dem Bild der Schweiz in Japan», in Atsuko Onuki, Thomas Pekar (Hg.), *Figuration – Defiguration. Beiträge zur transkulturellen Forschung*, München 2006, 373–383; Harald Meyer (Hg.), *Das Bild der Schweiz in Japan. Rezeptionsformen im 20. Jahrhundert* (Asiatische Studien 58), Bern 2004; ders., «Direkte Demokratie und Neutralität als Gesellschaftsmodell? Zum Schweiz-Bild im Japan des 20. Jahrhunderts», *OAG Notizen* 1 (2003), 8–23.
- 5 Pierre-Yves Donzé, «Rattraper et dépasser la Suisse». *Histoire de l'industrie horlogère japonaise de 1850 à nos jours*, Neuchâtel 2014; Ariane Knüsel, «A Tricky Business. Swiss Perceptions of Informal Imperialism in China in the 1920s», *Journal of Modern Chinese History* 2 (2014), 210–229; Ziltener (wie Anm. 3); Steffen Erik Milner, «Japan. Der wichtigste Handelspartner der Schweiz in Asien», *Die Volkswirtschaft* 77/10 (2004), 56–62; Stefan Sigerist, *Schweizer in Asien. Präsenz der Schweiz bis 1914*, Schaffhausen 2001; Thomas Straubhaar, «Die Wirtschaftsbeziehungen der Schweiz mit China. Bisherige Erfahrungen – zukünftige Chancen», *Wirtschaftspolitische Mitteilungen* 41/9 (1985), 1–29.
 - 6 Fritz Frei, «L'avvicinamento alla Cina. Il caso della Società delle Missioni Estere di Betlemme, Immensee», in Pier Francesco Fumagalli, Gerardo Rigozzi, Luca Salitni (Hg.), *Occidente verso la Cina*, Lugano 2008; Thoralf Klein, *Die Basler Mission in Guangdong (Südchina). 1859–1931*, München 2002; Willy Rüegg, *Die Chinesische Revolution in der Berichterstattung der Basler Mission*, Zürich 1988; Ambros Rust, *Die Bethlehem-Missionare Immensee (Schweiz)*, Freiburg 1961.
 - 7 Oskar Pfenninger, Irène Bourquin, *Im Niemandland von Panmunjom. Schweizer in Korea 1955/56*, Bd. 1, Frauenfeld 2017; Christian Birchmeier, «60 Jahre Schweizer Militärdelegation in der NNSC. Panmunjom, Korea, 1953–2013», *Allgemeine Schweizerische Militärschrift* 179/9 (2013). Eine Ausnahme bilden Janick Marina Schaufelbuehl, Marco Wyss, Sandra Bott, «Choosing Sides in the Global Cold War. Switzerland, Neutrality and the Divided States of Vietnam and Korea», *International History Review* 37/5 (2015), 1014–1036.
 - 8 Dazu gehören das Projekt «Sino-Swiss Relations during the Cold War. An Unbreakable Link (1949–1989)» unter der Leitung von Claude Hauser in Fribourg, «A Global History of Swiss Diplomacy, 1848–1975» unter der Leitung von Madeleine Herren-Oesch in Basel und «Verkabelungen. Chinesisch-Schweizerische Verflechtungen digitaler Infrastrukturen seit 1970» unter der Leitung von Monika Dommann in Zürich. An der Hochschule Luzern leitet Alexis Schwarzenbach das Forschungsprojekt «Silk History since 1800», das unter anderem die Netzwerke Schweizer Seidenfirmen in Asien untersucht. Es gibt auch noch verschiedene Forschungsprojekte zu Europa und Ostasien beziehungsweise zur ostasiatischen Geschichte an den Universitäten Zürich und Genf.
 - 9 Siehe zum Beispiel die Beiträge von Julian Wettengel und Alexis Schwarzenbach in dieser Ausgabe; Ariane Knüsel, ««White on the Outside but Red on the Inside». Switzerland and Chinese Intelligence Networks during the Cold War», *Cold War History* (2019), 1–18; Cyril Cordoba, Liu Kaixuan, «Unconditional Followers of the PRC? Friendship Associations with China in France and Switzerland, 1950s–1980s», in Marco Wyss, Janick Schaufelbuehl, Valeria Zanier (Hg.), *Europe and China in the Cold War. Exchanges Beyond the Bloc Logic and the Sino-Soviet Split*, Leiden 2018, 85–107; Cyril Cordoba, *Au-delà du Rideau de Bambou. Relations culturelles et amitiés politiques Sino-Suisse (1949–1989)*, Dissertation, Université de Fribourg 2019; Ariane Knüsel, *China and Switzerland in the Cold War. Political and Economic Relations, 1949–1989*, Habilitation, Université de Fribourg 2019.
 - 10 Es konnte allerdings gezeigt werden, dass diese Sichtweise zumindest für China im Kalten Krieg nicht korrekt ist: Cyril Cordoba, «La Suisse au cœur de la propagation du maoïsme en Occident», *Annuaire de la SSHEs* 34 (2020); Ariane Knüsel, «Small Country – Great Importance. Switzerland and the Chinese Presence in Europe during the 1950s and 1960s», in Marco Wyss, Janick Schaufelbuehl, Valeria Zanier (wie Anm. 9), 42–61.

- 11 «International Conference on Global Diplomacy», www.dodis.ch/en/events/international-conference-global-diplomacy (9. 12. 2019).
- 12 Daniel Hedinger, «A Global Conspiracy? The Berlin-Tokyo-Rome Axis on Trial and its Impact on the Historiography of the Second World War», *Journal of Modern European History* 14/4 (2016), 500–521.
- 13 Alexis Dudden, «Standing with Historians of Japan», 1. 3. 2015, www.historians.org/publications-and-directories/perspectives-on-history/march-2015/letter-to-the-editor-standing-with-historians-of-japan (9. 12. 2019); «Open Letter in Support of Historians in Japan», *The Asia-Pacific Journal*, 11. 5. 2015, <https://apjjf.org/-Asia-Pacific-Journal-Feature/4828/article.html> (9. 12. 2019).
- 14 Georg Kreis, *La Suisse et l'Afrique du Sud 1948–1994*, Genf 2007, 30–41.
- 15 Gwi-Ok Kim, «Building a Peaceful East Asian Community. Origins of a Regional Concept and Visions for a Global Age», *Asian Perspective* 37/2 (2013), 233–254; Mark Beeson, «Rethinking regionalism. Europe and East Asia in comparative historical perspective», *Journal of European Public Policy* 12/6 (2005), 969–985; Takashi Terada, «Constructing an «East Asian» concept and growing regional identity. From EAEC to ASEAN+3», *The Pacific Review* 16/2 (2003), 251–277; Dajin Peng, «The Changing Nature of East Asia as an Economic Region», *Pacific Affairs* 73/2 (2000), 171–191.
- 16 Jürgen Osterhammel, «Semi-Colonialism and Informal Empire in Twentieth-Century China. Towards a Framework of Analysis», in Jürgen Osterhammel, Wolfgang J. Mommsen (Hg.), *Imperialism and After. Continuities and Discontinuities*, London 1986, 290–314.
- 17 Edward Said, *Orientalism*, New York 1979; Haun Saussy, *Great Walls of Discourse and Other Adventures in Cultural China*, Cambridge 2001.
- 18 Barbara Lüthi, Francesca Falk et Patricia Purtschert, «Colonialism without Colonies. Examining Blank Spaces in Colonial Studies», *National Identities* 18/1 (2016), 3 f.; Patricia Purtschert, Harald Fischer-Tiné (Hg.), *Colonial Switzerland. Rethinking Colonialism from the Margins*, Basingstoke 2015.
- 19 Daniel Hedinger, Nadin Heé, «Transimperial History. Connectivity, Cooperation and Competition», *Journal of Modern European History* 16/4 (2018), 429–452; Bernhard C. Schär, «From Batticaloa via Basel to Berlin. Transimperial Science in Ceylon and Beyond around 1900», *The Journal of Imperial and Commonwealth History* (2019), 1–33; Andreas Zangger, *Koloniale Schweiz. Ein Stück Globalgeschichte zwischen Europa und Südostasien (1860–1930)*, Bielefeld 2011.

Going East

Switzerland's Early Consular Diplomacy toward East and Southeast Asia

Pascal Lottaz

In 1868 Sweden-Norway and Spain joined an illustrious club. By signing a treaty of friendship and commerce with the then newly formed Meiji Government, they became part of a group of colonial powers that had forced unequal treaties on Japan. This group included, among others, the USA, Russia, the Netherlands, Great Britain, France, Portugal, and even alpine Switzerland.¹ In fact, the Swiss had already in 1864 succeeded in concluding such a treaty with the Edo Shogunate. This is remarkable for several reasons. Firstly, Switzerland achieved something that other European countries had only accomplished through gunboat diplomacy. Secondly, Switzerland, less than two decades earlier, had gone through a civil war (1847), and had never engaged in colonial conquests (which is why historians for a long time did not consider Switzerland to have been a colonial state).² It was a small, relatively poor,³ landlocked nation without a navy or even a single merchant ship. Yet, the Swiss were four years ahead of two of Europe's oldest seafaring nations in establishing treaty relations with Japan.⁴ This is even more astonishing considering that Switzerland had been kept waiting for nearly five years for its treaty. Had the initial efforts of 1859 succeeded, this non-seafaring nation would have been right behind the major colonial powers in engaging Japan against its will.⁵ And this was not Berne's only diplomatic effort in "the Far East". Switzerland also established two consulates in Southeast Asia, one in Manila (1862) and one in Batavia (1863). Together with the consulates in Yokohama and Nagasaki, which were created right after the signing of the treaty in 1864, Switzerland had swiftly acquired four diplomatic outposts in East and Southeast Asia.⁶ These consulates were part of a second wave of representations (created between 1850 and 1865) but were among the first of the modern Swiss state.⁷

The establishment of the Swiss-Japanese trade treaty has been well researched,⁸ but the cases of the first consulates in Manila and Batavia, less so.⁹ This article offers an analysis of the structural factors for Switzerland's diplomatic expansion to East and Southeast Asia, based in part on a study of key primary sources from the Diplomatic Documents of Switzerland and the Federal Archives in Berne. It argues that the official diplomacy of the Swiss state toward "the Far East" was

the outcome of at least three factors; its export-oriented economy, the influence of elites, and the opportunity structure of the colonial era. A holistic analysis of Switzerland's Far Eastern diplomacy would naturally also require a discussion of other factors, such as individual experiences, perceptions, or culture.¹⁰ For brevity's sake, however, this article is only concerned with economic, political, and structural aspects of Swiss diplomacy. Especially trade interests were of central importance, which is why this article explores the links between foreign commerce in Asia and decision-making in Berne. The aim is to understand why and how the Swiss state started to be diplomatically active in a corner of the world that was neither easy to access nor crucial to the Swiss economy.¹¹ Since this is a discussion about state action, the reasons for the establishment of consulates represent the reasoning of the state as an actor. Thereby, this analysis is part of the so called "cognitive approach"¹² to diplomacy studies, which seeks to unravel the nodes of decision making and to expose the rationale behind the behaviour of states. It tries, in the words of Alexander George, to open "the black-box"¹³ of state reasoning for the case of Switzerland's diplomatic expansion toward East and Southeast Asia.

Consular Diplomacy

The focus on the creation of consulates is crucial because they are a particular characteristic of Swiss diplomacy, which used consular representations rather than proper legations to protect its interests abroad. Until 1866 Swiss diplomacy was conducted by merely three legations (Paris, Vienna, and Turin) but by a full seventy-seven (honorary) consulates. This was uncommon compared to other small European states, most of which used three or four times as many legations.¹⁴ On the other hand, one might ask if consular relations mattered at all to diplomacy or if they only reflected trade interests. After all, consulates are by definition tasked with supporting national economic interests.¹⁵ However, the important question is why Switzerland at some stage came to appreciate these places strongly enough to extend its consular diplomacy and deliver official support to its expatriate communities. For example, the Swiss Federal Council considered a consulate in Manila as early as 1851, but at that time the Commerce and Customs Department argued successfully against the proposal, by saying that it "does not take the view that consulates should be created in places where only few Swiss reside and where consular capacities grant the appointee, effectively, a monopoly of influence on commercial activities. [...] [T]he creation of consulates in remote and under-civilised seaports as well as in those [places] where foreigners enjoy extraterritoriality, are of no use. On the contrary, it might be

dangerous, since the necessary respect in these places can only be gained through gunboats. Until now, in all such cases, our merchants have found far more effective protection through foreign consuls than what a local [Swiss] consul could have supplied them with.”¹⁶

In 1862 the Federal Council reversed its opinion and created a consulate in Manila. The change of heart had structural reasons, as Swiss diplomacy was inseparably linked with the country’s political economy and the structure of the young state.¹⁷

Switzerland’s Political Economy in the Nineteenth Century

There is a tendency among historians to explain the world-wide expansion of Swiss trade activities in the 19th century by stressing the increase in protectionist measures by other European states. The narrative is usually that, since most great powers (especially Great Britain, France, Austria-Hungary, and the German states) closed their markets off by way of high import tariffs, Swiss merchants had to find new markets overseas.¹⁸ However, Switzerland’s diplomatic extension to East and Southeast Asia did not coincide with the surge in protectionism in Europe after the Napoleonic Wars. Protectionism in Europe reached its peak with the British Corn Laws between 1815 and 1846 but went on a steady decline all over Europe in the late 1830s. The timespan between 1866 and 1877 marked the height of liberalism on the continent with national tariffs at historic lows.¹⁹ This is also clearly reflected in Switzerland’s foreign trade numbers. In 1845 nearly two thirds of Swiss exports went outside Europe, the opposite was true by the late 1850s, when only one third of Swiss exports were shipped overseas, and two thirds went to European markets.²⁰ Throughout this time, exports to the Far East remained consistently low, at only four percent – testifying to the minor importance of these markets.²¹ Neither protectionism in Europe nor the size of existing trade with Asia seem to explain Switzerland’s sudden interest in diplomatic relations with East and Southeast Asia. Rather than tariffs, it seems that a general decline in Swiss exports between 1851 and 1870 incentivised Swiss industry to seek new opportunities in Asia.²² The question then is: was the search for new markets important enough to translate into diplomatic action of the state? Mid-19th century Switzerland was, as Paul Bairoch described it, a “competitive” economy because it relied more than any other European country on the export of manufactured goods which, on colonial markets, rivalled those of the great powers.²³ Although large-scale industrialization only took place after 1850, the Swiss had long before started to manufacture high value-added goods like clocks, watches, fine textiles, and specialised machinery.²⁴ Since the volume

of goods produced significantly outstripped the size of Switzerland's consumer market, the success of the manufacturing sector depended to a great extent on the ability to cater to foreign customers. Already in 1840, Switzerland's exports per capita were more than twice the level of Great Britain, the USA, Belgium, or Denmark, and four times higher than Germany or France.²⁵ Until the late 1880s, no other European GNP was as reliant on its export sector as that of Switzerland. Even on a global scale, land-locked Switzerland, with only 1% of Europe's population, accounted for 4% to 5% of the continent's exports in the 1840s and 1850s.²⁶ All of this happened at a time when only 4% of the workforce was employed in factories.²⁷

The story that these numbers tell is that a relatively large part of Switzerland's national economy depended on a relatively small industrial sector that was strongly export-driven. This created a small group of industrial elites in the manufacturing cantons who had strong interests in foreign markets. Claudia Aufdermauer has recently discussed the influence of these industrial magnates, who were unofficially known as "Federal Barons". They wielded power by virtue of their wealth and political mandates, to the point that they overshadowed all other groups of political decision makers, including the Federal Council.²⁸ Unsurprisingly, they became driving forces engaging the Swiss state in new markets abroad—mainly for the benefit of their own trading houses. The following section will examine the influence of these "Federal Barons" over the decision-making process in Switzerland's foreign relations with Asia.

A Treaty of Friendship and Commerce with Japan²⁹

Switzerland's bid for treaty relations with Japan was a cumbersome and costly affair. To understand the rationale of the decision makers involved, three government records between 1860 and 1862 are of particular interest; (1) a protocol of a plenary meeting discussing the desirability of treaty relations with Japan,³⁰ (2) the meeting minutes from a conference of cantonal delegates about the same matter,³¹ and (3) the message of the Federal Council to the Federal Assembly to propose the ratification of the treaty.³² These three documents are the culmination of a long process that started in 1854 after the news about the United States' forced opening of Japan had reached Switzerland. Watchmakers in La Chaux-de-Fonds were the first to call for a Swiss-Japanese trade agreement.³³ Under the name "Union Horlogère", several of them joined forces to launch a commercial representative mission in 1859. The Union even succeeded in convincing the Federal Council to support the private mission by charging its delegate, Dr. Rudolf Lindau,³⁴ with a mandate to conclude a Treaty of Commerce and Friendship.

However, he was not given the diplomatic title of “Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary” but became only the “Delegate of the Federal Department of Commerce and Customs”.³⁵ This turned out to be a major problem as his semi-official position as a merchant and a state representative confused Japanese authorities. To make matters worse, he arrived on 3 September 1859, at a moment when the *Bakufu* (Japan’s pre-Meiji Government) had just made the decision not to grant more treaty relations. Lindau had to leave Japan empty-handed the next year. The outcome was a disappointment to the Union Horlogère and the Federal Council, but the driving forces did not give up. Already on 15 December 1860, Federal Councillor Josef Martin Knüsel (Minister for Commerce and Customs) called for a meeting with “competent” representatives to consider Switzerland’s trade interests in the Orient and the Far East. All of them were members of the Federal Assembly and “distinguished industrialists”, as the protocol of the meeting refers to them. Four of the six were “Federal Barons” under Aufdermauer’s definition,³⁶ whereas the remaining two were only slightly less illustrious; J. R. Raschle, National Councillor and cotton manufacturer from St. Gallen, and Aimé Humbert, a prominent Neuchâtelian State Councillor (and former State Council President) and also no less than the president of the Union Horlogère. He was the most outspoken member at the meeting, arguing that “Japan is indeed a country that is very rich in valuable products [...]. Meanwhile, many European industrial products are finding a profitable market that already now can be called meaningful, but that will be highly expandable in the future [...]. From this, it can be inferred how important this little-exploited country promises to become for European commerce. [...]. Switzerland must not fail to secure such a tempting opportunity to obtain new and rich sales grounds.”³⁷ Humbert also pointed out that only states with treaty relations were allowed to engage in commerce with Japan. He argued that Switzerland could not rely much longer on other nations like the USA or Great Britain for the legal protection of its merchants, as they had already indicated that their protection would in the future be limited to the interests of their own nationals abroad.³⁸ To what extent this was true can be questioned as Switzerland would continue to receive considerable support over the next two years from the Netherlands and the United States to conclude their treaty. None of the meeting members doubted Humbert’s views. National Councillor Peter Jenny, one of the “Federal Barons”, founder of Blumer, Jenny & Co, seconded Humbert’s opinion more forcefully – even polemically – by holding that “until now the federal authorities have paid too little attention to Swiss trade interests abroad [...] Switzerland’s foreign trade has grown into a power whose existence nobody disputes anymore, and this power is becoming considerable and prestigious everywhere. For Switzerland, this is of great importance in relation to its statehood, and the state only needs to proceed

hand in hand with this industrial power to make sure that the importance and position of Switzerland will be raised and fortified. However, to achieve this, it is absolutely necessary that the Federal Government engages more with these issues and attributes more importance to them. It could do so – even owed it to the trading profession – because the satisfying condition of custom revenues can be attributed by and large to their activities, and because commerce and industry are of great merit to the Swiss population.”³⁹

To stress their point, the Union Horlogère pressured the Federal Council only two weeks later with a letter which included a thinly veiled threat that they would take the matter directly to the Federal Assembly should the executive fail to act quickly – a testimony to the relative weakness of the Federal Council in matters of foreign trade policy.⁴⁰ The strategy was successful. The Federal Council agreed to approach Japan again for treaty relations. Both parliamentary chambers consented in summer 1861, sanctioning a budget of 100,000 Swiss Francs and choosing Humbert as the leader of the mission with the title of Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary.⁴¹

Humbert was a skillful man. Domestically, he whipped up support for his mission in the industrial cantons, from which the Federal Council had requested financial support.⁴² The budget was large but not enough for sending more than two diplomats. Humbert, therefore, secured additional financing from fellow industrialists for presents and recruited four additional commercial delegates⁴³ who would leave with him on their own budget. Only his second in command, legation Councillor Kaspar Brennwald – another industrialist – was granted diplomatic status.⁴⁴ Humbert also negotiated with the Dutch, who became the protecting power of his embassy and even agreed to let him and his companions travel to Japan on one of their warships.⁴⁵ This was an important detail since Japan at the time had only agreed to treaties with nations who had made use of gunboat diplomacy. This approach was an outcome of Humbert’s experience. Four years earlier he had already tried to secure Lindau’s mission on a French warship, but the French Government rejected the request and Lindau returned empty-handed.⁴⁶ Humbert was without doubt aware of the importance of gunboat appeal.

His legation arrived in Nagasaki on 9 April 1863. Negotiations were again difficult and might have failed a second time had it not been for the support of the US and Dutch Ministers, who intervened on behalf of Humbert. This resulted in a treaty that granted Switzerland the status of most favoured nation, signed on 6 February 1864, in Edo.⁴⁷ The outcome of the Humbert Mission was exactly what the initiators had hoped for – a durable, strategic relationship with a promising Asian nation. The Federal Council described the new relationship with Japan in an explanation to parliament as follows: “[T]his treaty can be said to give more to us than what we must concede. [...] [T]he contracts with Japan that are cur-

rently in effect should be understood much more as introductory steps toward future agreements than as a remaining instrument for the transport of trade [...]. The justified expectations that this treaty conclusion will lead to the opening of new export markets should, however, not be overestimated at the moment. [...] In contrast, it can be expected with certainty that in the future, the ever-evolving civilization in the country will develop trade, which will bear plentiful fruit for our efforts.”⁴⁸

Swiss business was quick to capitalise on the new opportunity. Besides eight Swiss merchants who were already residing in Yokohama at the time,⁴⁹ three of the four commercial delegates who accompanied Humbert immediately started businesses in Japan specializing in the import and export of watches, firearms, printed materials, silk, and garments. The legation councillor, Kaspar Brennwald, went back to Switzerland but returned to Japan, in 1866. There, he founded a trading house, Siber & Brennwald Co., and became Switzerland’s Honorary Consul General. The seat of his company doubled as Switzerland’s main consulate in Japan until 1895. Interestingly enough, the company was so successful that it still exists today under the name DKSH.⁵⁰

Consulates in Manila & Batavia

Already in 1838 (ten years before the creation of the modern Swiss state), there had been deliberations in the Confederate Diet about the creation of a consulate in Batavia.⁵¹ A second attempt was made in 1855 when the Netherlands started to allow foreign consulates on its territories. Preliminary discussions came to an abrupt end, however, when the Dutch made it clear that consuls of non-maritime powers would not be granted substantial diplomatic rights. The Swiss Consul in Amsterdam, Jean T. Liotard, considered that the establishment of a consulate would not be necessary to protect the minor Swiss trade interests in Batavia.⁵² The Federal Council agreed,⁵³ although this position would later change in 1863 when the Netherlands ratified a consular convention as part of a larger commercial treaty.⁵⁴ At the same plenary meeting on 15 December 1860, where Japan had also been discussed, Peter Jenny brought up Southeast Asia, insisting strongly that consulates in Batavia and Manila were a necessity.⁵⁵ However, this matter was met with less urgency than the Japanese affair. It took the Ministry of Commerce and Customs a year to follow up on Jenny’s request and to send letters of inquiry to other interested parties – namely the cantonal governments of Neuchâtel, Waadt, and Geneva, as well as the chambers of commerce of Basel, Zürich, St. Gallen, and Glarus.⁵⁶ After receiving mostly positive responses, and indications from the consul in Madrid that Spain would grant Switzerland con-

sular rights in Manila even without a treaty, Federal Councillor Friedrich Frey-Hérosé, the successor of Josef Knüsel in the Commerce and Customs Department, argued in favour of creating a consulate in Manila: “[T]he desirability of establishing a Swiss consulate in Manila has become palpable, and if the department has not previously made such a request, the reason for that is simply that it was first necessary to obtain information about the local conditions and about a suitable personality to whom the consulate could be entrusted – which has happened now.”⁵⁷

The Federal Council eventually named H. Peter Jenny its consul in Manila. A relative of his namesake, “Federal Baron” Peter Jenny, the younger Jenny served at the time as head of the Manila office of the family business Blumer, Jenny & Co. Besides the nepotism in this case, the choice does not lack irony, as the younger Jenny was the man who had requested the position as consul already in 1851 and was turned down over fears of granting an unfair competitive advantage to one merchant house. Eleven years later, the Federal Council’s hesitation over granting a local merchant a trade monopoly and worries about the inability of Switzerland to exercise gunboat diplomacy had vanished. They were replaced by a strong belief in the potential of Manila as a growth market.

In March 1863, Frey-Hérosé followed up with a next request to his colleagues in the Federal Council to sanction the establishment of a consulate in Batavia as well. He attested that it was the earlier expressed “desire to install a Swiss consular agent in the Royal Dutch Colonies that led to the conclusion of a state treaty with the Dutch Government”.⁵⁸ Although that treaty was not ratified by the Dutch parliament (due to an unrelated dispute), the consular convention that the Swiss were seeking most eagerly, was ratified.⁵⁹ This shows once more the willingness of other colonial powers to assist the Swiss in their quests overseas. Frey-Hérosé further argued for

“[t]he necessity of a consulate in Batavia, taking into account the important commercial interests of the industrialised cantons, whose manufactured goods find an important market in Java [...]. The information [which the Commerce and Customs Department had received from a different chamber of commerce] was congruent with the view of the Financial Directorate and Chamber of Commerce of Zürich, namely that Batavia qualified as one of the more important places for Swiss industry and that the creation of a consulate there would be altogether justified. Following these concordant opinions of the principal institutes entrusted with the promotion of Swiss trade, the department has the honour of proposing to the Federal Council the establishment of a consulate in Batavia.”⁶⁰

Subsequently, the Federal Council agreed and named Conrad Sonderegger, the director of Moorman & Co., Swiss Consul General in Batavia.

Conclusion: Elites, Markets, and Switzerland's Second-Hand Colonialism

On the one hand, the process by which Switzerland's first four consulates in East and Southeast Asia were established is testament to the disproportionate political power of economic elites. Their vested interests in new export markets, in conjunction with their political influence on the federal level, enabled them to shape the diplomatic decisions of the young Swiss state. Private entities such as associations (e. g., the Union Horlogère), cantonal chambers of commerce, and "Federal Barons" were driving forces behind the expansion of Switzerland's consular diplomacy. Naturally, these individuals and institutions also had their limits. Peter Jenny (senior), for example, further proposed additional consulates in Singapore, China, Macassar, and Siam, but failed to convince his colleagues.⁶¹ The Federal Administration would act only when a majority of the elites agreed. When they did, however, their political will translated into state action. These observations confirm a thesis of Cédéric Humair that the "need to respond to the interventionist needs of economic elites accelerates the construction of the centralised state."⁶² As demonstrated in this article, it certainly accelerated the construction of Switzerland's consular diplomacy.

On the other hand, the colonial opportunity structure was crucial. The Swiss could only operate where existing arrangements established by mightier colonial powers allowed for it. To create consulates in Manila and Batavia, it was essential that Spain and the Netherlands agree to give the Swiss the scope of consular powers they sought. Investments in consulates would not have made sense otherwise. Also, the treaty with Japan was only possible with support from other western powers who lent their gunboat appeal to Swiss diplomats. Humbert was only one of many who were aware of this. The Swiss consul in Leipzig, for instance, also argued that "[t]rade treaties with countries like China and Japan are only viable for sea powers, and [the importance of] consulates sinks to zero if the consul does not have behind him some warships and canons to defend lawful rights".⁶³ Since no treaty would help Swiss merchants abroad if the treaty rights were not enforceable, consular jurisdiction was a must-have for trade companies. This usually depended on the willingness of the primary colonial power to extend their enforcement mechanisms.⁶⁴

On a grand-strategic level, this narrative also shows that the inconvenience of not having a merchant fleet did not pose an insurmountable obstacle to the establishment of overseas trade. The transport of goods could be organised. The important point was to be allowed to trade in the first place. Market access was the cornerstone of this industrialising, strongly export-oriented economy. Last but not least, this study finds that an external event, the opening of Japan, provided

the main impetus for Switzerland's pursuit to extend its consular network to East and Southeast Asia.

Notes

- 1 Appendix 1 in Michael R. Auslin, *Negotiating with Imperialism. The Unequal Treaties and the Culture of Japanese Diplomacy*, Cambridge 2004.
- 2 Andreas Zangger, *Koloniale Schweiz. Ein Stück Globalgeschichte zwischen Europa und Südostasien (1860–1930)*, Bielefeld 2011, 25–32; Patricia Purtschert, Harald Fischer-Tiné (eds.) *Colonial Switzerland. Rethinking Colonialism from the Margins*, Houndmills 2015.
- 3 Jean-Charles Biaudet, “Vorwort und Einleitung”, in Jean-Charles Biaudet (ed.), *Diplomatic Documents of Switzerland*, Berne 1990, 5; Paul Bairoch, Susan Burke, “European Trade Policy, 1815–1914”, in Peter Mathias, Sidney Pollard (eds.), *The Cambridge Economic History of Europe from the Decline of the Roman Empire*, Cambridge 1989, 3; Joël Floris et al., “Wealthier – Older – Taller. Measuring the Standard of Living in Switzerland since the 19th Century”, *Schweizerische Zeitschrift für Geschichte* 69/2 (2019), 207–232.
- 4 Pascal Lottaz, *Neutral States and Wartime Japan. The Diplomacy of Sweden, Spain, and Switzerland toward the Empire*, Ph. D. thesis at the National Graduate Institute for Policy Studies, Tokyo 2018, 147–156, 242–257.
- 5 Matthias Koch (ed.), *Rudolf Lindau. Reise um Japan – Das Land der aufgehenden Sonne im letzten Jahrzehnt der Tokugawa-Zeit (1603–1868)*, Löhne 2010.
- 6 *Proposition du Chef du Département du Commerce et des Péages, F. Frey-Hérosé, au Conseil fédéral*, 21. 6. 1864, Diplomatic Documents of Switzerland (Dodis), dodis.ch/41506; Lottaz (see note 4), 316–326; Matthias Schnyder, “Das Schweizerische Konsularwesen von 1798 bis 1895”, *Politorbis—Zeitschrift zur Aussenpolitik* 36/2 (2004), 46; Claudia Aufdermauer, *Die Bundesbarone und die Neutralität. Der Einfluss der Wirtschaftsvertreter auf die schweizerische Aussenpolitik und Aussenhandelspolitik (1848–1872)*, Ph. D. thesis at the University of Fribourg 2016, 165–181, 216–218.
- 7 Biaudet (see note 3), 4.
- 8 Lottaz (see note 4); Koch (see note 5); Comité du Centenaire, *Nippon-Helvetia, 1864–1964*, Tokyo 1964; Aufdermauer (see note 6), 165–181.
- 9 Zangger (see note 2), 63, 164–165; Schnyder (see note 6) 24, 27.
- 10 See, for example, Jonas Rüegg, “Aimé Humbert. Wertvorstellungen eines Bourgeois und das Japan der Bakumatsu-Zeit”, *Asiatische Studien* 69/1 (2015), 47–71; Marc-Olivier Gonseth et al. (eds.), *Imagine Japan*, Neuchâtel 2015.
- 11 Béatrice Veyrassat, “La Suisse sur les marchés du monde. Exportations globales et répartition géographique au XIX^e siècle. Essai de reconstitution”, in Paul Bairoch, Martin Koerner (eds.), *La Suisse dans l'économie mondiale. Die Schweiz in der Weltwirtschaft*, Zürich 1990, 287–316.
- 12 Markus Kornprobst, “Statecraft, Strategy and Diplomacy”, in Costas M. Constantinou, Pauline Kerr, Paul Sharp (eds.), *The SAGE Handbook of Diplomacy*, London 2016, 54–65.
- 13 Alexander L. George, “Knowledge for Statecraft: the Challenge for Political Science and History”, *International Security* 22/1 (1997), 44.
- 14 Claude Altermatt, *Les débuts de la diplomatie professionnelle en Suisse. 1848–1914*, Fribourg 1990, 316; Biaudet (see note 3), 4.
- 15 Article 8 of the consular regulations of 1851 in *Schweizerischer Bundesrat*, “Reglement für die Schweizerischen Konsuln”, *Bundesblatt* 1/15 (1851), 295.
- 16 Auszug aus dem Protokoll der 199ten Sitzung des schweizerischen Bundesrates, *Ablehnung des Antrages von Hn Jenny laut Errichtung eines Konsulats in Manilla*, 9. 12. 1851, Swiss Federal Archives (SFA), E2400#1000/717#593*. All quotes in this article were translated by the author.

- 17 Altermatt (see note 14), 11, 5; Schnyder (see note 6), 5–7.
- 18 Paul Akio Nakai, “Die Aufnahme der diplomatischen Beziehungen zwischen der Schweiz und Japan im Jahre 1864”, in *Nippon-Helvetia* (see note 8), 16; Béatrice Veyrassat, “Aussenwirtschaft”, *Historisches Lexikon der Schweiz*, <https://hls-dhs-dss.ch/de/articles/013776/2006-09-21> (19. 12. 2019); Christof Dejung, Andreas Zangger, “British Wartime Protectionism and Swiss Trading Companies in Asia during the First World War”, *Past & Present* 207/1 (2010), 183; Schnyder (see note 6), 46.
- 19 Ronald Findlay, Kevin H. O’Rourke, *Power and Plenty. Trade, War, and the World Economy in the Second Millennium*, Princeton 2007, 395–402. See also Bairoch/Burke (see note 3), 45.
- 20 Veyrassat (see note 11), 297, 308.
- 21 *Ibid.*, 307–308.
- 22 François Jequier, “Les relations économiques et commerciales entre la Suisse et le Japon des origines à la Première Guerre mondiale”, in Bairoch/Koerner (see note 11), 474.
- 23 Paul Bairoch, “La Suisse dans le contexte international aux XIX^e et XX^e siècles”, in Bairoch/Koerner (see note 11), 103.
- 24 Cameron Rondo, *A Concise Economic History of the World. From Paleolithic Times to the Present*, Oxford 1993, 250–253.
- 25 Bairoch (see note 23), 103–106; Bairoch/Burke (see note 3), 3.
- 26 Paul Bairoch, “Le volume des exportations de la Suisse de 1851 à 1975”, *Schweizerische Zeitschrift für Geschichte* 28/1 (1978), 31.
- 27 Rondo (see note 24), 250.
- 28 Aufdermauer (see note 6), 254–262.
- 29 The following passage has partially appeared in Lottaz (see note 4), 316–326.
- 30 *Protokoll über eine in Bern den 15. December 1860 abgehaltene Versammlung, behufs Berathung der schweizerischen Handelsinteressen im Orient und in Ostasien*, 15. 12. 1860, dodis.ch/41414.
- 31 *Procès-verbal de la Conférence de délégués des cantons industriels réunie le mardi 1^{er} juillet 1862, à Berne, sous la présidence du Chef du Département fédéral du Commerce et des Péages, Monsieur le Conseiller fédéral F. Frey-Hérosé, pour s’occuper des mesures d’exécution de l’expédition suisse au Japon*, 1. 7. 1862, dodis.ch/41455.
- 32 *Message du Conseil Fédéral à l’Assemblée Fédérale*, 27. 6. 1864, dodis.ch/41508.
- 33 Nakai (see note 18), 13–15.
- 34 Koch (see note 5).
- 35 Nakai (see note 18), 17–22.
- 36 [Dodis.ch/41414](https://dodis.ch/41414) (see note 30); Aufdermauer (see note 6), 166.
- 37 [Dodis.ch/41414](https://dodis.ch/41414) (see note 30).
- 38 *Idem.*
- 39 *Idem.*
- 40 Conseil général de l’Union Horlogère’s petition to the Federal Council, 5. 1. 1861, dodis.ch/41417.
- 41 Rüegg (see note 10), 51; Lottaz (see note 4), 325.
- 42 [Dodis.ch/41455](https://dodis.ch/41455) (see note 31).
- 43 Nakai (see note 19), 44.
- 44 [Dodis.ch/41455](https://dodis.ch/41455) (see note 31).
- 45 Nakai (see note 19), 44.
- 46 Koch (see note 5), 248.
- 47 Nakai (see note 18) 44–63.
- 48 [Dodis.ch/41508](https://dodis.ch/41508) (see note 32).
- 49 Stefan Sigerist, “Die frühe Schweizer Gemeinde und die ersten Schweizer Unternehmen in Japan”, in Patrick Ziltener (ed.), *Handbuch Schweiz-Japan. Manuel des relations nippon-suissees. Diplomatie und Politik, Wirtschaft und Geschichte, Wissenschaft und Kultur*, vol. 1, Zürich 2001, 241.

- 50 See Alexis Schwarzenbach's article in this volume.
- 51 Zangger (see note 2), 63.
- 52 Schweizerischer Konsul in Amsterdam, "Consulat à Batavia", 10. 2. 1856, SFA, E2#1000/44#1236a*.
- 53 Schweizerischer Bundesrat, "Auszug aus dem Protokoll der 28. Sitzung des Schweizerischen Bundesrates", 27. 2. 1856, SFA, E2#1000/44#1236a*.
- 54 *Proposition du Chef du Département du Commerce et des Péages, F. Frey-Hérosé, au Conseil Fédéral*, 19. 5. 1863, dodis.ch/41478.
- 55 Dodis.ch/41414 (see note 30).
- 56 *Proposition du Chef du Département du Commerce et des Péages, F. Frey-Hérosé, au Conseil Fédéral*, 25. 3. 1862, dodis.ch/41447.
- 57 Idem.
- 58 Idem.
- 59 Dodis.ch/41478 (see note 54), note 1.
- 60 Dodis.ch/41478 (see note 54).
- 61 Dodis.ch/41414 (see note 30).
- 62 Cédric Humair, *Développement économique et État central (1815–1914). Un siècle de politique douanière suisse au service des élites*, Bern 2004, 12.
- 63 *Le Consul général de Suisse à Leipzig, G. Hirzel-Lampe, au Chef du Département du Commerce et des Péages, C. Fornerod*, 18. 11. 1858, dodis.ch/41313.
- 64 Zangger (see note 2), 64, 124–125, 435.

Zusammenfassung

Richtung Osten gehen. Die frühe konsularische Diplomatie der Schweiz mit Ost- und Südostasien

Dieser Artikel untersucht die Gründe für die frühen diplomatischen Beziehungen der Schweiz mit Ostasien. Es wird zu beantworten versucht, warum und wie ein kleiner Staat in Europa ohne Zugang zum Meer und ohne koloniale Ambitionen im 19. Jahrhundert ein konsularisches Netzwerk in einer maritimen Region am anderen Ende der Welt aufbaute. Die Fallstudien zur Schweizer Diplomatie in Japan, Manila und Batavia (Jakarta) zeigen auf, dass die Schweizer Entscheidung einer Öffnung nach Osten das Ergebnis besonderer Umstände war: Als entscheidend herausgearbeitet werden die stark exportorientierte Wirtschaft der Schweiz, der Einfluss von Industrieeleiten auf die Aussenpolitik und schliesslich die Nutzung bestehender Kolonialstrukturen.

(Übersetzung: Ariane Knüsel)

“My friend Furukawa”

Networks of the Zurich Silk Merchant Hermann Siber in Yokohama, 1866–1872

Alexis Schwarzenbach

From 1866 until 1872 the Zurich silk merchant Hermann Siber (1842–1918) lived and traded in the newly opened Japanese port of Yokohama. Together with his Swiss business partner Caspar Brennwald (1838–1899) he ran a trading house by the name of Siber & Brennwald. This company was at the origin of an important 20th-century trading house, SiberHegner, which in 2002 was integrated into the largest Swiss service provider in Asia, DKSH.¹ While in recent years the history of Swiss trading houses in general and of Siber & Brennwald in particular have been analysed by various authors, a key source for the foundation of the latter has so far been overlooked.² Over 300 letters written by Hermann Siber to his brother Gustav have survived in two archives.³ Combined with another set of important but better known sources (the diaries of Caspar Brennwald), the letters of Hermann Siber shed new light on the first decade of their joint commercial enterprise.⁴

While the wealth of information contained in these ego-documents allows for a great variety of research questions, this article focuses on the case of Hermann Siber. More specifically, it analyses the European and Japanese networks the businessman used in order to build up a transnational trading house based in Yokohama between 1866 and 1872. This micro-historical and actor-centred approach follows what Christof Dejung has called a combination of economic and cultural history. In other words, this article also attempts to analyse the cultural dimensions at work when 19th-century European and Asian traders met to do business.⁵ Special emphasis is placed on the concept of friendship which, as we shall see, played an important role in the letters of Herman Siber but which so far has received little attention by historians working on 19th-century European traders.

Background of Hermann Siber

Hermann Siber's family was Swiss but lived in Bergamo where he was born in 1842.⁶ There, in the heart of the Italian silk rearing district, his father and a Swiss business partner had established the silk trading house Zuppinger, Siber & Co. The company also ran a large silk throwing factory in Bergamo.⁷ Close links existed to the important Swiss silk weaving industry located in the canton of Zurich. Zuppinger, Siber & Co. had an office in Zurich and nearby, Hermann's brother Gustav founded a large mechanical silk weaving mill in 1863.⁸

While the Zurich silk industry traditionally processed raw silk produced in Italy, from the 1850s onwards a disease called pébrine negatively affected the production of raw silk everywhere in Europe.⁹ Because demand remained high, European manufacturers began to import large quantities of Asian silks, at first from China and later on also from Japan, which in 1854 had been coerced into opening up its markets to Western trade by gunboat diplomacy. London, and later on also Marseille, became the most important European trading places for Asian silks.¹⁰ Under these circumstances it does not come as a surprise that, after school and university studies in Zurich and after work experience in the family company in Bergamo and Zurich, Hermann Siber was sent to London in 1862. There the 20-year-old worked at the silk department of the banking and trading house Fred. Huth & Co.¹¹ The main aim of his posting was getting to know East Asian silks. Hermann Siber's principal job was to inspect bales of Chinese and Japanese silk which arrived in the London docks.¹² As silk was a natural product and as Asian silks were, in contrast to European silk, not yet mechanically reeled and thus not standardised, it was important to inspect each bale of silk individually in order to assess its quality.¹³ In January 1863 Hermann Siber told his brother that 4000 new bales of raw silk had arrived each of which he wanted to inspect.¹⁴

During his two years in London Hermann Siber gained valuable knowledge of the various qualities of East Asian silks including Chinese *tsatlees* and *kahings*, Japanese *maibashis* and *oshios* and other, unspecified varieties. The correspondence with his brother shows that, while at first Hermann's quality assessments sometimes displeased the family firm in Bergamo, over time complaints became less frequent, a clear indication of Hermann Siber's increasing expertise.¹⁵ At the same time, a plan began to take shape in Hermann Siber's mind: He wanted to establish himself as a trader in Asia. But until his return to the continent at the end of 1864, he was not yet sure whether he wanted to go to China or to Japan.¹⁶

The next we hear of Hermann Siber is in the diary of Caspar Brennwald. The latter had been the secretary of the first Swiss trading mission to Japan which in 1864 had been able to establish diplomatic relations between the two countries.¹⁷

36 Convinced of the economic potential of Japan, Caspar Brennwald wanted to es-

establish himself as a trader in Yokohama and had good reason to believe that the Swiss government would entrust him with the Swiss Consulate, a job he officially obtained at the beginning of 1866.¹⁸ However, for the realization of Brennwald's dream he needed to acquire two more things: capital and silk knowledge. His own background was in cotton. Before embarking on his diplomatic mission he had begun his commercial career by working for an Aarau cotton trader. Furthermore, as the son of a master baker from Männedorf his financial means were not sufficient for starting a transcontinental trading activity.¹⁹ On 24 July 1865 Brennwald recorded a meeting taking place in Zurich: "Hermann Sieber [sic] spends the whole afternoon with me; during our conversations I propose to do something together in Japan, to which he is not disinclined, but he wishes to talk it over with his brother."²⁰

Over the next couple of days Caspar Brennwald met again several times with Hermann Siber and also had a longer discussion with his brother Gustav. The latter supported the plan of establishing a trading house in Yokohama but insisted that the two prospective partners had to "find a rich London house readily supporting us with money."²¹ On a joint journey to London in November 1865, Caspar Brennwald and Hermann Siber were able to convince Siber's former employer Fred. Huth & Co. to support their plan.²² Shortly thereafter Gustav Siber also came to London and assisted the two partners in drawing up a contract.²³ While this document does not survive, the correspondence between Hermann Siber and his brother shows that Siber and Brennwald were to share all future profits of the company equally.²⁴ This is at odds with the fact that Caspar Brennwald was only able to invest CHF 50,000 into the new company, while Hermann Siber contributed CHF 200,000.²⁵ The most likely explanation for the equal distribution of profits is that the Siber family placed high hopes in the commercial value of Caspar Brennwald's diplomatic network in Japan, an area of the world they as yet knew nothing about.

The two partners' personal investments, which added up to £ 10,000, were more than doubled by a "blanco credit" from Fred. Huth & Co. for £ 15,000.²⁶ In Zurich, the partners were able to secure a credit line from the Schweizerische Kreditanstalt for CHF 100,000 to 150,000, while in Bergamo they had obtained a guarantee "for each kind of eventuality" from Zuppinger, Siber & Co.²⁷ With this sound financial basis in place, a well-known prerequisite for the establishment of any trading house, the new company by the name of Siber & Brennwald was officially founded in London in November 1865.²⁸ One day after Caspar Brennwald's official appointment as Switzerland's first consul in Japan, the partners' journey began. Leaving Zurich on 15 February 1866 and travelling via Lyon, Marseilles, Egypt, Ceylon and China, Siber and Brennwald reached Yokohama after 69 days, on 24 April 1866.²⁹

Yokohama Friendships

The Yokohama Siber and Brennwald travelled to was a new city. Before the shogunate decided to turn it into a major port for Japan's interaction with foreign traders in 1859 it had been a mere fishing village. While foreigners had extraterritorial rights placing them outside of local jurisdiction, the city was planned and policed by the Japanese authorities.³⁰ Within a day's reach by boat to the country's capital Edo, renamed Tokyo in 1868, Yokohama was endowed with a deep-sea harbour and divided into several sectors. Constructed along a straight waterfront, the city's centre held docks, the custom's house and other government buildings. While the Japanese quarter lay to the northwest, the foreign settlement lay to the southwest. Behind the city centre, on a moated area to the southeast, lay the brothel quarter, deemed essential for both Japanese and foreign residents.³¹ Shortly after their arrival, Siber & Brennwald bought Lot 90A of Yokohama's foreign settlement, which was to remain the company's base until the 1923 Kantō earthquake destroyed large parts of the city.³²

Hermann Siber stayed in Yokohama for six years, returning to Switzerland after the death of his brother Gustav in May 1872. His stay can be divided into three distinct periods. A first phase was marked by the establishment of Siber & Brennwald's trading activity in Japan. This period lasted until the departure of Caspar Brennwald to Europe in August 1867. At this point, Hermann Siber took over Brennwald's diplomatic post as Switzerland's Consul-General in Japan. He retained this position all the way through the turbulent year of 1868 marked by the Japanese civil war, which was to overthrow the shogunate and install the Meiji regime.³³ The third and final phase of Hermann Siber's stay covers the period from December 1869, when Caspar Brennwald returned to Yokohama and resumed his diplomatic post, to Siber's departure in May 1872.

During his time in Yokohama, Hermann Siber was able to activate and construct a great variety of financial, commercial and diplomatic networks and put them to use for his business. While for the establishment of relations with Japanese business partners, the existence of what Christoph Dejung has described as a "shared mercantile culture" between Western and local traders in 19th-century Asia helped overcome misunderstandings in order to identify lucrative business opportunities on both sides, Hermann Siber's most important network was a traditional one.³⁴ As Harold James and others have pointed out, family capitalism was the corner stone of most 19th-century transnational economic activity.³⁵ In our case, Hermann Siber's brother Gustav clearly was his most important business partner, financial supporter and general adviser. Every single business move was discussed between Yokohama and Zurich. While private family matters were at times also discussed, most ink was spent on deals past, present or future.

Reading Hermann Siber's letters it becomes clear, however, that his familial network was complemented with a network of friends. While in the plural the term usually referred to companies he was doing good business with, in the singular it was applied to individuals Siber personally knew.³⁶ Frequently he tells his brother of meetings with friends he had either known before coming to Japan or made upon arrival. This group of people included both Europeans such as "my old friend Carlino Ziegler", whom Hermann Siber was overjoyed to meet on his first day in Yokohama, and Japanese individuals such as traders, government officials or high ranking officers whom he got to know in Yokohama or Edo.³⁷

Following Clifford Geertz's seminal study on a Moroccan bazaar, sociological research often argues that close ties of friendship can be harmful in business relations.³⁸ However, in the age of family capitalism, business and friendship were not considered to be at odds with each other. When Carlino Ziegler decided to work for a rival raw silk trader in 1867, Hermann Siber told his brother: "[W]e shall be competitors, for sure, but we shall always remain good friends."³⁹ Especially in times of crisis, a businessman such as Hermann Siber relied *both* on his family and on his friends. In the spring of 1871, for example, when the establishment of the Paris Commune caused Gustav Siber to predict a global collapse of raw silk prices, his brother argued that their European "friends" should not lose faith in them and continue to provide Siber & Brennwald with credit to buy silk at advantageous prices.⁴⁰ For both Hermann Siber's European and Japanese friends, we often do not know much more than their names and functions. One friendship established in Siber's last phase in Yokohama, however, is far better documented and sheds light on the gradual way in which a business contact could develop into a much more encompassing relationship. As this case involves a Japanese individual, it furthermore sheds light on one of the strategies employed by Europeans eager to enter Asian markets.

Phase 1: April 1866 – August 1867

The main reason why Hermann Siber came to Japan was to turn his silk expertise gained in London into a profitable business. Before leaving Europe he had therefore contacted potential buyers via his extensive silk network not only in Switzerland, Italy and Britain but also in France, where Europe's most important silk weaving industry was located (in Lyon).⁴¹ These efforts were paying off: Two weeks after their arrival in Japan, Caspar Brennwald noted: "In the evening, the English Mail of 12 March sails in and brings us a great many letters of credit from Lyon and London for silk purchases."⁴² The problem was that silk was in

such high demand that Hermann Siber had difficulty buying the commodity at the prices set by his customers.⁴³ It took half a year before Caspar Brennwald could note: “Today Siber buys silk for the first time.”⁴⁴ In October 1866, Hermann Siber’s letters mention the first shipment of 13 bales of raw silk, presumably for a French customer in Lyon.⁴⁵ Further shipments followed, among them 60 bales exported to Europe in December 1866.⁴⁶

In addition to raw silk, exporting silkworm eggs was a major business. This was directly linked to the pébrine crisis damaging the production of raw silk in the traditional European silk rearing districts, including the main centres of production, in southern France and northern Italy. As Japanese silkworms were less affected by the disease, European traders and governments began buying large quantities of silkworm eggs mounted onto cardboard. Thanks to Caspar Brennwald’s contact to the Swiss government, Siber & Brennwald were able to buy silkworm eggs not only for private entrepreneurs but also for the governments of the Swiss cantons of Ticino and Grisons, Switzerland’s main silk rearing regions.⁴⁷ Incidentally, Siber & Brennwald entered the trade at exactly the right moment, for the market for silkworm eggs began to boom in 1864/65, reaching a peak at the end of the decade.⁴⁸ In May 1867 the Canton of Ticino ordered silkworm eggs for no less than CHF 100,000.⁴⁹ One year later Hermann Siber proudly told his brother that in silkworm eggs Siber & Brennwald were making “a solid business & for ourselves a good name because our cartons are exquisitely beautiful & most Italians want to buy some.”⁵⁰

The key for successful purchases of raw silk and silkworm eggs was the Japanese language. In contrast to China, where Europeans often depended upon bilingual intermediaries, the so-called *compradores*, in Japan, in addition to using *compradores* brought in from China, Japanese intermediaries such as *bantos* or *kodzukais* played an important role.⁵¹ They expected their European employers to acquire some working knowledge of the local language.⁵² This was probably the reason why Hermann Siber began learning Japanese as soon as he arrived in Yokohama.⁵³ To his brother he explained: “In view of the fact that I shall probably have to stay in this country for many more years, [...] it is my aim to learn the language as well as possible.”⁵⁴

Phase 2: August 1867 – December 1869

The outbreak of the Japanese civil war and the installation of the Meiji government in 1868 coincided with Caspar Brennwald’s absence in Japan. In these turbulent times, Hermann Siber was Switzerland’s Consul-General in Yokohama. Despite the fact that at the outbreak of hostilities the foreign representatives had

declared their neutrality, Hermann Siber took advantage of the situation and developed an intense trading relationship with the northern Japanese domain of Sendai.⁵⁵ This region was an ally of the shogunate and together with the latter was eventually defeated by the Meiji forces. During the conflict, Hermann Siber provided the domain with military equipment in exchange for high quality silk and silkworm eggs the region was famous for.⁵⁶ This trade was highly illegal, not only because foreign powers were supposed to be neutral in the conflict. The island of Sabusawa on Sendai Bay, with which Hermann Siber traded, was also not one of the treaty ports officially opened to foreign trade.

In the spring of 1868, Hermann Siber told his brother several times of the promising silk trade with Sendai.⁵⁷ Probably because the trade in military equipment was illegal, this part of the deal was not mentioned in the correspondence. However, when reporting the problems a Dutch competitor, Textor & Co., was encountering in trading military equipment to Sendai, Hermann Siber told his brother that the Dutch consul was much embarrassed because of this and added: "Me, on the other hand, I'm doing the things in a cleverer way, of this you can be sure."⁵⁸ In other words, the Swiss consul himself was doing illegal business but got away with it because he was not caught. After the war, Siber & Brennwald were even able to take the Sendai government successfully to court thus recuperating the debts the domain had incurred in the weapons-for-silk trade. While the court case is the reason we know about Hermann Siber's trade in military equipment, its profit was impressive: The debt alone amounted to \$47,188.⁵⁹

Phase 3: December 1869 – May 1872

At the end of 1869 Hermann Siber was glad to return his diplomatic job to Caspar Brennwald, because it had tied him down in Yokohama and prevented him from making useful business trips to silk producing regions.⁶⁰ Soon thereafter, Hermann Siber started promising relations with the Maebashi domain, one of the most important silk regions of central Japan. In 1869, the British diplomat Francis Adam had undertaken a research trip to Maebashi. Together with the British trading house Jardine, Matheson & Co. and with the support of the British Minister Sir Harry Parkes, Adam aimed at introducing European style silk reeling to the domain.⁶¹ Maebashi officials were not convinced by the British proposal however, and in April 1870 a high representative of the domain visited Siber in Yokohama, enquiring about silk reeling in Europe, the London raw silk market and ways to improve the quality of local silk.⁶²

Hermann Siber immediately sensed his chance to get privileged access to Maebashi silk. He suggested that the domain hire the Swiss silk expert Caspar Müller

and construct a European style silk reeling plant under Müller's supervision. Siber told his brother in June 1870: "Better a Swiss than an Englishman, who, if they can attain such a position, would try to monopolize all for themselves, according to the principle & model & instruction of their minister Sir Harry Parkes."⁶³ One month later Hermann Siber triumphantly reported: "After endless efforts and works, I succeeded in realizing the employment of C. Müller as supervisor of the filature for the province of Maebashi and in obtaining permission from the government for that. It was really not an easy matter & I was often in despair for its ultimate success."⁶⁴ Siber went on to explain that this success was "a personal satisfaction for me, because by this I can celebrate a great triumph over Parkes who will get extremely annoyed anyway that my proposal was finally accepted instead of his."⁶⁵

While for Hermann Siber the main aim of his new connections with Maebashi was privileged access to the region's high-quality silk products, for the domain the employment of Caspar Müller meant that for the first time European silk reeling technology was introduced to Japan. Previously, all Japanese silk was hand spun and thus much more uneven than the mechanically spun European silk.⁶⁶ Now Maebashi had the chance to improve its most important crop, and get a better price for it on the world market to which it was linked through traders such as Hermann Siber. And although Caspar Müller only stayed in Maebashi for two and a half months, the knowledge he brought with him stayed in the region.⁶⁷ Two years later, the Meiji government established a much larger mechanical silk mill in the immediate vicinity of the dominion's capital, in Tomioka. This time, a French trading house established in Yokohama set up the deal and the gigantic Tomioka plant was erected under the supervision of a Frenchman.⁶⁸

While we don't know to what extent the Maebashi engagement contributed to the performance of Siber & Brennwald, another Japanese contact established one year later did become a positive, long-term business relationship. In April 1871 Hermann Siber informed his brother that he had been able to secure a large portion of high-quality silks produced around Oshiu in northern Japan. The deal was made possible through Furukawa Ichibé, the *banto* of the important Kyoto banking and trading house of the Ono family. Chief buyer of the Ono group since 1862, Furukawa was responsible for their silk trade in Yokohama.⁶⁹ Hermann Siber told his brother: "The man with whom I arranged this business is one of the biggest & richest Japanese merchants, absolutely the biggest trader of Oshiu silk. He does not want to sell his silk here since the local market price seems too low to him & he could be convinced to consign his stock to us, hoping to get a better price in Europe."⁷⁰

Although Hermann Siber was appalled by the low prices his London partners accepted for some of the Oshius he sent them, his fears that Furukawa Ichibé

would stop doing business with him were unfounded.⁷¹ This was partly due to the nascent friendship between the two businessmen, a terminology which first appears in the sources in October 1871. Half a year after their first meeting Hermann Siber told his brother that "my silk friend Furukawa" still intended to sell silk in Europe if the prices in Yokohama were too low. At the same time Siber was helping Furukawa build up a mechanical silk mill headed by Caspar Müller near Tokyo, incidentally the second European-style factory in Japan.⁷² In February 1872, Caspar Brennwald noted that Siber & Brennwald gave their friend an expensive gift, a gold watch with a chain worth \$108.⁷³ In April 1872 Furukawa invited his Swiss friend to a two week trip to Hyogo, Osaka and Kyoto, where he was introduced to Furukawa's boss, the owner of the Ono group.⁷⁴

Shortly before his trip to Kyoto, Hermann Siber had received the news of the death of his brother and decided to return to Europe in May 1872.⁷⁵ The diary of Caspar Brennwald shows that Furukawa remained an important partner for the company even after Siber's departure. Several times the Swiss merchant house organised six-figure dollar loans for their business friend who in return consigned large amounts of silk to them.⁷⁶ Even after the collapse of the Ono group in 1874, Siber & Brennwald continued to do business with Furukawa – in 1876 he became their silk buying agent and received generous commissions for his services.⁷⁷ One year later Furukawa changed his line of business. With the financial assistance of a Japanese partner he bought a copper mine in central Japan which he successfully transformed into a profitable enterprise. This was the nucleus of the Furukawa *zaibatsu*, one of the most important Japanese industrial groups still in business today.⁷⁸

Both Hermann Siber and Furukawa Ichibé founded companies with long-lasting commercial success. While business historians have long stopped analysing the emergence of modern firms by focusing on the perceived genius of their founders, it is clear that both Siber and Furukawa were cut from the same cloth. The two men shared a keen business sense seeing opportunities rather than risks in the global economy emerging in the second half of the 19th century. However, apart from a mutual appreciation as shrewd businessmen, Furukawa and Siber also stood by each other in difficult times. In August 1876, four years after the departure of Hermann Siber and two years after the collapse of Furukawa's employer, the Ono group, Caspar Brennwald's diary shows that Furukawa was hired as a silk agent by Siber & Brennwald.⁷⁹ While this employment was certainly a welcome opportunity for Furukawa to get back on his feet, it is very likely that it came about because of his friendship with Hermann Siber. Three months earlier, Caspar Brennwald had noted: "Furukawa passes by once more and asks about the money for Siber's girl, he will go back into silk and [silkworm egg] cartons. I'm writing to Siber."⁸⁰

The woman referred to in this passage was called Shiho Kashiwagi. While Caspar Brennwald referred to her as Siber's "musmé", a term used by Westerners to describe young Japanese women,⁸¹ her Japanese descendants note that the two got married and had two sons, Shoichi born in 1867 and Jiro born in 1872.⁸² After Hermann Siber's departure from Japan he supported Shiho Kashiwagi financially and, as the above quote indicates, used Fukukawa Ichibé as an intermediary between his company and his Japanese family, a clear indication of the intimacy of their friendship.⁸³ Both sons were eventually adopted by Japanese families and Shiho Kashiwagi married a Japanese man. She stayed in touch with her sons and revealed her identity as their children's grandmother at the news of Hermann Siber's death in 1918. His sons organised a memorial service for him at the Bodaiji temple in Yokohama which their mother attended.⁸⁴ In Europe, Hermann Siber had remained a bachelor.

Notes

- 1 On SiberHegner see SiberHegner (ed.), *Hundert Jahre im Dienste des Handels, 1865–1965*, Zürich 1965; on DKSH see Friedemann Bartu, *The Fan Tree Company. Three Swiss merchants in Asia*, [Zürich] 2005, and www.dksh.com (18. 4. 2019).
- 2 On Swiss trading houses see Christof Dejung, "Unbekannte Intermediäre. Schweizerische Handelsfirmen im 19. und 20. Jahrhundert", *traverse* 17/1 (2010), 139–155; Christof Dejung, *Die Fäden des globalen Marktes. Eine Sozial- und Kulturgeschichte des Welthandels am Beispiel der Handelsfirma Gebrüder Volkart 1851–1999*, Köln 2013; Andreas Zangger, "Schweizer Seidenhändler in Japan", in Michaela Reichel, Hans Bjarne Thomsen (eds.), *Kirschblüte & Edelweiss. Der Import des Exotischen*, Baden 2014, 128–143; Lea Haller, *Transithandel. Geld- und Warenströme im globalen Kapitalismus*, Berlin 2019. On Siber & Brennwald see Bartu 2005 (see note 1), Zangger (see note 2). On the origins of Siber & Brennwald see also Mariko Fukuoka, Alexis Schwarzenbach, "Between Trade and Diplomacy. The Commercial Activities of the Swiss Silk Merchants Siber & Brennwald in late Edo and early Meiji Japan", in Robert Fletcher, Robert Hellyer (eds.), *Westerners in Nineteenth-Century China & Japan. New Sources and Perspectives*, forthcoming.
- 3 247 letters are held by the Zentralbibliothek Zürich (ZBZ), MS Z II 349; 80 letters are held by the corporate archives of Diethelm Keller Holding AG in Zurich (DKH), C 3 1, DKH C 3 2.
- 4 The diaries of Caspar Brennwald (DCB) are held at DKH, C 1 54. The author would like to thank Diethelm Keller Holding AG for granting him access to both the diaries and the Siber letters in their archives. For an ongoing research project on the Zurich silk industry at Lucerne University, www.hslu.ch/en/lucerne-university-of-applied-sciences-and-arts/research/projects/detail/?pid=124 (5. 10. 2019), the letters were transcribed by Dr. Alexandra Bloch-Pfister, Münster, Germany. The transcription was co-financed by Lucerne University and the Rekihaku, the National Museum of Japanese History. The author would like to thank Mariko Fukuoka (Tokyo) and Pierre-Yves Donzé (Osaka) for assisting him with Japanese sources used for this article, and Fuyuko Kondo (New York) for granting him access to the memoirs of her mother Akiko Kondo, great-granddaughter of Hermann Siber. Christophe Gautier (Zurich) kindly established the contact to Hermann Siber's Japanese descendants.
- 5 See Dejung 2010 (see note 2).
- 6 See entry "Hermann Siber" in *Historisches Lexikon der Schweiz*, www.hls-dhs-dss.ch/textes/d/D30929.php (18. 4. 2019).

- 7 See Silvio Honegger, *Gli Svizzeri di Bergamo. Storia della comunità svizzera di Bergamo dal Cinquecento all'inizio del Novecento*, Bergamo 1997, 96.
- 8 On Gustav Siber's factory, the Mechanische Seidenweberei Schönenberg (TG) see Erwin Brüllmann, *Seidenstoffweberei Schönenberg. 1863–1963*, Schönenberg 1963.
- 9 On the history of the Zurich silk industry in the 19th century see Walter Bodmer, *Die Entwicklung der schweizerischen Textilwirtschaft im Rahmen der übrigen Industrien und Wirtschaftswege*, Zürich 1960, 304–308; Alexis Schwarzenbach, Monika Burri, Roman Wild, *Glanzgut. Eine transnationale Geschichte der Zürcher Seidenindustrie*, forthcoming.
- 10 On pébrine and its effects on the global silk industry see Giovanni Federico, *An Economic History of the Silk Industry, 1830–1930*, Cambridge 1997, 36–41.
- 11 Hermann Siber to Gustav Siber, henceforth HS to GS, 13. 10. 1862, ZBZ Ms Z II 349. For Hermann Siber's education see SiberHegner (see note 1), 12.
- 12 HS to GS, 21. 10. 1862, ZBZ Ms Z II 349.
- 13 On the history of European mechanical silk reeling see Carlo Poni, *La seta in Italia. Una grande industria prima della rivoluzione industriale*, Bologna 2009.
- 14 HS to GS, 1. 1. 1863, ZBZ Ms Z II 349.
- 15 HS to GS, 22. 11. 1862 or 23. 3. 1863, *ibid.*
- 16 HS to GS, 26. 1. 1863, ZBZ Ms Z II 349; HS to GS, 4. 12. 1863, *ibid.*
- 17 For details of the Swiss diplomatic mission see Paul Akio Nakai, *Das Verhältnis zwischen Japan und der Schweiz. Vom Beginn der diplomatischen Beziehungen 1859 bis 1868*, Bern 1967, 45–114. See also the contribution of Pascal Lottaz in this issue.
- 18 Brennwald compiled several reports on the Japanese economy, see Kaspar [sic] Brennwald, *Bericht über den Seiden-Export von Japan*, Bern 1863; Kaspar Brennwald, *Bericht über den Thee-Exporthandel Japans und den Exporthandel Japans im Allgemeinen*, Bern 1863. For his appointment as consul general see DCB, 14. 2. 1866.
- 19 On Caspar Brennwald see entry "Caspar Brennwald" in *Historisches Lexikon der Schweiz*, www.hls-dhs-dss.ch/textes/d/D30913.php (18. 4. 2019); [Lebenslauf Caspar Brennwald], ca. 1899, DKH C 1 56; SiberHegner (see note 1), 7–10.
- 20 DCB, 24. 7. 1865.
- 21 DCB, 11. 8. 1865.
- 22 DCB, 10. 11. 1865.
- 23 DCB, 20. 11. 1865.
- 24 HS to GS, 10. 9. 1867, ZBZ Ms Z II 349.
- 25 DCB, 2. 10. 1865.
- 26 DCB, 28. 11. 1865.
- 27 DCB, 27. 11. 1865. For the deal with the Kreditanstalt see DCB, 5. 9. 1865.
- 28 On the importance of finance see Dejung 2010 (see note 2), 148–149.
- 29 DCB 15. 2.–24. 4. 1866.
- 30 On the establishment of Yokohama by the shogunal government see Simon Partner, *The Merchant's Tale. Yokohama and the Transformation of Japan*, New York 2017.
- 31 For a map showing Yokohama c. 1860 see *ibid.*, 14.
- 32 DCB, 3. 9. 1866; SiberHegner (see note 1), 15, 32.
- 33 On the Meiji restoration see Marius B. Jansen (ed.), *The Cambridge History of Japan*, vol. 5, Cambridge 2008, 308–366.
- 34 Christof Dejung, "An den Grenzen der Kaufmannskultur? Europäische Handelsfirmen in Asien während der Kolonialzeit", *Geschichte und Gesellschaft*, Sonderheft 24 (2012), 159.
- 35 See Harold James, *Family Capitalism. Wendels, Haniels, Falcks, and the Continental European Model*, Cambridge, MA 2006, and, for instance, Geoffrey Jones, Mary Rose, "Family capitalism", *Business History* 35/4 (1993), 1–16.
- 36 The Swiss trading house Sarasin & C. is, for example, repeatedly referred to as "Freunde". See HS to GS, 31. 8. 1867; 25. 2. 1871, ZBZ Ms Z II 349.
- 37 HS to GS, 10. 5. 1866, *ibid.*

- 38 Clifford Geertz, “Suq: The Bazaar Economy in Sefrou”, in Clifford Geertz, Hildred Geertz, Lawrence Rosen (eds.), *Meaning and Order in Moroccan Society. Three Essays in Cultural Analysis*, Cambridge 1979, 123–313; for a recent discussion see Arne Dulsrud, Kjell Grønhaug, “Is Friendship Consistent with Competitive Market Exchange? A Microsociological Analysis of the Fish Export, Import Business”, *Acta Sociologica* 50/1 (2007), 7–19.
- 39 HS to GS, 30. 10. 1867, ZBZ Ms Z II 349.
- 40 HS to GS, 29. 5. 1871, *ibid.*
- 41 For the trip to Lyon see DCB, 8.–15. 2. 1866.
- 42 DCB, 1. 5. 1866.
- 43 HS to GS, 27. 7. 1866, ZBZ Ms Z II 349.
- 44 DCB, 23. 10. 1866.
- 45 HS to GS, 31. 10. 1866, ZBZ Ms Z II 349.
- 46 DCB, 16. 12. 1866.
- 47 HS to GS, 11. 7. 1866; 12. 5. 1867, ZBZ Ms Z II 349.
- 48 Federico (see note 10), 38–39.
- 49 Nakai (see note 17), 121.
- 50 HS to GS, 22. 8. 1868, DKH C.3.1.
- 51 Zangger (see note 2), 135.
- 52 Albert Jost, *Charles Rudolph & Co. 50 Jahre Rohseidenimport*, Zürich 1939, 65.
- 53 HS to GS, 10. 5. 1866, ZBZ Ms Z II 349.
- 54 HS to GS, 11. 7. 1866, *ibid.*
- 55 保谷徹「国際法のなかの戊辰戦争」（奈倉哲三・保谷徹・箱石大編『戊辰戦争の新視点』（上））(Toru Hoya, “Boshin War seen from the International Law”, in Nakura, Hoya, Hakoi-shi [eds.] 2018), 2–24.
- 56 早川葉子「戊辰戦争期の新潟港の機能に関する一考察」（『国史談話会雑誌』第二〇号、一九七九年）(Yoko Hayakawa, “Examination on the Function of the Port of Niigata during the Boshin War”, in *Journal of Kokushidanwakai* 20 [1979]), 18–19.
- 57 HS to GS, 14. 4. 1868, ZBZ Ms Z II 349.
- 58 HS to GS, 14. 4. 1868, *ibid.*
- 59 Hayakawa (see note 56), 18–19.
- 60 HS to GS, 2. 12. 1869, DKH C.3.1.
- 61 石井寛治『日本蚕糸業分析』（東京大学出版会、一九七二年）(Kanji Ishii, *Analysis of Japanese Silk Industry*, Tokyo 1972), 182–183.
- 62 速水美智子編・内海孝解題「速水堅曹資料集—富岡製糸所長とその前後記」（文生書院、二〇一四年）資料編「速水堅曹翁の自伝」、「履歴抜粋」(Michiko Hayami [ed.], *Collection of Sources of Hayami Kenso. Director of Tomioka Silk Mill and Records Relating to His Life*, Tokyo 2014), 9, 114.
- 63 HS to GS, 13. 6. 1870, ZBZ Ms Z II 349.
- 64 HS to GS, 11. 7. 1870, *ibid.*
- 65 *Ibid.*
- 66 On the Early Modern mechanization of European silk spinning see Poni (see note 13).
- 67 For details of Caspar Müller’s stay in Maebashi see Fukuoka, Schwarzenbach (see note 2).
- 68 On Tomioka see Seiichi Kondo, “Tomioka Silk Mill and Related Sites. World Heritage Nomination”, UNESCO World Heritage Nomination File. Agency of Cultural Affairs, Government of Japan, 2013, <http://whc.unesco.org/en/list/1449/documents> (10. 10. 2019).
- 69 On Furukawa Ichibé see 五日会編『翁の直話—古河市兵衛ノ経歴談』（五日会、一九二六年）(Itsukakai [ed.], *The Old Man’s Personal Account. Narrative of Furukawa Ichibé’s Life History*, Itsukakai 1926); Stuart D. B. Picken, *Historical Dictionary of Japanese Business*, Lanham 2017, 159.
- 70 HS to GS, 8. 4. 1871, ZBZ Ms Z II 349.
- 71 HS to GS, 21. 8. 1871, *ibid.*
- 72 HS to GS, 7. 10. 1871, *ibid.*

- 73 DCB, 9. 2. 1872.
- 74 DCB, 22. 4. 1872; 小野善太郎著・宮本又次解説『維新の豪商 小野組始末』（青蛙房、一九六六年）(Zentaro Ono [Commentary by Mataji Miyamoto], *The Outcome of Ono-gumi. Big Trading Firm of the Meiji Restoration Period*, Tokyo 1966), 134, 89–91.
- 75 DCB, 12. 3., 25. 5. 1872.
- 76 DCB 17. 6., 20. 8. 1872, 23. 3. 1873, 20. 1. 1874.
- 77 DCB 16. 6., 3. 8. 1876.
- 78 On Furukawa group see www.furukawakk.co.jp/e/corporate (16. 5. 2019).
- 79 DCB, 3. 8. 1876.
- 80 DCB, 23. 5. 1876.
- 81 DCB, 31. 12. 1872; for a discussion of the term musmé deriving from Japanese “musume” (daughter) see <https://forum.wordreference.com/threads/musm%C3%A9-o-musme.526834> (8. 9. 2019).
- 82 Memoires Akiko Kondo, no date, and further information provided to the author by Fuyuko Kondo, great-great-granddaughter of Hermann Siber and Shiho Kashiwagi. DCB, 31. 12. 1872, notes the birth of the second son.
- 83 In his autobiography, Furukawa mentions both Hermann Siber and Caspar Müller but does not elaborate on the quality of his relationship with them. See Itsukakai (see note 69).
- 84 Fuyuko Kondo to the author, 7. 6. 2019.

Résumé

«Mon ami Furukawa». Les réseaux du marchand de soie zurichois Hermann Siber à Yokohama, 1866–1872

Cette contribution examine les réseaux du négociant en soie zurichois Hermann Siber, qui, à partir de 1866, a développé avec Caspar Brennwald l’une des premières sociétés suisses de négoce au Japon. Elle se fonde notamment sur la correspondance encore inédite de Siber avec son frère basé à Zurich. Ces sources fournissent des informations sur un réseau de relations à plusieurs niveaux avec des partenaires européens et asiatiques, résultant à la fois des contacts commerciaux et diplomatiques de Hermann Siber. Cet article soutient que les amitiés, à côté d’un puissant réseau capitaliste familial, étaient essentielles à la construction d’une société de négoce transcontinentale. Dans ce but, le texte s’arrête sur l’exemple de l’ami de Hermann Siber, l’homme d’affaires japonais Furukawa Ichibé (1832–1903).

(Traduction: Cyril Cordoba)

L'expansion des multinationales suisses en Extrême-Orient

Nestlé au Japon de 1945 à nos jours¹

Pierre-Yves Donzé

Bien que la Suisse ne possède ni empire ni accès à la mer, on rencontre, depuis le XVII^e siècle au moins, des négociants, missionnaires, scientifiques et aventuriers suisses dans l'ensemble du monde. Or, malgré la participation de nombreux Helvètes à une planète en voie de globalisation, cette présence n'a qu'une influence extrêmement faible sur l'industrialisation de la Suisse et sa première phase d'essor économique. Ce paradoxe a été brillamment analysé par Béatrice Veyrassat dans son dernier ouvrage, dans lequel elle démontre que «l'impact macro-économique des marchés d'outre-mer [...] est relativement négligeable.»² La place de l'Asie est particulièrement faible. Pour les années 1910–1913, cette région ne représente que 2,7 % des importations suisses et 3,8 % des exportations.³

Malgré cette faiblesse numérique, de nombreuses études ont mis en lumière l'action de négociants et d'industriels suisses en Extrême-Orient depuis le milieu du XIX^e siècle.⁴ Le Japon occupe une place essentielle parmi les pays d'Asie en raison de la rapidité de son développement économique après l'ouverture forcée des années 1850 et 1860. Emmenés par Aimé Humbert, chef de la première mission diplomatique et commerciale suisse au Japon, l'horloger James Favre-Brandt et le négociant en textile Caspard Brennwald fondent des maisons de commerce dans l'archipel nippon (voir l'article de Pascal Lottaz dans le présent numéro).⁵ Une quinzaine d'entrepreneurs suisses en font de même au cours des décennies suivantes. Toutefois, bien que les entreprises suisses s'engagent précocement dans un processus d'internationalisation, ce n'est qu'à la fin du XX^e siècle que l'Asie représente une région importante vers laquelle sont réalisés des investissements directs.⁶ En 1953, l'Asie, l'Afrique et l'Océanie ne comprenaient au total que 11,6 % de l'ensemble des filiales étrangères d'entreprises dont le siège est en Suisse.⁷ La part de l'Asie seule dans les investissements directs suisses ne s'élevait qu'à 1,4 % de la valeur totale en 1986. Cette part est passée à 6,7 % en 1996 et à 8,4 % en 2006.⁸

Le Japon occupe une place essentielle dans ce processus d'expansion en Asie. C'est un pays industriel qui connaît une formidable croissance au cours des an-

nées 1950 à 1980 et qui représente donc des occasions d'affaires importantes pour les entreprises suisses. Cependant, ce pays est difficile d'accès en raison d'une politique protectionniste.⁹ Les activités des multinationales dans l'archipel sont soumises jusque dans les années 1970 à un contrôle strict de la part des autorités. Pour ce faire, l'État dispose de deux principaux instruments législatifs (la loi sur le contrôle des changes et du commerce extérieur, adoptée en 1949; la loi sur les investissements étrangers, adoptée en 1950). Des conditions sévères sont mises aux investissements directs étrangers (IDE), telles que la nécessité de contribuer à l'amélioration de la balance des paiements et au développement d'industries stratégiques.¹⁰

Dans un premier temps, l'État limite les activités des sociétés étrangères sur son territoire. Selon un recensement du Ministère du commerce international et de l'industrie (Ministry of International Trade and Industry, MITI), il existe en 1950–1951 un total de 45 entreprises étrangères au Japon, dont seulement deux appartiennent à 100 % à des étrangers.¹¹ À la suite des pressions des puissances étrangères et de leurs propres multinationales, les autorités japonaises adoptent en juillet 1966 un plan de libéralisation progressive des IDE, puis abandonnent la loi en 1980.¹² Des mesures législatives permettent toutefois de restreindre les IDE dans certains secteurs sensibles (finance, télécommunications, énergie), qui ne seront – partiellement – libéralisés qu'à la fin des années 1990.¹³ L'évolution du volume des IDE bruts au Japon reflète cette ouverture progressive. Tandis qu'on enregistre moins de 100 millions de dollars par année durant la période 1950–1980, on atteint 930 millions de dollars en 1985, 2,8 milliards de dollars en 1990 et 28,9 milliards de dollars en 2000.¹⁴ La Suisse joue un rôle essentiel dans les IDE au Japon. Pour l'ensemble de la période 1950–2000, les capitaux suisses représentent en effet 4,7 % de leur volume, ce qui place le pays au cinquième rang, derrière les États-Unis (33,1 %), les Pays-Bas (9,9 %), la France (7,2 %) et l'Allemagne (5,6 %).¹⁵

L'importance de l'Extrême-Orient, en particulier du Japon, pour les entreprises suisses va cependant au-delà de l'impact direct en termes d'exportations, d'investissements et de profits. L'entrée et la croissance sur le marché nippon débouchent sur la confrontation à une grande variété de risques et de difficultés, qui requièrent une grande capacité d'adaptation à l'environnement institutionnel, social et culturel.¹⁶ En tant que principal marché non occidental jusqu'à la fin du XX^e siècle, le Japon permet aux entreprises suisses d'acquérir et d'internaliser une expérience et des savoir-faire utiles dans le contexte de la seconde globalisation.¹⁷ Nestlé est un excellent exemple de l'adaptabilité d'une entreprise helvétique à des conditions locales fortement éloignées de la Suisse. Son développement au Japon après la Seconde Guerre mondiale fait l'objet de cet article. La question de l'adaptabilité des biens de consommation à des environnements

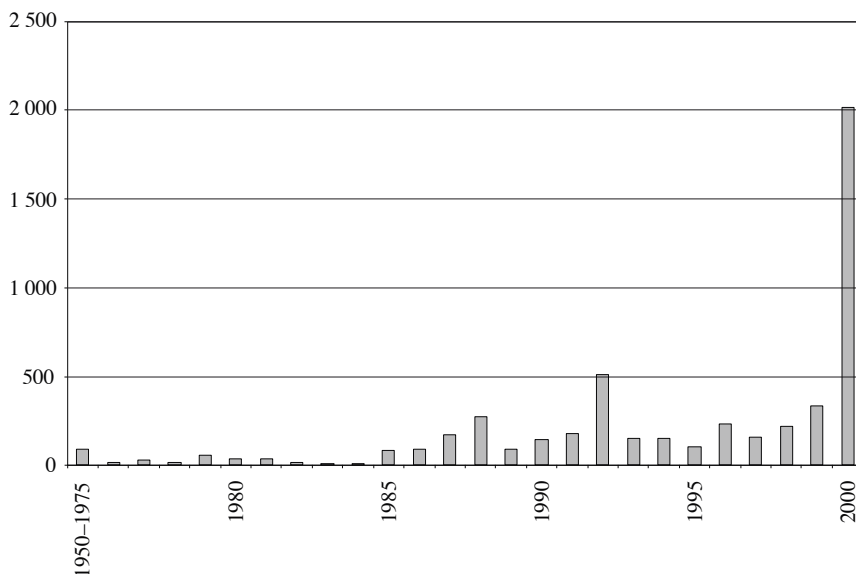
culturellement différents est un sujet de recherche majeur en histoire globale des entreprises. De nombreux travaux ont mis en évidence la nécessité d'adapter les produits aux conditions locales dans le cas des industries alimentaires et cosmétiques.¹⁸ Le cas de l'expansion de Nestlé au Japon après la Seconde Guerre mondiale s'inscrit dans cette perspective.

L'analyse est fondée sur les archives Nestlé conservées à Vevey, les Archives fédérales à Berne et des sources publiées japonaises. Les firmes japonaises ne donnent généralement pas accès à leurs archives, mais publient régulièrement des ouvrages historiques. Bien que les entreprises contrôlent – et orientent positivement – leur propre récit, ces publications comprennent généralement de larges annexes présentant des données brutes utilisées par les historiens des entreprises au Japon (chiffre d'affaires, profit, nombre d'employés, marchés, etc.).¹⁹ Quant à la littérature en langue japonaise sur Nestlé Japan, elle ne comprend qu'un article académique, publié en 2009 par l'historien Tetsuya Kuwahara. Il y analyse la carrière des managers de Nestlé Japan durant la seconde partie du XX^e siècle en comparaison avec des sociétés américaines (cf. infra).²⁰

Les entreprises suisses au Japon de 1945 à nos jours

Afin de mettre en perspective le cas de Nestlé au Japon, cette section présente brièvement l'évolution macro-économique des IDE suisses au Japon après 1945. Le Japon est le principal pays d'Asie vers lequel les entreprises multinationales suisses investissent durant la seconde partie du XX^e siècle.²¹ En 1953, parmi les 37 entreprises helvétiques présentes en Asie, 11 le sont dans l'archipel nippon, soit près d'un tiers (29,7%).²² Outre Nestlé, qui est discuté en détail ci-dessous, il s'agit des fabricants de chimie bâlois et de maisons de commerce. Celles-ci sont présentes au Japon depuis l'entre-deux-guerres et n'ont donc pas à négocier leur établissement au Japon avec les autorités locales. Pour les entreprises qui ne sont pas installées dans ce pays, comme les fabricants de machines-outils, l'engagement dans des activités manufacturières n'est pas possible jusqu'au début des années 1960. En raison du contrôle des IDE, ces entreprises sont contraintes de signer des accords de licence avec des partenaires japonais pour accéder à ce marché.²³ La libéralisation progressive des IDE permet alors aux entreprises suisses de s'établir progressivement dans l'archipel nippon. L'évolution dans le temps du volume brut des capitaux suisses investis au Japon suit la tendance générale (cf. figure 1). Relativement peu importants durant les années 1950–1980, au cours desquelles le montant annuel moyen s'élève à 7,7 millions de dollars, les investissements suisses atteignent 86 millions de dollars en 1985, 142 millions de dollars en 1990 et un sommet exceptionnel de 2 milliards de dollars en

Figure 1: Investissements directs suisses au Japon, en millions de dollars, 1950–2000



Source: Ministry of Finances, Annual Report of the International Finance, Tokyo 1977–2000

2000 dû à une joint-venture pétrolière dont le siège est en Suisse. L'intervention des entreprises suisses au Japon se fait ainsi de manière progressive.

Les sources documentaires disponibles rendent difficile une analyse dynamique et générale des entreprises suisses établies au Japon sur l'ensemble de la seconde partie du XX^e siècle. L'annuaire des entreprises à capital étranger publié en 2001 par le Nihon Keizai Shimbun permet une vue d'ensemble de la question (cf. tableau 1). Certes, l'usage d'une telle source dans la perspective d'une approche historique entraîne le risque d'une analyse déterministe, puisqu'en fin de compte, seules les entreprises présentes au Japon en 2001 font l'objet de l'étude, laissant de côté les sociétés ayant quitté l'archipel entre-temps. La comparaison entre le recensement de 2001 et d'autres publications antérieures²⁴ montre toutefois que ce sont surtout des entreprises de faible importance, généralement des filiales de vente, qui quittent le Japon assez rapidement, tandis que les entreprises industrielles, qui produisent dans l'archipel, font preuve d'une grande stabilité.

L'analyse par secteurs d'activité montre que l'évolution de leur présence s'inscrit dans le contexte général du développement des IDE au Japon. Les sociétés créées avant 1945 sont certes peu nombreuses, mais il s'agit d'importantes mul-

Tableau 1: *Domaines d'activité des sociétés suisses établies au Japon en 2001, selon la période de fondation*

	Avant 1945	1945– 1959	1960– 1969	1970– 1979	1980– 1989	1990– 1999	Total
Chimie, pharmacie, alimentation	2	1	2	4	5	4	18
Machines, mécanique, appareils de mesure	3	2	2	4	6	3	20
Services: banques, finances, assurances, transports	1	–	2	3	14	6	26
Services: vente, distribution, marketing	3	1	5	16	11	11	47
Construction, équipements industriels	–	1	2	3	–	–	6
Total	9	5	13	30	36	24	117

Source: Nihon keizai shimbun, *Zainichi gaishikei kigyo fairu 2001*, Tokyo 2001.

tionales (Nestlé, Siber Hegner, Roche, Sulzer, etc.) qui restent au début du XXI^e siècle parmi les plus grandes sociétés suisses établies au Japon. Les années de l'après-guerre (1945–1959) voient la création d'un nombre très faible d'entreprises à capitaux suisses, la plus importante étant la maison Ciba. Les années 1960 et 1970 présentent une phase d'essor des investissements, avec la création de plus du tiers des sociétés suisses présentes en 2001. La libéralisation des investissements directs favorise sans doute ce développement, principalement pour les entreprises industrielles désireuses de produire dans l'archipel, mais il faut surtout y voir l'essor du marché intérieur japonais. La formidable croissance de l'économie japonaise durant ces deux décennies fait du pays un débouché commercial important pour de nombreuses entreprises, qui y ouvrent des filiales chargées du marketing et de la vente de leurs produits (André Far East, Givaudan, Kuehne & Nagel, Longines, Rolex, SGS, etc.). Près de la moitié des sociétés suisses ouvertes dans ces années correspondent à ce cas, qui se poursuit dans les décennies suivantes. Enfin, la principale caractéristique des années 1980 et 1990 est la libéralisation des services financiers.

Nestlé au Japon

Nestlé n'est sans doute pas une entreprise représentative des multinationales suisses qui s'établissent au Japon durant le XX^e siècle. Elle est, avec les entreprises chimiques bâloises dans une certaine mesure, une firme qui transfère précocement sa production dans l'archipel nippon et y localise fortement ses affaires. Elle apparaît donc plutôt comme un cas extrême qui permet de mettre en lumière les enjeux d'une implantation volontariste au Japon.

Nestlé & Anglo-Swiss Condensed Milk Co. (ci-après Nestlé) est une entreprise fondée en 1905 et issue de la fusion entre le fabricant de lait en poudre Henri Nestlé et celui de lait condensé Anglo-Swiss Condensed Milk.²⁵ Elle est, au début du XX^e siècle, l'un des plus grands producteurs de produits laitiers du monde. Elle possède des fabriques sur plusieurs continents et un réseau de distribution à l'échelle du monde. C'est dans ce contexte que Nestlé ouvre une filiale de vente au Japon en 1913. Au cours de l'entre-deux-guerres, le protectionnisme douanier, la croissance de concurrents locaux et le nationalisme ambiant amènent la société suisse à transférer sa production de lait au Japon, avec la création en 1934 d'Awaji Rennyu KK (ARKK), une société à capitaux entièrement japonais, mais contrôlée par Vevey par l'intermédiaire de diverses sociétés-écrans. La guerre en Chine, puis contre les États-Unis, ne permet pas de poursuivre les affaires dans l'archipel, mais la direction de Nestlé décide de rester au Japon afin de bénéficier d'un avantage sur ses concurrents lorsque la guerre aura pris fin.²⁶ Dès la fin des hostilités, Edmond Mandelert, directeur de Nestlé à Shanghai depuis 1935, est nommé nouveau directeur de la firme suisse au Japon. Il reste à ce poste jusqu'en 1965, travaillant à la stabilisation, puis l'expansion des affaires. Le développement de Nestlé au Japon de 1945 à nos jours peut être divisé en trois grandes phases, qui mettent toutes en lumière une série de problèmes spécifiques rencontrés par les entreprises multinationales au Japon.²⁷

La relance de la production (1945–1960)

La principale tâche de Mandelert durant les années qui suivent la fin de la guerre est de négocier la reprise de la production avec les autorités d'occupation américaines, puis le Gouvernement japonais. Malgré la fin du conflit, l'économie reste largement contrôlée par l'État. Les activités des entreprises étrangères et le commerce extérieur font notamment l'objet d'un contrôle strict, afin de garantir l'usage de devises étrangères pour la reconstruction de l'industrie nationale. En janvier 1946, Nestlé retrouve la pleine possession de ses usines.²⁸ Elle n'a cependant pas encore le droit de fabriquer des produits laitiers.

En fin de compte, Nestlé obtient le droit de reprendre ses activités commerciales (importation et distribution) en 1949, puis la fabrication de produits laitiers (lait en poudre et lait condensé) pour le marché civil en 1950. Elle rencontre trois principaux problèmes durant les années 1950. Tout d'abord, Nestlé fait face à une impossibilité de rapatrier ses profits en Suisse. En vertu des lois sur le contrôle des changes et des investissements étrangers, les autorités japonaises refusent les transferts de capitaux à l'extérieur du pays par les entreprises étrangères. La Confédération offre un soutien discret par l'intermédiaire de l'ambassade de Tokyo, qui reçoit les yens de Nestlé pour ses besoins, tandis que l'administration fédérale verse des francs à Vevey.²⁹ Toutefois, le problème ne se limite pas au rapatriement des profits, mais à l'existence même de ces derniers.

En effet, le marché des produits laitiers au Japon est extrêmement compétitif. En 1954, Nestlé ne détient qu'une part de 3,3 % de la fabrication nipponne de lait industriel.³⁰ La multinationale suisse bénéficie de marques fortes qui permettent d'associer ses produits à des biens occidentaux (plus que suisses) à forte valeur ajoutée, mais il s'agit d'un marché de niche dans un pays sans grande tradition laitière. Les ventes de Nestlé passent certes de 2,2 millions de francs en 1950 à 9,9 millions en 1954, mais la rentabilité de l'entreprise chute. Le bénéfice n'est plus que de 1,6 % du chiffre d'affaires en 1954 contre près de 3 % en 1951–1952.³¹ Nestlé restructure son appareil de production en 1954: elle vend l'une de ses deux usines et concentre la production dans la seconde.³² Les affaires restent cependant difficiles durant la seconde partie de la décennie. Des essais de diversification dans les jus de fruits et les pâtisseries au riz sont tentés, mais ils ne répondent pas à un besoin des consommateurs locaux.³³

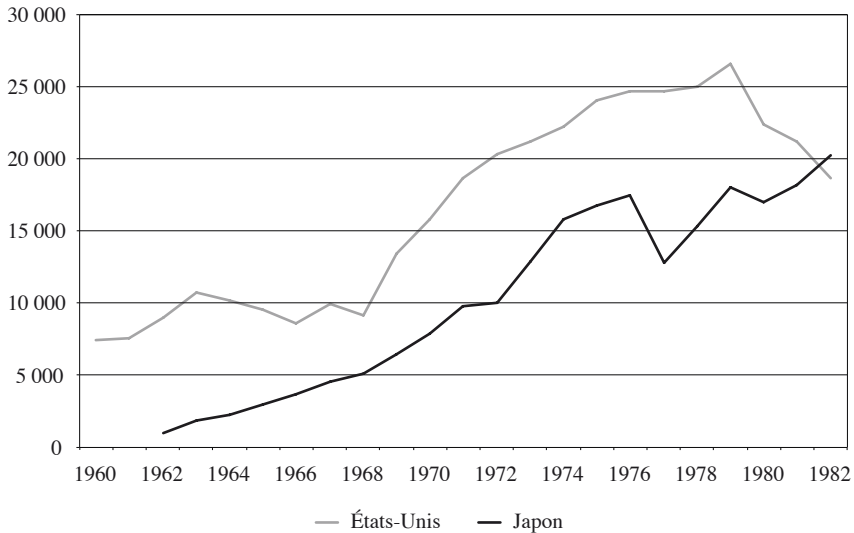
Enfin, le contrôle du commerce extérieur ne permet pas à Nestlé d'importer du café au Japon. Alors que le Nescafé connaît une importante croissance aux États-Unis et en Europe, contribuant fortement au développement de Nestlé, cette dernière ne peut pas appliquer sa stratégie au marché japonais.

Le positionnement sur un marché en forte croissance (1960–1990)

La libéralisation de l'importation de café en grains brut (1960) puis de café soluble (1961) a un impact très fort sur le développement de Nestlé au Japon.³⁴ Ce changement permet à la multinationale suisse de sortir du marché ultracompetitif des produits laitiers et de se reconcentrer sur une nouvelle activité prometteuse: la production et la vente de Nescafé. Cette stratégie rencontre un vif succès et assure l'essor de Nestlé au Japon durant trois décennies.

Le marché japonais du café instantané (importation et production) passe de 178 tonnes en 1960 à près de 13 000 tonnes en 1970 et 31 000 tonnes en 1980.³⁵

Figure 2: Ventes de Nescafé aux États-Unis et au Japon, volume en tonnes, 1960–1982



Source: Thomas Fenner, *Flaggschiff Nescafé. Nestlé's Aufstieg zum grössten Lebensmittelkonzern der Welt*, Zurich 2015, 416–417.

Nestlé s'impose d'emblée comme l'entreprise dominante de ce marché face à ses concurrents américains et locaux. Elle utilise des techniques marketing nouvelles et positionne le café comme un produit caractéristique de la culture occidentale – soit un message qui trouve son public dans une société qui s'américanise à grande vitesse. À titre d'exemple, la marque Nescafé n'est généralement pas transcrite en caractères japonais et Nestlé recourt en grande partie à des personnalités occidentales pour leur publicité. La part de marché de Nestlé passe de 42 % en 1962 à 79 % en 1973.³⁶ En 1982, elle a baissé à 55 %, mais Nestlé reste le principal acteur de cette industrie.³⁷ Par ailleurs, l'extraordinaire croissance des ventes au Japon fait de ce pays le premier marché mondial pour le Nescafé au début des années 1980, devant les États-Unis (cf. figure 2). D'autres produits de la multinationale suisse sont également lancés sur le marché japonais au cours des années 1960 et 1970, comme les soupes Maggi ou des fromages fondus, mais aucun ne parvient à bénéficier d'une situation dominante semblable au Nescafé. Le marché japonais de l'alimentation industrielle est extrêmement compétitif et dominé par des firmes nippones qui bénéficient d'une maîtrise de la distribution. La dépendance envers le café soluble est très forte, même si aucun chiffre ne per-

met de la mesurer avec exactitude. Le chiffre d'affaires de Nestlé au Japon passe de 1,5 milliard de yens en 1961 à un sommet de 233,4 milliards en 1986. Quant au nombre d'employés, il est de 2213 en 1980 contre seulement 154 vingt ans auparavant.³⁸ Le Japon n'est plus un problème à résoudre, mais une occasion de croissance.

Ce succès n'est cependant pas la conséquence simple et naturelle de l'expansion du marché du café au Japon. Nestlé réaménage sa présence dans l'archipel en 1960 et met en place une organisation qui rend possible sa forte croissance. Sa principale caractéristique est la localisation du management. En 1960, une nouvelle filiale est fondée sous le nom de Nestlé Japan. Elle reprend l'ensemble des activités manufacturières et commerciales du groupe dans l'archipel nippon.³⁹ Bien que les principaux cadres dirigeants de cette entreprise soient européens, généralement suisses, ils réalisent des séjours de longue durée au Japon, qui leur permet de maîtriser la culture des affaires et de connaître le fonctionnement du marché. Un long séjour à l'étranger, en particulier au Japon, apparaît d'ailleurs comme un facteur positif sur la carrière au sein de la multinationale. Au contraire, durant cette période, les entreprises américaines d'alimentation n'envoient leurs managers au Japon que pour des périodes de courte durée, qui ne permettent pas une maîtrise du marché et débouchent à l'occasion sur des erreurs stratégiques.⁴⁰

Enfin, malgré la localisation du management, les produits fabriqués et distribués par Nestlé au Japon ne sont pas, ou peu, adaptés à la culture alimentaire locale. À l'image du Nescafé, les produits restent globalisés. Ce n'est pas un problème dans le contexte d'une société qui s'occidentalise. La localisation des produits alimentaires devient un enjeu essentiel depuis les années 1990.

L'adaptation à la culture matérielle locale (depuis 1990)

Depuis la fin de la bulle financière, en 1991–1992, le Japon entre dans une période de stagnation économique qui rend le marché intérieur particulièrement compétitif. Par ailleurs, dans le contexte d'une globalisation culturelle grandissante, on assiste à une réaction des consommateurs locaux qui tendent à privilégier des biens adaptés à leurs goûts et à leurs besoins.⁴¹ C'est dans ce contexte que Nestlé renforce son ancrage dans l'archipel nippon. Tout d'abord, on assiste à un approfondissement de la localisation du management, avec la nomination en 2001 d'un premier directeur de nationalité japonaise, Shinichi Fujii.⁴² Elle s'inscrit dans le contexte d'une intégration croissante des managers locaux à la culture de l'entreprise depuis la fin des années 1950. La création par Nestlé de l'Institut pour l'étude des méthodes de direction de l'entreprise (IMEDE),

en 1957, a précisément pour but de transmettre les valeurs de Nestlé et des méthodes gestionnaires américaines aux managers du groupe, principalement dans les pays non occidentaux, dont le Japon.⁴³

Depuis 2001, le poste de directeur de Nestlé Japan est constamment occupé par un ressortissant nippon, de même que la quasi-totalité des cadres et des employés. Nestlé Japan est devenue une entreprise purement japonaise, bien qu'appartenant à une multinationale établie en Suisse. Ce renforcement de la localisation s'observe en matière de développement de produits.⁴⁴ Les biens qui connaissent un grand succès sur le marché japonais depuis le début des années 1990 sont essentiellement des produits alimentaires développés dans le pays. Le cas le plus emblématique de ce changement est de toute évidence la barre chocolatée Kit Kat. Nestlé acquiert cette marque en 1988 lorsqu'elle reprend la société britannique Rowntree, cette dernière l'ayant lancée en Grande-Bretagne durant les années 1930 pour tenter de se faire une place dans le secteur saturé du chocolat au lait.⁴⁵ Sur le marché japonais, c'est le fabricant de confiseries Fujiya qui détient la licence pour importer et produire – sans les adapter – des Kit Kat depuis 1973.⁴⁶ Nestlé en reprend la production en 1989 et se lance après 2000 dans une multiplication de déclinaison de goûts, allant du thé vert au saké en passant par la banane et le café au lait. Au total, plusieurs centaines d'arômes ont été mis sur le marché nippon, rencontrant un grand succès auprès des touristes asiatiques. Par ailleurs, en 2015, Nestlé a ouvert un réseau de boutiques Kit Kat dans de grands magasins, où sont vendues des versions premium des célèbres barres chocolatées.⁴⁷ En 2019, le Japon est, selon Nestlé, le second marché le plus important du monde pour Kit Kat.⁴⁸

La stratégie de localisation touche également des produits classiques comme le Nescafé. Afin d'encourager la hausse de la consommation dans un marché en stagnation, Nestlé Japan a lancé toute une série d'initiatives à l'échelle locale: vente de Nescafé en boîte (1990) et en bouteilles (1994), ouverture d'un café Nescafé à Kobe (1999), lancement des machines Barista (2009), création d'un système d'ambassadeurs Nescafé (2012), etc.⁴⁹ Ces diverses actions, développées par la direction japonaise de Nestlé, ont permis à cette entreprise de consolider ses positions sur le marché domestique. Le chiffre d'affaires de la filiale japonaise est passé de 191,1 milliards de yens en 1990 à 295,9 milliards en 2002.⁵⁰ Toutefois, malgré cette hausse, le Japon reste l'un des pays dans lesquels Nestlé n'occupe pas une place dominante sur le marché de l'alimentation. En 2015–2016, plus de vingt entreprises alimentaires, toutes japonaises, avaient un chiffre d'affaires de plus de 300 milliards de yens et douze d'entre elles plus de 500 milliards.⁵¹

Conclusion

Au début du XXI^e siècle, la filiale japonaise du groupe Nestlé n'a plus grand-chose à voir avec ce qu'elle était au milieu des années 1950. Le fabricant de produits occidentaux non adaptés au marché local (produits laitiers), dirigé par des managers suisses, a laissé la place à une entreprise japonaise dirigée par des managers locaux et développant des biens spécifiques – ou adaptant les produits globaux de la multinationale – au marché japonais. Cette transition s'est faite en plusieurs étapes et repose sur une prise de conscience grandissante de la nécessité d'une adaptation aux conditions locales. Le formidable essor du Nescafé durant les décennies de forte croissance économique a montré le potentiel offert par les nouvelles classes moyennes urbanisées. La localisation du management a largement soutenu cette croissance par la connaissance du marché et des réseaux de distribution, au contraire des concurrents américains qui maîtrisaient mal cette question.⁵² Toutefois, l'expérience du Nescafé souligne également les limites d'un développement reposant sur la production et la distribution de biens alimentaires occidentaux, si bien que Nestlé est restée une entreprise de faible importance dans l'industrie alimentaire japonaise. L'étape suivante, mise en œuvre depuis les années 1990 et toujours en cours, consiste donc à localiser les produits.

Deux importantes leçons peuvent être tirées de l'exemple de Nestlé au Japon dans une perspective d'histoire globale des entreprises. Premièrement, la capacité à localiser le développement de produits est devenue l'une des bases de la compétitivité de Nestlé, au Japon comme ailleurs dans le monde. La multinationale suisse a connu, depuis les années 1980, une profonde transformation, notamment en matière de portefeuille de marques et d'expansion géographique. Elle est aujourd'hui caractérisée par le contrôle de quelques grandes marques globales et d'une multitude de marques locales.⁵³ Toutefois, il reste à évaluer le rôle exact du marché japonais dans ce processus d'adaptation de l'entreprise aux conditions de la seconde globalisation. Le Japon est le premier marché non occidental à représenter une importance majeure en termes de chiffre d'affaires et de profits, mais les archives consultées ne permettent pas de comprendre dans quelle mesure les actions mises en œuvre sur ce marché ont été appliquées dans d'autres pays.

Deuxièmement, le cas de Nestlé au Japon montre que l'impact en général et de l'Extrême-Orient en particulier ne se limite pas à l'importance relative de ces marchés en termes de ventes et de profit. L'expérience acquise dans des espaces culturellement distincts favorise l'adaptabilité des entreprises suisses et renforce ainsi leur compétitivité sur le marché global. C'est sans doute dans cette perspective que l'Asie a joué, depuis le milieu du XIX^e siècle, un rôle majeur dans l'essor des multinationales suisses.

Notes

- 1 Cette recherche a bénéficié du soutien de la Japanese Society for the Promotion of Science (JSPS), projet N° 17H02550.
- 2 Béatrice Veyrassat, *Histoire de la Suisse et des Suisses dans la marche du monde. XVII^e siècle– Première Guerre mondiale. Espaces – circulations – échanges*, Neuchâtel 2018, 310.
- 3 Ibid.
- 4 Voir par exemple: Stephan Steinmann, *Seldwyla im Wunderland. Schweizer im alten Shanghai (1842–1941). Eine Untersuchung ausländischer Präsenz im China der Kapitularverträge*, thèse de doctorat non publiée, Université de Zurich 1998; Andreas Zangger, *Koloniale Schweiz. Ein Stück Globalgeschichte zwischen Europa und Südostasien (1860–1930)*, Bielefeld 2011; Christof Dejung, *Die Fäden des globalen Marktes. Eine Sozial- und Kulturgeschichte des Welt Handels am Beispiel der Handelsfirma Gebrüder Volkart 1851–1999*, Cologne 2013.
- 5 Jean-Marc Barrelet, «Diplomatie, commerce et ethnographie. Le voyage d’Aimé Humbert au Japon, 1862–1864», *Musée neuchâtelois* 145 (1986), 166.
- 6 Harm G. Schröter, «Swiss multinational enterprise in historical perspective», in Geoffrey Jones, Harm G. Schröter (éd.), *The Rise of Multinationals in Continental Europe*, Cheltenham 1993, 49–64.
- 7 Margrit Müller, «Internationale Verflechtung», in Patrick Halbeisen, Margrit Müller, Béatrice Veyrassat (éd.), *Wirtschaftsgeschichte der Schweiz im 20. Jahrhundert*, Bâle 2012, 358.
- 8 Ibid., 357.
- 9 Hiroyuki Odagiri, Akira Gotō, *Technology and Industrial Development in Japan. Building Capabilities by Learning, Innovation, and Public Policy*, Oxford 1996.
- 10 Stark Mason, *American Multinationals and Japan. The Political Economy of Japanese Capital Controls, 1899–1980*, Cambridge 1992, 156–157.
- 11 Mira Wilkins, «The Experience of Foreign Multinational Enterprises in Japan, 1946–1974», *Kokumin keizai zasshi [Journal of Economics and Business Administration]* 196 (2007), 25.
- 12 Kyoji Fukao, Tomofumi Amano, *Tainichi chokusetsu toshi to nihon keizai*, Tokyo 2004, 66.
- 13 Takafumi Kurosawa, «Transformation of the Japanese industrial policy in the age of deregulation and globalization», *Neupositionierung regionaler Führungskräfte. Japan und Deutschland*, Berlin 2009, 211–257.
- 14 Ministry of Finances, *Annual Report of the International Finance*, Tokyo 1977–2000.
- 15 Ibid.; sur la question des IDE au Japon, voir Simon James Bytheway, *Investing Japan. Foreign Capital, Monetary Standards, and Economic Development, 1859–2011*, Cambridge 2014.
- 16 Takeshi Yuzawa, Masaru Udagawa (éd.), *Foreign Business in Japan before World War II. Proceedings of the Fuji Conference*, Tokyo 1990.
- 17 Geoffrey Jones, *Multinationals and Global Capitalism. From the Nineteenth to the Twenty First Century*, Oxford 2005.
- 18 Geoffrey Jones, «Globalization», in Geoffrey Jones, Jonathan Zeitlin (éd.), *The Oxford Handbook of Business History*, Oxford 2007, 160.
- 19 Pierre-Yves Donzé, Andrew Smith, «Varieties of Capitalism and the Corporate Use of History. The Japanese Experience», *Management and Organizational History* 13 (2018), 236–257.
- 20 Tetsuya Kuwahara, «Takokuseki kigyo no genchi keiei to chuzaiin seisaku. kodoseichoki no nihon ni okeru ensure», *Kokumin Keizai* 199 (2009), 15–39.
- 21 Pierre-Yves Donzé, «Switzerland and the Industrialization of Japan. Swiss Direct Investments and Technology Transfers to Japan during the Twentieth Century», *Business History* 52 (2010), 713–736.
- 22 Statistique historique de la Suisse HSSO, 2012. Tab. S.15e, hssso.ch/2012/s/15e (20. 4. 2019).
- 23 Pierre-Yves Donzé, Laurence Marti, «La Suisse et l’essor de l’industrie japonaise des machines-outils (1950–1980). Contribution à une histoire globale des systèmes de production», *Revue suisse d’histoire* (2014), 45–65.
- 24 *Nihon ni okeru gaikoku shihon [Foreign capital in Japan]*, Tokyo 1948, Tsushosangyosho

- kigyokyo., *Gaishi donyu. Sono teido to jittai [The Introduction of Foreign Capital. Its Degree and Condition]*, Tokyo 1960.
- 25 Jean Heer, *Nestlé. Cent vingt-cinq ans de 1866 à 1991*, Vevey 1991.
 - 26 Sur Nestlé au Japon durant la première partie du XX^e siècle, voir Pierre-Yves Donzé, Takafumi Kurosawa, «Nestlé Coping with Japanese Nationalism. Political Risk and the Strategy of a Foreign Multinational Enterprise in Japan, 1913–1945», *Business History* 55 (2013), 1318–1338.
 - 27 Yuzawa/UDAGAWA (voir note 16); Wilkins (voir note 11).
 - 28 Archives historiques de Nestlé, Vevey (AN), 1520 Japan, Fujimoto, N., *The Course of Nestlé KK. in Japan. Spanning the Meiji, Taisho and Showa Eras*, s. d. (vers 1983), 13.
 - 29 Archives fédérales, Berne (AF), E7110, 1967/32, 1303, *Lettre de la Division du commerce à la Légation de Tokyo, 24 mai 1956*. Voir Pierre-Yves Donzé, «The Advantage to be Swiss. Nestlé and Political Risk in Asia during the early Cold War (1945–1970)», *Business History Review*, à paraître.
 - 30 AN, 4600, Considérations générales sur la situation de nos affaires au Japon, rapport non signé, 20. 6. 1955.
 - 31 Ibid.
 - 32 *Nesure Japan Gurupu 90 nen no ayumi*, Kobe 2003, 14.
 - 33 AN, 4600, Rapport concernant notre visite au Japon, 29. 4.–29. 5. 1958.
 - 34 Le Japon entreprend une libéralisation progressive de son commerce extérieur au cours des années 1960, sous la pression des États-Unis et du GATT dont il est membre depuis 1955. Aaron Forsberg, «The Politics of GATT Expansion. Japanese Accession and the Domestic Political Content in Japan and the United States, 1948–1955», *Business and Economic History* 27 (1998), 185–195.
 - 35 Tetsuya Kuwahara, «Unsuccessful Entry of Foreign Multinationals in Japan. General Foods Corporation in the Economic Miracle Days», *Japanese Research in Business History* 26 (2009), 80.
 - 36 Ibid., 85.
 - 37 Calculé sur la base de Kuwahara (voir note 35), 80, et Thomas Fenner, *Flaggschiff Nescafé. Nestlés Aufstieg zum grössten Lebensmittelkonzern der Welt*, Zurich 2015, 417.
 - 38 *Nesure Japan Gurupu* (voir note 32), annexes.
 - 39 *Nesure Japan Gurupu* (voir note 32).
 - 40 Kuwahara (voir note 35).
 - 41 Fons Trompenaars, Charles Hampden-Turner, *Riding the Waves of Culture. Understanding Diversity in Global Business*, Boston 2011.
 - 42 *Nesure Japan Gurupu* (voir note 32), 135.
 - 43 Sur cette école de management, voir Thomas David, Janick Marina Schaufelbuehl, «Transatlantic Influence in the Shaping of Business Education. The Origins of IMD, 1946–1990», *Business History Review* 89 (2015), 75–97.
 - 44 Takaoka Kozo, *Nesure no kasegu shikumi*, Tokyo 2015.
 - 45 Robert Fitzgerald, *Rowntree and the Marketing Revolution, 1862–1969*, Cambridge 1995.
 - 46 AN, 4600-93 Japan, new ventures, note au conseil d'administration, 25. 5. 1989.
 - 47 www.nestle.co.jp/media/pressreleases/allpressreleases/documents/20150330_kitkat.pdf (17. 4. 2019).
 - 48 <https://nestle.jp/brand/kit/about> (17. 4. 2019).
 - 49 www.nestle.co.jp/asset-library/documents/about_us/corporateprofile201309.pdf (18. 4. 2019).
 - 50 *Nesure Japan Gurupu 90 nen no ayumi*, 137. Le chiffre d'affaires après 2002 n'est plus communiqué.
 - 51 <http://gyokai-search.com/4-syokuhin-uriage.htm> (20. 6. 2017).
 - 52 Kuwahara (voir note 35).
 - 53 Alfred Pfiffner, Hans-Jörg Renk, *Transformational Challenge. Nestlé 1990–2005*, Vevey 2005; *Nestlé 150 years. Nutrition, Health and Wellness, 1866–2016*, Vevey 2016.

Zusammenfassung

Die Expansion der Schweizer multinationalen Unternehmen in den Fernen Osten. Nestlé in Japan von 1945 bis heute

Nach dem Zweiten Weltkrieg war Japan das wichtigste asiatische Land, in das schweizerische multinationale Unternehmen investierten. Unter diesen Unternehmen nimmt Nestlé eine spezielle Rolle ein als eines der wenigen ausländischen Unternehmen, die während des Weltkriegs auf dem japanischen Archipel geblieben waren und ihre Produktionstätigkeit in den 1950er-Jahren wieder aufgenommen haben. Dieser Artikel analysiert die Bedingungen, unter denen Nestlé seit den 1960er-Jahren ein signifikantes Wachstum im japanischen Markt erzielt hat, und er zeigt die Gründe für das starke Umsatzwachstum von Nescafé in den Jahren 1960 bis 1980 sowie für die in den 1990er-Jahren eingeleitete Lokalisierungsstrategie auf. Obwohl Japan zu Beginn des 21. Jahrhunderts eines der wenigen Länder der Welt ist, in dem Nestlé nicht zu den führenden Lebensmittelunternehmen gehört, hat Nestlé dort bereits früh wichtige Erfahrungen mit der Anpassung seiner Produkte an die lokale Kultur gesammelt, die zur globalen Expansion des Unternehmens beigetragen haben.

(Übersetzung: Ariane Knüsel)

Administering Regime Change

A Swiss Merchant in the Political Transitions of the Shanghai International Settlement, 1941–1949

Julian Wettengel

In April 1941, Richard von der Crone, head of the Shanghai branch of Volkart Brothers, the leading Swiss trading company in Asia, found himself in an astonishingly powerful position. He had become the “first and last Swiss councillor”¹ in the Shanghai Municipal Council (SMC). The SMC was the governing body, or colonial administration, of the Shanghai International Settlement, an area within Shanghai under foreign control and by far the most important colonial territory in China. The International Settlement was exceptional in that it was neither a national colonial project nor administered by state representatives. Isabella Jackson uses the term “transnational colonialism” to describe the governance system of the International Settlement, because the SMC was comprised of private business actors – mainly merchants – of different nationalities, who conducted a form of colonial self-governance.²

Richard von der Crone became councillor at a time when Anglo-American actors dominated the SMC. He continued in this role after the International Settlement was taken over by the Japanese occupation forces in December 1941 and even when the Chinese Nationalists returned to power, colonial rule was abolished, and the settlement was dissolved. From 1941 to 1949, he served under several political regimes and was a key actor in organising five different changes to the political system. The inclusion of Richard von der Crone in the municipal administration of Shanghai is surprising for three reasons: Firstly, one would not expect a Swiss merchant to act as a colonial administrator, a position often associated with governmental representatives of colonizing states and not a neutral one like Switzerland. Secondly, until 1941, the SMC was usually staffed exclusively by ‘great power’ representatives, i.e. British, American, Japanese and Chinese. Thirdly, it is remarkable that a Swiss merchant was able to conduct municipal administration within such heterogeneous political systems – colonial as well as Nationalist Chinese – and to help pave the way for several political transitions. It was generally extremely difficult for a Swiss to get into even one single municipal administration, yet von der Crone managed to take part in several.

Therefore, this article seeks to answer two main questions: How and why was Richard von der Crone able to become a councillor in the SMC and to maintain this position in several political settings until 1949? Moreover, what roles did merchants play historically in processes of political transition? By addressing the latter question, this article aims at using the case study of von der Crone for making more general statements on the political functions of merchants on an international level.

Research on the Swiss presence in China often mentions Richard von der Crone, but has not systematically reflected on his political role and actions.³ Moreover, recent debates on Swiss involvement in colonialism have addressed fields such as identity, culture, science or business for potential colonial entanglements.⁴ At a political level, these studies have tended to look at indirect and passive forms of colonial participation, e. g. the obtainment of privileges like extraterritoriality.⁵ However, they have not investigated how Swiss functioned as active political players, namely as colonial administrators, despite having no colonies of their own. Meanwhile, scholars of the history of trading companies have put merchants at centre of their investigations, but have not specifically focused on political aspects, but rather on economic factors,⁶ or they have written cultural and social histories of specific firms, as in Christof Dejung's pioneering work on Volkart Brothers.⁷ Existing accounts on the SMC have addressed the political functions of (mostly British) business actors – but somewhat indirectly, as they constitute an essential part of the transnational history of the Council. However, Swiss players like Richard von der Crone are only partly and rudimentarily accounted for.⁸ With my article, I aim to introduce a political approach to mercantile actors – a significant desideratum that is often mentioned, for instance, in the field of global governance⁹ or among advocates of a new diplomatic history.¹⁰ To answer my research questions, I mainly use Richard von der Crone's ego-documents, a written report and a tape recording about his time in Shanghai, as well as files from the British and Swiss foreign ministries and British and Swiss company archives. I also include selected material from the archives of the International Committee of the Red Cross (ICRC), as von der Crone's political functions had significant parallels to the various Swiss humanitarian relief activities in wartime Shanghai.

This article argues that Richard von der Crone was a key player in political transition processes on two levels: Firstly, he was important for the different political regimes on a level of discourse and representation. The newly instituted political systems needed international legitimization. By presenting their cooperation with a leading private merchant and a citizen of a neutral nation, the new governments could claim that influential international actors supported them. This aspect is reflected in the analysis of three photographs showing Richard von der Crone at different points in time. For a public audience, they visually invoked a particu-

lar image of legitimization of each political system respectively. Secondly, due to his administrative expertise, Richard von der Crone played an important part in maintaining the municipal system in spite of regime changes. As a merchant, he offered political and administrative continuity in times of crisis and change.

How a Swiss Merchant Became a SMC Member: The Provisional Council of April 1941

Officially, the International Settlement was an international and cosmopolitan zone, but ‘great power’ representatives, particularly British subjects, dominated the settlement’s institutions, including the SMC. In contrast, Swiss merchants and other Swiss citizens were not able to take part in the Council. They profited from the SMC’s municipal administration but were not allowed to influence or shape it. In the interwar period, a pattern of seat distribution developed, consisting of five British, two American, two Japanese and five Chinese councillors.¹¹ In the 1930s, Japanese military circles increasingly demanded a greater Japanese representation on the SMC or at least an “internationalisation”¹² of the Council, i.e. the inclusion of more nationalities in the SMC, to weaken the dominant British position.¹³ In January 1941, these growing tensions between Japanese and British (and later American) players led to the decision to establish a “Provisional Council”¹⁴ with a new composition. For the duration of World War II it was intended to prevent a violent escalation of the latent conflict and consequently a breakdown of the whole governance system.¹⁵ The Japanese, British (and, to a lesser degree, American) consuls-general and councillors who conducted the negotiations on the new Council finally agreed to a Provisional SMC in April 1941, whose most important feature was parity between Axis and non-Axis representatives, so that neither side was able to monopolise the body.¹⁶ It had four Chinese, three Japanese, three British and three American councillors. In addition, it was ‘internationalised’ to meet Japanese demands. Now it included not only the German Alfred Glathe, leader of the German community in Shanghai and partner of the trading company Glathe & Witt, and the Dutch businessman J. D. Carriere, manager of the Shanghai branch of the steamship company Java-China-Japan Lijn, but also the Swiss merchant Richard von der Crone.¹⁷

The British and American consuls-general, and the leading mercantile representatives of the British community in particular, selected the Dutch and Swiss councillors because they were considered to belong to their political camp. However, why did they choose Carriere and von der Crone – and not, for instance, a Danish or Portuguese candidate for the non-Axis side? For the Anglo-American decision-makers, potential candidates did not need to be “necessarily of intellectual

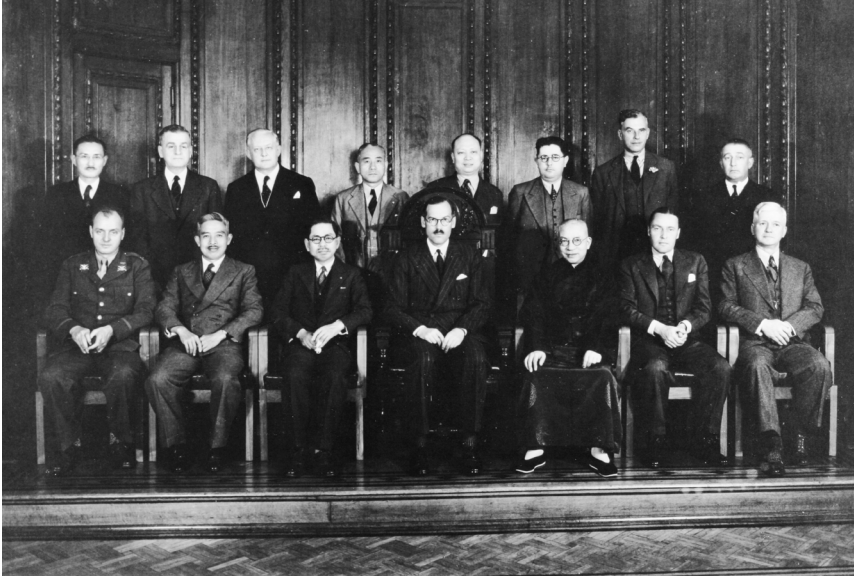


Illustration 1: *Shanghai Municipal Council (Provisional Council) 1941. First row from left to right: N. F. Allman (US), Y. Hanawa (JP), Isaku Okamoto (JP), John Hellyer Liddell (GB), Yuan Lidun (CN), T. S. Powell (GB), Dr. R. J. McMullen (US). Second row from left to right: Zhang Deqin (CN), R. T. McDonnell (US), Alfred Glathe (DE), Y. Yazima (JP), Xu Jianping (CN), Richard von der Crone (CH), G. A. Haley (GB), J. D. Carriere (NL). Image courtesy of Historical Photographs of China, University of Bristol (www.hp-ctbristol.net), reference number: Bi-s087. (Source of personal names: see note 23)*

brilliance”.¹⁸ Instead, the only goal of including the two councillors was to ensure that they would act against the Axis representatives in the SMC. They were to guarantee parity in the Council and prevent the Axis powers from gaining control of the municipal administration. Two criteria were decisive for measuring the anti-Axis stance of the candidates: The most important criterion was the extent to which the candidates, and the companies they represented, were integrated into the economic and social networks of the British and American communities. The more British and American they were, the more likely it was that they would be chosen to stand for the Provisional SMC. Richard von der Crone was an ideal candidate in this regard, as Volkart Brothers enjoyed close economic relations with the British Empire and American business networks, especially concerning the cotton trade.¹⁹ Additionally, von der Crone was well-connected with many foreign – mainly British – businessmen, both privately and socially, as he was a member of the most important clubs in Shanghai’s foreign community.²⁰ A second but less crucial criterion for choosing the two candidates was their na-

tionality, although only insofar as it made sure that the potential councillor would act on the non-Axis side. A representative of an allied country, like Carriere, had clear advantages in this respect since the Dutch in Asia were still regarded as allied and loyal to the Dutch government in exile. However, nationals of properly neutral states in Europe were also preferable to the British and American side because they would have been less exposed to political pressure from the Axis powers.²¹ After the nomination of Richard von der Crone was final, the Swiss Consul-General Emile Fontanel gladly consented to his SMC membership, because it enhanced the reputation of the whole Swiss community in Shanghai.²²

However, the newly instituted Provisional SMC of April 1941 was still the domain of 'great powers' and far from being a truly internationalised body. It was an attempt by the British and American side to secure their position in the SMC by meeting Japanese demands for a higher share in the Council. The German, Dutch and Swiss representatives served as something of a fig leaf of more pluralistic internationalism and as a means of calming down the confrontation between the major powers. The Provisional SMC's 'two-tier system' is visualised perfectly by Illustration 1. The first row of councillors consisted of the major 'great power' representatives, whereas the second row of the picture was mainly reserved for apparently less important figures. Moreover, among those of secondary importance, Alfred Glathe, J. D. Carriere and Richard von der Crone were placed at the edge of the photo indicating their minor importance to the SMC. The three pictures in this article were all taken inside (Illustration 1 and 2) or in front of (Illustration 3) the Shanghai Municipal Council building at different official events.²³ Illustration 1 was presumably the annual official photograph of the councillors, Illustration 2 is a group picture at an official reception for guests and Illustration 3 is the settlement's retrocession ceremony, which was an important 'act of state'. The producers of the pictures are unknown but must have been official photographers or members of private photo studios (as other photographs of the SMC suggest) who worked on behalf of the administration. The photographs must have been made for official use and distribution and were most likely utilised for publications.

Advancing to a Key Political Player: The Japanese Occupation of the International Settlement, 1942–1943

After the attack on Pearl Harbour in December 1941, the political system of the municipal administration and the political role of Richard von der Crone changed considerably for the second time. Japanese military units entered the International Settlement to control the area, but a fully-fledged military occupation did

not occur.²⁴ The Japanese occupation regime interfered to a much lesser degree than it did in other locations around China, leaving the SMC largely unimpaired. One of the most important reasons for this ‘mild’ stance against the Council was that the military authorities were anxious to maintain the appearance of the settlement’s continued internationalism.²⁵ Although they requested that the allied councillors – British, American and Dutch – resign from their positions, they strongly emphasised that they regarded the international constitution of the Council to be intact. They claimed to have had no intention of usurping the SMC, as they were not restaffing the vacant seats with Axis candidates. Therefore, from January 1942 until August 1943, when the settlement was handed over to the pro-Japanese Wang Jingwei authorities, the SMC was reduced from 15 to 8 members, consisting of three Japanese, three Chinese, one German and one Swiss councillor. Von der Crone was able to remain in the Council because he was still regarded as a neutral actor.²⁶ In fact, for the Japanese authorities, he became the most important figure in maintaining the impression of international cooperation, as he was the only non-Axis representative remaining in the SMC.

These changes in the SMC are clearly visible when we compare Illustration 1 and Illustration 2, which were taken before and during the Japanese occupation of the International Settlement. The photographs reflect the reduction of the SMC from 15 to 8 councillors. Moreover, they also show that the position of Richard von der Crone within the SMC changed considerably. Before January 1942, he was confined to the second row of councillors. By contrast, in summer 1942, he is depicted prominently and on an equal footing with the other SMC members, as all councillors stand lined up in a single row without significant hierarchical differences. Richard von der Crone as a neutral actor functions in both pictures mainly as a figurehead for an ‘international’ SMC. In Illustration 1 it is an ‘internationalism’ propagated by British and American actors in order to secure their position in the Council, whereas in Illustration 2 it is a Japanese form of ‘internationalism’ to mask the occupation of the International Settlement.

The depiction of ‘internationalism’ was not the only reason why Richard von der Crone was able to remain in the SMC. He was also an indispensable actor in terms of practical municipal work. In July 1941, von der Crone became the chairman of the so-called SMC Food Supplies Committee. By controlling commodity prices and establishing a rationing system, the Swiss merchant and his committee were responsible for securing sufficient amounts of food, especially rice, for about 3.3 million people in the greater Shanghai area –²⁷ addressing the most urgent political issue during the war. He was able to maintain this position until August 1943, as the Japanese occupying forces needed the elaborate food supply administration infrastructure that von der Crone had already established by December 1941.²⁸

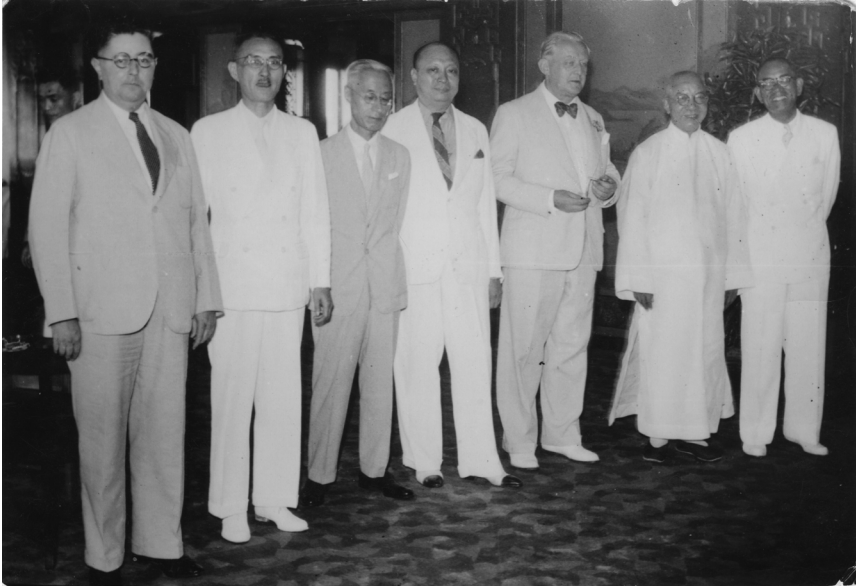


Illustration 2: “7 out of 8 members of the Council of the International Settlement in summer 1942 (one Japanese is missing)”. From left to right: Richard von der Crone (CH), Zhang Deqin (CN), G. Kambe (JP), Xu Jianping (CN), Alfred Glathe (DE), Yuan Lidun (CN), Katsuo Okazaki (JP). Image courtesy of Christoph von der Crone, Stäfa. (Source of personal names: see note 23)

These activities had significant parallels to various other attempts by Swiss actors to engage in humanitarian relief measures during the Pacific War. For example, Swiss ICRC delegates and representatives of the protecting power section of the Swiss Consulate General were concerned with organizing supplies to prisoners of war and civilian internees in and around Shanghai.²⁹ Therefore, the Council work of Richard von der Crone could be seen as more in line with the well-known and respected Swiss intermediary functions like the ‘good offices’ than with classical municipal administration.

Postwar Continuity – Municipal Administration and the Business Benefits for Volkart Brothers, 1943–1949

Having described von der Crone’s activities in the municipal administration before and during the war, it still needs to be clarified why he was eager to take over these responsibilities. What were his motives in becoming a councillor? In general, for-

eign merchants – no matter what nationality – did municipal work to shape their business environment without the interference of the Chinese authorities.³⁰ Von der Crone was no exception in this regard. However, although he was aware that he profited from colonial privileges,³¹ his self-perception was clearly that of a liberal-minded individual as he had many friends among the Chinese community and claimed to have interacted and cooperated with Chinese on the basis of equality and mutuality.³² This outlook was similar to the more progressive colonial views of British expatriates, i.e. von der Crone's peers from leading British trading companies like Butterfield & Swire. This social environment and his self-conception as a neutral, non-imperial Swiss citizen distinguished him mentally, for instance, from the colonial hardliners of the British settler community in Shanghai.³³

Besides this general long-term motive, there were also more specific war-related reasons why Richard von der Crone was interested in standing for the SMC. Firstly, on a personal level, he certainly felt committed – as British and American councillors also did – to helping the foreign and Chinese population in Shanghai and to maintaining the International Settlement.³⁴ He spent a considerable part of his life in Shanghai and called the city his “second home” (zweite Heimat).³⁵ As well as having many friends among the foreign and Chinese community, he was closely connected to the Swiss community, holding leading executive positions in virtually all Swiss Shanghai clubs, i.e. the “Helvetia” Swiss Benevolent Society, the Swiss Association and the Swiss Club.³⁶ In 1951, he even married a Swiss woman who had worked as a secretary for Henry de Torrenté, the Swiss Minister in China.³⁷ Thus, Council work during the war also served to preserve the social space in which he lived. Secondly, Volkart Brothers' business came to a standstill after the Japanese takeover of the city, and Richard von der Crone had plenty of time to deal with SMC work.³⁸ A third motive for von der Crone's participation in the SMC was the post-war business situation. Other leading Swiss merchants engaged in humanitarian relief in wartime Shanghai, e. g. working for the ICRC or conducting ‘good offices’ as representatives of the Swiss Consulate General.³⁹ This was a very effective means of enhancing the reputation of a company, which in turn would eventually lead to better networking. Swiss trading companies wanted to use these newly formed wartime networks to gain a competitive advantage when starting the business up again after the war.⁴⁰ From a business perspective, von der Crone seemed to have shared this motive with his fellow merchants. Before the war, his most important social assets were networks with the leading (British) merchants. By becoming a councillor, he developed new connections to the most important political actors in Shanghai.⁴¹ These wartime networking activities were one of the main reasons why Volkart Brothers – and other Swiss trading houses involved in humanitarian aid – were, in fact, able to (re)start their business more easily and more quickly than competitors from other nations after the war.⁴²

Due to the war, Richard von der Crone had become an integral part of colonial municipal governance. However, even in the post-war era, he was able to maintain these new functions because he had secured himself a leading position in Shanghai politics. In August 1943, the International Settlement was dissolved and handed over to the pro-Japanese Wang Jingwei government. Richard von der Crone helped to realise this transition and eventually resigned as a councillor. In 1945, after the end of the war, the control of the former settlement area was transferred again, this time from the defeated pro-Japanese authorities to the representatives of the Chinese Nationalist government in Chongqing. The governance of Shanghai by a Chinese Mayor in 1945 marked the end of colonial rule in the city. However, the old structures of foreign municipal administration did not disappear entirely as the new authorities lacked sufficient staff for urgent municipal administration tasks.⁴³

To organise the transition from the former SMC administration to the Chinese authorities a Liquidation Commission for the International Settlement was founded. This commission consisted of Chinese and foreign members, including Richard von der Crone and J. D. Carriere. These two former councillors obviously profited from their reputation as respected wartime SMC members when chosen for the new body by their respective home governments. However, the Swiss foreign ministry (Federal Political Department) emphasised that Richard von Crone should serve as a private person in the commission to ensure that the Swiss government could not be held accountable for his political actions. The commission was mainly responsible for the transfer of liabilities and assets of the International Settlement to the new municipality and for settling the pension claims of former SMC employees. Therefore, Richard von der Crone was one of the key players in paving the way for a smooth transition from colonial to Chinese rule.⁴⁴ In post-war Shanghai, von der Crone had an additional municipal function. He was a member of the so-called Advisory Committee which consisted of 20 Chinese and 20 foreign members and was set up to assist the Chinese Mayor of Shanghai in matters of municipal administration as a sort of municipal council. Von der Crone's specific function was to be the liaison officer between the Advisory Committee and the municipal police.

Finally, after his involvement in four different regime changes, Richard von der Crone also helped to provide for a peaceful transition from the Nationalist to the Communist government in 1949. He was the secretary of a foreign committee responsible for maintaining public safety and order during the armed fights in the city and for maintaining the services of the police forces.⁴⁵

The fact that von der Crone was an important player in the processes of political transition after 1943 is clearly visible in Illustration 3. It shows the retrocession ceremony of the International Settlement and Richard von der Crone (first row,



Illustration 3: “Guests at the farewell of the intern. Zone”. Image courtesy of Christoph von der Crone, Stäfa. (See also note 23)

fourth from the left) as a prominent participant in the event. He is visually instrumentalised as evidence of international acceptance of a new Chinese nationalism in Shanghai, thereby bestowing legitimacy on the new political system.

Conclusions

Richard von der Crone advanced from a simple – though influential – merchant for Volkart Brothers to a councillor in the SMC and one of the most important political actors during and after the Pacific War in Shanghai. As the “first and last Swiss”⁴⁶ in the SMC, he is an outstanding example of how a Swiss national was able to gain an active leading position in a colonial administration.

Von der Crone was able to become a councillor in 1941 as he enjoyed excellent social and business networks with leading British merchants. Furthermore, he was elected because he was a citizen of a neutral nation during the war – a fact which would also become of paramount importance for the Japanese occupation authorities. After taking up municipal office, he gained new contacts to the most important political personalities in Shanghai and even became one of them himself. His newly acquired political reputation and networks were key factors in enabling him to maintain municipal functions even in the post-war era under the

new Chinese authorities. Furthermore, these factors not only supported his political career, they also helped Volkart Brothers gain competitive advantages and restart business more quickly than their competitors after the war. Nevertheless, the furthering of his business interests was not the only reason why Richard von der Crone conducted municipal work. He also had strong social ties in Shanghai (his “second home”), and one of his main aims during the war was to help the community he lived in, i.e. his Swiss, foreign and Chinese friends from the city’s business circles. Anglo-American, Japanese and Chinese actors decided on von der Crone’s nomination to his political offices, more so than did the Swiss foreign ministry and its diplomatic representatives in China, who were not significantly involved in the processes. They did, however, strongly support his political functions, which enhanced Switzerland’s reputation in China. Nevertheless, because the Foreign Ministry was not willing to assume responsibility for his political actions, von der Crone had to conduct municipal administration as a private person and not as a Swiss state representative. For this reason, he was not bound by instructions from Swiss diplomats and acted quite independently of his home government.

The activities of Richard von der Crone provide a fruitful case study for elaborating on the question of how transitions from one political system to another took place historically and which actors were involved in these processes. Von der Crone helped to effect five different smooth and peaceful political transitions between 1941 and 1949: from the pre-war SMC to the Provisional SMC, to the Japanese dominated SMC, to the Chinese Wang Jingwei government, to the Chinese Nationalist authorities and finally to the Communist government in 1949. As influential private actors, merchants were perfectly suited for mediating and creating a nexus between opposing political systems. They were key players in political transitions in two regards: Firstly, on the level of representation and discourse, they were crucial for bestowing external legitimation on the new political regimes – as demonstrated in the analysis of the three different photographs. In Illustration 1 and 2, he served as a guarantor and a cover for an Anglo-American and a Japanese internationalism respectively. In Illustration 3, he is visually instrumentalised as evidence of the international acceptance of a new Chinese political nationalism. Admittedly, the way of arranging the councillors on the photographs may not necessarily have been a deliberate political decision. However, the photographs would have had a legitimising effect for the public audience. Secondly, merchants also played an important role during transition periods in terms of practical political work. Richard von der Crone helped maintain a basic level of municipal administration and prevent public systems from collapsing during the different regime changes by offering his administrative expertise to the new authorities who often lacked sufficient personnel. Yet, his actual munic-

ipal activities took on specific ‘Swiss forms’ as they were highly related to other fields of Swiss intermediary engagement, like the ‘good offices’. They were situated between the poles of colonial administration and humanitarian aid.

This case study shows that merchants were especially suited to transitional political work as they could be considered ‘apolitical’ private business actors who were much more compatible with a new regime than ‘politicized’ state officers of a former system. They generated continuity in times of crisis when (inter)governmental mechanisms of governance ceased to function.

Notes

- 1 Archives of Contemporary History, Zurich (hereafter ACH), TA Kolloquien FFAfZ / 34, “Richard von der Crone. Beziehungen der Schweiz zu China seit 1925”, 19. 11. 1980.
- 2 Isabella Jackson, *Shaping Modern Shanghai. Colonialism in China’s Global City*, Cambridge 2018, 2, 5–8.
- 3 Michele Coduri, *La Suisse face à la Chine – une continuité impossible? 1946–1955*, Louvain-la-Neuve 2004; Stephan Steinmann, *Seldwyla im Wunderland. Schweizer im alten Shanghai (1842–1941). Eine Untersuchung ausländischer Präsenz im China der Kapitularverträge*, Zürich 1998; Howard Dubois, *Die Schweiz und China*, Bern 1978.
- 4 Patricia Purtschert, Harald Fischer-Tiné (eds.), *Colonial Switzerland. Rethinking Colonialism from the Margins*, Basingstoke 2015; Patricia Purtschert, Barbara Lüthi, Francesca Falk (eds.), *Postkoloniale Schweiz. Formen und Folgen eines Kolonialismus ohne Kolonien*, Bielefeld 2013; Ariane Knüsel, *Framing China. Media Images and Political Debates in Britain, the USA and Switzerland, 1900–1950*, Farnham 2012; Andreas Zangger, *Koloniale Schweiz. Ein Stück Globalgeschichte zwischen Europa und Südostasien (1860–1930)*, Bielefeld 2011.
- 5 Andreas Zangger, “Patriotic Bonds and the Danger of Estrangement. Swiss Networks in Colonial South-East Asia, 1850–1930”, in Patricia Purtschert, Harald Fischer-Tiné (eds.), *Colonial Switzerland. Rethinking Colonialism from the Margins*, Basingstoke 2015, 91–109, here 94–95; Ariane Knüsel, “‘The Chinaman of old cannot be compared to the Chinaman of today’. Official Views of China and the Construction of Colonial Knowledge in Interwar Switzerland”, in Patricia Purtschert, Harald Fischer-Tiné (eds.), *Colonial Switzerland. Rethinking Colonialism from the Margins*, Basingstoke 2015, 259–277, here 259–260.
- 6 Geoffrey Jones, *Merchants to Multinationals. British Trading Companies in the Nineteenth and Twentieth Centuries*, Oxford 2000.
- 7 Christof Dejung, *Die Fäden des globalen Marktes. Eine Sozial- und Kulturgeschichte des Welt-handels am Beispiel der Handelsfirma Gebrüder Volkart 1851–1999*, Köln 2013.
- 8 Jackson (see note 2); Robert Bickers, “Settlers and Diplomats. The End of British Hegemony in the International Settlement, 1937–1945”, in Christian Henriot, Wen-Hsin Yeh (eds.), *In the Shadow of the Rising Sun. Shanghai under Japanese Occupation*, Cambridge 2004, 229–256; Nicholas R. Clifford, *Spoilt Children of Empire. Westerners in Shanghai and the Chinese Revolution of the 1920s*, Hanover 1991.
- 9 Matthias Hofferberth, *Multinationale Unternehmen in der Weltpolitik. Zur Kontingenz von Rolle und Bedeutung “sozialer Akteure”*, Baden-Baden 2016.
- 10 Giles Scott-Smith, “Opening Address. Third Conference of the New Diplomatic History Network: ‘Bridging Divides’”, 24. 10. 2018, *New Diplomatic History*, <https://newdiplomatichistory.org/wp-content/uploads/2018/12/NDH3-Remarks.pdf> (5. 8. 2019).
- 11 Jackson (see note 2), 5–8, 65–68, 96.
- 12 The National Archives of the UK (hereafter TNA), FO 371/27634, despatch no. 73, A. H. George to British Ambassador, 13. 2. 1941.

- 13 TNA, FO 371/27634, enclosure no. 1 in despatch no. 65, “Record of Conversation with Okamoto”, 4. 2. 1941.
- 14 TNA, FO 371/27633, despatch no. 150, A. H. George to British Ambassador, 2. 4. 1941.
- 15 School of Oriental and African Studies Library, Archives & Special Collections, London, John Swire & Sons Ltd. Archive (hereafter Swire Archive), JSS/1/2/30/1, Butterfield & Swire to John Swire & Sons, 24. 1. 1941.
- 16 Swire Archive, JSS/1/2/30/1, Butterfield & Swire to John Swire & Sons, 7. 2. 1941; Swire Archive, JSS/1/2/30/1, Butterfield & Swire to John Swire & Sons, 28. 3. 1941.
- 17 TNA, FO 371/27634, despatch no. 174, A. H. George to British Ambassador, 23. 4. 1941. For the biographical information see *The Directory & Chronicle of China, Japan, Korea, Indo-China, Straits Settlements, Malaya, Siam, Netherlands India, Borneo, The Philippines, &c. for the Year 1937*, Hongkong 1937, A241, A257, A334; Wilhelm Matzat, “Glathe, Alfred (1887–1954), Kaufmann in Tsingtau und Shanghai”, 17. 11. 2008, in *Tsingtau.org, Beiträge zur Geschichte Tsingtaus (Qingdao) – 1897 bis 1953*, www.tsingtau.org/glathe-alfred-1887-1954-kaufmann-in-tsingtau-und-shanghai (5. 8. 2019).
- 18 TNA, FO 371/27633, enclosure no. 4 in despatch no. 150, “Minute of Meeting of British Representatives at His Majesty’s Consul-General’s residence on April 1st, 1941, 5 p. m.”, 2. 4. 1941.
- 19 Ibid.; TNA, FO 371/27634 (see note 17).
- 20 Private Papers of Richard von der Crone (held by Christoph von der Crone, Stäfa) (hereafter PPRC), Report “29 Jahre Shanghai – Januar 1925 – Juli 1954”, March 1980, 7.
- 21 TNA, FO 371/27633 (see note 18); TNA, FO 371/27634 (see note 17).
- 22 Swiss Federal Archives, Berne (hereafter SFA), E2300#1000/716#981*, Emile Fontanel to Division des Affaires étrangères du Département politique fédéral, 17. 5. 1941.
- 23 All three photographs in this article have no indications of the persons shown. I have identified the persons to the best of my knowledge, however, I cannot categorically rule out name errors which might have occurred.
- 24 TNA, FO 371/31651, enclosure no. 2, Memorandum of G. G. Phillips “The Shanghai Municipal Council since the Outbreak of the Pacific War”, 25. 8. 1942.
- 25 Ibid.; TNA, FO 371/31651, A. H. George to J. H. Le Rougetel, 1. 10. 1942.
- 26 PPRC (see note 20), 12; TNA, FO 371/31651 (see note 24).
- 27 PPRC (see note 20), 8–12.
- 28 TNA, FO 371/31651, Memorandum of Erik Watts “Note on conditions in Shanghai Dec. 8th. to Dec. 19th. 1941”, 4. 4. 1942; TNA, FO 371/31651 (see note 24). A comprehensive study on the wartime food supply system is Christian Henriot, “Rice, Power and People. The Politics of Food Supply in Wartime Shanghai (1937–1945)”, *Twentieth-Century China* 26/1 (2000), 41–84.
- 29 Archives of the International Committee of the Red Cross, Geneva (hereafter ICRC Archives), B G 017 07-017, letter no. 586, Edouard Eglé to International Red Cross Committee, 27. 3. 1943; SFA, E2001-02#1000/110#417*, “Report of the SWISS CONSULATE GENERAL In Charge of British, American and Netherlands Interests during the PACIFIC WAR 1941–1945”, February 1946.
- 30 Jackson (see note 2), 6; Marie-Claire Bergère, *Shanghai. China’s Gateway to Modernity*, Stanford 2009, 35–36.
- 31 SFA, E2200.290A#1000/447#36*, Richard von der Crone to Henry de Torrenté, n. d. [ca. 23. 9. 1947].
- 32 ACH (see note 1); PPRC (see note 20), 1.
- 33 Rober Bickers, “Shanghaianders: The Formation and Identity of the British Settler Community in Shanghai 1843–1937”, *Past & Present* 159 (1998), 161–211, here 183–185.
- 34 TNA, FO 371/31651 (see note 24).
- 35 PPRC (see note 20), 1.
- 36 Ibid., 7–8, 14–15.

- 37 Email contact with Christoph von der Crone (son of Richard von der Crone), 12. 8. 2019.
- 38 ACH (see note 1).
- 39 ICRC Archives, B G 017 07-012, Edouard Eglé to Comité international de la Croix-Rouge, 16. 5. 1942; SFA, E2001-02#1000/110#417* (see note 29).
- 40 DKSH Company Archives, Zurich, C.1.46, Edouard Eglé to SiberHegner & Co., 28. 10. 1943.
- 41 PPRC (see note 20), 8.
- 42 Ibid., 13, 16–17; SFA, E2200.175#1000/276#191*, “Swiss Chamber of Commerce in China, Report for 1946/47”, 30. 4. 1947.
- 43 PPRC (see note 20), 15.
- 44 Ibid., 17–18; SFA, E2200.290A#1000/447#36*, George Sellet, T. S. Powell, J. D. Carriere, Richard von der Crone to K. C. Wu, 22. 4. 1947; SFA, E2200.290A#1000/447#36*, E. W. Jeffery to Richard von der Crone, 23. 9. 1947.
- 45 PPRC (see note 20), 18–19.
- 46 ACH (see note 1).

Zusammenfassung

Verwaltung von Regimewechseln. Ein Schweizer Kaufmann während der politischen Übergangsprozesse der Internationalen Niederlassung in Shanghai, 1941–1949

Der Schweizer Händler Richard von der Crone, Leiter der Shanghai-Filiale der Handelsfirma Gebrüder Volkart, wurde 1941 Stadtrat in der kolonialen Verwaltung der Internationalen Niederlassung Shanghais und übte diese Funktion in verschiedenen aufeinanderfolgenden politischen Systemen bis 1949 aus. Während dieser acht Jahre war er als Stadtrat massgeblich daran beteiligt, den Boden für fünf unterschiedliche Regimewechsel in Shanghai zu bereiten. Der Artikel untersucht, wie es dem Schweizer Händler möglich war, in diese verschiedenen (kolonialen und chinesisch-nationalen) Stadtverwaltungen zu gelangen, und insbesondere, welche Rolle er in Prozessen des politischen Übergangs spielte. Damit trägt die Untersuchung zu einem besseren Verständnis der politischen Funktionen von privaten Wirtschaftsakteuren sowie von deren Rolle bei der Organisation und Umsetzung von Regimewechseln bei. Von der Crone war ein Schlüsselakteur in politischen Transitionsprozessen auf zwei Ebenen: Erstens konnten die neu etablierten Regime Legitimation erlangen, indem sie ihre politische Kooperation mit einem Händler einer neutralen Nation öffentlichkeitswirksam zur Schau stellten. Zweitens war die Expertise von der Crones im Bereich der städtischen Verwaltung für die neuen Regierungen von zentraler Bedeutung, um administrative Kontinuität in Zeiten politischen Wandels herzustellen.

Un «dragon» taïwanais au cœur de la Suisse

Les relations du Réarmement moral avec la République de Chine

Cyril Michaud

En juillet 1961, dans le Grand Hall du Caux-Palace en Suisse, deux étudiants, l'un taïwanais,¹ l'autre indien, s'adressaient à la foule venue assister aux conférences internationales organisées par le Réarmement moral (RAM): «Pourquoi Pékin, la Corée du Nord et le Nord-Vietnam seraient-ils les pays qui conservent l'offensive sur le plan idéologique? Pourquoi Formose, l'Inde et le Japon ne passeraient-ils pas eux-mêmes à l'offensive avec la solution [proposée par le RAM]?»² Ces deux jeunes hommes faisaient partie de la soixantaine de délégué·e·s venu·e·s de Tokyo, Taipei et New Delhi afin de participer à la campagne de propagande religieuse et anticommuniste orchestrée par ce mouvement avec ses partenaires asiatiques en 1961.³ C'est dans ce cadre qu'une pièce de théâtre intitulée *Le Dragon* a été créée sur le sol helvétique. Ce spectacle, dont les acteurs étaient des militant·e·s venu·e·s de la République de Chine (RdC), a été déployé dans l'ensemble de la Suisse centrale ainsi qu'à Saint-Gall où il a réuni plusieurs milliers de spectateurs avant de continuer sa route vers l'Allemagne.

L'intérêt du RAM pour l'Asie n'était pas chose nouvelle. En effet, dès la fin des années 1940, cette organisation religieuse entretenait un réseau complexe de relations avec plusieurs pays d'Asie de l'Est et du Sud-Est (Japon, République de Chine, Corée du Sud, Hong-Kong, Birmanie, Laos, Inde, Sud-Vietnam). Les contacts du RAM avec ces différents pays n'ont été que peu étudiés par les historien·ne·s.⁴ Ils s'inscrivent toutefois dans les recherches menées sur les réseaux non étatiques transnationaux prenant part à la guerre froide culturelle⁵ ainsi qu'à celles s'intéressant aux contacts et aux échanges qui se sont développés au cours du XX^e siècle entre la Chine et la Suisse.⁶ Pour cet article, on peut souligner l'apport de l'ouvrage de Claude Hauser.⁷ Le progressif raidissement idéologique des élites politico-culturelles du Guomindang au tournant des années 1960, illustré par le parcours de l'intellectuel nationaliste chinois Ding Zuoshao,⁸ est comparable au discours porté par les militant·e·s taïwanais·es actifs dans le cadre du RAM à la même période.

En tant que passeur d'idées de la lutte anticommuniste taïwanaise en Suisse, le RAM ouvre tout un champ historiographique à explorer: de quelle manière cet

acteur anglo-saxon et protestant offrait-il une plateforme de diffusion pour la lutte politique des représentants du Guomindang et auprès de qui trouvait-il des soutiens sur le territoire helvétique? La pièce de théâtre du *Dragon* nous servira d'étude de cas pour aborder les relations entretenues par le RAM avec Taïwan. Après une présentation des objectifs du RAM, nous nous intéresserons à la circulation de personnes et d'idées qu'impliquaient les relations de ce mouvement avec la RdC. Nous analyserons par la suite la campagne de propagande menée par la troupe théâtrale du *Dragon* en Suisse durant l'année 1961 ainsi que sa réception dans la sphère médiatique et politique. Afin de traiter ces éléments, nous nous fonderons sur les archives du RAM déposées aux Archives cantonales vaudoises à Chavannes-près-Renens et à la Library of Congress à Washington D. C., et nous ferons également appel aux documents des Archives fédérales suisses à Berne pour étudier les réactions des autorités suisses.

Le Réarmement moral: entre lutte politique et idéal religieux

Le RAM a été dirigé dès l'origine par le pasteur luthérien américain Frank Buchman (1878–1961). Connue dans un premier temps en tant que First Century Christian Fellowship (1921), puis Groupe(s) d'Oxford (1928), il a pris le nom de RAM en 1938. Implanté aux États-Unis où il possédait un centre dès 1942, le RAM a étendu son influence en Europe dès la fin de la Seconde Guerre mondiale. Il a acquis en 1946 l'ancien Caux-Palace en Suisse, qui est devenu son centre européen. Rebaptisé Mountain House, celui-ci a servi de plateforme pour importer, traduire et adapter une propagande religieuse et anticommuniste élaborée principalement par les dirigeants anglo-saxons du mouvement.⁹ Soutenu par des centaines de membres permanents (majoritairement américains, britanniques, scandinaves et suisses), l'objectif déclaré du RAM était de renforcer la démocratie en y (ré)implantant des valeurs fondées sur la morale chrétienne dans le but de faire barrage au communisme et d'instaurer la paix. D'un point de vue doctrinal, il prônait un réveil religieux basé sur la transformation personnelle des individus. Les membres de ce mouvement pratiquaient des moments de recueillement afin de recevoir les directions données par Dieu et tentaient de faire de quatre critères moraux absolus la base de leurs actions: honnêteté, pureté, désintéressement et amour.

La collaboration entre le RAM et la RdC reposait ainsi sur une volonté commune de lutter contre le communisme, mais également sur leur adhésion à la religion chrétienne. En effet, Chiang Kai-Shek (Jiang Jieshi) a été perçu relativement tôt comme le champion du christianisme en Asie. Son adhésion au méthodisme¹⁰ ainsi que son mariage avec Soong Mayling (Song Meiling), une méthodiste qui avait également étudié aux États-Unis, contribuait à faire de lui le représentant

d'une Chine chrétienne, capitaliste et démocratique en opposition à la Chine maoïste.¹¹ Comme l'explique le sinologue Philippe Paquet: «Leur attachement aux valeurs dans lesquelles se reconnaissait une majorité d'Américains fut un rouage essentiel dans la politique qui poussa les États-Unis à soutenir massivement le régime nationaliste chinois que les Chiang incarnaient.»¹² Il en était de même pour le RAM qui avait développé ses premiers contacts avec le Generalissimo et son épouse bien avant le début de la guerre froide, par le biais des réseaux missionnaires où étaient actifs plusieurs de ses membres.¹³

Délégations taïwanaises entre Suisse et États-Unis

Il aura fallu attendre plusieurs années avant que le RAM ne se préoccupe de la situation géopolitique en Asie. En effet, à la sortie de la Seconde Guerre Mondiale, les activités du RAM se concentraient sur le renforcement de l'Allemagne de l'Ouest et les efforts de reconstruction européenne. Toutefois, dès 1948, les dirigeants américains du mouvement ont pris conscience des bouleversements politiques en Chine et ont décidé de fortifier leurs liens avec les responsables politiques du Guomindang tout en appuyant politiquement leur lutte contre l'avancée des troupes de Mao Zedong.¹⁴ Convaincu que «*[i]f China goes, half the world will go*»,¹⁵ le RAM a mis sur pied une assemblée à Los Angeles où il a invité une délégation dirigée par Chen Li-fu,¹⁶ vice-président du Yuan Législatif (assemblée qui détient le pouvoir législatif en RdC) et codirigeant de l'aile conservatrice du Guomindang: la CC Clique.¹⁷ Quelques semaines plus tard, ce dernier était également convié à Caux¹⁸ où plusieurs personnalités chinoises participaient aux conférences du RAM à ses côtés: des proches du régime mais également des diplomates en poste à l'étranger. Le général Ho Ying-chin (He Yingqin), ministre de la Défense de la RdC, appuyait notamment l'organisation depuis sa venue à une conférence au Canada en 1947.¹⁹

Par leur participation aux activités du RAM, les membres du Guomindang souhaitaient obtenir des soutiens politique, financier et militaire des États-Unis à la RdC. Ils espéraient que les dirigeants américains du mouvement religieux puissent faire pression sur leurs contacts au sein de l'administration fédérale américaine.²⁰ Dans sa biographie, Chen Li-fu expliquait que l'invitation du RAM lui avait donné une occasion de sortir du pays et de mener sur ordre de Chiang Kai-Shek une «mission d'observation de la démocratie en action»:²¹ en participant aux activités du RAM entre la Suisse et les États-Unis, il profitait de ses voyages pour rencontrer des personnalités politiques. En Suisse, il a été reçu à Berne par les conseillers fédéraux Eduard von Steiger, Max Petitpierre et Enrico Celio, alors président de la Confédération.²²

L'avancée des troupes maoïstes en Chine sonna le glas de ces tentatives de diplomatie informelle. Dans l'impossibilité de se rendre une nouvelle fois en Suisse, Chen Li-fu adressait le 30 août 1949 un appel à l'aide couplé d'un avertissement aux responsables des conférences de Caux: «*The tragic events which you see taking place in China today are a preview of what will surely happen in nation after nation all over the world, unless the inspired ideology of Moral Re-Armament takes hold quickly and effectively. Let China be an example for all.*»²³

Face à l'avènement de la République populaire de Chine (RPC), les membres du RAM n'ont pas tardé à débiter des démarches de lobbying afin d'empêcher sa reconnaissance diplomatique par les États-Unis, cela notamment en exerçant des pressions sur le sénateur H. Alexander Smith, lui-même adhérent du mouvement.²⁴ En Suisse, Nan-Ju Wu, ministre de la RdC à Berne, présent à Caux en 1948, tenta de glaner des renseignements sur la position des autorités et de faire assurer par la Confédération la protection des intérêts de la RdC en Union soviétique:²⁵ un espoir déçu puisque la Suisse reconnut le régime maoïste le 17 janvier 1950, notamment pour défendre ses intérêts économiques.²⁶

Les autorités suisses se montraient prudentes vis-à-vis de Taipei. La question de l'octroi d'un visa à Chen Li-fu afin de se rendre aux conférences du RAM durant l'été 1950 montre le jeu d'équilibriste mené par le Gouvernement helvétique afin de défendre ses intérêts, tout en se révélant sensible aux pressions exercées par le RAM. Dans un premier temps, le Département politique a refusé de délivrer un visa d'entrée à Chen Li-fu.²⁷ Les autorités fédérales ne souhaitaient pas que les négociations menées au même moment par Sven Stiner, chargé d'affaires à l'ambassade suisse de Pékin, puissent être perturbées par la présence d'une personnalité taïwanaise sur le territoire helvétique.²⁸ Face au refus des autorités, Théophile Spoerri, recteur de l'Université de Zurich, et Philippe Mottu, anciennement juriste-stagiaire au Département politique fédéral, ont multiplié les démarches auprès des autorités fédérales afin d'obtenir un visa pour Chen Li-fu.²⁹ En définitive, ils ont sollicité l'intervention de Max Huber, ancien président du Comité international de la Croix-Rouge, lequel a rédigé une lettre de soutien donnée en privé à Max Petitpierre.³⁰ Ce dernier, dont la nièce était membre du RAM,³¹ a autorisé finalement l'octroi du visa. Chen Li-fu a toutefois été sommé de signer un document déclarant qu'il ne mènerait pas d'activités politiques et ne s'adresserait pas à la presse.³²

Le Dragon en Suisse centrale

L'année 1956, qui a entraîné un fort regain d'anticommunisme sur la scène suisse à la suite de la répression de l'insurrection hongroise,³³ coïncida avec un retour des Taïwanais à Caux et le début d'une participation durable de leur part aux acti-

vités du RAM.³⁴ Véritable fer de lance de cette collaboration, le général Ho Ying-chin accompagnait de manière récurrente les délégations taïwanaises invitées par le mouvement en Suisse et aux États-Unis entre 1956 et 1961.

Dès 1957, la présence de 115 jeunes Taïwanais-es aux conférences américaines du mouvement³⁵ a contribué à donner des idées à Frank Buchman: «*These youth have marvellous talents and skill. With a conquering idea they would capture the imagination of America and every nation and far out-do the Peking Opera, which has made such inroads in continents like Australia and in Africa.*»³⁶ Une préoccupation d'autant plus pressante que les membres du RAM s'inquiétaient des invitations reçues par des jeunes d'Asie du Sud-Est au Festival mondial de la jeunesse et des étudiants de Moscou.³⁷ L'offensive culturelle taïwanaise fut finalement lancée le 6 juillet 1961: 50 jeunes Taïwanais-es, sélectionné-e-s par leur gouvernement ont été envoyé-e-s en Suisse afin de travailler bénévolement durant une année avec le RAM.³⁸ Il s'agissait de jeunes diplômé-e-s en ingénierie, médecine, ou dans le domaine de l'enseignement qui étaient souvent gradé-e-s de l'armée ou lié-e-s au gouvernement de RdC par des liens familiaux.³⁹

En un mois, une pièce de théâtre intitulée *Le Dragon* était écrite par ces délégué-e-s: un spectacle d'un anticommunisme virulent qui s'appuyait sur l'actualité politique de la RdC. Le récit suivait les péripéties d'une famille dont le père était membre du Gouvernement chinois et se concentrait sur leur fils prénommé Wang. Après la défaite militaire de 1949, ce dernier se ralliait à l'idéal communiste et faisait exécuter de manière sordide ses propres grands-parents. Quelques années plus tard, révolté de voir ses compatriotes mourir de faim et être mis à mort, il décidait de s'enfuir afin de retrouver ses parents à Taïwan. Sur place, il découvrait le RAM et choisissait de s'y engager, en commençant par confesser ses crimes à ses parents. Les acteurs témoignaient en fin de pièce du cheminement personnel qui les avait amenés à épouser la doctrine du mouvement. Ce récit correspondait ainsi aux schémas narratifs récurrents des pièces de théâtre et des films produits par les fidèles de Buchman qui présentaient le RAM comme une idéologie permettant de surpasser le communisme.⁴⁰

Les premières représentations théâtrales du *Dragon* ont eu lieu en août 1961 à Caux en présence de responsables politiques d'Asie et d'Afrique venus participer aux conférences du RAM (notamment l'ancien premier ministre japonais Nobosuke Kishi ainsi que le premier ministre birman U Nu).⁴¹ Puis, dès l'automne, la troupe du *Dragon* s'est mise en mouvement pour la Suisse centrale: du 19 au 21 septembre, puis les 24, 26, 27 septembre, le spectacle a été donné à Lucerne. Une démonstration massive a été organisée dans le stade de football le 1^{er} octobre. Puis, la troupe s'est rendue à Sursee le 28 septembre avant de se déplacer à Schwytz, Altdorf, Stans et Sarnen du 3 au 10 octobre. Elle s'est dirigée ensuite vers Saint-Gall où des représentations ont été données les 12 et 13 oc-

tobre dans le théâtre de la ville, puis du 14 au 16 octobre devant la cathédrale. La tournée suisse s'est terminée à Appenzell et à Uzwill, les 17 et 18 octobre 1961.⁴² De la Suisse alémanique, *Le Dragon* a poursuivi son circuit en République fédérale d'Allemagne avant de remonter vers les pays scandinaves (Suède, Norvège, Danemark). Dès le mois d'avril 1962, quelques représentations ont également été données aux États-Unis.⁴³ Comme dans la plupart des activités du RAM, une traduction était mise en place pour les spectateurs. En Suisse et en Allemagne, *Le Dragon* était joué en chinois et traduit simultanément en allemand.⁴⁴ Dans les pays scandinaves et aux États-Unis, une traduction simultanée était proposée en anglais.⁴⁵

Le RAM n'hésitait pas à engager des moyens importants: à Lucerne, une porte de huit mètres de haut imitant celle de la Cité impériale a été reproduite sur une scène de quarante-cinq mètres de large.⁴⁶ Plusieurs centaines de membres internationaux du RAM ont été invités pour épauler logistiquement et médiatiquement la troupe du *Dragon*. Dans chaque ville, le mouvement organisait des défilés avec port de drapeaux et costumes nationaux. À Saint-Gall, les troupes du RAM ont traversé l'Olma et créé la surprise avec un dragon de plusieurs mètres porté par des Taïwanais, eux-mêmes accompagnés par des individus revêtant des costumes traditionnels de différents pays.⁴⁷ Si l'on se réfère à la presse nationale, la participation était importante: 5000 personnes à la représentation du 24 septembre à Lucerne,⁴⁸ 3500 personnes à Stans le 8 octobre,⁴⁹ 2000 personnes à Sarnen le 9 octobre,⁵⁰ 15 000 personnes dans le stade de Lucerne le 1^{er} octobre,⁵¹ 41 000 spectateurs en trois jours à Saint-Gall.⁵²

Si le spectacle parlait de Taïwan, la tournée mobilisait toutefois les mythes et l'imaginaire national suisses afin de ramener les enjeux de la lutte idéologique sur le plan local. Les manifestations ne se cantonnaient pas aux théâtres mais prenaient également place en parallèle dans des lieux hautement symboliques: le 22 septembre, les participants du *Dragon* se sont déplacés sur la plaine du Grütli pour un rassemblement. Le 5 octobre, la troupe a visité les archives des chartes fédérales à Schwytz; un jour plus tard, le RAM massait ses soutiens devant le monument à Guillaume Tell à Altdorf. Depuis le Grütli, Rajmohan Gandhi s'exprimait à côté des Taïwanais du *Dragon*: «[...] *I think of another great and beautiful land, and which had many such beautiful spots. And the land was China. And the Chinese are here. But their land is gone, with all its beauty. Their families have been killed there.*»⁵³ Le discours sonnait comme un avertissement pour la Suisse, un appel à la mobilisation afin d'échapper à un sort similaire. À Altdorf, la nécessité de lutter contre la dictature communiste et de se «réarmer moralement» était mise en parallèle avec l'histoire de Guillaume Tell: «*Wie unser Landesheld, der Tell, gegen die Unterdrückung unseres Volkes protestierte, so haben sich heute diese Menschen aus über 30 Ländern zusammen gefunden,*

um gegen die wachsende Macht und die Diktatur des Kommunismus zu kämpfen. [...] Wir stehen in einer Zeit, die jener Tells ähnlich ist. Unsere Freiheit, die geistige und körperliche, steht in Gefahr. Heute genügt es nicht mehr, mit der Armbrust gegen den Feind zu kämpfen, wir müssen den Feind in uns selber bekämpfen.»⁵⁴

Le message qui entourait la tournée du *Dragon* était à la fois politique et religieux. L'anticommunisme s'appuyait sur le patriotisme suisse et la culture chrétienne: la Suisse, affirmait le RAM, ne pouvait rester à l'écart du conflit car elle était une nation chrétienne et qu'une croix se trouvait au centre de son drapeau.⁵⁵

La presse, en 1961, se montrait peu critique face à la propagande du RAM. La majorité des journaux continuaient à diffuser les larges communiqués achetés par le mouvement: une page complète de la *Gazette de Lausanne* qualifiait ainsi le 23 octobre les activités du RAM et l'arrivée du *Dragon* à Lucerne de «raz de marée d'espoir».⁵⁶ À côté de ces encadrés publicitaires, les manifestations du RAM faisaient le plus souvent l'objet d'articles sans prise de position particulière.⁵⁷ Du côté de la Suisse alémanique, le même constat peut être dressé. Les journaux se montraient plutôt enthousiastes face à la diversité des nations représentées lors des manifestations du RAM⁵⁸ et le journal *Vaterland* adhérait ouvertement au message du mouvement et à son anticommunisme: «*Das ganze Stück aber – so traurig es mitunter stimmen mag – endet doch mit einem lichtvollen Finale, erkennen doch die Menschen, dass noch nicht alles verloren ist, dass aus der Kraft der Ideologie der Moralischen Aufrüstung eine neue bessere Zeit herbeigeführt werden kann.»⁵⁹*

Les autorités politiques, pour leur part, se sont montrées bienveillantes face au RAM et à ses activités. En mars 1959, Paul Chaudet, alors président de la Confédération, s'est même rendu à Caux accompagné de sa femme pour assister aux conférences du mouvement et à une de ses pièces de théâtre.⁶⁰ La même année, il recevait au Palais fédéral une délégation de dirigeants japonais chaperonnés par le RAM.⁶¹ Les débats au sein du Grand Conseil vaudois montrent par ailleurs le large soutien qui était apporté au RAM par les politiciens locaux: lors de son interpellation en 1960 contre les privilèges fiscaux accordés au RAM, André Muret (Parti ouvrier et populaire) était raillé par l'ensemble des partis de la majorité qui adhéraient, sur le fond, aux idées défendues par le mouvement de Caux.⁶²

Les autorités politiques alémaniques ont, elles aussi, apporté leur soutien aux manifestations du *Dragon*. Des comités de patronage mis en place par le RAM pour chaque représentation regroupaient des élites politiques, économiques ainsi que des personnalités locales. Pour la représentation du *Dragon* au Kunsthhaus de Lucerne le 19 septembre,⁶³ le comité était ainsi composé de 10 conseillers nationaux,⁶⁴ 6 conseillers aux États,⁶⁵ 8 députés au Grand Conseil,⁶⁶ 5 conseillers d'État,⁶⁷ plusieurs chefs d'entreprise,⁶⁸ un commandant du corps de campagne

de l'armée suisse,⁶⁹ des pasteurs,⁷⁰ ainsi que plusieurs directeurs d'écoles ou de gymnases.⁷¹ Une majorité d'entre eux était alors membre ou proche du Parti conservateur chrétien-social.

Conclusion

Les incursions du *Dragon* en Suisse centrale et à Saint-Gall, dans des cantons majoritairement catholiques, s'inscrivaient dans une période de rapprochement entre le RAM et les membres du Parti conservateur chrétien-social proches du quotidien catholique *Vaterland*. Cette branche conservatrice du parti appelait à renoncer à toute neutralité sur le plan idéologique dans ce qui était qualifié de «bataille entre le bien et le mal».⁷² Dans les milieux économiques, les industriels profitaient ainsi des manifestations du *Dragon* pour s'opposer aux échanges culturels et économiques avec le bloc de l'Est.⁷³ Face à la doctrine de la coexistence pacifique, perçue par les dirigeants du RAM comme une menace, l'organisation développait un discours de plus en plus manichéen⁷⁴ qui correspondait autant à celui du Parti conservateur catholique qu'à celui développé par les élites politico-culturelles du Guomindang.⁷⁵

Au moment où certains milieux protestants, qui avaient jusqu'alors tendance à soutenir Caux, se mettaient à qualifier l'obsession du RAM pour le communisme «d'inquiétant glissement» et dénonçaient l'instrumentalisation du religieux pour une lutte de plus en plus politique,⁷⁶ les partisans du Parti conservateur chrétien-social se montraient réceptifs à l'idée d'un front moral et religieux malgré l'avertissement émis par l'Église catholique contre le mouvement de Caux en 1955.⁷⁷ Le récit de la chute de la Chine aux mains communistes a servi au RAM d'outil mobilisateur afin de rallier des partisans parmi les catholiques suisses-alsémaniques, qui ont contribué à appuyer certains de ses combats les années suivantes. Ce soutien apportait momentanément un nouveau souffle à un mouvement qui se retrouvait peu à peu dans une situation difficile en terre romande. Face à des problèmes fiscaux et des démêlés avec la presse, le RAM décida, en ce sens, de déplacer son centre administratif à Lucerne en 1965.⁷⁸

Comme dans le cas du Japon, la logistique mise à disposition par le RAM permettait aux représentants taïwanais de mener une campagne internationale de relations publiques que leur situation politique rendait difficile.⁷⁹ Ce mouvement, tout en servant ses propres intérêts, contribuait à diffuser et à populariser en Suisse et à l'étranger la lutte du Guomindang. Réunissant lors de ses manifestations des représentants de l'élite politique et économique suisse, les mettant en contact avec des personnalités taïwanaises, le RAM servait de plateforme pour la diffusion et la (ré)élaboration d'une doctrine conservatrice propre à rassem-

bler des représentants issus de pays et de cultures distinctes dans le cadre de la guerre froide.

Les liens avec l'Asie, essentiels pour comprendre l'expansion des activités du RAM dès le début des années 1950, se sont renforcés dès la fin de la décennie suivante au détriment de l'influence culturelle américaine. En effet, en 1968, la branche américaine du RAM a pris son indépendance sous le nom d'*Up With People*: une importante scission qui a mis un coup d'arrêt durant plusieurs années à la présence du RAM aux États-Unis.⁸⁰ Dominé par l'ancienne garde britannico-suisse, le mouvement s'est tourné dès lors vers l'Asie où l'établissement de deux centres situés à Odawara au Japon (1962) ainsi qu'à Panchgani en Inde (1967) lui assurait un solide ancrage.

Notes

- 1 Dans cet article, nous utiliserons les termes «Taïwan» et «Taïwanais» pour désigner la République de Chine et ses citoyens, sans reprendre la dénomination de «Chinois de Formose», qui apparaît dans les archives. Les noms des personnalités sont retranscrits tels qu'ils sont orthographiés dans les sources utilisées. Pour les plus importants d'entre eux, nous les préciserons en pinyin.
- 2 «Quarante-sept Chinois de Formose arrivent à Caux pour un an de formation idéologique», *RAM. Courrier d'information* 15, 21. 7. 1961, 104.
- 3 «1961: Année de l'offensive», *RAM. Courrier d'information* 1, 6. 1. 1961, 1.
- 4 Les premières recherches portent sur le Japon: Chelsea Szendi Schieder, «To Catch a Tiger by Its Toes: The U. S.-Japan Security Treaty, Moral Re-Armament, and Cold War Orientalism», *Journal of American-East Asian Relations* 23 (2016), 144–168; Robert Charles Angel, «Post-War Reconstruction of the Japan Lobby in Washington: the First Fifteen Year», *Japan Forum* 13/1 (2001), 77–90; Reto Hofmann «The Conservative Imaginary: Moral Re-Armament and the Internationalism of the Japanese Right, 1945–1962», *Japan Forum* (2016), publié en ligne le 19. 8. 2019.
- 5 Luc Van Dongen, Stéphanie Roulin, Giles Scott-Smith (éd.), *Transnational Anti-Communism and the Cold War. Agents, Activities, and Networks*, New York 2014. Voir également Johannes Grossmann, *Die Internationale der Konservativen. Transnationale Elitezirkel und private Aussenpolitik in Westeuropa seit 1945*, Munich 2014.
- 6 Notamment Michele Coduri, *La Suisse face à la Chine 1946–1955. Une continuité impossible?*, Louvain-la-Neuve 2004; Regula Stämpfli, «Die Schweiz und China 1945–1950», *Études et sources*, Archives fédérales suisses 13/14 (1987/1988), 163–224; Ariane Knüsel, *Framing China. Media Images and Political Debates in Britain, the USA and Switzerland, 1900–1950*, Farnham 2012.
- 7 Claude Hauser, *La Chine en partage. Ding Zuoshao – Auguste Viatte. Une amitié intellectuelle au XX^e siècle*, Neuchâtel 2018.
- 8 Ibid., 127.
- 9 Audrey Bonvin, «Les transferts culturels au sein du mouvement international conservateur. Le cas des représentations musicales du Réarmement moral sur la scène de la guerre froide», *Traverse* 26/1 (2019), 109–110.
- 10 Bae Kyoungghan «Chiang Kai-shek and Christianity. Religious Life Reflected from his Diary», *Journal of Modern Chinese History* 3/1 (2009), 1–10.
- 11 Philippe Paquet, *Madame Chiang Kai-shek. Un siècle d'histoire de la Chine*, Paris 2010, 681–682.

- 12 Philippe Paquet, «Chiang Kai-Shek et son épouse: des chrétiens oubliés», *Réformés*, 9. 2. 2011, version en ligne (2. 4. 2019).
- 13 Paquet (voir note 11), 206–207.
- 14 William Inboden, *Religion and American Foreign Policy, 1945–1960*, New York 2008, 201–202.
- 15 Ibid., 202, citant une lettre de H. Kenaston Twitchell, un responsable américain du RAM à son beau-père, le sénateur H. Alexander Smith, 17. 9. 1948.
- 16 Ray Foot Purdy, *My Friend Frank Buchman. A Book of Battle*, Londres 2012, 141–142.
- 17 Lloyd E. Eastman et al., *The Nationalist Era in China, 1927–1949*, Cambridge 1991; Doocum Chung, *Elitist Fascism. Chiang Kai-Shek's Blueshirts in 1930's China*, Aldershot 2000.
- 18 Archives cantonales vaudoises (ACV), Fondation du Réarmement moral (FRAM), PP 746/5.2.2/68, Communiqué de la New World News Agency, 8. 8. 1948.
- 19 ACV, FRAM, PP 746/5.2.2/189, Le mouvement de Réarmement moral à Taiwan, Mémorandum pour l'Assemblée du MRM, Caux, août 1979, 1.
- 20 Inboden (voir note 14), 205–206.
- 21 Chen Li-fu, *The Storm Cloud Clear over China. The Memoir of Ch'en Li-fu*, New York 1994, 205–206.
- 22 «M. Chen-Li-Fu à Berne», *Journal de Genève*, 10. 8. 1948, 2; «M. Chen Li-fu reçu au Palais fédéral», *Gazette de Lausanne*, 11. 8. 1948, 2.
- 23 ACV, FRAM, PP 746/5.2.2/68; Chen Li-fu, *Message to the Moral Re-Armament World Assembly at Caux, Switzerland, 1949*, 1–2.
- 24 Inboden (voir note 14), 208–214.
- 25 Documents diplomatiques suisses (DDS); *Notice d'Alfred Zehnder pour le chef de la Division des affaires politiques*, 5. 10. 1949, <http://dodis.ch/8178> (4. 8. 2019).
- 26 Voir notamment Michele Coduri (voir note 6).
- 27 Nicolas Walther, 1937–1952. *Le regard de Philippe Mottu. Une contribution à l'histoire de Caux et du Réarmement moral*, mémoire de licence, Université de Genève, 2001, 87.
- 28 DDS; Lettre d'Alfred Zehnder à Sven Stiner, 19. 7. 1950, <http://dodis.ch/8182> (6. 8. 2019).
- 29 Archives fédérales suisses (AFS), E2001E#1967/113#3355*, B.25.41.1, Chen Li-fu, Minister der Organisation Kuomintang.
- 30 Archives privées de Nicolas Walther, Lettre de Daniel Mottu à Nicolas Walther, 22. 10. 2001, 2.
- 31 Il s'agit de Monique de Reynier. Voir AFS, E2800#1967/59#1000*, 38.6, Démarches entreprises par le «Réarmement moral» de Caux auprès du conseiller fédéral Max Petitpierre; Lettre de Monique de Reynier à «Oncle Max» [Max Petitpierre], 29. 8. 1960.
- 32 AFS, E2001E#1967/113#3355*, B.25.41.1, Chen Li-fu, Minister der Organisation Kuomintang, «Déclaration» signée par Chen Li-fu à l'ambassade suisse de Rome, 2 septembre 1950. Ce type de précaution ne semble pas être répété les années suivantes.
- 33 Claude Altermatt, *La politique étrangère de la Suisse pendant la Guerre froide*, Lausanne 2003, 25–26.
- 34 «Les antagonismes nationaux tombent, l'unité du monde est possible», *RAM. Courrier d'information* 12, 10. 8. 1956, 49.
- 35 ACV, FRAM, PP 746/5.2.2/100; *Liste intitulée Mackinac Island Assembly, summer 1957*, rubrique «Republic of China», 1–3.
- 36 Library of Congress, Washington D. C. (LOC); MRAR; Box 19; Chiang Kai-shek; Lettre de Frank Buchman à Chiang Kai-shek, 1. 9. 1957, 1.
- 37 ACV, FRAM, PP 746/7.5/7; Fonds privé de Pierre Spoerri; lettre de Gordon Wise à Frank Buchman, 19. 2. 1959.
- 38 ACV, FRAM, PP 746/5.2.1/8, Memorandum intitulé «The Dragon», 1961, 1.
- 39 ACV, FRAM, PP 746/4.4.8/16, Liste «Delegation of Republic of China», 1961, 1–2.
- 40 Cyril Michaud, «Changer les hommes, les nations, le monde. Le dispositif du témoignage à travers la propagande filmique du Réarmement moral (1950–1960)», in Charles Coutel (dir.), *Témoigner? Entre acte et parole. Une herméneutique du témoignage est-elle possible?* Paris 2017, 85–104; Cyril Michaud, *La filmographie théâtrale du Réarmement moral à travers*

- quelques études de cas (1955–1965). Une propagande par le partage et le changement de vie*, mémoire de master, Université de Lausanne, 2013.
- 41 ACV, FRAM, PP 746/5.2.1/8 (1); Ideological mission: The Dragon; Memorandum intitulé «The Dragon», 1961, 1.
 - 42 Nous nous basons sur les flyers conservés dans les fonds: ACV, FRAM, PP 746/5.2.1/8 (1–2); Ideological mission: The Dragon.
 - 43 ACV, FRAM, PP 746/5.2.1/8 (5–6); Ideological mission: The Dragon; nombreux flyers des représentations à l'étranger, 1961–1962.
 - 44 ACV, FRAM, PP 746/5.2.1/8 (1); Ideological mission: The Dragon; Flyer «Der Drache», 19. 9. 1961, recto.
 - 45 LOC; MRAR; Box 406; «The Dragon» Script; «Translators script», version de mai 1962.
 - 46 «La manifestation de masse au stade de football de Lucerne», *RAM. Courrier d'information*, 13. 10. 1961, 159.
 - 47 «Der Lindwurm und die Olma. Eine originelle Propaganda der Moralischen Aufrüstung», *St. Galler Tagblatt*, 14. 10. 1961, 5.
 - 48 «5000 Menschen an der Kundgebung der Moralischen Aufrüstung», *Luzerner Neueste Nachrichten*, 26. 9. 1961, n. p.
 - 49 «Der Landammann von Nidwalden über die moralische Aufrüstung», *Luzerner Neueste Nachrichten*, 10. 10. 1961, 8.
 - 50 «Die Moralische Aufrüstung in Sarnen», *Luzerner Tagblatt*, 10. 10. 1961, 4.
 - 51 «Importante manifestation du Réarmement moral à Lucerne», *Feuille d'avis de Vevey*, 2. 10. 1961, 5.
 - 52 Le chiffre est ici avancé par le RAM: «Le Réarmement moral doit devenir l'affaire de la Suisse toute entière», *RAM. Courrier d'information*, 27. 10. 1961, 149.
 - 53 ACV, FRAM, PP 746/5.2.1/8 (3); Ideological mission: The Dragon; Discours de Rajmohan Gandhi au Rütli, 22. 9. 1961.
 - 54 Ibid., Discours du maire d'Altdorf, M. Gamma, 6. 10. 1961.
 - 55 Ibid., Discours d'Alfons Schenker à Altdorf, 6. 10. 1961.
 - 56 «Un raz de marée d'espoir», *Gazette de Lausanne*, 23. 10. 1961, 4.
 - 57 Par exemple «Le Réarmement moral à Schwytz», *Feuille d'avis de Vevey*, 6. 10. 1961, 11, ou «Lucerne: Manifestation du Réarmement moral», *Gazette de Lausanne*, 2. 10. 1961, 3. La situation changera dès 1963.
 - 58 Par exemple «5000 Menschen an der Kundgebung der Moralischen Aufrüstung», *Luzerner Neueste Nachrichten*, 26. 9. 1961, n. p.
 - 59 «Zur Weltpremiere des chinesischen Bühnenstückes «Der Drache» im Kunsthaus», *Vaterland*, 21. 9. 1961, n. p.
 - 60 «Affaires nationales. Le président de la confédération au siège du Réarmement moral», *Journal de Genève*, 3. 4. 1959, 2.
 - 61 «Affaires fédérales. Le président de la confédération a reçu une délégation japonaise», *Journal de Genève*, 1. 9. 1959, 2.
 - 62 «Muret (Réarmement moral), réponse du Conseil d'État, décision», *Bulletin des séances du Grand Conseil du canton de Vaud* 45, 23. 2. 1960, 1624–1641.
 - 63 ACV, FRAM, PP 746/5.2.1/8 (1); Ideological mission: The Dragon; Papillon d'invitation à la représentation du *Dragon* au Kunsthaus de Lucerne le 19 septembre 1961 à 20 h 15: Comité de patronage.
 - 64 Karl Bachmann (PCS); Hans Fischer (PCCS); Niklaus Honauer (PLS); Franz Josef Kurmann (PCCS); Werner Kurzmeyer (PRD); Josef Leu (PCCS); Fritz Mazlacher (PRD); Josef Odermatt (PCCS); Otto Studer (PCCS); Karl Wick (PCCS).
 - 65 Christian Clavadetscher (PRD); Ludwig Danioth (PCCS); Augustin Lusser (PCCS); Peter Müller (PCCS); Gotthard Odermatt (PCCS); Xaver Stöckli (PCCS).
 - 66 Josef Gasser (PCCS); Fritz von Goumoens (PCCS); Paul Kopp (PRD); Hans Korner (PCCS); Hans Lehner (PCCS); Erwin Müller (ADI); Carl Mugglin (PCCS); Joachim Weber (PRD).

- 67 Werner Bühlmann (PCCS); Josef Isenschmid (PCCS); Adolf Käch (PRD); Franz Xaver Leu (PCCS); Hans Rogger (PCS).
- 68 Gottfried Anliker, directeur d'une entreprise de construction; Albert Ernst, directeur d'aciéries; Eduard Gübelin, fabricant de bijoux.
- 69 Franz Nager.
- 70 Willy Brändly, Joseph Bühlmann, Konrad Gottfried.
- 71 August Burger, directeur de l'école d'agriculture de Willisau; Josef Emmenegger, recteur du Gymnase de Lucerne; Werner Karrer, directeur du Zentralschweizerisches Technikum Luzern.
- 72 ACV, FRAM, PP 746/5.2.1/8 (1); Ideological mission: The Dragon; Rapport anonyme du RAM intitulé «THOUSANDS RESPOND TO MRA MASS DEMONSTRATION», 1961, 1, et Rapport anonyme du RAM intitulé «A REVOLUTION ON THE MARCH TO VICTORY», 1961, 1.
- 73 «Manifestation de masse à Lucerne», *RAM. Courrier d'information* 20, 29. 9. 1961, 139.
- 74 [Moral Re-Armament] (éd.), *Idéologie et coexistence*, [s. l.], Réarmement moral, 1959.
- 75 Hauser (voir note 7), 127.
- 76 Jean-Marc Chappuis, «Inquiétant glissement du «Réarmement moral»», *La Vie protestante*, 16. 10. 1959, 1.
- 77 Patrick Bondallaz, *Au nom de la Pureté, de l'Honnêteté et... de l'anticommunisme. Un regard analytique sur la croisade du Réarmement moral au tournant des années soixante*, mémoire de master, Université de Fribourg, 2009, 57.
- 78 ACV, FRAM, PP 746/7.6/18, Affaire des impôts de Caux avec le canton de Vaud 1963–1964.
- 79 Angel (voir note 4), 82.
- 80 Daniel Sack, *Moral Re-Armament. The Reinventions of an American Religious Movement*, New York 2009, 186–188.

Zusammenfassung

Ein taiwanesischer «Drache» im Herzen der Schweiz. Die Beziehungen der Moralischen Aufrüstung mit der Republik China

Dieser Artikel behandelt die Beziehungen der «Moralischen Aufrüstung» zur Republik China, insbesondere zu Persönlichkeiten im Umfeld der Guomindang, die in die Schweiz kamen und das Theaterstück «Der Drache» 1961 in der Zentralschweiz aufführten. Der Artikel untersucht, wie diese nichtstaatliche und transnationale Bewegung mit dem Theaterstück in der Schweiz taiwanesishe Propaganda betrieb. Dafür analysiert er die Rolle der politisch-religiösen Organisation als Plattform für die ideologische Synthese verschiedener konservativer Strömungen während des Kalten Krieges. An der Kampagne «Der Drache» waren sowohl taiwanesishe politische Vertreter, die gegen den Maoismus kämpften, wie auch Mitglieder der Schweizerischen Konservativen Volkspartei im Umfeld der Tageszeitung *Vaterland* beteiligt. So ermöglichte die «Moralische Aufrüstung» es den Taiwanesen, in der Schweiz eine PR-Kampagne zu niedrigen Kosten zu führen und die Katholisch-Konservativen in ihrem Kampf gegen die Lehre von friedlicher Koexistenz zu mobilisieren.

(Übersetzung: Ariane Knüsel)

Feministische Fragen zum Frauen*streik 2019

Wie gehen Aktivist*innen mit den Eigendynamiken von florierenden und wieder abebbenden Bewegungen um? Was passiert in Ländern und Regionen mit starken und bleibenden Mobilisierungen, und was lässt sich davon auf die Schweiz übertragen? Trotz riesigen Mobilisierungserfolgs und jahrzehntelanger »Genderarbeit« wirken tradierte Geschlechterhierarchien weiter. Der Frauen*streik hat gezeigt, dass die meisten Forderungen von Frauen eine materielle Seite haben. Weshalb folgt daraus keine feministische Wirtschafts- und Budgetpolitik? Wie könnte eine solche aussehen? Wie positionieren sich Frauen auf dem Arbeitsmarkt? Was setzen sie der Kommodifizierung von Care-Arbeit entgegen und was bedeutet eine Feminisierung von Streik- und Kampf- formen?

WIDERSPRUCH

Beiträge zu sozialistischer Politik

74

Frauen*streiken

V. Aldunate Morales, C. Arni,
I. Artus, M. Azizoglu-Bizanz,
S. Burri, S. Deiss, N. Frei,
J. Frick, L. Gallino,
A. Amparo Gusman,
I. Hernández Morales,
L. Hässig, A. Imbach,
M. Kaya, I. Klöbs, L. König,
M. Madörin, D. Mühlbacher,
A. Rubin, G. Schaad,
S. Schläger, F. Siler,
I. Tobar Eguizita,
T. Wüthrich,
Edg. Kommission dini
Mueter, Gastrakollektiv
Zürich und Luzern

Der Frauen*streik verändert die Schweiz. In ihm gipfelte ein vielfältiger Widerstand. Was ist jetzt zu tun? Wie wird sich die feministische Bewegung entwickeln und organisieren, um neue Modelle gesellschaftlichen Zusammenlebens zu verwirklichen? Analysen und Vorschläge, wie die gemachten Erfahrungen ermutigen können. In der Schweiz und darüber hinaus.



39./40. Jg. / 1. Halbjahr 2020

256 Seiten, Fr. 25.–
(Jahresabonnement für 2 Hefte Fr. 40.–)
zu beziehen im Buchhandel oder bei
WIDERSPRUCH, Postfach, CH-8031 Zürich
vertrieb@widerspruch.ch

www.widerspruch.ch

Montrer, dénoncer, alerter

Le rôle du photoreportage suisse en Asie dans la communication environnementale (1950–2000)

Claude Hauser

La problématique du changement climatique a favorisé l'émergence récente d'études sur la visualisation et la communication environnementale, y compris dans le domaine des sciences sociales et de l'histoire.¹ Inspirée par ces développements actuels, cette contribution sera centrée sur trois moments bien distincts de l'évolution du photojournalisme occidental ayant traité du champ environnemental en Asie depuis la Seconde Guerre mondiale. Le premier coïncide avec un difficile retour à la paix qui, pour certains artistes humanistes comme Werner Bischof, s'accompagne d'une quête d'harmonie et d'authenticité que la nature idéalisée et presque stylisée de l'Asie assouvit. Dans un deuxième temps, marqué par les implications militantes de l'écologie politique post-68, ce sont des photoreporters engagés sur le terrain asiatique comme Fernand Gigon qui s'insurgent face aux scandales de la pollution et au danger nucléaire qui risque de toucher l'Europe occidentale après l'Asie. Enfin, au tournant du nouveau millénaire, la communication environnementale s'inscrit dès lors dans un contexte mondialisé propice à la diffusion globale des menaces qu'une croissance excessive fait peser sur l'environnement autour de la planète. Pôle principal de cette croissance sur le terrain asiatique, la Chine est désormais sous la loupe de lanceurs d'alerte d'origine suisse tels que les photographe et journaliste d'investigation Pierre Montavon et Frédéric Koller, dont on analysera une publication majeure.

Au fil de cette périodisation en trois phases caractéristiques, on suivra ainsi l'itinéraire de photoreporters d'origine helvétique ayant entretenu un rapport privilégié avec les sociétés asiatiques, du Japon à la Chine, en passant par des pays du sud-est du continent. Leurs œuvres sont emblématiques d'un regard européen porté sur l'Orient, composé d'une part de fascination, d'idées reçues et souvent d'une autoreprésentation critique de la société occidentale projetée vers l'Autre. Elles peuvent aussi révéler une volonté d'endosser le rôle de passeur culturel et d'intellectuel engagé sur le terrain de l'environnement, par l'intermédiaire de la «puissance de l'image». Cette formule fait écho aux propos du philosophe Gaston Bachelard pour qui l'image n'est pas un concept, mais mobilise fortement nos imaginations par le fait qu'elle dépasse sa propre signification.²

Par leur réception différenciée, les images du rapport entre l'être humain et la nature en Asie citées ici ont pu mobiliser les consciences occidentales bien au-delà des objectifs premiers que ces photoreporters témoins des événements survenus leur avaient assignés. Ce regard photojournalistique helvétique porté sur différentes réalités asiatiques a-t-il représenté pour autant une spécificité dans la prise de conscience et la communication médiatique des problèmes environnementaux contemporains de l'Anthropocène? Sans apporter de réponse définitive à cette question, faute d'études comparatives disponibles sur l'impact du photoreportage occidental consacré aux thèmes environnementaux sur d'autres continents, on peut souligner qu'une des images persistantes de «l'Orient construit par l'Occident» au XX^e siècle, pour reprendre la formule célèbre d'Edward Said,³ est celle d'une région du monde à l'immobilisme quasi congénital, marquée par un conservatisme intemporel qui l'empêcherait d'accéder aux progrès technique et économique.⁴ Partant, le cliché peut s'avérer propice à la mise en évidence, réelle ou exagérée, d'une nature préservée et essentialisée au fil d'une histoire millénaire: idéalisée, cette image serait d'autant plus susceptible d'être abîmée ou détruite par les dangers et les risques qu'engendrent les mutations politiques et socioéconomiques accélérées consécutives à la Seconde Guerre mondiale. En ce sens, l'Asie a pu agir en caisse de résonance privilégiée du message iconique diffusé par les photoreporters occidentaux qui ont cherché à fixer par l'image son développement socioenvironnemental dans la seconde moitié du XX^e siècle. Ils l'ont fait de manière graduelle, avec des objectifs révélant l'évolution de leur engagement, qu'il s'agisse de dévoiler ces réalités éloignées, voire exotiques («montrer»), de critiquer de manière virulente des scandales environnementaux et leurs responsables («dénoncer») ou enfin de mettre en garde une opinion occidentale mal ou très peu informée de certains enjeux liés à la modernisation croissante de l'Asie («alerter»).

Werner Bischof: Montrer

Immédiatement après la fin de la Seconde Guerre mondiale, le photoreporter Werner Bischof, l'un des fleurons de la fameuse agence photographique Magnum, réalise plusieurs reportages dans une Asie marquée par les premiers conflits meurtriers de la guerre froide globale. Formé dans les années 1930 à l'école d'arts appliqués de Zurich, sous l'influence d'artistes proches du courant du Werkbund, Bischof est touché par Man Ray lors de son séjour à Paris.⁵ Il évolue ainsi dans son travail de photoreporter en choisissant comme terrains les difficiles conditions de la société ouvrière en Suisse, la couverture des conflits et les reportages dans des zones parmi les plus déshéritées de la planète, notam-

ment dans le cadre de missions photographiques humanitaires qu'il remplit au service du Don national suisse en faveur des victimes de la guerre. Ces circonstances l'orientent vers un type de photoreportage engagé qu'il réalise dans un premier voyage en Europe de l'Est, à l'été 1947. Il confie alors à son père son idéal d'action:

«Il y a quelque chose que tu ne comprends pas, cher papa: je ne fais pas ces voyages pour éprouver des sensations fortes, mais pour parvenir à une transcendance de tout mon être. Tu dis qu'il est temps de revenir et de commencer un travail plus en studio. Papa, je ne peux plus faire cela: le but de ma vie n'est plus de photographier des chaussures élégantes... Tu vois, je suis un être humain, un être d'émotions, sinon je n'aurais pas pu faire ce que j'ai fait jusqu'ici. J'ai renoncé à ma vanité et je fais à nouveau partie de la race humaine.»⁶

Cette conception de l'engagement fait figure d'exception dans une Suisse de l'immédiat après-guerre toute occupée à soigner son image conformiste et bienpensante, îlot de paix et de prospérité préservé au sein de l'Europe par la Providence et l'engagement de son armée.⁷ Elle va être appliquée tout d'abord par Bischof sur le terrain de la reconstruction de l'Europe d'après-guerre, et en particulier dans les pays d'au-delà du Rideau de fer, dont il fournit de nombreux photoreportages pour des revues suisses et étrangères.⁸ Mais rapidement, le photoreporter connaît de sérieuses difficultés à faire passer son message attaché à la précision de son langage iconographique: ses séries de photos ne sont pas toujours bien présentées, ou recadrées, voire trahies par de mauvaises légendes dans les journaux illustrés qui les achètent (*Epoca*, *Illustrated*, *Frankfurter Illustrierte*). Cette situation le pousse à se tourner, malgré le risque d'instabilité financière que comporte ce choix, vers *Magnum*, la nouvelle agence photographique qui vient de se créer en 1947 sur la base d'une éthique de respect du travail de ses membres.⁹ Dès 1949, Bischof en sera l'un des tout premiers membres aux côtés de Robert Capa, Henri Cartier-Bresson, David Seymour, Ernst Haas et George Rodger.

Après une série de reportages poignants pour *Life* sur la famine en Inde qui augmentent sa notoriété de photographe engagé et humaniste,¹⁰ Bischof, attiré par l'Asie, part pour plus d'une année de voyage et de reportages au Japon puis en Corée, lieu d'un des premiers conflits ouverts de la guerre froide. Il en rapporte une série de clichés très sensibles montrant des scènes de guerre, des enfants victimes ou mettant en scène des photoreporters: on sent déjà chez lui poindre une prise de distance face au style «choc» apprécié par la revue américaine *Life*. Dans le même sens, un reportage de trois mois pour *Paris-Match* en Indochine, commandité pour glorifier l'héroïsme des soldats français, le trouble au point qu'il préfère photographier la beauté et la simplicité du peuple vietnamien du village de Barau.¹¹ Au retour par Ceylan et l'Inde, il doute alors profondément

de son métier, car ses photos du petit peuple vietnamien n'intéressent pas les revues qui préfèrent du sang et des soldats triomphants. Rentré en 1953 à Zurich, Bischof s'astreint à rassembler ses clichés pendant trois mois, privilégiant ceux centrés sur la nature calme et méditative du Japon.

Lassé par une course au sensationnalisme macabre et à la transmission d'images de guerre instantanées que domine jusqu'à la guerre du Vietnam le célèbre magazine *Life*, Bischof opte ainsi pour un photoreportage plus en phase avec son tempérament humaniste. Ses choix s'orientent vers une représentation presque contemplative de la nature pacifiée et des «Hommes d'Extrême-Orient» qui l'habitent et la vénèrent. C'est sous ce titre qu'il va monter en 1953 une exposition à Zurich, composée sur la base de ses photoreportages diffusés auparavant dans la revue culturelle suisse-alsacienne *Du*. Cette manière de *montrer* la relation homme-nature au Japon, son harmonie potentielle et la nécessité de la préserver, caractérise la communication environnementale élaborée alors par Werner Bischof. Il la pratique dans le contexte d'un retour difficile à la paix qui marque nombre d'intellectuels et d'artistes occidentaux choqués par la multiplication des conflits liés à la guerre froide globale.

Ainsi, peu de temps avant de disparaître prématurément dans un accident de voiture survenu lors d'un reportage dans les Andes en 1954, Bischof, sensible aux moindres vibrations de la condition humaine, renforce auprès du public occidental une vision commune et idéalisée du rapport à la nature entretenu par les habitants de l'archipel nippon. Marquée par une connaissance à la fois profonde et éphémère de la société japonaise, sa pensée traduit à la fois le rejet d'un colonialisme militaro-industriel occidental et une certaine fascination du Japon fondée sur des idées reçues représentatives du regard européen majoritaire à l'époque. En effet, davantage que celle d'une nature sauvage et préservée de toute intervention humaine, la vision de l'environnement partagée par les élites japonaises d'après-guerre est celle d'une nature modelée par les nécessités du développement industriel, «construite, artificialisée ou reconstruite esthétiquement».¹²

Fernand Gigon: dénoncer

Deuxième phase notable dans le développement de la communication environnementale entre l'Asie et l'Europe, la période allant des années 1960 aux années 1980 est marquée par une accélération de la croissance de la démographie urbaine, avec en corollaire la montée de l'écologie politique critique et d'un associationnisme engagé en faveur de la défense de l'environnement. Durant ces deux décennies, nombreux sont les journalistes proches des mouvements militants écologistes, un fait qui alimentera durablement l'idée d'une vision «parti-

sane» du reportage environnemental.¹³ Le discours de certains photoreporters vise alors volontiers à faire prendre conscience, à *dénoncer*, qu'il s'agisse de cataclysmes apocalyptiques prophétisés sur la base d'expériences récentes ou d'événements catastrophiques liés à de vastes pollutions environnementales intervenues dans le contexte urbain.

Pour être fréquente, cette tendance n'est cependant pas fortement dominante, et certains photoreporters persistent dans un travail de dévoilement artistique qui vise davantage à *montrer* qu'à *dénoncer*. On peut citer à ce propos le grand volume richement illustré d'Emil Schulthess, paru en 1966 sous le titre sobre de *China*.¹⁴ Dans sa présentation rédigée au moment où le pouvoir maoïste met en branle la Révolution culturelle et intitulée *China. Eine photographische Dokumentation*, il évoque la genèse d'un ouvrage issu de son voyage semi-officiel réalisé à l'automne 1964, avec le soutien des autorités helvétiques et chinoises. Sans emprunter la posture d'un dénonciateur des désastres humains et des forts déséquilibres écologiques qui accompagnent pourtant l'industrialisation imposée et la collectivisation des terres consécutives au Grand Bond en avant,¹⁵ Schulthess préfère relever la constance et la force de l'influence des éléments naturels sur le devenir de l'Empire du Milieu, de manière immémoriale. C'est dans cette Chine immuable, qu'il s'exerce à saisir au travers de son objectif d'artiste de la photographie, que l'homme chinois doit, selon lui, évoluer en se soumettant au rythme déterminant de la nature. Une constante à laquelle n'échapperait pas la Chine communiste, lancée dans une modernisation industrielle révolutionnaire dont l'objectif principal serait pour Schulthess de servir les intérêts d'une agriculture toujours primordiale: «*Durch Raum und Zeit der chinesischen Welt geht das Gebot der Landschaft.*»¹⁶

Aux antipodes de cette posture d'observateur semi-contemplatif, la dénonciation du risque écologique emporte l'adhésion d'autres «*China-watcher*» helvétiques sur le terrain asiatique. Contemporains du «miracle économique japonais», deux ouvrages du fameux reporter Fernand Gigon, intitulés *Apocalypse de l'atome* (Paris 1958) et *Le 400^e chat ou les pollués de Minamata* (Paris 1975),¹⁷ permettent de caractériser cette posture de communication engagée, promue par d'autres fameux photojournalistes comme l'Américain William Eugene Smith, dont s'inspire Gigon. Richement illustrés, issus de photoreportages diffusés dans la presse internationale à grand tirage, ces deux livres dans lesquels le reporter suisse n'hésite pas à faire le lien entre la pollution par le mercure provoquée par l'usine Chisso à Minamata et «le martyrologe de la vie moderne [que représentent] les noms d'Hiroshima et Nagasaki [*sic*]»¹⁸ sont intéressants à évoquer pour leur construction sous forme d'enquête, comme pour leur stratégie de diffusion.

Apocalypse de l'atome résulte d'un reportage de trois mois effectué par Fernand Gigon au Japon durant l'année 1957. Son objectif principal, en publiant d'abord

une série d'articles dans la presse européenne, est moins de revenir sur les cataclysmes de Nagasaki et Hiroshima que de dénoncer la poursuite des recherches et des essais menés pour le développement du nucléaire en matière militaire et civile, qui menace selon lui l'avenir de la planète: «Chaque jour un peu plus, nous nous enfonçons dans l'enfer atomique sans même nous en rendre compte. Chacun d'entre nous finira bien un jour par être l'atomisé de quelqu'un.»¹⁹ Dans son livre-manifeste, Gigon utilise aussi bien le texte, composé souvent à partir de témoignages enregistrés, que l'image, qu'elle soit d'archives, le plus souvent militaires, ou captée à partir de son propre objectif sur le terrain de l'archipel qu'il parcourt en journaliste indépendant. C'est l'occasion pour lui d'accentuer le désastre provoqué par les radiations sur les corps humains, au centre de son attention. Cette dénonciation du danger atomique, appuyée tant sur les catastrophes du passé que sur les risques de l'avenir, est diffusée d'abord dans l'ensemble du réseau de presse que le reporter a tissé en Europe dans des journaux illustrés populaires et à grand tirage. Une vingtaine de titres édités en France, en Italie, en Allemagne, en Scandinavie et en Suisse publient ainsi les photoreportages en série de ce journaliste passé maître dans l'utilisation d'images sensationnelles et de témoignages bouleversants. La culture de masse se nourrit alors principalement des photoreportages, et la radio, mais surtout la télévision, ne leur font encore que peu concurrence.²⁰

Le processus de dénonciation des catastrophes environnementales provoquées par l'homme s'appuie largement chez Gigon sur une mise en scène aussi répétée qu'insoutenable de corps mutilés ou déformés, à laquelle s'adjoint celle de villes totalement détruites, telles que les deux cités japonaises, ou encore d'une nature atomisée. Autant de sujets d'inquiétude et de méfiance croissante pour des populations occidentales qui hésitent à emboîter le pas des scientifiques et des politiques aux ambitions prométhéennes cherchant à convaincre l'opinion de l'utilisation pacifique possible de l'atome. C'est le cas notamment lors de la conférence de Genève *Atoms for Peace*, organisée en août 1955, à laquelle Gigon avait assisté en esprit très critique.²¹ Médiateur culturel entre les réalités asiatiques et les sociétés occidentales, le photoreporter répond ainsi à une demande sociale en dénonçant le danger atomique et provoquant le débat, largement relayé en Suisse par les mouvements associatifs hostiles à l'armement atomique.²²

Omniprésente dans *Apocalypse de l'atome* qui rassemble les photoreportages de Gigon en un volume publié en 1958 et qui est traduit dans six langues différentes, cette adéquation entre la destruction du corps humain et celle du tissu urbain se retrouve dans son autre ouvrage publié en 1975 chez Laffont, dans la collection bien nommée «Réponses/écologie». Dans *Le 400^e chat ou les pollués de Minamata*, c'est en effet du terrible destin des habitants de la ville portuaire japonaise soumis à une pollution industrielle d'envergure au mercure dont témoigne

le journaliste suisse. Ayant longuement enquêté sur le destin de ces victimes, il souhaite diffuser cette «conscience écologiste» qu'il estime avoir acquise par cette expérience. À la fois témoignage et vaste investigation très documentée, son livre est aussi un cri d'alarme pour qu'on ne puisse dire après la catastrophe, «on ne savait pas», et que disparaisse la foi insouciance dans le progrès par l'industrialisation et la croissance d'après-guerre, symbolisée par le miracle japonais. Ce progrès a en effet son revers: Fernand Gigon est d'autant plus à l'aise pour le dénoncer que les sphères scientifique et politique, qu'il s'agisse du Club de Rome fondé en avril 1968 ou de la Conférence de Stockholm sur l'environnement organisée par l'ONU quatre ans plus tard, le remettent alors également en cause.

Il est intéressant de souligner qu'en l'espace d'une quinzaine d'années, le discours dénonciateur du photoreporter suisse a évolué vers une généralisation écologique appuyée à la fois par une large utilisation de documents de nature scientifique et un recours intensif à la presse locale japonaise. Cette évolution témoigne d'une part des larges répercussions du désastre humain vécu par les populations touchées à Minamata et fait ressortir d'autre part que la globalisation de la critique écologique se développe de manière croisée à partir de l'expérience asiatique et par le traitement et la diffusion qu'en propose le photoreporter helvétique Gigon, sur le modèle de son maître américain Eugene Smith. À titre d'exemple, l'icône photographique du désastre de Minamata, le fameux cliché de Smith intitulé *Tomoko dans son bain*, est reproduit dans le livre de Gigon avec cette note poignante: «Personne ne l'oubliera. Qui l'aura aperçue une seule fois, et durant une seconde, la sentira vivre au fond de lui-même jusqu'à son dernier jour, holocauste offert à la déesse moderne qui porte le nom de pollution.»²³

Sans avoir comme Smith partagé le combat quotidien des victimes contre l'usine chimique Chisso responsable du désastre, Gigon dénonce dans son photoreportage la déshumanisation des «pollués», sacrifiés sur l'autel du progrès. Un point de vue centré sur les acteurs de la catastrophe écologique qui fait suite à son ouvrage sur le désastre atomique. Au milieu des années 1970, le journaliste et photoreporter suisse inscrit son témoignage sur la pollution au mercure dans une optique non militante ou partisane, mais bien marquée par l'émergence de l'écologie politique. Sans rejoindre les mouvements militants qui, au Japon comme en Occident, placent leur lutte pour l'environnement dans une dénonciation plus globale et politisée du capitalisme et de ses excès – Gigon les qualifie de manière symptomatique et péjorative de «contestataires gauchisants»²⁴ – il rejoint par une autre voie leur discours critique en concluant son ouvrage par un manifeste des «dix commandements de l'anti-pollution» et un appel au ton combattiviste à s'engager «comme militant permanent» pour la cause de l'environnement: «Organiser

la lutte [...], dénoncer tous les cas [...], élaborer des pétitions [...], supprimer par le droit, la raison ou la force, les causes de la pollution.»²⁵

De cette façon, l'engagement de Gigon rejoint la lutte des mouvements écologistes contre la toute-puissance industrielle et ses relais étatiques. Passeur culturel entre l'Asie et le monde occidental,²⁶ souvent prompt à opter pour une posture culturaliste en décrivant la société et les mentalités japonaises par des stéréotypes issus de l'imaginaire occidental (respect excessif, sens de la hiérarchie, importance des apparences...) le journaliste Gigon se retrouve également à la charnière entre deux conceptions de la défense de l'environnement. D'une part un écologisme des années 1960 qui a pour objectif principal de protéger l'homme plutôt que de respecter l'environnement,²⁷ d'autre part la mouvance plus engagée d'un écologisme politique qui critique la civilisation industrielle et son primat pour l'économie en croissance, tout en appelant à une société plus ouverte et transparente, fondée sur le principe éthique de la primauté de la personne humaine.²⁸ Dernier de ses «dix commandements», son ultime question est révélatrice d'une posture activiste et dénonciatrice: «Se répéter tous les soirs: qu'ai-je fait aujourd'hui contre la pollution – ce qui revient à dire, qu'ai-je fait pour laisser à nos enfants un monde propre et garantir leur survie?»²⁹

Frédéric Koller et Pierre Montavon: alerter

La troisième et dernière phase évoquée s'ouvre avec le début d'un nouveau millénaire où la thématique environnementale est désormais omniprésente médiatiquement, sous l'influence d'un réchauffement climatique scientifiquement avéré. Les années 2000 coïncident également avec l'acceptation par la communauté scientifique internationale d'une nouvelle époque géologique entamée dès 1950, l'Anthropocène, marquée par l'impact écologique des êtres humains à l'échelle planétaire.³⁰ Dans ce nouveau contexte, l'image et le discours journalistiques sur l'environnement voient leur portée renforcée, s'associant pour *alerter* de manière apolitique mais non moins engagée face au danger et au risque que constituent la domination et l'exploitation à outrance de la nature par l'homme.

En Chine, sur le chantier gigantesque du barrage des Trois-Gorges entamé en 1993, le tandem helvétique constitué par le journaliste Frédéric Koller et le photographe Pierre Montavon font partager à leur public essentiellement occidental, dans une approche à la fois artistique et proche des réalités vécues par les populations chinoises, les enjeux socioenvironnementaux d'une entreprise qui a modifié le paysage naturel et urbain d'une bonne partie de la vallée du Yang Tsé.³¹ Cruciale pour la Chine moderne lancée à plein régime depuis les années d'ouverture dans une croissance économique continue, la question de la gestion de

l'eau se pose en effet avec acuité aux dirigeants politiques chinois dont les choix écologiques et sociopolitiques sont souvent interpellés et mis en cause par des intellectuels et des journalistes occidentaux. Le cinéaste suisse Luc Schaedler en a fait le sujet majeur de son documentaire aux couleurs poétiques intitulé *Watermarks: Three Letters from China*, dont le dernier volet consacré à la gestion des ressources en eau a pour cadre la ville gigantesque de Chongqing, sur les bords du Yang Tsé.³² C'est la source même de ces bouleversements environnementaux et sociaux intervenus sur les rives du grand fleuve chinois qu'interroge l'ouvrage de Koller et Montavon intitulé de manière imagée *Le Fleuve muré*.

Le livre, paru en 2006, soit l'année d'achèvement des travaux du barrage, est orné d'une calligraphie aux couleurs engagées réalisée par le lettré chinois Wang Fei: *Yao Zhan* (腰斩), soit littéralement le «bassin tranché», en référence à un ancien supplice chinois appliqué ici par analogie à cet «être vivant» que représente le Yang Tsé dans l'identité culturelle chinoise. Ce livre bilingue français-chinois ne sera cependant que très peu diffusé en Chine. Selon leurs auteurs, il se veut d'abord un «témoignage» documenté par le texte et l'image sur ce qu'a représenté la construction du barrage des Trois-Gorges pour la transformation de la Chine moderne. Les enjeux sociaux, politiques et environnementaux du chantier de cet ouvrage colossal sont abordés avec esprit critique, et mis en perspective historique dans le texte rédigé par Frédéric Koller. Comme dans ses travaux journalistiques précédents, celui-ci s'appuie sur des témoignages et des articles récoltés dans la presse chinoise, où la question de l'opportunité de la construction du barrage a été largement débattue avant et pendant les travaux.³³ Se voulant un écho, voire une caisse de résonance à ces débats, *Le Fleuve muré* aborde le thème sous l'angle socioenvironnemental en soulevant la question primordiale et délicate des quelque deux millions de personnes forcées de se déplacer, ainsi que des huit villes englouties après la montée des eaux du Yang Tsé. Il évoque également les redistributions sociales importantes qui se sont ensuivies entre les classes paysannes, moyennes et urbaines de la région, sans négliger les importantes affaires de corruption qui ont accompagné la construction et le financement du barrage.

Au centre de ces problématiques, la question de l'environnement (submersion des terres, transformations du paysage, dépôts alluvionnaires dans la nouvelle zone du lac de barrage...) est donc comprise globalement comme un reflet de l'évolution de la nature même du système politique chinois et des choix de société qui en résultent. Cette approche de la question environnementale par le politique ne se veut pourtant pas militante au sens partisan du terme, et les deux auteurs n'estiment pas avoir produit une œuvre engagée en publiant leur ouvrage.³⁴ Ils qualifient plutôt leur démarche de témoignage destiné à alerter largement les opinions européennes sur les problèmes et les débats soulevés en Chine par la

réalisation de ce chantier gigantesque. Dans ce sens, Koller et Montavon se sont efforcés, en parallèle, de travailler de manière indépendante et au plus près des préoccupations vécues par les acteurs chinois impliqués, signe de l'évolution notable opérée dans la médiation culturelle Asie-Europe après l'époque coloniale. Le journaliste du *Temps* a ainsi pu rencontrer le chef ingénieur du chantier lors de son enquête, et s'est fondé sur une documentation largement tirée de la presse chinoise. De son côté, le photographe s'est rendu de manière individuelle et non officielle aux abords du chantier, au contraire de certains de ses collègues occidentaux mandatés directement par les autorités responsables du barrage, tel le photoreporter engagé canadien Edward Burtynsky, spécialiste de photographie industrielle. Publié en 2006 dans l'ouvrage intitulé *China*, son reportage à couleur officielle comporte des photos très posées ou de nature spectaculaire, réalisées avec l'autorisation et l'aide du pouvoir politique chinois.³⁵ On retrouve ainsi sous l'objectif de Pierre Montavon une approche de l'image humaniste comparable à celle de Gigon, cherchant à refléter sans filtres la réalité vécue par les populations chinoises sur les rives du Yang Tsé.

Il n'en demeure pas moins que, pour les deux auteurs du *Fleuve muré*, la préoccupation première de leur travail a été de nature environnementale: si ce thème ne figurait pas encore sur le devant de la scène chinoise au moment de la construction du barrage, il apparaît être davantage porté et débattu aujourd'hui à l'échelle planétaire, y compris en Chine. Reste à savoir à partir de quand l'approche systémique et donc politique des enjeux environnementaux y sera véritablement prise en compte? Selon les auteurs du *Fleuve muré*, cela implique non seulement de considérer l'impact de tels chantiers sur la nature, mais aussi d'établir leurs bilans social, humain et culturel. Concernant les transformations urbaines, on ne peut que s'interroger avec eux sur l'impact, au niveau du vécu à long terme des populations, de la construction de villes totalement nouvelles pour les personnes déplacées. Certes modernes et pratiques à habiter, elles sont dépourvues de toute profondeur historique, sans aucune place laissée architecturalement ou symboliquement à l'«ancien», désormais relégué dans la présentation muséographique de quelques maquettes paysagères destinées aux touristes...³⁶ Si cette gestion de l'environnement et de l'espace vécu interroge ou inquiète, le photoreportage, vecteur privilégié d'une circulation culturelle universelle par la force de l'image, permet d'en prendre conscience et de provoquer aujourd'hui le débat jusqu'au cœur des pouvoirs en place, en Asie comme en Europe. À n'en pas douter, l'Asie a représenté une étape d'importance dans le processus de prise de conscience de l'impact de l'être humain sur l'environnement, notamment impulsé par plusieurs photoreporters helvétiques à l'ère de l'Anthropocène. Davantage diffusés en Suisse et en Europe que sur les lieux de leur réalisation, ces photoreportages ont ainsi pu marquer les opinions occidentales à des degrés divers, qu'il s'agisse

d'une découverte éphémère, d'une volonté de réagir face à de tels risques ou de tels dangers environnementaux, ou encore d'une prise de conscience plus profonde et durable suscitée par la puissance symbolique et itérative de l'image.

Notes

- 1 À ce sujet, voir: Robert Cox, Stephen Depoe, «Emergence and Growth of the «Field» of Environmental Communication», *The Routledge Handbook of Environment and Communication*, Abingdon/Oxon 2015, 13–25; James Cantrill, «Social Science Approaches to Environment, Media, and Communications», *The Routledge Handbook of Environment and Communication*, Abingdon/Oxon 2015, 51.
- 2 Gaston Bachelard, *La Terre et les rêveries du repos*, Paris 1948, 12.
- 3 Edward Said, *L'orientalisme. L'Orient créé par l'Occident*, Paris 1980.
- 4 C'est la thèse défendue par Florent Villard dans son article «La Chine (postmoderne) créée par le tourisme. Le tai-chi, l'opium, Mao et la techno», Jean-Marie Furt et al. (éd.), *Tourismes et identités*, Paris 2006, 129–150.
- 5 Pour une vue d'ensemble de sa vie et de son œuvre, voir Marco Bischof et René Burri (éd.), *Werner Bischof, 1916–1954. Leben und Werk*, Berne 1990.
- 6 Extrait de la lettre de Bischof du 18. 12. 1947 à son père citée dans l'ouvrage *Carnets de route. Werner Bischof 1932–1954*, Paris 2008, 85.
- 7 À ce sujet, voir notamment Luc Van Dongen, *La Suisse face à la Seconde Guerre mondiale (1945–1948). Émergence et construction d'une mémoire publique*, Genève 1997.
- 8 Voir l'article de Karin Priem, «Beyond the Collapse of Language? Photographs of Children in Postwar Europe as Performances and Relational Objects», *Paedagogica Historica* 53/6 (2017), 683–696.
- 9 Au sujet de cette agence, voir Clara Bouveresse, *Histoire de l'agence Magnum. L'art d'être photographe*, Paris 2017.
- 10 Werner Bischof, *India*, New York, Paris, Londres, Tokyo 1951.
- 11 Marco Bischof, Tania Samara Kuhn (éd.), *Werner Bischof. Standpunkt*, chapitre «Indochina 1952», Zurich 2016, n. p.
- 12 Voir Philippe Pelletier, *La fascination du Japon. Idées reçues sur l'archipel japonais*, Paris 2012.
- 13 Jean-Baptiste Comby, «Quand l'environnement devient «médiatique». Conditions et effets de l'institutionnalisation d'une spécialité journalistique», *Réseaux* 2009/5, 157–158, 164.
- 14 Emil Schulthess, *China*, Zurich 1966. La biographie la plus récente et complète d'Emil Schulthess est celle d'Alexis Schwarzenbach, *Emil Schulthess. Fotografien 1950–1990*, Zurich 2013.
- 15 À ce sujet, voir les chapitres consacrés à ces dérèglements par Tania Angeloff, *La société chinoise depuis 1949*, Paris 2018.
- 16 Emil Schulthess (voir note 14).
- 17 L'analyse qui suit se fonde largement sur deux travaux réalisés dans un séminaire de master de l'Université de Fribourg consacré à «Fernand Gigon entre l'Orient et l'Occident». Que leurs deux auteurs en soient vivement remerciés: Niels Rebetez, «Alerte sur le danger atomique: *Apocalypse de l'atome* et sa réception», Domaine Histoire contemporaine Université de Fribourg novembre 2014, et Cyril Cordoba, «*Le 400^e chat ou les pollués de Minamata*. Enquête aux sources d'une conscience écologique?», Domaine Histoire contemporaine Université de Fribourg, novembre 2014.
- 18 Fernand Gigon, *Le 400^e chat ou les pollués de Minamata*, Paris 1975, 11.
- 19 Extrait cité dans «Centenaire Fernand Gigon», *Lettre d'information du Cercle d'études historiques de la Société jurassienne d'émulation* 41, mars 2009, 4.

- 20 Jean-Yves Mollier, Jean-François Sirinelli, François Vallotton, *Culture de masse et culture médiatique en Europe et dans les Amériques 1860–1940*, Paris 2006.
- 21 Paul-Henri Arni, *Le regard d'un journaliste romand sur la Chine. Fernand Gigon: 35 ans de reportages (1953–1986)*, mémoire de licence, Université de Genève, 1990.
- 22 À ce sujet, voir Jean-Claude Favez, Ladislav Mysyrowicz, *Le nucléaire en Suisse. Jalons pour une histoire difficile*, Lausanne 1987; ainsi que François Walter, *Les Suisses et l'environnement. Une histoire du rapport à la nature du XVIII^e siècle à nos jours*, Genève 1990, 260–264.
- 23 Gigon (voir note 18), 86.
- 24 Ibid., 30.
- 25 Ibid., 231–232.
- 26 À ce sujet, voir: Matthieu Gillibert, «Un imaginaire entre deux mondes. Fernand Gigon», *Lettre d'information du Cercle d'études historiques de la Société jurassienne d'émulation* 41 (mars 2009), 23–29.
- 27 François Walter (voir note 22), 251.
- 28 Dominique Simmonnet, *L'écologisme*, Paris 1994, 4.
- 29 Gigon (voir note 18), 231–232.
- 30 Grégory Quenet, «L'Anthropocène et le temps des historiens», *Annales. Histoire, Sciences sociales* 72/2, avril-juin 2017, 270.
- 31 Frédéric Koller, Pierre Montavon, *Le Fleuve muré*, Genève 2006.
- 32 Luc Schaedler, *Watermarks. Three Letters from China*, go between films GmbH and SRF, 2013. Le film a été projeté à Shanghai en septembre 2015 lors d'une «Journée suisse» de l'Université d'automne organisée par le département d'histoire contemporaine de l'université de Fribourg à l'East China Normal University, en présence notamment de l'ambassadeur de Suisse en Chine, Jean-Jacques de Dardel.
- 33 Entretien de l'auteur avec Frédéric Koller, 22. 8. 2018.
- 34 Entretien de l'auteur avec Frédéric Koller et Pierre Montavon, 16. 5. et 22. 8. 2018.
- 35 Edward Burtynsky, *China*, Göttingen 2005. Entretien avec Pierre Montavon, 16. 5. 2018.
- 36 Koller/Montavon (voir note 31), 22.

Zusammenfassung

Zeigen, anprangern, alarmieren. Die Rolle des Schweizer Fotojournalismus in Asien in der Umweltkommunikation (1950–2000)

Die Problematik des Klimawandels regt seit kurzem die Entstehung von Studien über Umweltvisualisierung und Umweltkommunikation an – auch in den Sozial- und Geschichtswissenschaften. Inspiriert von diesen aktuellen Entwicklungen konzentriert sich der Beitrag auf drei verschiedene Momente seit dem Zweiten Weltkrieg in der Entwicklung des westlichen Fotojournalismus in Asien im Umweltbereich. Jeder dieser drei Momente wird durch die Reiseroute von Fotografen schweizerischer Herkunft illustriert, welche privilegierte Beziehungen zu asiatischen Gesellschaften hatten: Werner Bischof in der unmittelbaren Nachkriegszeit, Fernand Gigon und Emil Schulthess in den späten 1960er- und frühen 1970er-Jahren und Frédéric Koller und Pierre Montavon zu Beginn des 21. Jahr-

hunderts. Ihre Arbeit ist nicht nur emblematisch für eine westliche Sichtweise auf Ostasien, sondern auch für die Konzipierung der Rolle von kulturellen Vermittlern und Intellektuellen im Umweltbereich anhand von Bildern.

(Übersetzung: Ariane Knüsel)

Bienvenue en Suisse

L'Asie touristique suisse (1958–2018): quelles représentations pour quels touristes?

Laurent Tissot

Si l'on se rend sur la terrasse accolée à la station de la Jungfraujoeh à 3454 mètres d'altitude, on avisera sur l'une des parois du bâtiment une plaque apposée le 6 septembre 2004. Elle rappelle l'arrivée du premier groupe de touristes chinois en Suisse – en fait des membres du Parti communiste et des officiels. Cette venue avait été rendue possible par la mise en œuvre d'un accord signé à l'occasion de la visite en Suisse du vice-premier ministre Zeng Peiyan en juin 2004. Cet accord permettait à la Suisse d'obtenir le statut de «destination approuvée», qui matérialisait, sur le plan touristique, l'ouverture de la République populaire de Chine dans les années 1990.¹ En utilisant les agences de voyages agréées par le Gouvernement chinois, les membres de la nouvelle classe moyenne pouvaient dorénavant voyager dans les pays qui avaient trouvé l'approbation de ce même gouvernement.

Cette obtention de statut n'abolissait pas l'obligation du visa pour les touristes chinois – ni pour les touristes suisses se rendant en Chine continentale –, mais elle leur permettait de s'associer à ce grand mouvement touristique qui a pris naissance à la fin du XVIII^e siècle en Europe occidentale. L'ADS (Approved Destination Status) comme on le définit administrativement, pouvait alimenter les flux de nouvelles sources de touristes dont les effets, sur le plan économique en tout cas, faisaient palpiter le sens des affaires des transporteurs, hôteliers, commerçants et autres intermédiaires impliqués d'une façon ou d'une autre dans l'activité touristique.² En apposant cette plaque, les exploitants de la Compagnie de la Jungfraubahn saluaient à juste titre les potentialités du marché chinois qui s'ouvrait à elle et aux autres destinations helvétiques, marché qui représentait... plus d'un milliard d'individus.

D'abord avec les Japonais dès les années 1960, puis les Coréens et, dans une moindre mesure, les Taïwanais, le tourisme suisse a déjà pu bénéficier des retombées de l'arrivée de visiteurs de l'Asie de l'Est. Avec les Chinois, on peut aisément comprendre que les attentes sont encore démultipliées. Rien d'étonnant si les campagnes publicitaires et les initiatives commerciales n'ont cessé de déferler sur ces pays avec le soutien indéfectible des organismes étatiques



Illustration 1: *Plaque commémorant la venue du premier groupe de touristes chinois au Jungfrauoch. (Photographie de l'auteur.)*

(Département fédéral des affaires étrangères, Secrétariat d'État à l'économie) et des grandes organisations économiques. Si ces appétits peuvent se comprendre compte tenu de l'étendue de ce marché, notre contribution voudrait montrer quels sont les fondements de cet attrait asiatique pour la Suisse. La question est précisément de se demander quelles sont les raisons qui expliquent l'intérêt des touristes de l'Asie de l'Est pour le paysage suisse.³ Ce même intérêt s'est historiquement retrouvé dans d'autres contextes, avec l'émergence d'un tourisme européen – et surtout britannique – au XIX^e siècle ou américain à la fin de la Seconde Guerre mondiale ou plus récemment celui issu des pays du Golfe ou encore avec la vogue des films indiens de Bollywood.

Maintes études ont montré comment cette image de la Suisse a été façonnée dès la seconde moitié du XVIII^e siècle et comment elle a gagné en considération sur le plan international.⁴ Les changements se voient dans l'émergence d'une nouvelle «théorie esthétique» encline à souligner les beautés de la nature, à les interpréter comme les créations de Dieu, à les valoriser à travers poèmes, récits, correspondances, essais, tableaux et esquisses. À cette nouvelle lecture esthétique, il convient d'ajouter les ferments politiques qui élèvent la Suisse alpestre au rang de «mythe civique» porteur de valeurs authentiques et éternelles.

Il s'agit donc d'analyser comment ce plat a pu être servi à ceux et celles dont les cultures et les sensibilités ne s'associent pas forcément à ce que les élites occi-

dentales ont pu mettre en œuvre. En d'autres termes, comment exprimer une diversité visuelle et langagière pour diffuser un fonds de commerce qui se rattache à une seule donnée, l'exploitation du paysage et l'image que la Suisse a pu en tirer pour son identité? Cette question s'inscrit dans les réflexions théoriques sur les liens entre tourisme, littérature et arts ainsi que sur l'impact de l'image dans la construction des stéréotypes.⁵

Dans cette perspective, un consensus historiographique se dégage sur le processus interactionnel qui, sur un plan global, associe les acteurs touristiques qu'ils soient émetteurs ou récepteurs.⁶ Pour reprendre les termes de l'orientaliste Augustin Berque, «le problème avec le paysage, c'est qu'il demande, lui, quelqu'un pour le regarder, pour le représenter et se le représenter, notamment par des mots. Ce n'est pas un simple fait physique (auquel cas il s'agirait seulement d'une portion de l'étendue terrestre), ni même un simple fait biophysique (auquel cas il s'agirait seulement de l'environnement); c'est une *relation* (c'est nous qui soulignons) qui demande, spécifiquement, qu'existent non seulement des êtres humains, mais des êtres humains qui regardent cela *en tant que paysage*.»⁷ En l'occurrence, ce travail ne peut faire l'impasse sur ce que veulent montrer les Suisses de leur pays et, en même temps, sur ce que désirent voir les touristes venant de l'Asie de l'Est de ce même pays. Il peut s'interpréter soit comme une réponse à une demande – les Suisses se préparent eux-mêmes à montrer ce qui leur est demandé d'être vu⁸ – ou une réaction à un risque d'exclusion – de peur d'être déniés de toute identité, les Suisses s'offrent au regard des autres dans leur propre mise en scène quitte à la créer *ex nihilo*.⁹

Plusieurs questions sont débattues: comment les promoteurs suisses conçoivent-ils leur campagne publicitaire dirigée vers l'Asie de l'Est? À leurs yeux, n'y a-t-il qu'une seule Asie de l'Est au sens où le fait d'être asiatique et de provenir de cette entité géographique n'induit aucune différence dans les sensibilités, les cultures ou les représentations, quel que soit le pays d'origine? Ou, au contraire, l'attention portée aux caractères nationaux dans leurs dimensions politiques, sociales et économiques affecte-t-elle les offensives publicitaires? Pouvons-nous discerner des séquences chronologiques dans le décryptage de ces campagnes? Quatre types de sources sont surtout mobilisées: les statistiques de l'Office fédéral de la statistique; les documents diplomatiques suisses (Dodis); des articles de la presse écrite ainsi que quelques archives visuelles dans la mesure où ces dernières sont accessibles, surtout pour la période très contemporaine.

Ces questions ne doivent pas nous faire tomber dans une sorte de tropisme helvétique prêtant à voir dans la Suisse l'unique source d'intérêt de ces touristes. Le mouvement est beaucoup plus large, continental même, l'Europe regorgeant d'une variété de sites historico-architecturo-naturels de très grande importance et dont ces mêmes touristes sont friands: les destinations sont suffisamment at-

trayantes pour faire du «marché asiatique» un objet d'enjeux commerciaux.¹⁰ Limiter ce marché à la Suisse serait donc totalement déplacé, mais montrer pourquoi la Suisse y joue un rôle est pertinent dès lors que son modèle touristique reste historiquement central. À cet égard, il serait intéressant de comprendre comment les tour-opérateurs asiatiques – japonais, coréens, chinois – construisent leurs circuits en Europe. Une étude de leur stratégie et de leur matériel publicitaire nous en apprendrait beaucoup sur la place de la Suisse et les rapports de force qui s'y jouent. Les limites de cet article nous ont empêché d'aborder cette importante question.¹¹

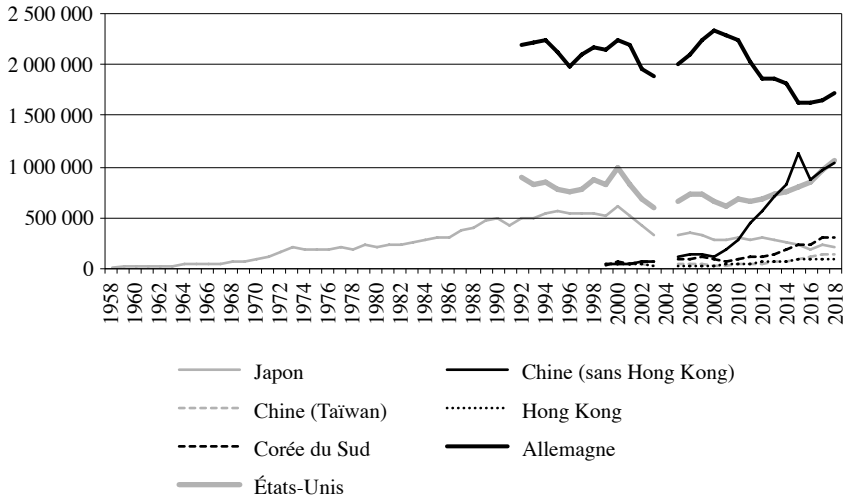
Quelques chiffres

Dans un premier temps, il est utile de saisir l'importance de ces flux. Des statistiques existent qui montrent les envols successifs des touristes asiatiques en Suisse. Le graphique 1 donne la mesure de ces mouvements par pays. En nous concentrant sur le nombre d'arrivées permettant de cerner l'engouement suscité par la Suisse et en y incluant, par souci de comparaison, les données relatives aux touristes en provenance d'Allemagne et des États-Unis, qui ont toujours manifesté un grand attrait pour le pays, nous nous rendons compte des évolutions qui touchent les pays de l'Asie de l'Est.

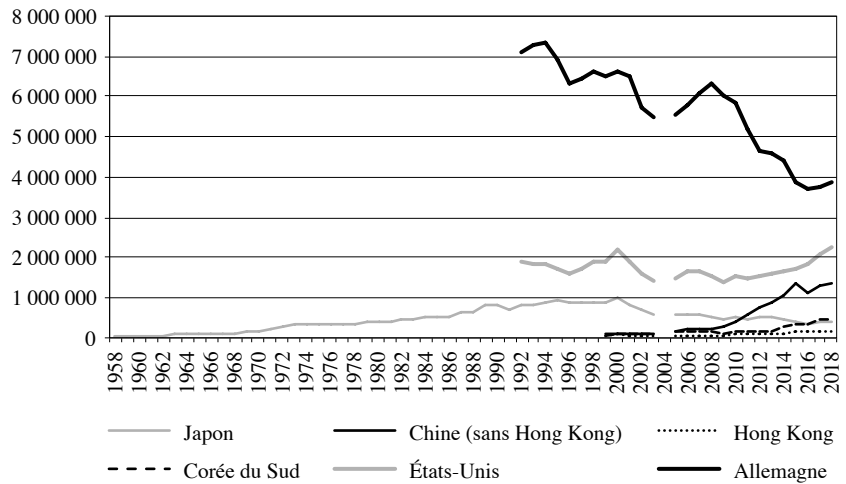
L'entrée du Japon dans l'orbite américaine, à la fin de la Seconde Guerre mondiale, lui fait adopter un modèle de développement fondé sur l'économie capitaliste. Comme on le sait, son engagement le propulse en quelques années à la tête des pays industrialisés. Sa *success story* se traduit notamment par une amélioration des conditions de vie et l'accès à des loisirs qui voient le tourisme s'affirmer comme un élément central. Ses ressortissants apparaissent rapidement dans les statistiques du tourisme suisse. Dès 1958 (première année pour laquelle des données sont disponibles), ils s'inscrivent dans un élan presque continu pendant une quarantaine d'années: le nombre de 100 000 est atteint en 1970 et 200 000 trois années plus tard. La crise qui frappe l'économie mondiale dès 1973 – et particulièrement l'économie suisse – amène à un plafonnement d'une dizaine d'années. Dès 1982, la croissance reprend: la barre des 400 000 est atteinte en 1988 et celle des 600 000 entrées est franchie en 2000, record absolu. La crise de 2002, qui se ressent durement au Japon, engendre un repli progressif de leur nombre qui retrouve en 2018 son niveau du début des années 1970.

L'entrée dans la ronde des touristes coréens et taïwanais n'est pas sans impact – surtout les Coréens qui dépassent en 2015 en nombre les Japonais après une croissance très vive – mais c'est bien l'affirmation des Chinois qui saute aux yeux.

Avec la mise en œuvre en 2004 de l'ADS, les arrivées de touristes chinois

Graphique 1: *Nombre d'arrivées en Suisse*

Source: Office fédéral de statistiques. Hôtellerie: Hôtels et établissements de cure – HESTA. Aucune statistique n'existe pour 2004. Pas de données disponibles avant 1998 pour la RPC, Taïwan, Hong-Kong et la Corée du Sud.

Graphique 2: *Nombre de nuitées par pays*

connaissent une augmentation exponentielle. Elles dépassent le nombre de touristes japonais en 2010 et américains en 2014. La croissance est fulgurante et n'est pas sans problème sur les lieux d'accueil.¹² Mais comme le montre le graphique 2 qui tient compte du nombre de nuitées, les différences sont notables. Les ressortissants de l'Asie de l'Est, et particulièrement les Chinois, sont enclins à faire de plus courts séjours. Ce constat laisse entendre que les circuits européens proposés par les tour-opérateurs font de la Suisse une destination comme une autre, la visite d'autres sites en Europe étant tout aussi importante.¹³

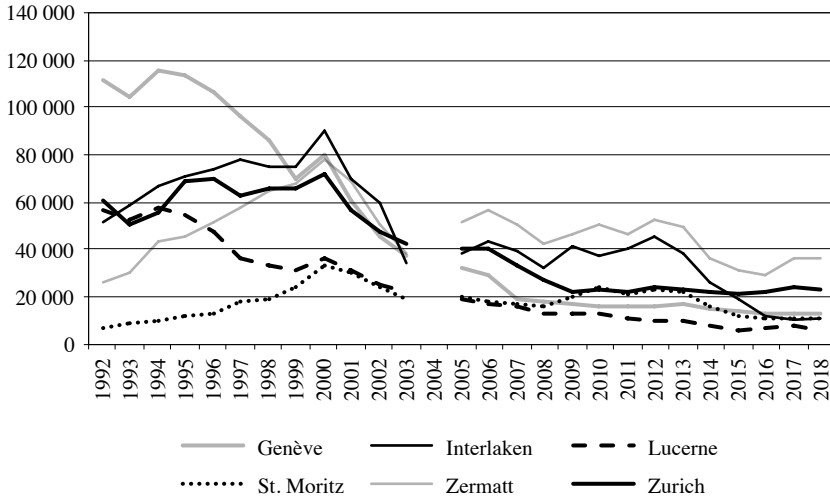
Par manque de place, nous n'analyserons ici que les cas japonais et chinois (sans Hong-Kong) qui représentent les visiteurs ayant suscité le plus de commentaires, pour des raisons historiques et archivistiques en ce qui concerne les Japonais – ils ont été les premiers Asiatiques à venir en nombre en Suisse – et pour des raisons économiques en ce qui concerne les Chinois – l'envergure du marché atteignant des volumes sans précédent.

Le Japon et la Suisse touristique

L'ouverture de la Suisse aux pays d'Asie de l'Est s'est réalisée progressivement et suit une logique géopolitique claire. Si l'on adopte une démarche chronologique, il y a lieu d'abord de faire du Japon un premier cas d'étude, car son attrait touristique pour la Suisse dès la fin des années 1950 s'est accompagnée d'un intérêt croissant dont les missions commerciales japonaises et l'affirmation d'une industrie horlogère et mécanique sont les indices.¹⁴ L'extraordinaire accumulation de richesses alliée à une amélioration des conditions de vie amène peu à peu sa population à disposer de marges de manœuvre matérielles et financières suffisantes pour se détacher d'une consommation exclusivement tournée vers le marché intérieur. Même si la notion de travail reste centrale dans l'inconscient japonais, la «recherche d'exotisme» se matérialise notamment par le désir du large et particulièrement par la découverte de l'Occident et des Alpes. Précisons que l'imaginaire japonais est déjà baigné des réalités montagnardes. Outre l'omniprésence du Mont Fuji, la popularisation des Alpes japonaises par le missionnaire et alpiniste anglais Walter Weston (1861–1940) a déjà donné consistance à cette vénération de la montagne.¹⁵ L'introduction du ski au début du XX^e siècle complète ce tableau.¹⁶

Le graphique 3 visualise l'évolution des arrivées dans une série de destinations touristiques suisses que l'on peut considérer comme majeures. Ainsi que nous l'avons déjà souligné, d'une façon générale le reflux des touristes japonais est très net dès 2002, mais il touche différemment les localités. Les destinations urbaines, Genève, de façon impressionnante, Lucerne, mais aussi Interlaken ont

Graphique 3: Nombre de touristes provenant du Japon par lieux de destination



Source: cf. graphique 1.

particulièrement souffert de ce phénomène. Les destinations qui résistent le mieux sont les stations purement alpines, Zermatt surtout et, dans une moindre mesure, Saint-Moritz. La seule exception à ces tendances se voit avec Zurich qui devient une ville attractive.

La montagne vue de près semble retenir le regard des Japonais et plusieurs indices en montrent la réalité. Il ne s'agit pas d'entreprendre ici une recension des nombreuses initiatives qui ont abouti, dès la fin de la Seconde Guerre mondiale, à des manifestations, sources d'échanges, entre les deux pays qu'elles soient diplomatiques, politiques, économiques ou culturelles et qui ont visé à renforcer l'image de la Suisse.¹⁷

En prenant appui sur les festivités qui marquent en 1964 la signature, par Aimé Humbert cent ans plus tôt, du premier traité de commerce avec le Japon,¹⁸ on peut voir comment le déploiement helvétique s'est opéré. L'ambassade de Suisse à Tokyo est fortement impliquée. À côté des manifestations officielles où sont conviées autorités politiques et économiques des deux pays, l'intention est aussi claire de diffuser une image de la Suisse dans la population japonaise. Une soirée est notamment organisée au Kosei Nenkin Kaikan, le Centre culturel et de services sociaux des bénéficiaires de mesures de prévoyance sociale. L'auditoire (700 personnes) «entend un récit du célèbre alpiniste japonais, M. Yuko Maki, sur ses séjours en Suisse et son ascension en [1921] de la paroi est du Cervin. Il

y eut ensuite des chansons et du yodel fort bien donnés par un groupe de 4 jeunes musiciens japonais qui avaient séjourné en notre pays en 1962 pour les étudier et qui firent également le récit de leurs expériences. Enfin deux films prêtés par l'ambassade furent montrés: *Swiss Alpine gardens* et *Mountain holiday in Switzerland*.»¹⁹

L'Ambassade est particulièrement attentive à laisser s'exprimer des personnes japonaises qui ont séjourné en Suisse. Cette célébration d'un traité de commerce prend ainsi les accents de celle d'un véritable pacte d'amitié vantant les beautés et les bienfaits des Alpes suisses. L'ambassadeur de Rahm ne manque pas de répéter à souhait l'impact médiatique du centenaire: «Les soirées ont attiré chaque fois salle comble de Japonais [sans compter le] nombre d'articles voués par la presse aux manifestations du Centenaire. Il est surtout intéressant de constater qu'il y en eut passablement dans les journaux de langue japonaise [...] résultat très difficile à obtenir en général.»²⁰ Que faut-il en tirer sur la représentation japonaise des Alpes suisses? Pour les diplomates suisses, il ne fait guère de doute qu'entre ce que la Suisse veut montrer d'elle-même et ce que les Japonais veulent voir, il y a une évidente convergence des points de vue. La «création identitaire» s'opère en l'occurrence selon un mode qui avalise une forme de fusion des représentations.²¹

Mais, sur le plan touristique et sur celui de la représentation que les Japonais se sont faits de la Suisse, la figure de Heidi s'impose comme l'élément central.²² On peut même affirmer que la Suisse s'est fait connaître au Japon par elle.²³ Traduit en japonais déjà en 1920 mais surtout popularisé par le dessin animé du réalisateur Isao Takahata en 1974, le roman de Johanna Spyri monopolise l'intérêt de millions de Japonais.²⁴ La création du néologisme «Heidiland» et l'aménagement d'un site dans les Grisons où ils sont très nombreux à s'y rendre matérialisent encore l'énorme impact de cette enfant dans leur imaginaire religieux et symbolique. Comme l'écrit très bien Jean-Michel Wissmer, «[c]hez Heidi, la montagne ne fait jamais vraiment peur; elle est amicale, source de bonheur, de beauté et de santé, elle est aussi l'émanation de la grandeur divine.»²⁵

On peut comprendre par ce constat les éléments de similitudes qui unissent la culture suisse et la culture japonaise dans la façon d'aborder la montagne.²⁶ S'y ajoute encore le fait qu'en se comportant en parfaite Suissesse aimant l'ordre et la propreté, Heidi adhère à des schémas de comportement jugés très japonais. La convergence de ces éléments – valorisation d'une nature originelle et bienfaitrice, attitude témoignant d'un refus de l'anarchie et du désordre – atteste de la puissance évocatrice des romans de Spyri.

Si la Ville de Lucerne, on l'a vu, s'illustre par un recul marqué de ses visiteurs japonais tant sur le plan des arrivées que sur celui des nuitées, par comparaison le canton des Grisons maintient un flux constant, signe du pouvoir d'attraction



Illustration 2: Heidi, une héroïne japonaise. (<https://carbone.ink/chroniques/heidi-isao-takahata>, 8. 10. 2019)

de Heidaland qui *volens volens* peut toujours compter sur un lot de voyageurs japonais désireux de voir où leur héroïne a vécu, Saint-Moritz profitant par ricochet de cet attrait.

La Chine et la Suisse touristique

À l'opposé du Japon ouvert au monde occidental dès la fin de la Seconde Guerre mondiale, l'histoire de la Chine présente un profil tout différent. Il faut attendre la mort de Mao en 1976 pour une mise à plat de ses dogmes idéologiques sans que cela entraîne leur abandon. L'ouverture du tourisme chinois que ce soit en tant que pays récepteur ou émetteur s'inscrit dans cette histoire troublée.

Le monde chinois n'était certes pas totalement déconnecté. Des voyageurs avaient pu relater leurs expériences en Suisse.²⁷ Les recherches de Cyril Cordoba sur la diplomatie culturelle sino-suisse ont montré que l'Office suisse d'expansion commerciale et Pro Helvetia n'ont diffusé jusqu'aux années 1980 que l'image d'une vision bucolique et idyllique de la Suisse. On retrouve dans les

archives chinoises l'expression de «jardin du monde» pour désigner la Confédération comme un havre de paix au milieu de l'Europe.²⁸ Datant de 1952, le film *Heidi* du réalisateur italien Luigi Comencini a d'ailleurs été diffusé à plusieurs reprises par les ambassadeurs helvétiques dans les années 1950. Que l'on pense aussi au peintre taïwanais Zhang Daqian (1899–1983) qui reflète plus largement une culture traditionnelle chinoise, auteur notamment d'une toile peinte au cours de l'un de ses voyages en Europe à la fin des années 1950 et représentant le lac de Walenstadt.²⁹

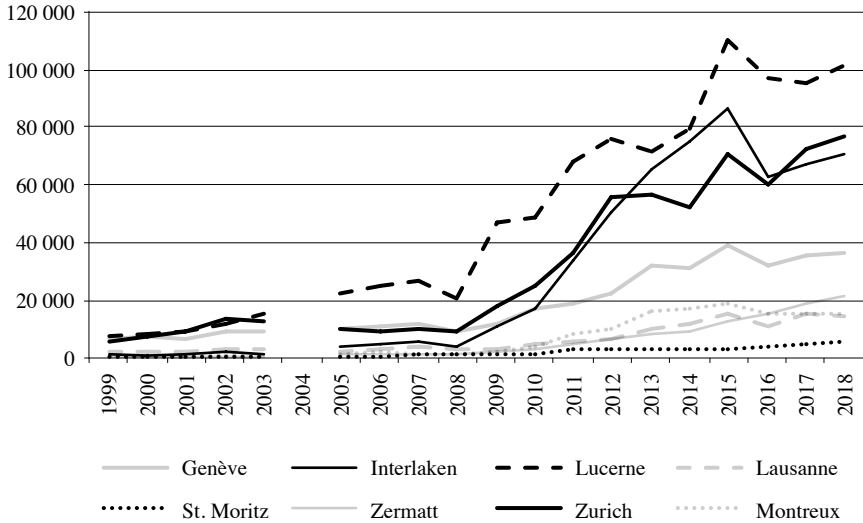
Les nouveaux moyens d'échanges de liaisons nés avec les technologies de l'information et de la communication et leur véritable explosion en Chine ont certainement facilité les capacités d'intégration dans le marché mondial. C'est l'élément le plus caractéristique si l'on aborde la question du profil du touriste chinois. Aux premiers bénéficiaires, membres du parti ou officiels, a succédé la génération née entre les années 1980 et 2000 qui forme maintenant la grande majorité des touristes. Comme le montre le chroniqueur Zheng Ruolin, «[cette génération] voyage souvent entre amis ou seuls, et [a] une certaine maîtrise des langues étrangères. De plus, [sa] situation financière aisée [l']éloigne du tourisme de masse, dont l'attrait repose principalement sur le prix de base offert par des agences.»³⁰ Cette génération se démarque surtout par son utilisation extensive des smartphones, réseaux sociaux et autres outils numériques qui lui procure une très grande facilité de déplacement et une grande connaissance des lieux à voir. Les images que ces touristes se donnent d'eux-mêmes et reproduites à satiété dans les journaux et les publications suisses sont très révélatrices de l'état d'esprit qui les anime. Photographiant et se photographiant à souhait, le moyen de communication est en permanence en action.

Le recul manque pour apprécier, de façon plus approfondie et sur la base de sources plus substantielles, les ressorts de ce phénomène. Dans tous les cas, les statistiques parlent d'elles-mêmes. Mise à part la crise de 2008 qui ralentit un mouvement déjà bien lancé et un reflux passager en 2016, l'évolution du nombre de touristes chinois en Suisse connaît un bond très impressionnant.

Il n'est pas très audacieux d'affirmer que, jusqu'à maintenant, le tourisme chinois a surtout profité à la Suisse alémanique, Lucerne, Zurich, Interlaken, Zermatt se partageant la plus belle part du gâteau – plus de 80 % – et laissant aux régions romandes des miettes... même si, dès 2013, on sent un accroissement non négligeable à Genève, Lausanne et Montreux. On ne peut aussi qu'admirer la prouesse lucernoise. Face à la «désertion» japonaise que nous avons relevée plus haut, les responsables de la ville ont réussi à la compenser par un déferlement chinois dont elle est la destination la plus prisée.

Quel sens donner à ces constats et qu'y a-t-il de changé? Touristes japonais et chinois sont-ils interchangeable comme semble l'indiquer le directeur de Suisse

Graphique 4: Nombre de touristes provenant de Chine



Source: cf. graphique 1.

Tourisme qui affirme que «[d]epuis 2011, le principal marché ciblé par Suisse Tourisme n'est plus le Japon, mais la Chine» et ajoute que «[l]es touristes chinois suivent un nombre restreint d'itinéraires dans notre pays. Ils veulent du spectacle et des émotions fortes.»³¹ On l'a dit: la visite de la Suisse s'inscrit dans une mobilité transcontinentale où elle ne représente qu'un lieu parmi d'autres. Dans cette perspective, les enquêtes ne manquent pas pour nous décrire comment les touristes chinois se figurent la Suisse.

De ces sources l'impression ressort de la place prépondérante prise par l'aspect commercial. Par exemple, en août 2015, un journaliste du *Tages-Anzeiger* a suivi un groupe de 14 touristes chinois en visite à Zurich.³² Le shopping reste leur activité privilégiée et le choix de la capitale zurichoise n'est pas un hasard, ses promoteurs proposant même les achats sous la jolie formule de «luxe modeste [*sic*]». La Suisse, pour ces touristes, est avant tout un lieu d'une grande richesse, hautement développé et ouvert sur le monde mais sans ostentation excessive.³³

Mais où est donc le paysage dans ce contexte? Joue-t-il encore un rôle? Attire-t-il une attention sur lui ou ne sert-il que d'alibi à la venue d'une clientèle euphorique à l'idée d'acquérir bijoux, montres de luxe, couteaux multifonctionnels et boîtes de chocolat? La même enquête montre que la relation entre cette boulimie consumériste et la vue des Alpes tient à l'absence, en Suisse, de toute com-

Illustration 3: Le texte chinois dit: «Légende dans les Alpes. Neige, glace et vie de luxe». (Christoph Niermann, 2013. Tourismusorganisation Engadin St. Moritz.)



promission vis-à-vis de la beauté de la nature. C'est «un parc national avec de grands magasins», «un temple de la consommation de luxe dans un écrin de nature intacte.»³⁴ Ces touristes sont stupéfaits de l'omniprésence de la nature en Suisse caractérisée comme pleine de «vides», loin des gratte-ciel et de l'encombrement des villes chinoises. En ce sens, on peut mieux comprendre que le spectacle de la nature et la jouissance consommatoire peuvent faire bon ménage et sont même indissolublement liés, le paysage servant en quelque sorte de réceptacle à ce qui pourrait se concevoir comme son antithèse. Il fournit le socle sur lequel une prospérité débarrassée des dommages collatéraux (concentration urbaine, pollution industrielle) que vivent au jour le jour ces touristes est possible. Le récent intérêt des Chinois pour le ski pousse dans le même sens les promoteurs suisses à capitaliser cette activité.

Les sports hivernaux se conjuguent avec une vie de luxe qui cumule plaisir de la vitesse, jouissance du soleil et affirmation consommatoire.

Conclusion

Comment rendre consommable la montagne helvétique à des cultures qui en ont une conception différente? En posant cette question, nous sommes renvoyés à celle, plus fondamentale, de la capacité du tourisme à faire d'un site, d'une ville, d'un pays un moyen vers le dépassement de soi, la jouissance, l'émotion, l'expérience où tous les sens sont sollicités pour être satisfaits. Dans cette perspective, notre analyse nous amène à admettre la très grande plasticité des usages et des représentations de la montagne dans les imaginaires touristiques.

Qu'y a-t-il de commun en effet entre les touristes japonais et chinois si ce n'est qu'ils se déplacent en Suisse? Au Japon, selon les mots d'Augustin Berque, «[d]ans l'espace mental de l'animisme japonais, la montagne forme un monde à part, avec ses maîtres, ses gardes, ses familiers, ses exclus – et aussi ses rites de passage.»³⁵ Nulle surprise dès lors de voir le succès de Heidi au Japon et de la recherche par les touristes d'une vision spécifique – ce monde à part – qui n'a peut-être pas toujours correspondu à ce que la Suisse offre mais que pourtant ces touristes recherchent. Même si en Chine, le caractère divin de la montagne est omniprésent dans les religions qui en font un lieu sacré par excellence, les touristes chinois ne semblent pas en avoir la perception en se déplaçant en Suisse. À l'aune des représentations touristiques contemporaines et complètement immergé dans l'univers de haute technologie des dernières avancées numériques, il est loin du paysage édulcoré de Heidi qui est vierge de tout ce que les Japonais fuient.³⁶ L'identification entre la beauté du paysage et l'art de consommer sous-tend ce qui amène les Chinois en Suisse. En ce sens, ils correspondent pleinement à ce que disait Zygmunt Baumann du touriste, essentiellement mû par la volonté de «collectionner systématiquement les expériences.»³⁷

Notes

- 1 Archives SinOptic, www.sinoptic.ch/histoire/retrospective-suisse-espace-chinois/2004-2 (16. 4. 2019).
- 2 Sur l'ADS, voir Shawn Arita, Sumner La Croix, James Mak, «How China's Approved Destination Status Policy Spurs and Hinders Chinese Travel Abroad», *The Economic Research Organisation*, Working Paper N° 2012-6R, 2012, University of Hawaiï, 2012, https://uhero.hawaii.edu/assets/WP_2012-6R.pdf (6. 4. 2019).
- 3 Sur les liens entre tourisme et montagne, on peut se reporter à Nicolas Giudici, *La Philosophie du Mont Blanc. De l'alpinisme à l'économie immatérielle*, Paris 2000, et dans une perspective plus centrée sur les aspects culturels, Laurent Tissot, «Protestantisme, montagne et environnement: une relation privilégiée?», *Journal of Interdisciplinary History of Ideas* 7 (2018), 1–23, www.ojs.unito.it/index.php/jihi.
- 4 Pour une première approche, voir: Laurent Tissot, «From Alpine Tourism to the 'Alpinization' of Tourism», in Eric G. Zuelow (éd.), *Touring beyond the Nation. A Transnational Approach to European Tourism History*, Farnham 2011, 59–78; Laurent Tissot, «Le déploiement du tou-

- risme suisse aux XIX^e et XX^e siècles. Entre entreprises mondialisées et initiatives locales», in François Chaubet (dir.), *Faire l'histoire culturelle de la mondialisation*, Paris 2018, 179–197.
- 5 Rémy Charbon, Corinna Jäger-Trees, Dominik Müller (éd.), *Die Schweiz verkaufen. Wechselverhältnisse zwischen Tourismus, Literatur und Künsten seit 1800*, Zurich 2010; Balz Engler (éd.), *Nous et les autres. Stéréotypes en Suisse*, Fribourg 2012; Jean-Charles Giroud, Michel Schlup et al., *Paradis à vendre. Un siècle d'affiches touristiques suisses*, Genève 2005; Regula Bochsler, Pascal Derungs (éd.), *Und führe uns in Versuchung. 100 Jahre Schweizer Werbefilm*, Zurich 1998.
 - 6 John Urry, *The Tourist Gaze. Leisure and Travel in Contemporary Societies*, Londres 1990.
 - 7 Augustin Berque, «La naissance du paysage en Chine», *Xoana* (1997), 23–28.
 - 8 C'est la position soutenue par Bernard Crettaz, *La beauté du reste. Confession d'un conservateur de musée sur la perfection et l'enfermement de la Suisse et des Alpes*, Genève 1993. Cf. aussi Claude Reichler, «Introduction», in Claude Reichler, Roland Ruffieux (dir.), *Le voyage en Suisse. Anthologie des voyageurs français et européens de la Renaissance au XX^e siècle*, Paris 1998, 17–18.
 - 9 C'est la position que nous avons soutenue dans une étude sur les guides de voyage et les représentations, «Une Suisse sans Suisses. Les guides de voyage dans la construction d'une identité nationale (1840–1880)», *Revue d'Allemagne* (1998), 443–456.
 - 10 Par exemple, Isabelle Brianso, «L'expérience de visite des touristes chinois à Versailles. Entre stéréotype et représentations», *Communication & Langages* 191/1 (2017), 51–65.
 - 11 On trouve quelques éléments dans le mémoire de fin d'études d'Amélie Paillard, *Le marché touristique chinois en Valais – Dans quelle mesure faut-il adapter l'offre touristique valaisanne afin de l'améliorer pour les visiteurs chinois?* HES-SO Valais/Wallis. Haute École de gestion et tourisme filière tourisme 2015, 20. On peut encore s'en rendre compte à la lecture de l'article de Pauline Turuban, «Le canton de Vaud tente de séduire davantage de touristes chinois», RTS Info, 28. 3. 2019; www.rts.ch/info/regions/vaud/10321951-le-canton-de-vaud-tente-de-seduire-davantage-de-touristes-chinois.html (20. 8. 2019).
 - 12 Problème auquel s'est récemment heurtée la Ville de Lucerne. Cf. www.rts.ch/info/regions/autres-cantons/10423173-un-afflux-soudain-de-touristes-chinois-va-perturber-la-ville-de-lucerne.html (5. 10. 2019).
 - 13 «L'Europe n'est plus un mystère pour les Chinois», *Le Quotidien du Peuple en ligne*. Français <http://french.peopledaily.com.cn/Tourisme/2990491.html> (15. 8. 2019).
 - 14 Pierre-Yves Donzé, *Rattraper et dépasser la Suisse. Histoire de l'industrie horlogère japonaise de 1850 à nos jours*, Neuchâtel 2014.
 - 15 Weston est considéré comme le père de l'alpinisme japonais. Cf. Peter Hansen, «Walter Weston (1861–1940)», ODNB, 304. Il est intéressant de souligner qu'il publie en 1918 *The Playground of the Far East* (Londres 1918) qui fait pendant au célèbre ouvrage de Leslie Stephen, *The Playground of Europe* (Londres 1871), véritable ode aux Alpes suisses.
 - 16 Eduard Klopfenstein, «Der Zürcher Hans Koller und die Anfänge des Skifahrens in Japan», in Sepp Linhart et Harald Pocher (éd.), *Wie der alpine Skilauf nach Japan kam. Das Wirken Theodor von Lerchs 1910–1912. Erinnerungen eines österreichisch-ungarischen Generals an Japan sowie Aufsätze zu seiner Person und zum alpinen Skilauf in Japan*, Vienne 2015, 389–398.
 - 17 Pauline Milani en donne quelques exemples, voir: Pauline Milani, *Le diplomate et l'artiste. Construction d'une politique culturelle suisse à l'étranger (1938–1985)*, Neuchâtel 2013, 320–322; «Un aperçu de la culture helvétique au Japon», in *La Suisse au miroir du monde. Regard culturel sur une image en mouvement*, www.miroirdumonde.ch/article/un-aperçu-de-la-culture-helvetique-au-japon.html (19. 8. 2019).
 - 18 Voir l'article de Pascal Lottaz dans le présent numéro.
 - 19 [Dodis.ch/32024](http://dodis.ch/32024). Lettre de l'ambassadeur Jean Guy de Rahm à Pierre Micheli, ambassadeur plénipotentiaire à Berne, 27. 2. 1964.
 - 20 [Dodis.ch/32024](http://dodis.ch/32024).
 - 21 Cf. David Chivacci, «The Image of Switzerland in Japan Today», in Patrick Ziltener (éd.),

- Handbuch Schweiz-Japan. Diplomatie und Politik, Wirtschaft und Geschichte, Wissenschaft und Kultur*, tome 2: *Von 1945 bis zur Gegenwart*, Zurich 2010, 779–780.
- 22 Sur la figure de Heidi et d'une façon générale son impact sur la Suisse, voir Ueli Gyr, «Heidi überall. Heidi-Figur und Heidi-Mythos als Identitätsmuster», in Peter Niedermüller, Bjarne Stoklund (éd.), *Europe. Cultural Construction and Reality*, Copenhagen 2001, 75–96.
 - 23 Aya Domenig, «Cute Heidi». Zur Rezeption von Heidi in Japan», in Ernst Halter (éd.), *Heidi. Karrieren einer Figur*, Zurich 2001, 149–165; Jean-Michel Wissmer, *Heidi. Enquête sur un mythe suisse qui a conquis le monde*, Genève 2012, dans lequel un petit chapitre est consacré à Heidi au Japon.
 - 24 Voir l'exposition qui du 17. 7. au 13. 10. 2019 lui a été consacrée au Musée national à Zurich, www.landesmuseum.ch/heidi-au-japon (8. 10. 2019).
 - 25 Jean-Michel Wissmer (voir note 23), 165.
 - 26 Cette image d'une montagne bienfaisante ne doit pas occulter sa dimension dangereuse qui est omniprésente dans la littérature touristique et qui se traduit aussi par le nombre élevé d'alpinistes japonais laissant leur vie dans leur ascension des sommets alpins, notamment le Cervin. Cf. Laurent Tissot, ««Plaignons-les, plaignons-nous, et marchons!» Le tourisme alpin face à la peur de la montagne (1850–1914)», in Anne-Marie Granet, Stéphane Gal (dir.), *Les territoires du risque*, Grenoble 2015, 203–217.
 - 27 Raoul David Findeisen, Thomas Fröhlich, Robert H. Gassmann (éd.), *Chinesische Reisen in der Schweiz. Aus dem «Garten Europas»*, Zurich 2000.
 - 28 Nous remercions Cyril Cordoba de nous avoir transmis ces informations. Cf. Cyril Cordoba, *Au-delà du rideau de bambou. Relations culturelles et amitiés politiques sino-suisse (1949–1989)*, thèse de doctorat à l'Université de Fribourg 2019.
 - 29 Une grande exposition lui a été consacrée au National Palace Museum de Taipei au printemps 2019 à l'occasion du 120^e anniversaire de sa naissance. Le *Lac de Walenstadt* y était notamment exposé, www.comuseum.com/blog/2019/04/01/silhouette-of-a-great-master-a-retrospective-of-zhang-daqians-art (20. 8. 2019).
 - 30 Zheng Ruolin, «Les touristes chinois: un bien qui fait mal?», *La Chine au présent*, 31. 7. 2018, www.chinatoday.com.cn/ctfrench/2018/gc/201807/t20180731_800136993.html. Zheng Ruolin est un ancien correspondant à Paris du quotidien *Wen Hui Bao* de Shanghai et l'auteur du livre *Les Chinois sont des hommes comme les autres*, Paris 2012.
 - 31 Jürg Schmid, «Les nouveaux explorateurs venus d'Asie relancent le tourisme suisse», *La Revue économique* 9 (2012), 36–37.
 - 32 Beat Metzler, «Mit China-Touristen durch Zürich. Was der 14-köpfigen Gruppe aus der Millionenmetropole Chengdu an der Limmatstadt gefällt – und was nicht», *Tages-Anzeiger*, 25. 8. 2015, www.tagesanzeiger.ch/zeitungen/die-schweiz-kommt-ihnen-leer-vor/story/13700824 (19. 8. 2019).
 - 33 On retrouve ces conclusions dans maintes études. Pour une synthèse, cf. Paillard (voir note 11), 10–14.
 - 34 *Le Matin*, 25. 8. 2015, www.lematin.ch/suisse/La-Suisse-vue-par-les-touristes-chinois/story/30863130 (20. 8. 2019).
 - 35 Augustin Berque, «La montagne et l'œcoumène au Japon», *Espace géographique* 1980, 151–162.
 - 36 Ce qui ne veut pas dire que les Japonais ne sont pas poussés eux aussi par un appétit consommatoire, leur choix de Zurich, avec Zermatt (cf. graphique 3), comme ville préférée est là pour le prouver...
 - 37 Zygmunt Baumann, *La vie en miettes. Expérience postmoderne et moralité*, Paris 2010 [1995 pour l'édition anglaise], 156.

Zusammenfassung

«Willkommen in der Schweiz». Die Schweiz des asiatischen Tourismus (1958–2018): Welche Repräsentationen für welche Touristen?

Ostasien ist zu einem neuen Eldorado für den Schweizer Tourismus geworden. Seit den 1960er-Jahren in Japan und Korea und seit 2004 in China haben Schweizer Werbekampagnen in diesen Ländern konstant die Schweizer Alpen als eine noch makellose Welt dargestellt. Dieser Beitrag untersucht die Grundlagen dieser permanenten Rekonstruktionen der Schweizer Landschaft und zeigt auf, wie Bilder der Schweiz an ostasiatische Kulturen angepasst wurden. Dabei werden folgende Fragen diskutiert: Gibt es nur ein homogenes ostasiatisches Zielpublikum für den Schweizer Tourismus oder nimmt dieser Rücksicht auf unterschiedliche ostasiatische Kulturen und Empfindlichkeiten? Inwiefern wurden Schweizer Werbeoffensiven in ostasiatischen Ländern in ihrer politischen, sozialen und wirtschaftlichen Dimension an den jeweiligen nationalen Charakter angepasst?

(Übersetzung: Ariane Knüsel)

Die Mauern von Mandschukuo

Die (Bild-)Berichte des Schweizer Fotojournalisten Walter Bosshard zur Kaiserkrönung von Puyi¹

Anna Herren

Am 1. März 1934 fand ein spektakuläres Ereignis statt, das sich kein internationaler Pressekanal entgehen lassen konnte. Der letzte Kaiser der chinesischen Qing-Dynastie Puyi (溥仪, 1906–1967), der als Folge der Xinhai-Revolution (辛亥革命 *Xinhai Geming*) von 1911 im Alter von sechs Jahren hatte abdanken müssen, wurde zum Kaiser des neu gegründeten japanischen Satellitenstaates von Mandschukuo (满洲国 *Manzhouguo*) gekrönt. Anlässlich der Feierlichkeiten war ein grosses internationales Pressekorps in die Hauptstadt von Mandschukuo, Xinjing, gereist, um die Krönung zu dokumentieren und der Weltöffentlichkeit zu präsentieren. Unter den zugelassenen JournalistInnen befand sich auch der Schweizer Fotojournalist Walter Bosshard (1892–1975). Dieser Artikel untersucht Bosshards Berichterstattung des Ereignisses und geht der Frage nach, wie er dieses in seinen Fotografien und Artikeltyposkripten dokumentierte und kommentierte.² Dabei wird das epistemologische Potenzial der Bilder Walter Bosshards durch die analytische Linse der kunsthistorischen Bildinterpretation betrachtet.

Bosshard erstellte im Kontext der Kaiserkrönung insgesamt 296 Fotografien, drei Artikeltyposkripte und einen Film,³ die bislang in der Forschung wenig Beachtung gefunden haben. Viele der vorhandenen Publikationen zu Bosshards Leben und Werk entstanden im Zusammenhang mit Ausstellungen, die den thematischen Fokus überwiegend auf seine fotojournalistische Arbeit in Indien und die Berichterstattung während des Zweiten Japanisch-Chinesischen Kriegs legten.⁴ Dieser Beitrag stützt sich auf die archivalischen Materialien des Nachlasses (NL) von Walter Bosshard im Archiv für Zeitgeschichte (AfZ) der ETH Zürich.⁵ Es ist unklar, welche Fotografien und Artikeltyposkripte von Bosshard zur Kaiserkrönung publiziert wurden.⁶ Das Material bietet aber die Möglichkeit, die journalistischen Handlungsspielräume auszuloten. Dabei wird die kunsthistorische Bildinterpretation interdisziplinär mit einem historischen Ansatz verschränkt, der einen Fokus auf lokale Manifestationen des Globalen legt.⁷ Das Quellenmaterial erlaubt es, die Frage zu diskutieren, wie Bosshards visuelle und textuelle Berichte im Spannungsverhältnis zum propagandistischen Narrativ Ja-

pans zu situieren sind. Drei Aspekte stehen im Vordergrund der Analyse: Modernisierung, kaiserliche Tradition und lokale Rezeption. In der Folge werden die politischen Verflechtungen, Agenden und Ziele der Personen und politischen Einheiten sichtbar, die sich anlässlich der Kaiserkrönung in Mandschukuo befanden. Diese Verflechtungen spiegelten sich besonders im Verhältnis zwischen den ausländischen KorrespondentInnen und den japanischen Regierungsorganen wider, die sämtliche politischen, kulturellen und ökonomischen Aspekte des neu gegründeten Staates kontrollierten. Bosshards Perspektive zeigt einen einzigartigen Blickwinkel auf die teilweise widersprüchlichen Narrative, die anlässlich der Krönung entstanden.

Die Gründung von Mandschukuo und die Anerkennungsfrage

Die Kaiserkrönung und Bosshards Berichterstattung dazu fanden in einem komplexen politischen Spannungsfeld statt, dessen Auswirkungen weltweit von Presseediensten und deren Leserschaft verfolgt wurden. Um diesen Kontext nachzuvollziehen, ist es entscheidend, die vielschichtigen Hintergründe der Entstehung Mandschukuos zu skizzieren. Das Staatsgebiet von Mandschukuo befand sich im Nordosten Chinas, einer Region, die seit dem 18. Jahrhundert vor allem in japanischen und europäischen Kontexten als Mandschurei bekannt war.⁸ Dieses Gebiet, das die heutigen Provinzen Liaoning, Jilin und Heilongjiang umfasst, wurde in China hingegen seit der zweiten Hälfte des 17. Jahrhunderts überwiegend als «Die drei östlichen Provinzen» (东三省 *Dongsansheng*) bezeichnet.⁹

Der Begriff «Mandschurei» ist bis heute sehr unbeständig und vieldeutig. In der Volksrepublik China wird der Begriff als verbale Manifestation des japanischen Imperialismus betrachtet und seine Verwendung daher als unreflektierte Akzeptanz der japanischen Kolonialpolitik kritisiert.¹⁰ Stattdessen wird das Gebiet als *Dongbei* (东北) bezeichnet, womit der Nordosten Chinas gemeint ist, oder als *Weiman* (伪满) – «falsche» Mandschurei. Im Japan der Nachkriegszeit existieren ebenfalls verschiedene Bezeichnungen für das Gebiet: *Manshū* (満州) für die Mandschurei, *Manshūkoku* (満州国) für Mandschukuo, oder *Manmō* (満蒙) als Sammelbegriff für die Mandschurei und die innere Mongolei.¹¹ Gemäss Mariko Asano Tamanoi wurden diese Begriffe in Japan häufig synonym benutzt, wodurch ein sprachlicher Machtanspruch vermittelt wurde: In diesem Kontext bezeichnete der Begriff «Mandschurei» nicht nur eine umkämpfte Grenzregion Chinas, sondern stellte dabei auch eine Allegorie für deren imperiale und koloniale Vergangenheit dar.¹² Daher sollte das Toponym «Mandschurei» in Anführungszeichen gesetzt werden – der Lesbarkeit halber werden diese jedoch auf den folgenden Seiten weggelassen.

Mandschukuo wurde am 1. März 1932 offiziell gegründet. Die Entstehung des Satellitenstaates war eine Folge der japanischen Expansionspolitik in der Mandschurei, die sich seit der Jahrhundertwende kontinuierlich intensiviert hatte.¹³ Die Südmandschurische Eisenbahn spielte in diesem Kontext eine zentrale Rolle. Ein Sprengstoffanschlag auf deren Bahngleise in der Nähe von Mukden (Shenyang) am 18. September 1931 wurde als «Mukden-Zwischenfall» bekannt und hatte massgebliche politische Konsequenzen. Die japanische Kwantung-Armee (chin. 关东军 *Guandongjun*), die entlang der Südmandschurischen Eisenbahn stationiert war, um die japanischen gepachteten Gebiete zu schützen, hatte den Sprengstoffanschlag geplant und ausgeführt.¹⁴ Nach dem Zwischenfall verkündete die Kwantung-Armee, dass die Explosion das Resultat eines militärischen Angriffs vonseiten Chinas gewesen sei und nutzte den Zwischenfall als Vorwand, um das gesamte Gebiet der Mandschurei unter ihre Kontrolle zu bringen. Im Frühjahr 1932 hatte die Kwantung-Armee bereits grosse Teile der Mandschurei besetzt. Im März 1932 wurde die Republik Mandschukuo offiziell ausgerufen, mit Puyi als Staatsoberhaupt.¹⁵ Zwei Jahre später wurde Mandschukuo formell zu einem Kaiserreich erklärt.¹⁶ In diesem Zusammenhang wurde Puyi am 1. März 1934 zum Kaiser von Mandschukuo gekrönt und erhielt den Regierungstitel Kaiser Kangde (康德皇帝 *kangde huangdi*). Die Gründung Mandschukuos war an eine Unabhängigkeitserklärung gegenüber der Republik China geknüpft. Auf diese Weise sollte zusammen mit der Ernennung von Puyi als Herrscher betont werden, dass ein neuer, unabhängiger, souveräner Staat entstanden war.¹⁷ Trotz dieser sorgfältig konstruierten Fassade wurde auch im zeitgenössischen Diskurs deutlich, dass der neue Staat Mandschukuo angesichts der japanischen Besetzung der Mandschurei seine Legitimität von Japan und der Kwantung-Armee bezog. Daher lag die politische Macht in Mandschukuo nicht in den Händen eines eigenständigen Regierungsapparates oder in der Reichweite seines offiziellen Herrschers, Puyi, sondern bei der Kwantung-Armee und der japanischen Regierung.¹⁸

Japans militärische Besetzung der Mandschurei und die anschliessende Gründung eines neuen Staates auf ehemaligem chinesischem Staatsgebiet blieb auch formell keine regionale Angelegenheit. China und Japan waren beide Mitglieder des Völkerbunds. China verlangte eine Prüfung der Angelegenheit und der Völkerbund entsandte die Lytton-Kommission, um den «Mukden-Zwischenfall» von 1931 zu untersuchen. In ihrem Bericht vom September 1932 kritisierte die Lytton-Kommission Japans Handlungen in der Mandschurei als rechtswidrig und stufte diese als Verstoss gegen Chinas Souveränität und die internationale Gesetzgebung ein.¹⁹ Als Folge davon verweigerte der Völkerbund dem neuen Staat die Anerkennung. Japan lehnte den Bericht der Lytton-Kommission offiziell ab und trat 1933 aus dem Völkerbund aus.²⁰

Die Frage der diplomatischen Anerkennung Mandschukuos blieb ein wichtiges Anliegen für Japan, da diese ein zentraler Faktor für die Legitimation des neuen Staates war. Eine sofortige Anerkennung Mandschukuos erfolgte jedoch nur von Japan. Bis 1934 schlossen sich zwar noch El Salvador und Vatikanstadt an, aber kurz vor der Auflösung Mandschukuos 1945 war der Staat lediglich noch von Finnland, Deutschland, Ungarn, Italien, Polen, Rumänien und Spanien anerkannt worden.²¹ 1934 nutzte die japanische Regierung die Kaiserkrönung und das damit verbundene Interesse dafür, um Mandschukuo der Weltöffentlichkeit als unabhängigen Staat zu präsentieren, und erhoffte sich dadurch, die nötigen Rahmenbedingungen für dessen internationale Anerkennung zu schaffen. Die anwesenden internationalen JournalistInnen wurden somit zu Schlüsselfiguren in der Internationalisierung des japanisch-chinesischen Konfliktes.

Walter Bosshard in Mandschukuo

Zu den JournalistInnen, die bei der Kaiserkrönung von Mandschukuo anwesend waren, gehörte auch der Schweizer Fotojournalist Walter Bosshard. Zum Zeitpunkt seiner Berichterstattung zur Krönung 1934 hatte Bosshard bereits substantielle professionelle Erfahrungen in China gesammelt. Seit 1931 arbeitete er in China als Berichterstatter für die *Berliner Illustrierte Zeitung*, die dem Ullstein-Verlag angehörte. Ullsteins Formate gehörten seit der Jahrhundertwende zu den innovativsten und einflussreichsten Printmedien, die sich an das Massenpublikum der Grossstädte richteten.²² Die *Berliner Illustrierte Zeitung*, die 1894 von Ullstein übernommen worden war, war dabei das finanziell erfolgreichste Modell, da die Auflage der illustrierten Wochenzeitung 1931 auf zwei Millionen Exemplare angewachsen war und damit alle anderen deutschen Zeitschriften in den Schatten stellte.²³ Bosshards Bilder aus China hatten demnach ein grosses potenzielles Zielpublikum. Doch dass die Arbeit aufgrund der politisch aufgeladenen Situation in der Region mit nicht zu unterschätzenden Risiken einherging, war auch Kurt Szafranski (1890–1964), dem damaligen Direktor der Zeitschriftenabteilung des Ullstein-Verlags, bewusst. Szafranski legte dem Vertrag mit Bosshard einen Brief bei, der unterstrich, dass der Verlag keine Haftung für Bosshards «Leben, Gesundheit und Eigentum»²⁴ übernahm. Bosshard reiste trotz der Risiken nach Beijing, wo er von 1933 bis 1939 lebte und arbeitete. In dieser Zeit berichtete Bosshard über verschiedene Themen, deren Vielfalt in diversen publizierten Artikeln Ausdruck fand.

Bosshard etablierte sich aufgrund seiner Bildreportagen von der Front der kriegerischen Auseinandersetzungen zwischen China und Japan in der Mandschurei zunehmend als Kriegskorrespondent. Seine Artikel und Bilder fanden grosse Re-

sonanz in der Öffentlichkeit – auch in der Schweiz, wie eine Bildreportage zeigt, die am 8. Januar 1932 in der *Zürcher Illustrierten* unter dem Titel «Bosshard bei General Ma» erschien. Der Artikel beschrieb Bosshards Begegnung mit General Ma Zhanshan (马占山, 1885–1950), einem der Anführer des chinesischen Widerstandes gegen die japanische Invasion der Mandschurei. Während der Text des Artikels relativ kurz ausfiel, nahmen Bosshards Fotografien deutlich die Hauptrolle ein, wie die Redaktion hervorhob: «Die Bosshard-Bilder aus der Mandschurei werden unsern Lesern endlich jene Anschaulichkeit vermitteln, die sie beim blossen Lesen der japanisch-chinesischen Nachrichten vermisst haben.»²⁵

Dieses Zitat aus der Einleitung des Artikels reflektiert zwei signifikante Punkte. Erstens wird das globale, sprach- und kulturübergreifende Interesse der Öffentlichkeit an den Geschehnissen in der Mandschurei unterstrichen. Auch schweizerische Medien berichteten eingehend über die Entwicklungen in der Region. Sie legten dabei einen Fokus auf Japans Expansion in China und verurteilten diese als illegal.²⁶ Zeitungen wie der *Tages-Anzeiger* und das *Journal de Genève* forderten gleichzeitig vom Völkerbund eine harte Linie im Umgang mit Japan, da sie sonst dessen Reputation gefährdet sahen.²⁷

Neben dem globalen Interesse an den Entwicklungen in der Mandschurei zeigt die Bildreportage von Walter Bosshard auch die wachsende Bedeutung des Fotojournalismus im Kontext internationaler Berichterstattung auf. Gemäss Vincent Lavoie waren die 1930er-Jahre dabei besonders wegweisend, da während der Zwischenkriegszeit aufgrund der Popularität von illustrierten Magazinen, die zu den Hauptverteilern von Fotoreportagen gehörten, das allgemeine Interesse an der Pressefotografie stieg.²⁸ Zugleich übte das Phänomen des Fotojournalismus eine Faszination auf die zeitgenössischen Akteure aus: «D'autre part, des contemporains de Newhall, essentiellement des acteurs du domaine photojournalistique, des photographes, des éditeurs et des diffuseurs d'images de presse, célèbrent en revanche le caractère inédit du photojournalisme. Auteurs d'ouvrages à vocation didactique, ceux-ci conçoivent le photojournalisme comme un phénomène du temps présent, une forme de communication visuelle résolument ancrée dans la modernité technique et médiatique, une pratique en rupture avec les représentations visuelles antérieures de l'actualité événementielle.»²⁹ Es ist daher hervorzuheben, dass Bosshard in einer Zeit des Umbruchs und der Neudefinition des Genres als Fotojournalist tätig war.

Bosshard war bereits mit den Hintergründen des japanisch-chinesischen Konflikts vertraut, als er 1934 nach Xinjing reiste, um über die Krönungsfeierlichkeiten zu berichten. In seinen Artikeltyposkripten zur Krönung beschrieb Bosshard die Arbeitsbedingungen in Xinjing als schwierig. Verschiedene von ihm dargelegte Vorfälle lassen darauf schliessen, dass die japanische Regierung das internationale Pressekorps nutzen wollte, um die Anerkennung Mandschukuos voran-

zutreiben. So wurde Bosshard kurz vor der Krönung von einem Mitarbeiter der japanischen Botschaft in Xinjing kontaktiert mit der Frage, ob er bereits ein Telegramm bezüglich der unmittelbar bevorstehenden Anerkennung Mandschukuos durch Deutschland nach Berlin geschickt habe, mit dem Versprechen, dass Bosshard der erste Journalist sei, der von dieser exklusiven Neuigkeit wisse.³⁰ Bosshard reagierte misstrauisch auf die Nachricht und kontaktierte die deutsche Botschaft in Beijing, die sämtliche Gerüchte dementierte. Bosshard realisierte, dass die Japaner seine Funktion als ausländischer Korrespondent instrumentalisieren wollten, um die entscheidende Anerkennungsfrage vorwegzunehmen: «Die ganze Angelegenheit hatte stark den Eindruck einer Suggestion. Man wollte mich veranlassen, ein Telegramm aus Hsinking [Xinjing] wegzuschicken, das möglicherweise die Anerkennungsfrage präjudizieren konnte.»³¹

Bosshard war mit dem selbst auferlegten Ziel, unabhängige Berichte über Mandschukuo zu schreiben, nach Xinjing gereist, doch er war sich der japanischen Absichten bewusst. Er hielt in seinem Artikeltyposkript fest: «Ich habe [...] erklärt, dass ich gerne faire, unbeeinflusste Berichte über Mandschukuo schreiben möchte, dass ich aber stark den Eindruck habe, die ganze Sache sei von den Japaner[n] aufgezo-gen».³²

Innerhalb des Pressekorps, das sich hauptsächlich aus US-Amerikanern und Briten zusammensetzte, musste Bosshard darum kämpfen, zu den Interviews mit den wichtigen Personen zugelassen zu werden. So wurde ihm nach seiner Ankunft in Xinjing zunächst ein Interview mit dem Premierminister Zheng Xiaoxu (郑孝胥, 1860–1938) verwehrt, bis er sich an einen Mitarbeiter des Pressebüros wandte: «I don't see why I should be refused what American correspondents do get.»³³ Bosshard beschrieb in seinem Text nicht, welche unmittelbare Reaktion sein Vorgehen auslöste, doch es zeigte Wirkung und bereits am nächsten Tag wurde er zu einer Audienz mit dem Premierminister gerufen.³⁴ Die unterschiedliche Behandlung von JournalistInnen in Mandschukuo erfolgte wahrscheinlich aufgrund der Einschätzung der Japaner, welchen jeweiligen Einfluss die Berichterstattung im Westen haben würde, insbesondere im Hinblick auf die Frage der diplomatischen Anerkennung Mandschukuos. Als Berichtersteller für die *Berliner Illustrirte Zeitung* hatte Bosshard eine potenzielle Leserschaft von zwei Millionen, eine Zahl, die im Vergleich mit amerikanischen und britischen Zeitungen eher tief ausfiel. Dennoch hatten die japanischen Machthaber ein Interesse an Bosshards Anwesenheit, da sich die *Berliner Illustrirte Zeitung* an ein deutschsprachiges Publikum richtete. Japan erhoffte sich besonders von Deutschland die Anerkennung Mandschukuos, wodurch Bosshards Arbeit zusätzliche Bedeutung erhielt. Die unterschiedlich hohen Auflagen konnten daher die «Rangfolge» der Interviews der KorrespondentInnen mit dem Premierminister erklären. Gleichzeitig unterstrich dieses System den Stellenwert der ausländischen Presse in Xinjing.

Die wichtige Funktion der ausländischen JournalistInnen führte allerdings auch dazu, dass ihre Arbeit kontrolliert und ihre Handlungsfreiheit während der bedeutendsten Momente der Kaiserkrönung massgeblich eingeschränkt wurde. Diese Restriktionen lassen sich auf die besondere Situation der japanischen Pressepolitik 1933–1934 zurückführen. Gemäss Tomoko Akami befand sich die Entwicklung der Nachrichtenpropaganda im Bereich der internationalen Politik in diesem Jahr an einem Wendepunkt.³⁵ Nachrichtendienste, die über Funk kommunizierten, hatten von den späten 1920er- bis in die frühen 1930er-Jahre die Dominanz der grossen Pressedienste untergraben. Japan versuchte deshalb, einen Funkpressedienst als Monopol zu etablieren, um in einem nächsten Schritt die Nachrichtenpropaganda verschiedener Ministerien besser koordinieren zu können.³⁶

Diese Tendenz zu systematischen Kontrollen und zur Überwachung beobachtete auch Walter Bosshard. Er beschrieb in einem Artikeltyposkript, dass das Gepäck der ausländischen KorrespondentInnen mehrmals durchsucht wurde und zusätzlich jede halbe Stunde eine Telefonkontrolle auf den Hotelzimmern der JournalistInnen durchgeführt wurde, um An- und Abwesenheiten zu kontrollieren.³⁷ Bosshards Erlebnisse der intensiven Überwachung wurden auch in der *New York Times* wiederholt: «[...] all foreign writers and camera men are kept under close espionage and supervision.»³⁸

Die Mauern von Mandschukuo

Walter Bosshards 296 Fotografien zu den Krönungsfeierlichkeiten zeigen eine grosse Variationsbreite an Motiven. Eine dieser Motivkategorien umfasst eine Gruppe von Bildern, deren Fokus auf der Skyline von Xinjing und den umliegenden Landschaften liegt. Die Analyse dieser Bildergruppe erlaubt eine Diskussion des Modernisierungsnarrativs, das in Mandschukuo vorherrschte. Ein Beispiel dieser Gruppe ist die Fotografie M 37 (Abb. 1), deren Fokus auf einem Baukomplex liegt, der als Stadtmauer erkennbar ist. Hinter der Mauer ist die Stadt Xinjing zu sehen, die im Hintergrund von Bergen umschlossen ist.

Auf den ersten Blick scheint diese Fotografie dermassen unbedeutend, dass sich die Frage stellt, was das Bild im Konvolut der Bildreportage zur Kaiserkrönung überhaupt zu suchen hat. Sie zeigt lediglich die Peripherie Xinjings und weist scheinbar keine direkte visuelle Verbindung mit der Kaiserkrönung auf. Dennoch ist sie auf mehreren Ebenen signifikant: Die Stadtmauer weist einige tiefe Risse und Lücken auf. Die Abbildung von Zerfall an einem Bauwerk, dessen Funktion in der Abwehr feindlicher Invasionen besteht, ist bemerkenswert. Die kritische Aussage des Bildes wird um einiges deutlicher, wenn berücksichtigt wird, dass Xinjing als Vorzeigemodell für den modernen Städtebau präsentiert wurde. Die Stadt

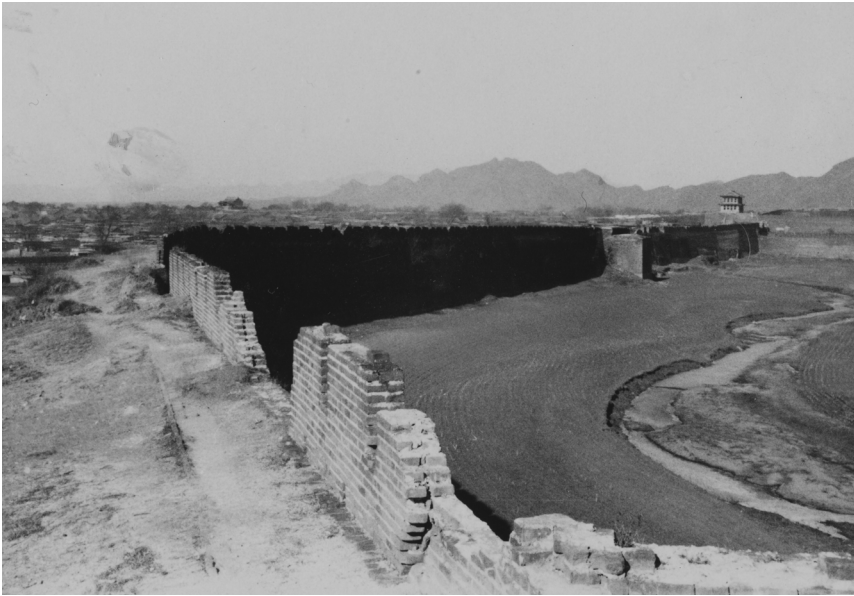


Abb. 1: Die Stadtmauer von Xinjing. Walter Bosshard, Fotografie M 37, 1. März 1934. (AfZ ETH Zürich: NL Walter Bosshard / 208)

galt seit der Gründung Mandschukuos 1932 als Musterbeispiel für ein in rasantem Tempo gestartetes Modernisierungsprojekt – ein Prozess, auf den auch internationale Zeitungen wie der *Boston Sunday Globe* verwiesen: «The dingy, dusty railroad junction once known as Changchun has been transformed into a bustling city of wide streets, modern Government buildings, parks, handsome residences, and brick offices and stores.»³⁹ Diese Modernisierungsprozesse sind als präzise kalkulierter Schachzug zu verstehen: Gemäss Anke Scherer war der japanische Einfluss auf die Raumplanung und Infrastruktur der Städte von Mandschukuo eine direkte Reflexion des japanischen Machtanspruchs auf das besetzte Gebiet.⁴⁰

Bosshards Fotografie der zerfallenden Stadtmauern von Xinjing zeigt daher die Kontraste zwischen dem offiziellen Narrativ von Fortschritt und Modernisierung einer sich radikal verändernden Stadt und dem unbebauten Umland. Diese Gegensätze erscheinen besonders stark, weil Bosshard in seiner Bildkomposition der Stadtentwicklung, einem Vorzeigemodell der Modernisierung, eine Komponente des Zerfalls gegenüberstellte. Zudem liefert das Bild auch wichtige Informationen zur Perspektive und zum Handlungsradius des Fotografen, der beabsichtigte, die Position der Stadt innerhalb ihrer Umgebung zu zeigen, und damit ein kontrastierendes Narrativ lieferte.



Abb. 2: Puyi in formeller Qing-Robe vor Würdenträgern schreitend. Walter Bosshard, Fotografie M 253, 1. März 1934. (AfZ ETH Zürich: NL Walter Bosshard / 208)

Eine kaiserliche Tradition?

Weitere divergierende Narrative finden sich in den Bildern, die im direkten Zusammenhang mit der Kaiserkrönung entstanden und Puyi in zwei gänzlich verschiedenen Ausstattungen zeigen. Bosshards Fotografie M 253 (Abb. 2) zeigt Puyi gekleidet in der formellen Qing-Robe, dem *longpao* (龙袍), der in China während Jahrhunderten zur traditionellen Kleidung für die kaiserliche Thronbesteigung gehört hatte. Im Bild ist Puyi zu sehen, wie er vor einer Reihe salutierender hoher Würdenträger schreitet. In Kontrast dazu steht die Fotografie M 218 (Abb. 3), ein Porträt von Puyi, das ihn in der Paradeuniform des Generalissimus der Armee, Marine und Luftwaffe von Mandschukuo zeigt.⁴¹ Die Kleidung, die Puyi zu seiner Krönung tragen sollte, war im Vorfeld des Ereignisses zu einem komplizierten Problem geworden. Gemäss Shin'ichi Yamamuro bestand Puyi darauf, die Qing-Robe zu tragen. Die Kwantung-Armee argumentierte jedoch, dass die traditionelle Robe nicht für die Krönungszeremonie geeignet war, da diese den Eindruck erwecken könnte, dass es sich bei der Krönung um ein Wiederaufleben der Qing-Dynastie statt um den Beginn der neuen Kangle-Dynastie handeln könnte. Nach vielen Debatten erreichten beide Parteien eine Lösung,

Abb. 3: Puyi in der Uniform des Generalissimus der Armee, Marine und Luftwaffe von Mandschukuo. Walter Bosshard, Fotografie M 218, 1. März 1934. (AfZ ETH Zürich: NL Walter Bosshard / 208)



die zwei verschiedene Zeremonien und zwei verschiedene Kleidungen umfasste: den *longpao* für die Krönungszeremonie und die Militäruniform für die Thronbesteigungszeremonie.⁴²

Diese Bilder unterstreichen, dass Kleidungsstücke Symbole von Macht darstellen. Beide Motive erschienen auch mehrfach in westlichen Publikationen, wie beispielsweise im *Boston Globe* und im *Chicago Daily Tribune*.⁴³ Die dort abgedruckten Fotografien sind in ihrem Bildwinkel und ihrer Komposition den Aufnahmen von Bosshard sehr ähnlich, was ein Hinweis dafür ist, dass die JournalistInnen instruiert worden waren, wo sie während der wichtigsten Teile der Zeremonie zu stehen und zu arbeiten hatten. Für die japanischen Mächte in Mandschukuo war es von grösster Bedeutung, dass Fotografien von Puyi in beiden Kleidungen weltweit zirkulierten, um zu verhindern, dass die Krönung als Wiederaufleben der Qing-Dynastie interpretiert wurde. Gleichzeitig war es essenziell für Japan, dass Puyi in seiner Funktion als kulturell signifikante Figur die Qing-Robe trug, um der Krönungszeremonie und dem Staat Mandschukuo einen Anschein von historischer und kaiserlicher Legitimation zu verleihen. Das zweite Bild mit Puyi in der Militäruniform ist daher als symbolisches Gegengewicht zu verstehen, in dem die Uniform des Generalissimus der Armee von Mandschukuo zeigt, dass die wahre Macht im neuen Staat bei der Kwantung-Armee lag.

Diese Steuerung von zwei unterschiedlichen Narrativen unterstreicht die Signifikanz von Fotografie in diesem Kontext. Das Medium Fotografie erlaubte es,

beide Kleidungen abzubilden und diese einer internationalen Leserschaft zu präsentieren, um so vitale Machtstrukturen auf eine direkte Art und Weise offenzulegen. Um diese Botschaft zu erreichen, musste jedoch der Handlungsspielraum der KorrespondentInnen eingeschränkt werden, sodass sichergestellt war, dass alle JournalistInnen ähnliche Bilder anfertigen würden.

Lokale Rezeption

Eine weitere Kategorie von Bosshards Bildern beschäftigt sich mit den öffentlichen Reaktionen und der Rezeption der Kaiserkrönung im lokalen Kontext. Auch hier lassen sich zwei gegensätzliche Narrative identifizieren. Auf der einen Seite steht das offizielle japanische Narrativ, das in Bosshards Fotografie M 1132 (Abb. 4) abgebildet ist. Die Fotografie zeigt ein Propagandaposter, dessen Fokus auf einer lächelnden Frau in der rechten Ecke des Vordergrunds liegt. Sie trägt traditionelle chinesische Kleidung, einen langärmeligen Qipao (旗袍) mit einem Wolkendesign. Ihre linke Hand scheint auf ihrer Hüfte zu ruhen. Über ihrem Kopf befinden sich zwei sich kreuzende Seile, an denen mehrere Mandschukuo-Flaggen befestigt sind. Unter den Flaggen, in zentraler Position, stehen vier chinesische Schriftzeichen. Der Hintergrund erscheint etwas verschwommen, doch lassen sich Silhouetten von Tänzern auf Stelzen erkennen. Hinter den Tänzern lässt sich der Umriss eines hohen Gebäudes ausmachen. Die Schriftzeichen, die die prominenteste Stelle des Posters einnehmen, bilden einen Slogan, der mit «Alle Menschen – äussern Freude» (万民 – 胥欢 *wanmin – luhuan*) übersetzt werden kann und der daher Puyis Krönung als Kaiser von Mandschukuo als ein glückliches Ereignis charakterisiert. Herausgeber des Posters, auf der unteren linken Ecke des Posters vermerkt, war das «Zentrale Komitee der grossen Zeremonie der Thronbesteigung» (即位大典中央委员会 *jiwei dadian zhongyang weiyuanhui*), was das Bild als offizielles Propagandaposter ausweist.

Die Signifikanz von Bosshards Fotografie dieses Posters ist besonders hervorzuheben. Dadurch, dass er das Poster abfotografierte, hielt er die japanischen Propagandataktiken fest. Die chinesischen Zeichen auf dem Poster zeigen, dass es an ein chinesisches Publikum gerichtet war – eine Intention, die von Bosshards Kamera umgangen wurde. Die Fotografie liefert daher Informationen, die ohne sie nur unvollständig übermittelt werden könnten. Zudem verrät die Aufnahme, dass Bosshard den dokumentarischen Wert des Posters erkannte, da die Entscheidung, das Poster abzufotografieren, das sprachliche und kulturelle Wissen voraussetzte, das nötig war, um zu verstehen, dass dieses mit der Krönung verbunden war.

Schriftliche Berichte zeigen, dass die Kaiserkrönungszeremonie kein Ereignis war, bei dem die Menschen von Mandschukuo und ihre Freude im Zentrum stan-

Abb. 4: Propagandaposter zum Anlass der Kaiserkrönung. Walter Bosshard, *Fotografie M 1132*, 1. März 1934 (AfZ ETH Zürich: NL Walter Bosshard / 208).



den. Der amerikanische Journalist Edgar Snow (1905–1972) schrieb in seinem Bericht, dass Puyis Weg zum Himmelsaltar lediglich von militärischen Truppen aus Japan und Mandschukuo flankiert wurde: «And these are the Emperor's audience. No cheers, no roars of approval, no shouts of happy populace greet the Imperial parade, but only the phalanx of uniforms. [...] Nothing stirs.»⁴⁴ Snow war allerdings kein neutraler Berichtersteller, sondern gehörte der Gruppe der sogenannten «China Hands» aus kosmopolitischen intellektuellen Amerikanern an, die sich mit dem chinesischen Fortschrittsnarrativ identifizierten und deren Erfahrungsberichte die amerikanischen Repräsentationen Chinas massgeblich prägten.⁴⁴ Wie viele «China Hands» war Snow zudem dezidiert antijapanisch eingestellt und es ist daher entscheidend, seine Beobachtungen während der Kaiserkrönung in diesem Kontext zu analysieren. Neben Snow war auch die amerikanische Journalistin Fay Gillis (1908–2002) anwesend, die ebenfalls beobachtete, dass keine Zivilisten das Ereignis feierten: «Hsinking is not decorated and displays no interest in the auspicious occasion.»⁴⁵ Auch Walter Bosshard hatte die Prozessionsroute fotografiert und legte dabei einen Fokus auf die Mitglieder der Armee, die die Route säumten.⁴⁶ Damit hob Bosshard die Präsenz und Macht des Militärs hervor und spielte damit wiederum auf die wahren Machtverhältnisse in Mandschukuo an.

Fazit

Walter Bosshards (Bild-)Berichte aus Xinjing zeigen, dass die Kaiserkrönung von Mandschukuo von mehreren kontrastierenden Narrativen geprägt war. Das Interesse der Weltöffentlichkeit führte dazu, dass die Kaiserkrönung in den Fokus einer globalen Leserschaft rückte, die mit diesen Narrativen konfrontiert wurde. In seiner Funktion als Journalist bezog Walter Bosshard nicht nur schriftlich Position zu den verschiedenen Narrativen, sondern bildete diese auch fotografisch ab. Das Medium der Fotografie spielte in diesem Kontext eine ausserordentlich signifikante Rolle. Im Zusammenhang mit den untersuchten Aspekten der Modernisierung, der kaiserlichen Tradition und der lokalen Rezeption zeigte sich, dass Bosshards Fotografien besonders dazu geeignet waren, lokale Manifestationen von globalen Narrativen abzubilden und sichtbar zu machen. Bosshards Bilder zeigen daher, dass das Medium der Fotografie nicht nur die kontrastierenden Narrative abzubilden vermochte, sondern auch ermöglichte, auf die daraus resultierenden Spannungen zu verweisen. Bosshards Aufnahmen widerspiegeln die Vielfalt der Strategien, die der Fotojournalist anwandte, um die Kaiserkrönung zu dokumentieren. So legte Bosshard nicht nur einen Fokus auf die zentralen Elemente des Ablaufs der Kaiserkrönung, sondern zeigte im Fall der Stadtmauer von Xinjing auch, dass er das kritische Potenzial der Leere zu nutzen wusste.

Anmerkungen

- 1 Der vorliegende Artikel basiert auf Forschungsarbeit, die vom Schweizerischen Nationalfonds (SNF) im Rahmen eines Doc.CH-Beitrags finanziert wurde. Vgl. Anna Elisabeth Herren, *Visualizing Puyi's New Empire. Walter Bosshard (1892–1975) and His Photographic Work in Manchukuo*, Masterarbeit Universität Zürich, 2016.
- 2 Walter Bosshard, Fotografien, 1934, AfZ ETH Zürich: NL Walter Bosshard / 208; Walter Bosshard, Artikeltyposkripte, 1934, AfZ ETH Zürich: NL Walter Bosshard / 209.
- 3 Walter Bosshard, Krönung in Hsinking am 1. 3. 1934 (Film Nr. 11), 1934, AfZ ETH Zürich: NL Walter Bosshard / 483.
- 4 Kunsthau Zürich (Hg.), *Walter Bosshard (1892–1975). Ein Schweizer Pionier des Photojournalismus. Photographien 1927–1939*, Zürich 1977; Peter Pfrunder, Verena Münzer, Annemarie Hürlimann (Hg.), *Fernsicht. Walter Bosshard. Ein Pionier des modernen Photojournalismus*, Bern 1997; Giulia R. M. Bellentani, Lorenzo Gottardi (Hg.), *L'India al tempo di Gandhi. Walter Bosshard. Fotografie*, Florenz 2007; Barbara Stempel, *Asien-Sichten. Reisefotografien von Annemarie Schwarzenbach und Walter Bosshard*, Weimar 2009; Peter Pfrunder (Hg.), *Walter Bosshard. China Brennt. Bildberichte 1931–1939*, Zürich 2018; Gayatri Sinha, Peter Pfrunder (Hg.), *Envisioning Asia. Gandhi and Mao in the Photographs of Walter Bosshard*, Heidelberg 2019.
- 5 Ein weiterer Teil des Nachlasses von Walter Bosshard befindet sich bei der Fotostiftung Schweiz in Winterthur, darunter das umfangreiche Negativarchiv.
- 6 In Peter Pfrunder (Hg.), *Walter Bosshard. China Brennt. Bildberichte 1931–1939*, Zürich 2018, 236, wird auf die Ausgabe Nr. 12 der *Berliner Illustrierten Zeitung* vom 25. 3. 1934 verwiesen.

- 7 Sebastian Conrad, *What is Global History?*, Princeton 2016, 115–140; Dominic Sachsenmaier, «Global History and Critiques of Western Perspectives», *Comparative Education* 42/3 (2006), 451–470.
- 8 Prasenjit Duara, *Sovereignty and Authenticity. Manchukuo and the East Asian Modern*, Lanham 2003, 41.
- 9 Rana Mitter, *The Manchurian Myth. Nationalism, Resistance, and Collaboration in Modern China*, Berkeley 2000, 20.
- 10 Mariko Asano Tamanoi, «Introduction», in dies. (Hg.), *Crossed Histories. Manchuria in the Age of Empire*, Honolulu 2005, 1–24, hier 2.
- 11 Ebd., 2 f.
- 12 Ebd.
- 13 Louise Young, *Japan's Total Empire. Manchuria and the Culture of Wartime Imperialism*, Berkeley 1998, 24.
- 14 Tomoko Akami, *Japan's News Propaganda and Reuters' News Empire in Northeast Asia, 1870–1934*, Dordrecht 2012, 205.
- 15 Prasenjit Duara, *Sovereignty and Authenticity. Manchukuo and the East Asian Modern*, Lanham 2003, 59, 65.
- 16 Ebd., 75.
- 17 Higuchi Hidemi, «Issues in the History of Manzhouguo. Contemporary and Succeeding Perspectives», in Daqing Yang, Jie Lu, Hiroshi Mitani et al. (Hg.), *Toward a History Beyond Borders. Contentious Issues in Sino-Japanese Relations*, Cambridge 2012, 148–177, hier 148 f.
- 18 Ebd., 149.
- 19 Prasenjit Duara, *Sovereignty and Authenticity. Manchukuo and the East Asian Modern*, Lanham 2003, 52.
- 20 Ebd., 53.
- 21 Shin'ichi Yamamuro, *Manchuria under Japanese Dominion*, übersetzt von Joshua A. Fogel, Philadelphia 2006, 147; Florentino Rodao, «Japan and the Axis, 1937–8. Recognition of the Franco Regime and Manchukuo», *Journal of Contemporary History* 44/3 (2009), 431–447, hier 443; David Turns, «The Stimson Doctrine of Non-Recognition. Its Historical Genesis and Influence on Contemporary International Law», *Chinese Journal of International Law* 2/1 (2003), 105–143, hier 128.
- 22 David Oels, Ute Schneider, «Masse, Mobilität, Moderne – Zur Einleitung», in dies. (Hg.), *Der Ganze Verlag ist einfach eine Bonbonniere». Ullstein in der ersten Hälfte des 20. Jahrhunderts*, Berlin 2015, 1–15, hier 8.
- 23 Martin Münzel, «Tempelhof – Manhattan und zurück. Ullstein und der Einfluss der Emigration», in David Oels, Ute Schneider (Hg.), *Der Ganze Verlag ist einfach eine Bonbonniere». Ullstein in der ersten Hälfte des 20. Jahrhunderts*, Berlin 2015, 388–406, hier 395.
- 24 Kurt Szafranski, *Brief an Walter Bosshard*, 20. 11. 1931, AfZ ETH Zürich: NL Walter Bosshard / 163.
- 25 Walter Bosshard, «Bosshard bei General Ma», *Zürcher Illustrierte*, 8. 1. 1932, 1, 34, hier 34, AfZ ETH Zürich: NL Walter Bosshard / 166.
- 26 Ariane Knüsel, *Framing China. Media Images and Political Debates in Britain, the USA and Switzerland, 1900–1950*, Farnham 2012, 193.
- 27 Ebd., 192.
- 28 Vincent Lavoie, *Photojournalismes. Revoir les canons de l'image de presse*, Paris 2010, 11.
- 29 Ebd., 12.
- 30 Walter Bosshard, «Persönliche Erlebnisse während der Krönung in Hsinking», 1934, AfZ ETH Zürich: NL Walter Bosshard / 209, 1–8, hier 6.
- 31 Ebd., 7.
- 32 Ebd., 5.
- 33 Ebd., 7.
- 34 Ebd.

- 35 Tomoko Akami, *Japan's News Propaganda and Reuters' News Empire in Northeast Asia, 1870–1934*, Dordrecht 2012, 277.
- 36 Ebd., 291 f.
- 37 Walter Bosshard, «Die Attentatsfurcht während der Krönungsfeierlichkeiten», 1934, AfZ ETH Zürich: NL Walter Bosshard / 209, 1.
- 38 «Pu Yi Ceremonial is Cause of Clash», *The New York Times*, 27. 2. 1934, 5.
- 39 «Boom Town Capital of Manchukuo», *The Boston Sunday Globe*, 25. 3. 1934, 31.
- 40 Anke Scherer, «Japanische Stadtplanung und Architektur in Manzhouguo / Manshūkoku. Entwicklungshilfe oder Machtdemonstration?», *OAG Notizen* 10 (2003), 10–27, hier 10 f.
- 41 Shin'ichi Yamamuro, *Manchuria under Japanese Dominion*, übersetzt von Joshua A. Fogel, Philadelphia 2006, 157.
- 42 Ebd., 156 f.
- 43 «Pictorial Review of the Year 1934», *The Boston Globe*, 1. 1. 1935, 31; «Colorful Scenes Mark Coronation of Pu Yi as Emperor – Idle Army Planes Await Orders to Fly Mail», *Chicago Daily Tribune*, 13. 3. 1934, 32.
- 44 Edgar Snow, *Far Eastern Front*, London 1934, 278.
- 45 Qian Suoqiao, «Representing China. Lin Yutang vs. American «China Hands» in the 1940s», *The Journal of American-East Asian Relations* 17/2 (2010), 99–117, hier 104 f.
- 46 Fay Gillis, «Pu Yi Enthronement Rehearsed in Dust and Sub-Zero Weather», *The New York Times*, 28. 2. 1934, 7.
- 47 Ein Beispiel hierfür ist Bosshards Fotografie M 1096, die zwei Reihen von Militärmitgliedern mit Mandschukuo-Flaggen zeigt, die entlang der Prozessionsroute stationiert waren. Walter Bosshard, *Fotografien*, 1934, AfZ ETH Zürich: NL Walter Bosshard / 208.

Résumé

Les murs du Mandchoukouo. Les (photo)reportages du photojournaliste suisse Walter Bosshard sur le couronnement de l'empereur Puyi

Le 1^{er} mars 1934, l'attention de l'opinion publique mondiale a été attirée vers le Mandchoukouo. Ce jour-là, Puyi, dernier empereur de la dynastie chinoise Qing, fut couronné empereur de cet État satellite du Japon. Cet article examine la couverture de l'événement par le photojournaliste suisse Walter Bosshard (1892–1975). À côté d'un grand nombre de journalistes étrangers, il a documenté les festivités du couronnement. L'étude de ses photographies et de ses tapuscrits d'articles pose la question de savoir comment ces comptes rendus se situent par rapport au récit diffusé par la propagande japonaise. Cette analyse met en évidence trois aspects thématiques: la modernisation, la tradition impériale et la réception locale. Ce questionnement a pour but de montrer comment des images apparemment «vides» ont pu construire des récits alternatifs allant à l'encontre des représentations officielles.

(Traduction: Matthieu Gillibert)

Fotografieren auf Augenhöhe

Das Werk von Gertrud Vogler

Stefan Länzlinger

Wer in der Google-Bildersuche nach «Platzspitz»-Bildern sucht – jenem Zürcher Park also, der in den 1990er-Jahren als «needle park» weltweit bekannt war –, stösst bald auf einen kuriosen Treffer. Die evangelikale Gruppierung «God bless Switzerland» lädt auf ihrer Seite zum Gebet und verweist unter anderem auf ihren Einsatz auf dem Platzspitz. Dort habe sich in den frühen 1990er-Jahren Wunderliches ereignet: «Durch Gottes Gnade hat sich die offene Drogenszene jedoch verabschiedet.»¹ Illustriert ist die Seite durch eine aus zwei Aufnahmen zusammengesetzte Fotografie. Links zeigt sie Süchtige bei trübem Wetter in einer Schwarz-Weiss-Aufnahme. Rechts ist der menschenleere Park Jahre später, bei strahlendem Sonnenschein und in Farbe zu sehen. Hintergrund beider Aufnahmen bildet das architektonische Herzstück des Parks, der sogenannte Pavillon, in dem in früheren Zeiten Konzerte stattfanden. Die formale Präsentation lässt gar keine andere Interpretation zu: Die linke Seite zeigt das «Schlechte» – und die rechte das «Gute».

Die Schwarz-Weiss-Fotografie stammt von Gertrud Vogler (1936–2018). Die Zürcher Fotografin hatte das Bild erstmals in einer ihrer Publikationen abgedruckt.² Seit diesem Zeitpunkt wurde es wieder und wieder verwendet. Es vereint verschiedene Aspekte in sich, die seine Verbreitung befördert haben: Die Aufnahme ist dank dem abgebildeten Pavillon sofort situierbar, sie zeigt (allerdings in vergleichsweise moderater Form) Menschen im Elend, die sich in einer eigenümlich friedlichen Stimmung vor dem Pavillon gruppieren. Hektik und Gewalt – also das, was man gemeinhin mit dem Platzspitz assoziiert – sind nicht erkennbar.

Fotografieren in den Problemzonen der Schweiz

Die Fotografie ist eine von rund 250 000 Aufnahmen, die Gertrud Vogler zwischen 1976 und 2003 gemacht hat. Ihr Lebenswerk besteht ausschliesslich aus Kleinbildnegativen, die sie thematisch geordnet und in Schachteln abgelegt hat. Das nötige Handwerk brachte sich Gertrud Vogler ab Mitte der 1970er-Jahre

selbst bei. Auslöser waren unter anderem der Ärger über die fehlende Bildproduktion in ihrem eigenen politischen Umfeld, der Frauenbewegung, und der Besuch einer Ausstellung der genossenschaftlich organisierten Zürcher Produzentengalerie (Produga) über deutsche Arbeiterfotografie.³ Nach einigen Jahren als freischaffende Fotografin stiess Vogler im Herbst 1981 zur neu gegründeten «Wochenzeitung», deren Bildredaktorin sie bis zur Pensionierung 2003 blieb. 2013 wurde ihr Lebenswerk ins Schweizerische Sozialarchiv transferiert, wo es aktuell digitalisiert und erschlossen wird.⁴

Thematisch bietet es eine Fülle von Einstiegsmöglichkeiten in über ein Vierteljahrhundert urban geprägter Sozialgeschichte. Schwerpunkte von Voglers Interessen waren die verschiedenen gesellschaftlichen Gruppierungen, die sie in ihren Konflikten, ihren emanzipatorischen Bestrebungen und ihrem Alltag fotografisch dokumentierte: Die Jugend begleitete sie seit den unruhigen 1980er-Jahren. In mehreren Schweizer Städten entstanden in dieser Zeit autonome Jugendzentren – mit unterschiedlichen Lebensdauern. Weil Voglers Lebens- und Arbeitsmittelpunkt in Zürich war, sind die Vorkommnisse in dieser Stadt besonders gut dokumentiert: Der kulturelle Aufbruch mit dem Kampf um die Rote Fabrik als Veranstaltungsort, das Aufblühen der Musik- und Konzertszene oder die permanenten, auf der Strasse ausgetragenen Konflikte mit der Polizei. Ebenfalls ein Jugendphänomen war (und ist) der Kampf um bezahlbaren Wohnraum, der sich immer wieder in Hausbesetzungen manifestierte. Besonders intensiv setzte sich die Fotografin mit dem Leben in der Wohlroth auseinander, einem über mehrere Jahre bestehenden Grossexperiment: In den Räumen der stillgelegten Fabrik wohnten bis zu hundert Personen und etablierten dort einen vielfältigen kulturellen und kleingewerblichen Kosmos. Die Frauenbewegung ist im Werk von Gertrud Vogler unter anderem mit den Auseinandersetzungen um autonome Frauenzentren oder dem politischen Kampf für ein liberaleres Abtreibungsrecht vertreten. Eine Rolle spielte auch die körperliche Selbstermächtigung in Form von Selbstverteidigungskursen. Besonders enge persönliche Bande pflegte die Fotografin mit den Jenischen in der Schweiz. Über mehrere Jahre fotografierte sie das Unterwegssein, die Standplätze oder gesellschaftliche Anlässe wie die Feckerchilbi. In den 1980er-Jahren kam es zu Verschärfungen im Ausländerrecht und einer zunehmenden kritischen und ablehnenden Haltung der Bevölkerung gegenüber Asylbewerberinnen und Asylbewerbern. Im Rahmen unzähliger Reportagen dokumentierte Vogler die teils prekären Verhältnisse in den Unterkünften, die Situation in den Ausschaffungsgefängnissen und das zivilgesellschaftliche Engagement gegen die gesetzlichen Verschärfungen. Sie begleitete Gruppen aus asylpolitischen Brennpunkten jener Zeit (Sri Lanka, ehemaliges Jugoslawien, Kurden und Kurdinnen) bei ihren Bemühungen, in der Schweiz zumindest zeitweise ein menschenwürdiges Leben zu führen.

Ein besonderes Augenmerk richtete Gertrud Vogler auf die Zurichtung des öffentlichen Raums. Die Beschränkung der Bewegungsfreiheit, die protzig-abweisenden architektonischen Strömungen und die Vergitterung der Stadt wurden für sie zum Ausdruck einer zunehmenden Isolation und Separierung von Lebenswelten. Mehrere Reisen führten sie nach Paris, wo es sie immer wieder nach La Défense zog: «Ich bin ein ums andere Mal wiedergekommen, fasziniert, dominiert, abgewiesen. Ich bleibe draussen vor der Geldmaschinerie und beschränke mich auf die sinnlichen Erfahrungen und Eindrücke.»⁵ Wo auch immer sie sich aufhielt: Oft nahm sie die Werbung ins Visier, die von Plakatwänden unausweichlich den Blick auf sich zog. Sie entdeckte in der Konsumpropaganda zynische Kommentare zur Sucht- oder Armutproblematik. Aus der Diskrepanz zwischen schönfärberischer und auf kommerzielle Höchstleistung getrimmter Warenwelt und ihrer Weltsicht entstand eine Abneigung gegen die Werbung, die dazu führte, dass ihre Fotos niemals für kommerzielle Zwecke gebraucht werden dürfen – die einzige Auflage, die sie dem Schweizerischen Sozialarchiv bezüglich weiterer Verwendung ihrer Fotos gemacht hat.

Neben diesen Hauptthemen, die sie über Jahre oder Jahrzehnte verfolgte, sind im Rahmen beruflicher Aufträge Zehntausende weiterer Fotografien entstanden. Sie fotografierte ein Frauenschwinget, dokumentierte eine Hundecoiffeuse, nahm an einem evangelikalen Massenevent im Hallenstadion teil. Weil sie ihre Kamera aber sowieso immer bei sich hatte, entstand fast nebenbei ein umfassendes sozialdokumentarisches Werk. «Die Frage, was ich denn fotografiere, bringt mich jedes Mal in Schwierigkeiten. Alles, was mich interessiert. Für mich ist die Fotografie ein wichtiges Mittel der Dokumentierung. Dokumentierung von Dingen, Anlässen, die normalerweise nicht genügend Interesse finden oder die nicht sensationell genug sind oder die politisch zu kompromittierend und störend sind. Abgesehen von der Tatsache des Dokumentierens, ist die Fotografie auch ein gutes Mittel, um Probleme, Widersprüche und Konfrontationen visuell zu formulieren.»⁶

Der Platzspitz aus Vogler-Perspektive

Die Fotos vom Platzspitz zeigen die Charakteristik von Gertrud Voglers Arbeitsweise und den Mehrwert, welcher daraus für die Wahrnehmung und die Interpretation der Ereignisse resultiert. Seit den späten 1960er-Jahren wurde in grösseren Schweizer Städten im öffentlichen Raum mit harten Drogen gehandelt und wurden diese auch konsumiert. In Zürich etablierten sich erste Treffpunkte an der sogenannten Riviera am Limmatufer beim Bellevue und später am Hirschenplatz in der Altstadt. Diese Szenen waren allerdings überschaubar

und wurden durch die Ordnungskräfte wieder aufgelöst. Die Repressionspolitik hatte sich durch die Revision des Betäubungsmittelgesetzes 1975 verstärkt. Nicht nur der Konsum harter Drogen war strafbar, sondern bereits der Besitz von Spritzen. Die Odyssee der BetäubungsmittelkonsumentInnen endete schliesslich nach verschiedenen Stationen in der Stadt auf dem Platzspitz, einem Park in unmittelbarer Nähe des Hauptbahnhofs beim Schweizerischen Landesmuseum.⁷ Der Park entlang der Sihl war damals trotz ruhmvoller Vergangenheit (mit einem Höhepunkt als Veranstaltungsort der Landesausstellung 1883) in einer schwierigen Phase und wurde von der breiten Bevölkerung kaum mehr als Begegnungs- und Erholungsort genutzt. In den 1960er- und 1970er-Jahren war der Park zuerst Treffpunkt für Homosexuelle, danach für AlkoholikerInnen.⁸ Diese Nutzungen wurden toleriert, weil eine alternative Nutzung durch eine unklare Situation der Verkehrsplanung (Bahnhofausbau und Expresstrasse) und die Planung des Ausbaus des Landesmuseums blockiert waren. Als ab 1985 die sogenannte «offene Drogenszene» Einzug hielt, fehlte ein Konsens, ob und wie dagegen vorgegangen werden sollte. In diesem Handlungsvakuum etablierte sich eine rasch wachsende Szene. Der Platzspitz wurde für Hunderte Süchtiger der ganzen Schweiz zum Umschlagplatz und Konsumort harter Drogen, für einige gar zum Wohnort – der Park war bis zu einer Intervention des Bezirksstatthalters Ende 1991 rund um die Uhr geöffnet. Mit der Zunahme der Zahl der KonsumentInnen und den rauen Sitten einer illegalen Geschäftigkeit ging eine für alle sichtbare Verwahrlosung einher.

Fotos dieser bemerkenswerten Situation verbreiteten sich in den Medien rasant. Erstmals spielte sich in aller Öffentlichkeit ab, was sonst im Verborgenen vor sich ging. Schreckensbilder von Süchtigen, die in vernarbten und vereiterten Körperstellen nach Einstichstellen suchten, und unfassbare Anhäufungen von Unrat und Abfällen wurden rasch allgemein bekannt. Die sinnlichen Eindrücke von allen, die freiwillig oder unfreiwillig mit den Auswirkungen konfrontiert wurden, bestärkten den Eindruck eines Pandämoniums «hinter den sieben Gleisen»: Der Gestank von menschlichen Ausscheidungen, ausgezehnte Figuren, die durch die Gassen hetzten, das blaue Licht, das bald die Hinterhöfe, Hausgänge und öffentlichen Toiletten der näheren Umgebung dominierte und die Süchtigen daran hindern sollte, die Vene zu finden. Die Grenzen des Zeigbaren verschoben sich rasch. Das Elend anderer Menschen zu fotografieren, war zu verlockend, zumal die Fotografierten sich kaum wehrten. Die Motivvarianz blieb in den Mainstreammedien erstaunlich gering. Die immer gleichen Schreckensbilder prägten aber gerade deshalb die öffentliche Wahrnehmung. Kaum mehr jemand wagte sich aufs Gelände, der dort nicht hinmusste. Der Platzspitz war voller vorher nie gesehener Schreckensbilder, die faszinierend genug waren, um in den Printmedien und in der Fernsehberichterstattung permanent visuell wie-

dergekäut zu werden. Viele dieser Bilder entstanden mit dem Teleobjektiv aus sicherer Distanz mit einem Zoo- oder Safariblick, weil der Park selbst für BerufsfotografInnen zum Unort geworden war.

Auch Gertrud Vogler begleitete die Platzspitzzeit intensiv mit ihrer Kamera. Es entstanden fast 10 000 Fotos, von denen sie nur einen verschwindend kleinen Anteil im Rahmen von Reportagen anfertigte und in der «Wochenzeitung» publizierte. Durch ihre Arbeit entstanden auch persönliche Beziehungen mit den Menschen, die sich auf dem Platzspitz aufhielten. Ihre Fotos sollten Probleme, Konfrontationen und Widersprüche dokumentieren und in erster Linie den Alltag der Menschen auf dem Platzspitz festhalten. Ihre häufige Präsenz auf dem Gelände wurde toleriert und sogar geschätzt. Die Süchtigen realisierten, dass Voglers empathischer Blick niemandem schadete. Ordnungskräften und der Polizei gegenüber hatte sie allerdings Legimitationsprobleme, vor allem, weil diese sich keinen Reim auf ihre Funktion machen konnten. Auf die Frage, ob sie die Betreuerin, Vertreterin, Bezugsperson oder Sozialarbeiterin eines Süchtigen sei, antwortete sie: «Ich kümmere mich gar nicht, wir arbeiten zusammen.»⁹

Natürlich blenden auch Voglers Bilder das Elend, die Wunden und den Dreck nicht aus. Ihre Bilder unterscheiden sich aber vom Mainstream in vielen Aspekten. Vor allem begleitete sie die Süchtigen über einen längeren Zeitraum. Momentaufnahmen generierten so Verlaufsgeschichten. Voglers Bilder dokumentierten auch scheinbare Randphänomene wie die sogenannten Filterlifixer. In der Platzhierarchie weit unten angesiedelt, organisierten diese behelfsmässigen Tische, auf denen sie Ascorbinsäure, Tupfer, Wasser und Feuerzeug anboten – also die Utensilien für einen Schuss. Im Gegenzug erhielten sie die Zigarettenfilter, durch die das unreine Heroin in die Spritze aufgezogen wurde. In der Regel reichte es, ein paar dieser Filter auszukochen, um sich selbst die nächste Spritze zu setzen.

Der Alltag im Park spielt in Voglers Aufnahmen eine wichtige Rolle. Er begann mit dem Ritual der allmorgendlichen Reinigung des Pavillons. Um wenigstens einen Aspekt der öffentlichen Ordnung aufrechtzuerhalten, reinigten diesen MitarbeiterInnen des städtischen Gartenbauamtes – natürlich nicht ohne vorher die dort Übernachtenden verscheucht zu haben. Viele von Voglers Filmen sind mit Vornamen beschriftet und zeigen die Fotografierten beim Schminken oder beim Essen und Trinken auf dem Platzspitz. Wichtig für eine minimale Aufrechterhaltung zwischenmenschlicher Beziehungen und Praktiken waren die verschiedenen zivilgesellschaftlichen Gruppierungen, die auf dem Platzspitz oder an anderen Brennpunkten der Suchtproblematik ihr Angebot aufbauten. Gertrud Vogler fotografierte regelmässig Situationen am Kiosk beim Parkeingang, der neben dem üblichen Angebot auch als Treffpunkt und Informationsdrehscheibe diente. Anfang 1989 gelang es dem Immunologen Peter Grob, mit behördlichem Segen

in der ehemaligen Toilettenanlage einen ärztlichen Notfalldienst einzurichten. In diesem sogenannten ZIPP-Häuschen («Zürcher Interventionspilotprojekt gegen Aids für Drogengefährdete und Drogenabhängige») fotografierte Vogler Reanimationseinsätze, den regen Spritzentausch und medizinische Beratungsgespräche. Zur gleichen Zeit entstand die «Arbeitsgemeinschaft Platzspitz», die ab 1989 mit Helferinnen und Helfern präsent war. Der Verein vermittelte bei polizeilicher Repression und setzte sich für eine Entkriminalisierung der DrogenkonsumentInnen ein. Ausserhalb des Areals dokumentierte die Fotografin den Lila-Bus im Quartier Seefeld, eine Anlaufstelle für Frauen, die sich prostituierten, um ihren Drogenkonsum zu finanzieren.

Gertrud Voglers Präsenz an all diesen Orten ist beeindruckend. Das Bildmaterial eröffnet in der Gesamtsicht ein wesentlich vielschichtigeres Bild der Realität auf dem Platzspitz als das von den Medien verbreitete. Möglich wurden die Aufnahmen dank des Engagements und der Empathie der Fotografin für die Fotografierten. Gertrud Vogler arbeitete – auf dem Platzspitz und anderswo – nicht für «kurzlebige Storys, sie tauchte in Milieus ein, wahrte und pflegte Kontakte weit über ihre Arbeit hinaus».¹⁰ Mit ihrer Art zu fotografieren setzte sie den Anspruch und die Arbeitsweise der ArbeiterfotografInnen der Zwischenkriegszeit um. Ziele der politisch engagierten oder sozialdokumentarischen Fotografie waren neben dem Festhalten von Ereignissen und Zuständen, die sonst nirgends einen visuellen Niederschlag fanden, auch immer die Veränderung der Welt durch das Bild. Gertrud Vogler steht in dieser Tradition, weil ihr Engagement weit über die Erfüllung von Reportageaufträgen hinausging.

Zur Situation der sozialdokumentarischen Fotografie in der Schweiz

Bilder haben die Macht, Haltungen und politische Diskussionen zu beeinflussen. Damit sie allerdings ihre generative Kraft entfalten können, müssen sie verbreitet und rezipiert werden. Grundlegend dafür ist ihre Erhaltung. Dass die Schweiz ihr visuelles Erbe pflegen muss, ist grundsätzlich unbestritten. Mit der «Fotostiftung Schweiz» existiert ein nationales Kompetenzzentrum für die Fotografie. «Memoriav», der Verein zur Erhaltung des audiovisuellen Kulturguts der Schweiz, unterstützt Erhaltungsprojekte im Bereich der Fotografie, wenn sie von nationaler Bedeutung sind. Der Fokus von «Memoriav» liegt allerdings nach wie vor auf der «herausragenden Fotografie», sei es bezüglich künstlerischer, formaler oder fotohistorischer Bedeutung. Die dokumentarische Fotografie liegt in der Regel ausserhalb dieses Kriterienkatalogs. Ihre Erscheinungsformen sind mannigfaltig und reichen vom Genre der Berufs- und Reportagefotografie über die Werke passionierter Amateure und Amateurinnen und Wanderfotografen sowie

Sammlungen Privater bis hin zu Beständen ganzer Fotoagenturen. Ob sie der Nachwelt erhalten bleiben oder nicht, hängt stark von Zufälligkeiten ab.¹¹ So wurden zum Beispiel die Unfallbilder des Polizisten und Fotografen Arnold Odermatt oder die Halbstarkefotos von Karlheinz Weinberger plötzlich «entdeckt» und konnten ihr Publikum in Ausstellungen, Publikationen und Galerien finden. Agenturbestände sind wegen der riesigen Mengen auf den Goodwill von Gedächtnisinstitutionen angewiesen. So konnte das analoge Archiv der «Ringier Dokumentation Bild» im Staatsarchiv Aargau Unterschlupf finden. Den Bestand der Westschweizer Agentur Actualités suisses Lausanne übernahm das Schweizerische Landesmuseum.¹²

Es zeichnet sich ab, dass die dokumentarische Fotografie bis in die 1960er-Jahre hinein mittlerweile ein gewisses Standing hat – solange sie mit «grossen» Namen verbunden ist. Eine Vielzahl von Monografien, thematischen Zugriffen und Überblicksdarstellungen ist dazu erschienen. Interessanterweise gibt es in vielen Fällen eine jahrzehntelange Latenzzeit zwischen Werkgenese und «Wiederentdeckung». Schwieriger präsentiert sich die Situation für Fotografinnen und Fotografen der Generation von Gertrud Vogler, deren aktive Zeit erst weit in der zweiten Hälfte des 20. Jahrhunderts begann. Diese letzte, analog fotografierende Generation droht momentan zwischen Stuhl und Bank zu fallen. Um in den Kreis der «herausragenden» Fotografie aufgenommen zu werden, fehlen ihr in der Regel die künstlerischen Weihen. Zudem waren sie meist derart produktiv, dass Archive vor einer Übernahme zurückschrecken, zumal in der Schweiz keine Institution den expliziten Auftrag hat, die Überlieferung der dokumentarischen Fotografie zu sichern. Es droht die Gefahr, dass die visuelle Überlieferungsbildung gefährdet ist, wenn keine Mittel zur Verfügung gestellt werden, Werke wie jenes von Gertrud Vogler zu sichern. Möglich war die Übernahme und Bearbeitung durch das Schweizerische Sozialarchiv nur dank Drittmitteln von Stiftungen. Dass der Entscheid richtig war, zeigt sich nicht zuletzt an der Nachfrage. Die digitalisierten Fotos sind online recherchierbar und erfreuen sich grosser Beliebtheit. Gertrud Voglers Bestand ist aktuell der am meisten nachgefragte im Schweizerischen Sozialarchiv. Neben Vogler gibt es aber eine ganze Reihe von Fotografinnen und Fotografen, die seit den 1970er-Jahren zu ähnlichen Themen gearbeitet haben und deren Werkerhaltung alles andere als sicher ist.¹³ Wenn ihre Fotos nicht wenigstens zum Teil erhalten bleiben, werden den nachfolgenden Generationen Bilder fehlen, die die Schweiz mit ihren Widersprüchen, Problemzonen und in ihren Emanzipationsbestrebungen der zweiten Hälfte des 20. Jahrhunderts zeigen.

Anmerkungen

- 1 www.godblessswitzerland.ch/deutsch-1/platzspitz (29. 11. 2019).
- 2 Gertrud Vogler, Chris Bänziger, *Nur sauber gekämmt sind wir frei. Drogen und Politik in Zürich*, Zürich 1990. Die Ironie dieser Geschichte: Das Negativ ausgerechnet dieses Fotos ist nicht mehr auffindbar. Es wird durch so viele Hände gegangen sein, dass es irgendwo zwischen Verlag, Druckerei und Archiv verloren gegangen ist.
- 3 Gespräch des Autors mit Gertrud Vogler, 7. 2. 2017.
- 4 Der Bestand ist online verfügbar und wird laufend ergänzt, www.bild-video-ton.ch/bestand/signatur/F_5107 (29. 11. 2019).
- 5 *La Défense – «Métro, boulot, dodo»*. Fotografien von Gertrud Vogler, mit Textbeiträgen über Architektur und Politik von Ernst Seidl, Berlin 2013, 20.
- 6 Ebd., 19.
- 7 Über den Platzspitz und die Betäubungsmittelproblematik gibt es mittlerweile eine Fülle von Publikationen, eine gute Übersicht bietet beispielsweise Peter J. Grob, *Zürcher «Needle-Park». Ein Stück Drogengeschichte und -politik 1968–2008*, Zürich 2009.
- 8 Grün Stadt Zürich (Hg.), *Platzspitz, Insel im Strom der Zeit*, Zürich 2016, 81–83.
- 9 Vogler, Bänziger (wie Anm. 2), 67.
- 10 Fredi Bosshard, «Eine Ästhetik des Widerstands», *Die Wochenzeitung*, 8. 2. 2018.
- 11 Siehe zum Beispiel Raymond Naef, Christian Koller (Hg.), *Chronist der sozialen Schweiz. Fotografien von Ernst Koehli 1933–1953*, Zürich 2019, 9. Die Geschichte, wie der Bestand gerettet wurde, ist haarsträubend, aber leider nicht ungewöhnlich.
- 12 Damit sind nur zwei der grössten Bestände genannt. Für eine Übersicht siehe Netzwerk Pressebildarchive (Hg.), *Schweizer Pressefotografie – Einblick in die Archive*, Zürich 2016, 227 f.
- 13 Zu nennen sind (ohne jeden Anspruch auf Vollständigkeit) Claude Giger, Raniero Fratini, Klaus Rózsa, Olivia Heussler, Koni Nordmann oder Margareta Sommer.



Abb. 1: Ein Arzt untersucht einen Patienten in den beengten Verhältnissen des ZIPP-Häuschens. Hier leisteten Ärzte und Medizinstudierende während Jahren freiwillige Einsätze. Aufnahme vom 29. 4. 1989. (SozArch, F 5107-Na-18-086-010)



Abb. 2: Das Rondell als zentraler Ort am Platzspitz wurde im Rahmen polizeilicher Massnahmen unzählige Male geräumt und gereinigt. Aufnahme vom 16. 6. 1990. (SozArch, F 5107-Na-15-129-014)



Abb. 3: Gertrud Vogler war auch nachts am Platzspitz unterwegs. Sie kannte viele der Betroffenen und unterhielt über Jahre bestehende Freundschaften. Aufnahme vom 29. 1. 1989. (SozArch, F 5107-Na-16-028-029)



Abb. 4: Filterlitsch mit übersichtlicher Auslegeordnung. Die Filterlifixer stellten das Injektionszubehör zur Verfügung und profitierten im Gegenzug von den Heroinrestbeständen in den Zigarettenfiltern anderer Süchtiger. Aufnahme vom November 1990. (SozArch, F 5107 Na-15-120-015)



Abb. 5: Die Kochgruppe war während Jahren wichtiger Teil des zivilgesellschaftlichen Engagements auf dem Platzspitz und an anderen Brennpunkten der Drogenszene. Freiwillige versorgten die Süchtigen mit einer warmen Mahlzeit. Aufnahme vom 3. 5. 1990. (SozArch, F 5107-Na-15-124-008)



Abb. 6: In der Notschlafstelle an der Zollstrasse im Zürcher Kreis 5 unterhält sich der Arzt André Seidenberg mit einer Patientin. Aufnahme vom 30. 6. 1987. (SozArch, F 5107-Na-15-036-026)



Abb. 7: Der Lila-Bus diente als Rückzugsangebot für Frauen, die sich prostituierten, um ihre Drogensucht zu finanzieren. Warnhinweis auf dem Telefon: «Aufpassen beim Namennennen und keine Deals übers Telefon». Aufnahme vom Dezember 1991. (SozArch, F 5107-Na-15-006-027)



Abb. 8: Die Arge Platzspitz demonstriert vor dem Zürcher Rathaus gegen die Drogenpolitik und ihre Exponentin, Stadträtin Emilie Lieberherr. Aufnahme vom Februar 1992. (SozArch, F 5107-Na-17-170-004)



Abb. 9: Der ZAGJP-Kiosk an der Walchebrücke gleich beim Eingang zum Platzspitz sorgte für ein Stück Normalität. Er versorgte die Kundschaft mit Dingen des alltäglichen Gebrauchs, diente aber auch als Informationszentrum über Krankheiten und Gefahren und als gassennaher Treffpunkt. Aufnahme vom 30. 8. 1989. (SozArch, F 5107-Na-17-116-007)

Auf der Suche nach der leeren Zeit

Im Gespräch mit Lucian Hölscher

Jon Mathieu

Der Taxichauffeur verfährt sich drei Mal. Es gibt eine Baustelle mit Strassen-sperren in der Gegend, und das Navigationsgerät hat nicht seinen besten Tag. Gleichwohl stehe ich pünktlich vor Lucian Hölschers Haus in einem freundlichen Aussenquartier von Bochum. Zum Glück, denn ich möchte mit ihm über die Zeit sprechen, vor allem über die «leere Zeit». Hölscher hat ein Plädoyer für die leere Zeit geschrieben, das wissenschaftliche und ethisch-politische Gesichtspunkte miteinander verbindet.¹ Er ist emeritierter Professor für Neuere Geschichte und Theorie der Geschichte an der Universität Bochum. Zu seinen Forschungsschwerpunkten gehört die Theorie historischer Zeiten. Begonnen hat er mit einer Dissertation und Habilitation bei Reinhart Koselleck, dem berühmten Promotor der Zeitdiskussion. Was nicht heisst, dass er jede seiner Ideen teilt.

Zeit ist für alle von eminenter Bedeutung und für HistorikerInnen ganz besonders. Die meisten nehmen an, dass es sich bei ihr um einen Zentralbegriff – wenn nicht *den* Zentralbegriff – der Geschichtswissenschaft handelt. Ohne Zeit weder Wandel noch Kontinuität. Trotzdem haben wir Mühe, in allgemeiner Weise darüber zu reden. In der praktischen historischen Arbeit treffen wir dauernd Zeiteutscheide, doch kaum sollen wir unsere Methoden offenlegen und diskutieren, ringen wir um Worte. Nach einer Phase mit zahlreichen theoretischen Anleihen bei Nachbardisziplinen hat sich jetzt die genuin historische Zeitdiskussion intensiviert. Dossiers zum Thema findet man in den letzten Jahren zum Beispiel in den Zeitschriften *History and Theory* (2014), *Past and Present* (2019) und hier in der *Traverse* (2016).²

Die Dossiers tragen Titel wie «Multiple Temporalities» oder «Beschleunigung und plurale Temporalitäten». Koselleck ist auch in dieser jüngsten Diskussionsrunde omnipräsent, etwa zur Hälfte unter positiven und negativen Vorzeichen. Was aber auffällt: Es geht fast immer um Zeit im Plural. Ein eben erschienener Sammelband über *Rethinking Historical Time* hält das schon im Klappentext fest. Während zweier Jahrhunderte, heisst es da, sei das dominante westliche Zeitregime von einer linearen, progressiven und homogenen Vorstellung geprägt

gewesen. Seit kurzem sei es dagegen von «multiple and percolating temporalities» geprägt.³

Dieser Schwarm von Temporalitäten kann sowohl anregen wie verwirren. Ein zweckmässiges Mittel zur Strukturierung der Reflexion ist die Setzung eines Begriffspaares. Lucian Hölscher spricht von leerer Zeit und gefüllter Zeit, in der englischen Version von *empty time* und *embodied time*. Was er damit meint, hat er kürzlich in programmatischen Aufsätzen dargelegt.⁴ Im persönlichen Gespräch möchte ich noch mehr über die Hintergründe und Folgerungen in Erfahrung bringen. Erste Frage: Wie kommt man auf die Idee einer leeren Zeit?

Zwei historische Zeitkonzeptionen

Lucian Hölscher lehnt sich im Korbstuhl zurück und erklärt: «Meine Beobachtungen gründen zunächst phänomenologisch im 18. Jahrhundert, also in der Sattelzeit, die auch in zeitgeschichtlicher Hinsicht bedeutungsvoll ist. Damals gibt es zwei Richtungen der Zeitdiskussion. Die erste kann man mit dem Kalender verbinden, der religiös und regional gebunden ist und in dieser Periode zu einem globalen Kalender erweitert wird. Das bedingt eine gewisse Abstraktion oder Entleerung, weil die ganze Fixierung auf die christliche Heilsgeschichte herausfällt. Nur Christi Geburt bleibt übrig. Man nimmt sie als Zeitschwelle und rechnet nach hinten und nach vorn. Das ist der allgemeine Weltkalender.»

Auf der anderen Seite, führt mein Gesprächspartner aus, gebe es das, was er gefüllte oder auch verkörperte Zeit nenne. Das sei eine innere Zeit, die man in unterschiedlichen Bereichen ausmesse. Sie könne die Lebenszeit eines Menschen betreffen, aber auch ein Jahrhundert oder eine Epoche wie die Renaissance und den Humanismus umfassen. Dinge hätten ihre Zeit, ihr eigenes Mass. Wir könnten im 18. Jahrhundert beobachten, wie die Geschichte mit solchen Zeitlebewesen bevölkert werde, etwa mit Einheiten wie Nation, Volk, Staat, später Klasse, mit Ideen wie Freiheit oder eben mit explizit zeitbezogenen Begriffen wie Jahrhundert oder Epoche.

Die Diskussion gehe somit in zwei Richtungen. Theoretisch werde dies am schärfsten fokussiert in der Debatte der 1710er-Jahre zwischen Isaac Newton und Gottfried Wilhelm Leibniz: «Die Partei von Newton plädiert für einen leeren, abstrakten Begriff von Zeit, wie er ihn in seinen *Principia mathematica* von 1687 festgehalten hat. Leibniz hält dagegen an einem Zeitbegriff fest, der an bestimmte Gegenstände gebunden ist. Für ihn sind Raum und Zeit relational. Raum ist die Ordnung des Gleichzeitigen, Zeit die Ordnung des Aufeinanderfolgenden. Solche raumzeitlichen Lebenseinheiten nennt er Monaden.»

Die Debatte lässt sich im 18. Jahrhundert weiterverfolgen. Andere Autoren grei-

fen die beiden Positionen auf und modifizieren sie. Merkwürdigerweise geben die meisten HistorikerInnen später die zweipolige Sicht mehr und mehr auf und gehen zu den gefüllten Zeiten über. Das Konzept der leeren Zeit wird vernachlässigt, obwohl es in der Aufklärung eine Emanzipation gebracht hatte. Es eröffnete eine Vorstellung von Weltgeschichte und allgemeiner historischer Wirklichkeit. «Heute wird die ‹leere Zeit› nur noch schematisch verwendet. Natürlich muss alles datiert werden, doch es verbindet sich damit keine Aussage mehr über die Geschichte. Ich glaube, das ist ein Defizit, dem wir uns stellen müssen.»

Was das heisst, möchte ich später noch erfragen. Zunächst interessiere ich mich für die Herkunft des Konzepts. Gab es bestimmte Vorbilder für die Unterscheidung von leerer und gefüllter Zeit? «Nachträglich kam mir in den Sinn, dass ich bei Kracauer Ähnliches gelesen hatte. Der Aufsatz war mir nicht mehr präsent, doch etwas bleibt oft hängen. Als es mir wieder einfiel, war ich dankbar dafür. Ich will also nicht sagen, dass dies von mir eine vollkommen neue Unterscheidung ist. Sie ist mit unterschiedlicher Bezeichnung auch schon von anderen getroffen worden.»

Tatsächlich benutzt Siegfried Kracauer in seinem Aufsatz über das *Rätsel der Zeit* von 1963 mehrere Ausdrücke zur Charakterisierung der beiden Perspektiven. Auf der einen Seite spricht er von «linearer oder chronologischer Zeit» und von «Kalenderzeit», die ein «leeres Gefäss» bilde. Diese Konzeption sei unter dem Einfluss der entstehenden Naturwissenschaften dominant geworden. Auf der anderen Seite verwendet Kracauer den Begriff einer «geformten Zeit», den er bei einem Kunsthistoriker entlehnt. Dort dient er dazu, die lineare Abfolge von Stilformen infrage zu stellen. Stilformen würden sich mehr nach ihrer Stellung in einer speziellen Sequenz richten als nach einer allgemeinen, in Epochen gegliederten Chronologie. Kracauer hält diese «Antinomie im Innersten der Zeit» für unauflösbar. Dementsprechend lässt er beide Konzeptionen gelten.⁵

Wie leer ist die leere Zeit?

Hölschers Begriffspaar steht in der Zeitdebatte also nicht allein. Im anglo-amerikanischen Bereich beginnt sich auch die Unterscheidung zwischen *time* und *temporality* einzubürgern. Vanessa Ogle fasst es so: «‹Time› is understood here as the time measured by clocks, calendars and natural timekeepers such as the sun and the moon. ‹Temporality› is taken to describe how past, present and future relate to one another, for instance through repetition and cyclical temporalities or ruptured and discontinuous temporalities, and through experiences and expectations.» Zeit und Temporalität seien verbunden. So könne das Interesse an Zeitmessung Ausdruck oder Indikator eines neuen Temporalitätsgefühls sein. Die

beiden liessen sich aber auch separat behandeln, da sie oft anhand verschiedener Quellen studiert werden müssten. Viele historische Arbeiten würden die beiden Begriffe und ihre Beziehungen allerdings zu unpräzise fassen.⁶

Ogle hat 2015 ein lesenswertes Buch über die Anstrengungen zur weltweiten Standardisierung von Uhrzeit und Kalenderzeit in der Moderne publiziert (*The Global Transformation of Time 1870–1950*, Cambridge, MA). Angetrieben durch neue raumüberwindende Technologien wie Eisenbahn und Telegrafie und vor dem Hintergrund des westlichen Imperialismus kam es zu mehreren Entwürfen einer neuen globalen Zeitordnung. Bekannt ist die Internationale Meridian-Konferenz in Washington D. C. 1884, welche die Sternwarte Greenwich in London als Nullmeridian für den ganzen Planeten festlegte. Damit sollte die Stundenzählung vereinheitlicht werden. Weniger bekannt ist eine angestrebte Kalenderreform, die den christlichen Kalender des 19. Jahrhunderts weiter vereinfacht und säkularisiert hätte – ein Projekt, das besonders im Umfeld des Völkerbunds während der Zwischenkriegszeit vorangetrieben wurde und später scheiterte.⁷

Die Problematik der Zeitmessung umfasst in diesem Ansatz, den man wohl den *science and technology studies* zuordnen könnte, auch die Kulturtechnik und das Zeitwissen, also die soziale Vermittlung und Implementierung der Chronologie. «Time» ist in diesem Sinn mehr als nur technisch gemessene Zeit. Wie aber steht Lucian Hölscher mit der leeren Zeit zu einer solchen Konzeption? Allgemein lässt sich wohl sagen, dass er in koselleckscher Tradition auch auf theoretische Diskussionen eingeht, auf Philosophie und Theologie, bis hin zu normativen Setzungen.

«Ich begreife die Leere nicht als Zustand, sondern als Bewegung. Es ist eben entleerte Zeit, ein Abstraktionsprozess. Es werden Dinge herausgenommen, um die Zeit zu öffnen. Mir ist vorgehalten worden, eine absolut leere Zeit gebe es nicht. Das wird schon bei Newton und Leibniz thematisiert. Sie diskutieren über das Konzept des Vakuums. Leibniz sagt, Vakuum existiert nicht. Newton sagt, es existiert – mit der Pointe: das Einzige, was es auch im Vakuum gibt, ist der Geist Gottes. Über die Verbindung von Zeit und Gott sind sich die Kontrahenten einig, wenn auch in unterschiedlicher Form.»

Zudem habe sein Ansatz einen Bezug zum Leben, sagt Hölscher. Dies betreffe nicht nur die gefüllte, sondern auch die leere Zeit. «Bei Newton ist die Mathematik nur ein Instrument, es geht aber um die Existenz Gottes, und das heisst für mich: des Lebens. Es sind nicht anonyme Kräfte, es sind Lebenskräfte. Schliesslich eröffnet der Begriff der leeren Zeit einen Möglichkeitshorizont für die gefüllten Zeiten. Es geht um die Art der Verbindung verschiedener Welten und Wirklichkeiten. Das spielt in der Debatte des 18. Jahrhunderts eine grosse Rolle, fällt aber in der späteren Philosophie heraus.»

Hölscher illustriert die Öffnung der Zeit im 18. Jahrhundert anhand des Göttinger Universalhistorikers Johann Christoph Gatterer. Dieser veröffentlicht 1777 einen *Abriss der Chronologie*. Parallel zur räumlichen Vermessung der Erde kommt es zur zeitlichen Vermessung. Gatterer erweitert die Chronologien, die sich in Europa seit dem 16. Jahrhundert als wissenschaftliche Gattung etabliert haben. Was in der Geografie die Längen- und Breitengrade, sollen in der Geschichte die Jahre und Jahrhunderte leisten. Sie stellen ein Raster bereit, mit dem jedes Ereignis auf dem Globus zu allen Zeiten exakt datiert werden kann. Gatterers Abriss bringt zuerst die «Allgemeine Zeitkunde, oder chronologische Grundlehre» mit viel Astronomie und Darlegung des christlichen Kalenders. Der zweite Teil bietet die «Besondere Zeitkunde, oder Zeitrechnung einzelner berühmter Völker», in dem kulturelle Zeitordnungen bis hin zu denen der «Hindostaner» und «Chineser» mit der europäischen verglichen und erschlossen werden.⁸

Die Globalisierung der Zeit erfolgt auch bei Gatterer aus westlicher Perspektive. Bedarf sie heute einer postkolonialen Kritik? «Wir kommen nicht um die Kritik herum, weil wir nicht nur das koloniale Machtgefälle gehabt haben, sondern auch die selbstreflexive Antwort darauf, die Selbstzweifel. Diese haben ihren Ursprung wiederum stark in westlichen Ländern. Es ist ja nicht so, wie man denken würde, eine Philosophie der Unterdrückten oder nur von wenigen, sondern auch eine gewissermassen interne Debatte. Kurzum, es ist ein Element im konfliktiven Prozess der Globalisierung von Zeitrechnungen, die meines Erachtens weitergehen wird. Sie entspricht unserem Verkehr miteinander.»

Die Ergebnisse dieses Prozesses können gemäss Hölscher vielfältig sein. «Das ursprüngliche Aufklärungsideal, dass wir alle eine gemeinsame Menschheitszeit haben, ist nicht die wahrscheinlichste Möglichkeit. Ich glaube, dass sich die entstandenen Mischkulturen weiter verändern. Elemente der westlichen leeren Zeit können auf unterschiedliche Weise mit nichtwestlichen Zeitrechnungen zu neuen Kulturen verschmelzen. Es läuft eher auf eine Hybridisierung heraus als auf allgemeine Egalität. Wobei an sektorale Eigenheiten zu denken ist. Im Börsenhandel gibt es so etwas wie eine Globalzeit, die in anderen Bereichen überhaupt nicht gilt. Heterogenität ist wahrscheinlicher als Homogenität.»

Warum braucht es die leere Zeit?

Dass wir nicht ohne leere Zeit auskommen, steht für Hölscher fest. Er führt dafür auch wissenschaftlich-methodische Gründe an, die man in der Diskussion kaum findet. Erst vor einem solchen begrifflichen Hintergrund könne nämlich die Wahrheit vom Mythos getrennt werden.

«Ich mache einen Unterschied zwischen fiktiv und fiktional. Fiktiv steht im Gegensatz zu real, während man alles als fiktional oder gemacht betrachten kann. Fiktional ist eine Kategorie, die sich sowohl auf fiktive wie reale Gegebenheiten beziehen lässt. Diese Unterscheidung scheint mir wichtig, weil die Geschichtswissenschaft einen immanenten Zug zur Einheit der Wirklichkeit besitzt. Sie hat eine Vorstellung von dieser Einheit und muss nun mit den vielen Wirklichkeiten, die wir empirisch feststellen, irgendwie zurechtkommen. Dafür brauchen wir Indikatoren für das Reale gegenüber dem Fiktiven, und dazu ist wiederum die chronologische Identifizierung von Ereignissen zentral. Lässt sich ein Ereignis in Raum und Zeit festmachen, so wird es eher zur historischen Wirklichkeit gehören. Sonst eher zum Bereich des Fiktiven.»

Anders als die Literaturwissenschaft müsse die Geschichtswissenschaft einheitliche Befunde herstellen, hält Hölscher fest. Das sei eine ethische Verpflichtung. Ob es den Holocaust gegeben habe oder nicht, könne man nicht beantworten mit der Feststellung, die einen meinten ja, die anderen nein. «Wir sind angehalten, die Wahrheit zu ermitteln und festzuhalten. Gegenüber dem Konstruktivismus habe ich immer eine Art von realistischer Position vertreten. Natürlich ist alles konstruiert, aber im Bereich der Geschichte brauchen wir eine Methodologie und Theorie, die so etwas wie die Einheit der Wirklichkeit zu denken wenigstens möglich macht. Die leere Zeit ist ein Mittel dazu.»

Unter politischen Gesichtspunkten müsse man die Ambivalenz des Umgangs mit Zeit in Rechnung stellen, sagt Hölscher. Der Umgang könne eine emanzipative wie eine unterdrückende oder gar vergewaltigende Dimension haben. Zeitfragen seien immer auch Machtfragen. «Bekannt ist das Thema der Arbeitszeit im 19. Jahrhundert. Sie bringt mit der Arbeitsteilung eine unglaubliche Produktivitätssteigerung, andererseits aber die Freisetzung der Arbeitnehmer. Deren Eigenleben beschränkt sich nur noch auf einen Rest von reproduktiver Zeit. Das Aufgehen in grösseren Zeitordnungen ist mit Gefahren verbunden. Das muss von Fall zu Fall ausgehandelt werden. Es gibt da keine generelle Lösung. Wir brauchen flexible Regelungen, die beides im Auge behalten: die Teilhabe an einer allgemeinen Zeit wie auch gewisse Reservatsrechte einer Eigenzeit.»

An dieser Stelle kommt mir der Boom des Plurals in der aktuellen Forschung in den Sinn. Wenden sich die vielen Temporalitäten mit ihren identitären Zuschreibungen nicht gegen die leere Zeit, von der sie eigentlich definitorisch abhängen?

«Ja, es gibt eine merkwürdige Verachtung der ethischen Qualität von leerer Zeit, die ich für bedenklich halte, vor allem wenn sie unreflektiert daherkommt. In einem Teil dieser Literatur zu Temporalitäten werden Kästchen gebaut, in denen Menschen in einer Periode angeblich leben, obwohl sich ihr Leben vielfältiger ausnimmt. Und die Autoren vergessen, dass die leere Zeit auch Möglichkeits-

räume für Zeitautonomie und Befreiung von Gruppenzwängen eröffnet. Die Partizipation an einer Weltzeit ist ein wichtiges Menschenrecht, und dies zu sagen keine Trivialität. Die jüngste Globalisierung hat Situationen hervorgebracht, in denen Menschen nicht nur in Räumen isoliert und gefangen, sondern auch von der allgemeinen Zeit abgeschnitten wurden.»

Die Deutsche Bahn gibt sich Mühe

Auf dem Rückweg gehen mir die verschiedenen Gesichtspunkte immer wieder durch den Kopf. Hölschers wissenschaftliche und politische Argumente finde ich überzeugend, und die bewusste Setzung eines Begriffspaars gibt der Forschungsdebatte Kontur. Aber muss es genau die leere und gefüllte Zeit sein? Könnte man nicht weniger metaphorische Ausdrücke verwenden und es bei *time* und *temporality* bewenden lassen? Was würde dies für den zu Recht angestrebten Einbezug von theoretisch-philosophischen Dimensionen bedeuten?

Der Weg selber bringt dann kaum Navigationsprobleme und Verzögerungen. Am nächsten Tag geht es mit der Karte in der Hand vom Hotel über die Königsallee zum Hauptbahnhof. Sogar die Deutsche Bahn ist mir gnädig gestimmt. Der Zug kommt überraschend früh. Nur in Köln habe ich meine Bedenken, zehn Minuten Überzeit. Doch in Mannheim erreichen wir den Anschluss (der andere Zug trifft zum Glück verspätet ein). Ich stelle mir vor, dass es für das Bahnpersonal anstrengend sein muss, immer und überall die westlich-globale *clock time* einzuhalten. Doch die Japaner schaffen es auch – mit geradezu gespenstischer Pünktlichkeit.

Das Gespräch fand am 5. Juli 2019 im Haus von Lucian Hölscher in Bochum statt. Seine Website an der Ruhr-Universität Bochum gibt Auskunft über seine intensive Publikationstätigkeit: <https://ceres.rub.de/de/personen/lucian-holscher>. Im Juli 2019 arbeitete er vor allem an einem Werk über die Verwendung der Zeit in ausgewählten Geschichtswerken des 18. bis 21. Jahrhunderts. Das Verhältnis von leerer und gefüllter Zeit wird in einem systematischen Anfangskapitel behandelt.

Anmerkungen

- 1 Lucian Hölscher, «Von leeren und gefüllten Zeiten. Zum Wandel historischer Zeitkonzepte seit dem 18. Jahrhundert», *Geschichte und Gesellschaft*, Sonderheft 25 (2015), 37–70; Lucian Hölscher, «Time Gardens. Historical Concepts in Modern Historiography», *History and Theory* 53/4 (2015), 577–591 (kurze Version). – Für nützliche Feedbacks zu diesem Essay danke ich Urs Hafner, Jakob Messerli und Simon Teuscher.
- 2 «Forum: Multiple Temporalities», *History and Theory* 53/4 (2014), 498–591; «Viewpoints:

- Temporalities» *Past and Present* 243/1 (2019), 247–327; «Schwerpunkt: Zeiterfahrung. Beschleunigung und plurale Temporalitäten», *Traverse* 23/3 (2016), 7–103.
- 3 Marek Tamm und Laurent Olivier (Hg.), *Rethinking Historical Time. New Approaches to Presentism*, London 2019.
 - 4 Wie Anm. 1.
 - 5 Siegfried Kracauer, «Ahasver oder das Rätsel der Zeit», in ders., *Geschichte. Vor den letzten Dingen* (Gesammelte Werke, Bd. 4), Frankfurt am Main 2009, 154–180 (eine erste Fassung erschien in der Festschrift Theodor W. Adorno 1963).
 - 6 Vanessa Ogle, «Time, Temporality and the History of Capitalism», *Past and Present* 243 (2019), 312–327, hier 314 f.
 - 7 Vanessa Ogle, *The Global Transformation of Time 1870–1950*, Cambridge, MA 2015.
 - 8 Hölscher, Von leeren und gefüllten Zeiten (wie Anm. 1), 44; Johann Christoph Gatterer, *Abriss der Chronologie*, Göttingen 1777.

L'adoption du franc comme monnaie nationale (1850)

Jan Chiarelli

L'article 36 de la Constitution fédérale de 1848 consacre le transfert de la régale monétaire à l'État central. Alors que la nécessité de cette centralisation ne suscite pas de véritable opposition de la part des promoteurs de l'État fédéral, l'organisation du nouveau système monétaire déclenche par contre une véritable lutte à l'échelle nationale. Afin de bien comprendre les enjeux économiques portant sur le débat monétaire, il est nécessaire de dissocier deux dimensions de la réforme qui faciliteront l'analyse.

La première dimension est l'adoption d'une monnaie unique à l'échelle nationale qui remplace la multitude de pièces cantonales en circulation. Cette mesure vise en premier lieu à diminuer les entraves aux échanges intérieurs par la suppression des nombreuses pertes de change résultant de la diversité des monnaies. Elle intéresse principalement les petits producteurs et les artisans suisses qui cherchent à fluidifier l'écoulement de leurs produits sur les marchés de proximité. Dans cette perspective, l'adoption d'une monnaie unique contribuerait à la formation d'un marché national unifié, à côté de l'édification d'un cordon douanier aux frontières et de l'uniformisation du service postal. Toutefois, l'unification monétaire à l'échelle fédérale comporte également deux enjeux fondamentaux des relations économiques extérieures. C'est que l'importance croissante des échanges internationaux nécessite une uniformisation progressive des conditions d'échange entre les pays commerçants. Parmi celles-ci, la question monétaire acquiert un rôle central en permettant de resserrer les liens entre partenaires économiques. Pour le commerce d'exportation, l'adoption d'une monnaie unique serait notamment l'occasion de se rapprocher des principaux ports du continent, intermédiaires du commerce international helvétique. Une partie des milieux bancaires helvétiques cherche en outre à intensifier ses relations d'affaires avec les principaux centres financiers européens. L'unification monétaire représente également un critère d'attractivité qui contribue à la réputation du pays hors de ses frontières. Elle permettrait d'améliorer l'image de l'économie helvétique à l'échelle internationale pour les milieux cherchant à attirer une clientèle étrangère. Cet objectif nécessite de fournir des gages de sécurité qui

passent, entre autres, par l'organisation d'un système cohérent et compréhensible. Les acteurs touristiques, par exemple, veulent pouvoir disposer d'une monnaie unifiée qui ne représente ni un obstacle pour la venue des voyageurs, ni une entrave à leur déplacement à l'intérieur du pays. Une partie des acteurs bancaires cherche quant à elle à favoriser les placements et la gestion de fortune des clients étrangers en Suisse.

La seconde dimension de la réforme monétaire est le choix du pied qui constituera la base de la nouvelle monnaie. Les échecs répétés de créer une monnaie helvétique dans le cadre du Pacte fédéral de 1815 renforcent, dès les années 1830, la volonté d'adopter le système monétaire d'un partenaire économique étranger. D'une part, le système décimal français présente une grande stabilité et une organisation très simple, alors que le franc connaît une large diffusion en Europe et s'est imposé comme monnaie internationale. Les cantons de Suisse occidentale, soutenus par les négociants et les banquiers orientés vers la France ou les États d'Italie utilisant une monnaie équivalente au franc, se prononcent en faveur du système français. D'autre part, le florin des États du sud de l'Allemagne, adopté dans la partie sud du *Zollverein* en 1837, connaît une expansion croissante dans l'est de l'Europe. Certains cantons de Suisse orientale, ainsi que les négociants et les banquiers entretenant des relations d'affaires avec les États allemands et l'Empire d'Autriche, défendent énergiquement le florin comme nouvelle unité monétaire helvétique. La question du pied monétaire est en revanche secondaire pour les artisans et les producteurs actifs sur le marché intérieur, ainsi que pour les milieux touristiques, qui recherchent avant tout l'utilisation d'une monnaie unique, quelle que soit sa base.

La réforme monétaire représente ainsi un enjeu fondamental de la création de l'État moderne en 1848. L'adoption d'une monnaie unique et le transfert de la régale monétaire à l'État central, signes de souveraineté par excellence, témoignent en effet de l'indépendance du pays. Mettant un terme à près d'un demi-siècle de discussions infructueuses, le choix du franc suisse en 1850 est un élément déterminant pour comprendre le développement économique ultérieur de la Suisse, ainsi que le positionnement du pays dans le concert des nations européennes. Or, malgré cette importance, peu d'études historiques contemporaines dépassent le cadre purement descriptif et la plupart perpétue le cadre interprétatif élaboré à la fin du XIX^e siècle. Pourtant, les questions monétaires préoccupent de nombreuses disciplines – numismatique, droit, économie, histoire, etc. – et la production est abondante, mais au-delà de cette diversité, peu d'études approfondissent l'analyse de la réforme monétaire fédérale de 1849–1850 et en dégagent les principaux enjeux. Le paysage de l'histoire monétaire du premier XIX^e siècle se caractérise en conséquence par une forte carence historiographique.

L'objectif de cette contribution est de proposer une synthèse historiographique et un état de la recherche dans le cadre d'une thèse de doctorat en cours portant sur l'adoption du franc suisse comme monnaie nationale en 1850. Elle n'intégrera toutefois pas, pour des raisons de place, les travaux numismatiques, ainsi que les ouvrages d'histoire monétaire cantonale. Malgré leur apport – ils permettent de bien saisir les enjeux cantonaux du transfert de la régale monétaire à l'État central¹ – ces travaux négligent le plus souvent le contexte économique et ne visent d'ailleurs qu'à éclairer la souveraineté monétaire cantonale d'avant 1848 en n'abordant l'unification monétaire de 1850 qu'en marge de leur propos.

La deuxième partie de cette contribution dressera les principales caractéristiques de cette production historiographique qui, tout en ayant favorisé une meilleure connaissance de l'histoire de l'adoption du franc en Suisse, ne s'est pas affranchie du cadre explicatif hérité du XIX^e siècle. Le schéma théorique des «mondes de production» développé par les deux économistes français Robert Salais et Michael Storper² et appliqué à l'étude de la politique douanière suisse par Cédric Humair³ sera l'occasion de penser la réforme monétaire sous un angle nouveau en intégrant à l'analyse les enjeux nationaux et internationaux de la création du franc suisse.

La perspective fédérale: la primauté des économistes

Les études générales sur l'histoire du franc suisse proviennent pour la plupart de thèses d'économie qui ont en grande partie contribué à façonner notre perception de l'adoption du franc en Suisse. Le cadre interprétatif élaboré à la fin du XIX^e siècle a largement été repris depuis sans être véritablement remis en question. Il se structure autour de deux thèses majeures. La première thèse postule que la centralisation des monnaies est l'unique remède au désordre monétaire – *Münzchaos* ou *Münzwirrwarr* – qui prévaut jusqu'en 1848 et qu'elle est en conséquence fortement désirée par les cantons. La seconde thèse postule que les débats sur le choix du pied monétaire correspondraient à une division géographique qui opposerait la Suisse orientale à la Suisse occidentale, représentés comme deux blocs homogènes ayant des intérêts économiques et monétaires distincts et inconciliables.

La première étude d'ampleur sur l'histoire monétaire helvétique du XIX^e siècle provient de Jakob Schüepp (1846–1929), enseignant et numismate thurgovien.⁴ Il recherche dans l'histoire monétaire suisse les causes du dysfonctionnement de l'Union monétaire latine, union fondée en 1865 qui crée une vaste zone de libre circulation des monnaies équivalentes au franc entre la France, la Belgique, l'Italie, la Grèce et la Suisse. Schüepp défend la thèse que les débats monétaires

ne doivent pas être analysés comme une rivalité entre conservateurs et libéraux, mais plutôt comme une opposition entre l'est et l'ouest de la Suisse, incarnés respectivement par le banquier zurichois Leonhard Pestalozzi (1786–1864) et par le banquier bâlois Johann Jakob Speiser (1813–1856). L'importance décisive du facteur géographique comporte cependant de nombreuses limites et interdit les nuances. Par exemple, ce modèle ne permet pas d'expliquer la présence du *Bundesbarone*, proche collaborateur d'Alfred Escher (1819–1882),⁵ et commerçant en draps schaffhousois Johann Friedrich Peyer Im Hof (1817–1900) à la tête de la commission en faveur du franc du Conseil national, pourtant originaire d'un canton favorable à l'adoption du florin. Malgré ces limites, cette grille de lecture s'est imposée par la suite parmi l'ensemble des chercheurs comme facteur explicatif déterminant dans la compréhension des rapports de force entre partisans du franc et défenseurs du florin.

Une décennie plus tard, l'économiste allemand Kurt Blaum (1884–1970) recherche dans sa thèse en économie politique réalisée à l'Université de Strasbourg les origines de cette opposition dans le premier travail critique d'histoire monétaire suisse qui prenne en compte le contexte économique et réponde à des normes scientifiques strictes.⁶ Fortement influencé par son directeur de thèse Georg Friedrich Knapp (1842–1926), auteur de la très importante *Staatliche Theorie des Geldes* (1905) qui fournit un nouveau cadre conceptuel à l'analyse des phénomènes monétaires en systématisant l'approche juridique, Blaum distingue les enjeux liés à la centralisation de ceux associés à l'adoption d'un pied monétaire, ce qui lui permet de dresser deux constats principaux. Tout d'abord, les débats sur l'unification qui débutent en 1848 sont le résultat d'un long processus de discussions, conférences et autres projets avortés, qui remonte au début du XIX^e siècle. À cet égard, la période de la Régénération (1830/1831–1848) est déterminante: «*Die politische Opposition gegen eine Zentralisation des Münzwesens war aber im Laufe der Regenerationszeit verschwunden. Das ist der Haupterfolg dieser Periode.*»⁷ Le contexte politique troublé et la crise économique des années 1840 en empêche cependant toute concrétisation. Ensuite, la fracture géographique sur le choix du pied monétaire trouverait sa structure définitive à la fin des années 1830: l'est et le nord du pays en faveur du florin, l'ouest et le sud en faveur du franc. Finalement, Blaum défend que l'adoption du franc crée une dépendance complète envers son puissant voisin de l'ouest et réduit la Suisse à une «*Geldprovinz seines Nachbarstaates Frankreich*».⁸ Cette conclusion ne peut faire l'économie du contexte économique du début du XX^e siècle qui accuse un fort rapprochement entre la Suisse et la France à la suite de la signature du traité de commerce de 1906.⁹ Les propos de Blaum résonnent ainsi comme une mise en garde aux milieux économiques allemands sur la dépendance monétaire complète de la Suisse envers sa voisine de l'ouest.

Un demi-siècle plus tard, l'économiste bâlois Erich Weisskopf (1920–1984) pérennise les conclusions de Blaum et les élève au rang d'évidences.¹⁰ Dans sa thèse de doctorat en économie politique, dirigée par Eduard Kellenberger (1889–1976), sous-directeur du Département fédéral des finances et professeur extraordinaire d'économie politique à l'Université de Berne, Weisskopf réduit l'opposition est-ouest à une simple confrontation entre les deux banquiers bâlois (Speiser) et zurichoïses (Pestalozzi), chacun partisan d'un système monétaire différent. Le choix du franc comme monnaie nationale débouche quant à lui sur une perte complète d'indépendance monétaire suisse: «*Dass die Schweiz damit zu einer Geldprovinz Frankreichs degradiert wurde, dem es sich regelrecht in die Arme warf, ist augenscheinlich.*»¹¹ L'argumentaire du petit État dépendant soumis aux volontés des grandes puissances vise ici à atténuer la situation particulièrement délicate dans laquelle se trouve la Suisse au sortir de la Seconde Guerre mondiale. Il permet en outre d'entretenir la vision d'un pays au poids économique limité, assujéti à la force de ses voisins.¹²

En 1936, la thèse de doctorat en économie politique du banquier et commerçant saint-gallois William Schlesinger (1903–1971), dirigée par Eugen Grossmann (1879–1963), expert influent en politique financière et fiscale et professeur de statistique et de sciences financières à l'Université de Zurich, permet de nuancer le cadre interprétatif élaboré par Schüepp et approfondi par Blaum.¹³ À la différence de ce dernier, dont les thèses sont fortement influencées par les tensions franco-allemandes du début du XX^e siècle, Schlesinger s'inscrit dans le contexte de la plus importante crise monétaire de l'histoire du pays. Son travail cherche à dépasser la vision d'une bipartition antagoniste du pays pour saisir les acteurs qui ont œuvré lors de la réforme monétaire fédérale de 1849–1850. L'analyse de réseau lui permet de mettre en évidence le rapport de force qui se joue à l'échelle fédérale. Alors que tous les soutiens des partisans du florin se situent en Suisse orientale, les défenseurs du franc ne sont quant à eux pas cantonnés en Suisse occidentale, mais possèdent de nombreux relais jusqu'en Suisse orientale. L'économiste saint-gallois conclut finalement que, malgré les arguments et les efforts des cantons orientaux pour adopter le florin, le poids des rapports économiques avec la France a été déterminant dans le choix du franc. Soutenue en février 1936, la thèse de Schlesinger contribue à fournir un ciment idéologique pour la défense du franc suisse face aux exigences croissantes de dévaluation, en liant le destin monétaire helvétique à celui de la France. D'ailleurs, après la décision de dévaluer le franc en septembre 1936, Schlesinger quitte définitivement la Suisse pour s'établir comme rabbin en Amérique du Sud, tandis que son directeur de thèse démissionne de son poste de président de la Commission fédérale d'observation de la conjoncture qu'il occupait depuis 1934.

Au début des années 1950, le juriste bâlois Paul Meier aborde la structure de la circulation des monnaies helvétiques durant la première moitié du XIX^e siècle.¹⁴ Sa thèse de doctorat, dirigée par Eduard Kellenberger, également directeur de la thèse de Weisskopf, étudie toutes les composantes du mécanisme monétaire et met en perspective le poids des forces monétaires cantonales antagonistes en présence agissant lors de la réforme. Il remet en cause la thèse d'un chaos monétaire qui régnait avant 1848 et montre que cette situation répondait aux intérêts cantonaux dans le cadre de l'exercice de leur souveraineté. Dans cette perspective, la frappe massive de pièces de faible valeur et la pratique de cours abusifs pratiquées par certains cantons représentaient des sources de revenus substantielles qui expliquent certaines oppositions au transfert de la régale monétaire à l'État fédéral. Le travail de Meier, qui met en évidence qu'un système monétaire dérégulé fonctionne sans besoin d'intervention, fournit une légitimité juridique au début des années 1950 aux autorités helvétiques qui refusent de signer les accords de Bretton Woods qui projettent, notamment, une surveillance accrue des politiques monétaires nationales.

Enfin, le premier siècle d'existence du franc suisse ne donne lieu qu'à une seule publication officielle, due à la plume de Franz Xaver Weissenrieder (1894–1964), vétérinaire cantonal et numismate réputé saint-gallois.¹⁵ Le lecteur y trouvera un lexique technique bienvenu, ainsi qu'une bibliographie abondante. En 2012, l'économiste zurichois Ernst Baltensperger (1942–) fournit une synthèse actualisée de l'ouvrage de Weissenrieder, sans nouvel élément d'analyse.¹⁶

Les contributions des historiens: études thématiques et ouvrages généraux

L'entrée en scène des historiens de métier sur la scène de l'analyse de la réforme monétaire coïncide avec le renouvellement historiographique du début du XX^e siècle. Dépassant la simple énumération descriptive, les historiens cherchent à saisir la complexité des phénomènes examinés dans des études thématiques sur la courte durée. Après quelques analyses stimulantes, ils délaissent pourtant complètement ce champ de recherche pour ne le réinvestir qu'à la toute fin du XX^e siècle, à l'occasion du 150^e anniversaire de la fondation de l'État fédéral. Dorénavant liés à la recherche universitaire, ils diversifient les approches et intègrent de nouvelles perspectives d'exploration à leurs travaux.

En 1901, le statisticien et secrétaire de la Chambre de commerce de Bâle Traugott Geering (1859–1932) propose de lire l'adoption du franc du point de vue bâlois.¹⁷ Ce travail fournit un élément novateur de réflexion: le financement de la réforme par les banques privées bâloises en lien avec le choix du banquier

bâlois Johann Jakob Speiser comme expert monétaire. Dès 1849, ce dernier appelle à une réforme rapide des monnaies. Un mois plus tard, le premier emprunt de guerre fédéral, destiné à couvrir les frais d'occupation de la frontière après la révolution badoise de 1848, est l'occasion d'un rapprochement entre Speiser et le chef du Département fédéral des finances Josef Munzinger (1791–1855). Geering émet alors l'hypothèse que ce premier contact a favorisé le choix du Bâlois comme expert fédéral unique en 1849, alors que l'autorité monétaire helvétique de l'époque est le banquier zurichois Leonhard Pestalozzi. Quelques années plus tard, l'historien et statisticien bâlois Fritz Mangold (1871–1944) produit une biographie conséquente de Speiser en se basant notamment sur sa correspondance personnelle.¹⁸ Figure centrale du capitalisme bâlois – fondateur et directeur de la *Bank in Basel* (1845) et du *Centralbahn* (1853) – Speiser peut compter sur un vaste réseau de partisans parmi les milieux économiques helvétiques. L'analyse de réseau permet ainsi à Mangold de dépasser le cadre interprétatif d'une partition du pays en deux blocs antagonistes et de nuancer l'unité de l'opposition suisse orientale. En effet, les nombreux efforts des défenseurs du franc durant les débats aux Chambres fédérales (1849/50) permettent d'obtenir des voix jusque dans le rang saint-gallois, tandis qu'une bonne partie des banquiers zurichois s'oppose au florin défendu par Leonhard Pestalozzi. Les travaux des deux Bâlois sont les seuls à adopter le point de vue d'une partie de la Suisse occidentale sur la réforme et contribuent à nuancer la valeur explicative du facteur géographique. Toutefois, ils souffrent de leur caractère hagiographique, qui vise, en premier lieu, à revaloriser le rôle central joué par les acteurs bâlois dans la fondation de l'État fédéral en 1848.

À la suite de ces deux études, les historiens se retirent complètement du champ de l'histoire monétaire du XIX^e siècle, si ce n'est pour proposer quelques rares études qui ne fournissent d'ailleurs aucun éclairage nouveau sur l'adoption du franc.¹⁹ En revanche, le XX^e siècle est fécond en ouvrages d'histoire générale. L'analyse de la réforme fédérale dans le cadre de la fondation de l'État fédéral en 1848 est révélatrice de la place de l'histoire monétaire en Suisse. Ce thème n'est en effet le plus souvent que mentionné à côté des autres domaines centralisés en 1848, sans jamais être réellement abordé sur plus de deux pages lorsqu'il n'est tout simplement pas complètement absent et se retrouve finalement constamment en marge de l'histoire générale. Deux exceptions sont tout de même à relever.

La première provient de l'ouvrage de Hans Schneider (1865–1942), enseignant d'histoire à l'École commerciale de Zurich.²⁰ Dans son ouvrage, qui constitue la suite des cinq volumes d'histoire suisse de Johannes Dierauer (1842–1920), Schneider défend la thèse que le choix d'un système monétaire est avant tout lié aux habitudes cantonales. Selon lui, l'insécurité qui résulte d'un changement dans les manières de compter est le moteur principal de la défense du florin en Suisse

orientale, tandis que les relations économiques sont secondaires. Cette thèse est surprenante, d'autant plus qu'elle ne repose sur aucun argument solide qui permette de justifier ce propos. De plus, Schneider estime que le débat monétaire, qui influence largement la question ferroviaire qui se discute au même moment, doit être lu comme une opposition entre l'est industriel et l'ouest agricole. Cette piste n'est toutefois pas développée et contribue à entretenir la vision d'une partition du pays en deux blocs homogènes aux intérêts inconciliables. Or, l'analyse du profil biographique des conseillers nationaux prenant part aux débats monétaire et ferroviaire permet de remarquer que les partisans de la construction des chemins de fer par le privé correspondent, à quelques exceptions près, aux défenseurs du florin, tandis que les promoteurs du franc sont favorables à des chemins de fer publics.²¹ La superposition et la convergence des intérêts monétaires et ferroviaires cantonaux au niveau national témoigneraient donc peut-être que certains cantons de Suisse orientale s'estiment défavorisés par les projets du nouvel État fédéral; toutefois, les prises de position dans ces deux débats répondent, *a priori*, à des enjeux économiques distincts.

La seconde exception provient de l'ouvrage de Cédric Humair (1964–) qui propose de relier la position et les intérêts des acteurs intervenant dans le débat monétaire selon leur appartenance à différents «mondes de production» aux intérêts économiques divergents.²² Le cadre de l'ouvrage ne permet cependant pas d'approfondir cette analyse. Le lecteur y trouvera toutefois une présentation synthétique des enjeux entourant l'adoption d'une monnaie unique, ainsi que les caractéristiques des différents systèmes monétaires.

En 1998, le débat qui s'ouvre parmi les historiens lors du 150^e anniversaire de l'État fédéral est l'occasion d'un renouvellement historiographique. Cette discussion a amorcé un phénomène de décloisonnement de l'analyse de la réforme monétaire fédérale pour l'inscrire dans la perspective plus large du rôle de l'État dans le développement économique. Dorénavant, l'histoire de la création du franc suisse tend à intégrer les dimensions politique et économique de la question, contribuant ainsi à la sortir de son strict champ monétaire qui a dominé l'historiographie depuis les premières études. Toutefois, si ce débat a certes engendré de nombreuses publications – principalement sur la question douanière – l'adoption du franc n'a donné lieu qu'à une seule étude.²³

Les deux historiens zurichoïses Patrick Halbeisen (1962–) et Margrit Müller (1942–) rompent avec l'historiographie traditionnelle et défendent la thèse que les cantons s'étaient désintéressés de la question de l'unification qui ne représentait plus un thème particulièrement important durant la décennie précédant la fondation de l'État fédéral. Ce désintérêt repose, selon eux, sur deux critères principaux d'amélioration de la circulation monétaire. Le premier est la réforme allemande de 1837 qui comble en partie la pénurie de monnaies courantes dans

les cantons orientaux et permet un approvisionnement en pièces de bonne qualité. La présence massive de monnaie de faible valeur sur l'ensemble du territoire helvétique contribue en outre à alimenter les transactions monétaires. Le second critère est le développement de l'utilisation des billets de banque, permis par l'émergence de banques d'émission dans les principales villes suisses, qui fournissent un moyen de paiement complémentaire qui pourvoit à l'insuffisance de pièces de monnaie. Ainsi, «*aufgrund all dieser Entwicklungen wird das merkwürdige Desinteresse der Kantone an der Münzreform im Rahmen der neuen Bundesverfassung verständlich.*»²⁴ Cette thèse élude toutefois que l'objectif central de l'unification monétaire est précisément de réussir à surmonter les antagonismes cantonaux qui empêchent toute solution fédérale. Or, l'incapacité des cantons à s'entendre sur l'adoption d'un système unifié depuis le début du XIX^e siècle – et particulièrement durant les années 1830 – incite la Diète à laisser «*der Gegenstand der Einführung eines neuen Münzfusses demnach aus dem Abschied und den Traktanden*» en 1840.²⁵ Plus qu'un désintérêt, il s'agit donc bien d'une conciliation qui paraît impossible aux acteurs de l'époque selon les intérêts de leur «monde de production». De plus, les deux historiens zurichois ne tiennent pas compte du fait que les pressions à l'unification proviennent en grande partie des banquiers et des négociants et non pas uniquement des cantons. Ils concluent cependant avec raison que l'objectif principal dans le choix du pied monétaire est avant tout d'adopter un système qui sécurise l'approvisionnement en monnaies et qui gêne le moins les relations commerciales avec l'étranger, tout en permettant d'intégrer l'industrie suisse à l'économie mondiale.

Caractéristiques historiographiques et perspectives de recherche

Ce rapide parcours historiographique de la réforme fédérale de 1849–1850 qui a vu naître le franc suisse témoignerait à lui seul de l'évolution de la recherche. Nous aimerions cependant en souligner les principales caractéristiques; quelques perspectives de recherche concluront ensuite ce travail.

Tout d'abord, il faut remarquer la très forte influence du contexte international sur la production historiographique suisse. Les événements étrangers agissent en effet comme autant de moteurs à l'écriture de l'histoire de la réforme monétaire qui est mise au service d'une meilleure compréhension de la situation contemporaine. Cette dynamique doit, en conséquence, inciter à une forme de prudence réflexive dans l'analyse des travaux dont les thèses sont fortement orientées. Ainsi, la première publication fait-elle suite à la conférence monétaire de 1892 qui visait, sans résultats, à régulariser le change entre les pays à monnaie d'or et ceux à monnaie d'argent.²⁶ Au début du XX^e siècle, Geering et Mangold cherchent à

revaloriser l'importance économique de Bâle, qui perd alors de son prestige.²⁷ Quelques années plus tard, l'étude de Kurt Blaum s'inscrit dans le contexte des rivalités franco-allemandes.²⁸ Elle souligne que la dépendance helvétique monétaire envers la France est complète dès 1850 et que le rapprochement entre les deux pays se renforce au détriment de l'Allemagne. Durant les années 1930, la crise monétaire agit comme un stimulus pour montrer que le destin monétaire suisse est lié à celui de la France.²⁹ Enfin, le refus des autorités helvétiques de contrôler le mouvement des capitaux dans le cadre des accords de Bretton Woods est l'occasion pour Meier de mettre en évidence que l'exemple helvétique de la première moitié du XIX^e siècle témoigne du bon fonctionnement de la circulation monétaire dérégulée.³⁰

Ensuite, la diversité des approches disciplinaires – historique, économique, juridique, etc. – se révèle être, en dernière analyse, à double tranchant. En effet, cette variété favorise un compartimentage de l'histoire monétaire helvétique: si la pluralité des points de vue permet certes de fournir des éclairages distincts sur différentes thématiques, ces études se superposent toutefois les unes aux autres, le plus souvent déconnectées des autres disciplines et ne font que complexifier les tentatives de synthèse. Si la souveraineté monétaire, cantonale jusqu'en 1848, contribue à compliquer la tâche des chercheurs, il n'en reste pas moins que la qualité des travaux de William Schlesinger et de Paul Meier témoigne que les synthèses portant sur la première moitié du XIX^e siècle sont une source de savoirs aussi rare que nécessaire.³¹

Enfin, la prédominance des économistes dans la construction de l'histoire de la création du franc suisse et une absence marquée des historiens est à noter. Tandis que les premiers sont présents durant toute la première moitié du XX^e siècle et fournissent nombre d'études de qualité, les seconds n'interviennent dans le champ monétaire que de manière épisodique. Le faible recours à des sources de première main a comme conséquence l'entretien et la persistance d'un cadre interprétatif qui interdit toute perspective critique et qu'il est nécessaire de renouveler. Témoin de cette nécessité, l'absence complète d'histoire monétaire dans le seul ouvrage d'histoire économique de la Suisse sur la longue durée qui est pourtant postérieur à la grande majorité des études présentées ici. Jean-François Bergier écrivait ainsi en 1984: «Je ne retiens pas l'histoire monétaire de la Suisse; jusqu'en 1848, elle n'est qu'un labyrinthe, celui de tous les ateliers monétaires seigneuriaux, urbains, puis cantonaux. Après 1848, l'histoire encore jeune du franc suisse reste à faire.»³² Constat peut-être un peu incisif, mais révélateur du retard historiographique sur le sujet.

Ce bilan appelle à un décloisonnement de l'écriture de la réforme monétaire fédérale, qui gagnerait en pertinence en prenant en compte les dimensions économique, politique et sociale qui ont influencé le choix du franc comme monnaie

nationale. Le cadre interprétatif dominant qui établit la primauté du facteur géographique comme clef d'explication décisive ne suffit effectivement plus. Afin de mieux saisir les raisons qui ont poussé les promoteurs de l'État fédéral à s'aligner sur la France plutôt que sur les États du sud de l'Allemagne, il est nécessaire d'intégrer au moins deux nouvelles perspectives à l'analyse.

La perspective internationale permettrait de mieux comprendre les intérêts divergents des différentes élites économiques helvétiques. Reliées à cinq «mondes de production», dont les activités économiques et les spécificités déterminent des besoins différents,³³ ces élites ont également des attentes hétérogènes selon l'orientation de leurs affaires sur les marchés étrangers. La diversité des débouchés extérieurs ainsi que les routes commerciales empruntées entraînent en effet des exigences variées en matière d'intervention des collectivités publiques dans les questions monétaires.

La perspective atlantique qui se construit face au protectionnisme européen du début du XIX^e siècle pousse les négociants helvétiques à s'intégrer très rapidement à l'économie mondiale. En 1845, presque deux tiers des exportations helvétiques partent en direction des marchés d'outre-mer et particulièrement des deux Amériques.³⁴ Or, la structure du commerce international connaît de profonds bouleversements durant cette période, notamment après la construction des chemins de fer en Europe et l'arrivée du télégraphe. L'amélioration des conditions de transport et de communication entraîne un retour progressif du commerce extérieur suisse sur le continent et une restructuration des activités de négoce européennes. D'une part, les ports du nord de l'Europe (Amsterdam, Le Havre) tendent à concentrer l'ensemble du commerce avec les Amériques et les Indes. D'autre part, Marseille concurrence directement le port autrichien de Trieste pour le commerce avec l'Orient. Cette restructuration a notamment pour conséquence de délaisser progressivement les ports traditionnels du commerce international du sud de l'Europe (Bordeaux, Gênes et Livourne).³⁵

Ce déplacement du centre de gravité du commerce international européen a-t-il influencé la décision d'adopter le franc en Suisse en 1850? Très certainement. D'autant plus que Paris s'impose alors comme le centre du financement de ce commerce et comme un réservoir de capitaux incontournable en Europe. L'unification monétaire helvétique sur la base du système français permettrait ainsi aux banquiers et aux négociants suisses de se rapprocher du marché des capitaux de la capitale française et d'intensifier leurs relations commerciales avec le puissant voisin. Or, les négociants helvétiques, dont les activités s'étendent en direction de l'est et du nord-est de l'Europe, opposent aux partisans du franc l'importance croissante du commerce avec le *Zollverein* et l'Empire d'Autriche. Les milieux économiques saint-gallois en particulier tirent leurs remises sur les marchés européens auprès des banques d'Augsbourg, alors principale place financière du

sud de l'Allemagne, leur permettant de s'alimenter en liquidités.³⁶ En outre, les cantons de Suisse orientale dépendent fortement des États du sud de l'Allemagne pour leur importation de sel, de viande et de céréales.³⁷ Il semblerait toutefois que l'importance croissante qu'acquiert la France dans le commerce international a joué un rôle déterminant dans le choix suisse d'adopter le franc.

À cet égard, il serait pertinent de s'interroger sur une question largement absente de la littérature secondaire, le positionnement de la France lors de la réforme monétaire fédérale. A-t-elle influencé, ou cherché à le faire, la décision suisse d'adopter le franc et quels auraient été ses intérêts? Difficile de formuler une réponse satisfaisante compte tenu de l'absence d'études sur le sujet. Toutefois, plusieurs éléments permettent de formuler quelques hypothèses.

La conquête ferroviaire du plateau suisse est un enjeu de première importance pour les capitalistes français. Il leur permettait de faciliter leur expansion commerciale en Europe en préservant notamment une partie du commerce de transit helvétique, qui tendait à contourner la Suisse en faveur de la France, et qui risquait de retrouver des conditions favorables avec la constitution d'un marché national unifié. Le financement de la construction du réseau ferré helvétique serait ainsi l'occasion de rabattre sur l'ouest de l'Europe le commerce de transit européen et ainsi de contrecarrer l'attractivité du port autrichien de Trieste, en faveur du port de Marseille.³⁸ En outre, il se dessine, durant tout le XIX^e siècle, un vaste mouvement d'uniformisation monétaire à l'échelle internationale. En Europe continentale, la France se retrouve au centre de ce processus dès le début du siècle, jetant les bases d'une vaste zone monétaire unifiée qui s'étend des États italiens à la Belgique et qui culmine avec la fondation de l'Union monétaire latine en 1865. Il est donc à supposer que les milieux économiques français voient dans l'adoption du franc en Suisse l'occasion d'accroître leur zone d'influence monétaire en Europe. Deux hypothèses très attrayantes dans la mesure où le Second Empire (1852–1870) est une période de forte expansion française qui accuse un rapprochement économique entre les deux pays, notamment avec la signature du traité de commerce libre-échangiste de 1864.³⁹

Enfin, enjeu de moindre importance qu'il convient tout de même de mentionner, la volonté d'améliorer l'image de la Suisse à l'étranger a-t-elle pesé dans les débats sur l'unification monétaire? Il est difficile de répondre en l'état actuel de la recherche, mais il est certain que la multitude de pièces cantonales en circulation durant toute la première moitié du XIX^e siècle contribue à altérer l'attractivité du pays et à repousser la clientèle étrangère.⁴⁰ Tout comme les acteurs du tourisme, les milieux bancaires intéressés par la gestion de fortune, qui se développe avec la venue de riches touristes étrangers, souffrent de cette mauvaise image. Pleinement conscients de cet obstacle, les banquiers privés sont parmi les principaux partisans, aux échelles cantonale et fédérale, de l'adoption d'un système moné-

taire compréhensible pour améliorer leur réputation et développer leurs activités.⁴¹ Pour la majorité d'entre eux, le système décimal français est bien plus adéquat pour les affaires et est d'ailleurs souvent déjà utilisé dans la comptabilité des établissements bancaires.

La dimension nationale permettrait d'éclairer les conséquences de l'adoption du franc sur le développement économique ultérieur de la Suisse. La centralisation et l'unification monétaire ont en effet exercé une influence importante sur la constitution d'un marché national unifié. Quels étaient donc les objectifs poursuivis par les promoteurs de l'État central? À la veille d'entamer l'énorme chantier de la construction des chemins de fer suisses, l'adoption du franc visait très certainement à fournir aux capitalistes français une garantie pour attirer en Suisse les fonds nécessaires à la réalisation du réseau ferré.⁴² L'alignement monétaire sur le puissant voisin de l'ouest a permis aux promoteurs des chemins de fer de conforter les détenteurs étrangers de capitaux et de leur offrir une sécurité supplémentaire. À cet égard, les efforts fournis par les capitalistes bâlois dans le cadre de la réforme monétaire ont pour principal objectif de positionner Bâle au centre du réseau européen des chemins de fer. Témoin de cette nécessité, la réforme monétaire à peine terminée, Johann Jakob Speiser met à profit dès 1852 son réseau de relations parmi les banquiers privés parisiens pour y placer l'émission des actions du *Centralbahn*;⁴³ de la même manière, les banquiers genevois se tournent en 1855 vers Paris pour y émettre les actions de l'Ouest-Suisse.⁴⁴ L'adoption du franc, qui contribue à fournir une caution supplémentaire aux capitalistes français, représente donc un élément déterminant pour comprendre pourquoi les financiers suisses se tournent vers la France.

Un autre élément de réponse qui pourrait éclairer les objectifs poursuivis à l'échelle nationale par les promoteurs de l'État fédéral réside dans la volonté d'améliorer les conditions de développement des instituts bancaires qui servent de relais au développement des activités commerciales et industrielles des différents «mondes de production». Parmi ces promoteurs, un grand nombre de banquiers, qui ont pleinement conscience que seule l'adoption d'une monnaie unique pourrait supprimer cette entrave, se prononce en faveur d'une amélioration des conditions de la circulation monétaire. L'adoption d'une monnaie unique leur permettrait en effet d'intensifier les relations bancaires entre les différentes places du pays qui souffrent de la multitude de pièces en circulation.⁴⁵ Le mouvement des billets de banque en particulier s'en trouverait fluidifié. Or, la structure monétaire du pays fait obstacle à l'efficacité du premier concordat de retrait des billets (1848) entre les *Bank in Basel* et *Bank in Zürich*.⁴⁶ Les efforts déployés dans le cadre de la réforme fédérale par le banquier bâlois Johann Jakob Speiser, artisan du rapprochement entre les deux banques bâloise et zurichoise, doivent également être compris comme la volonté de fournir à l'espace bâlois un

instrument supplémentaire pour renforcer son rôle de place bancaire. Dans cette perspective, l'adoption du franc permettrait non seulement aux dirigeants de la *Bank in Basel* d'étendre le premier accord de retrait signé en 1848 aux opérations de virement entre les deux banques, mais aussi de multiplier les accords avec d'autres banques sur le territoire helvétique, consolidant par là-même le poids de l'institut bancaire bâlois.

L'uniformisation monétaire participe également à l'amélioration des conditions-cadre d'investissement sur le territoire helvétique. L'incertitude sur les placements ainsi que les faibles perspectives de rentabilité poussent en effet les capitalistes helvétiques à engager leurs fonds à l'étranger durant toute la première moitié du XIX^e siècle.⁴⁷ Prétextant en partie les nombreuses pertes de change résultant des différents systèmes monétaires cantonaux, les détenteurs de capitaux helvétiques investissent dans des fonds publics étrangers, jugés plus sûrs et plus lucratifs.⁴⁸ L'adoption d'une monnaie unique a certainement permis de fournir un gage de sécurité nécessaire pour rapatrier en partie ces capitaux helvétiques et les rediriger vers le financement de la dette intérieure suisse.

En guise de conclusion, l'histoire monétaire suisse de la première moitié du XIX^e siècle souffre d'un fort déficit historiographique en regard de l'importance du sujet. Malgré de nombreuses études provenant de différentes disciplines, les avancées dans cette matière restent très maigres. L'intégration des dimensions nationales et internationales à l'analyse de la réforme monétaire fédérale permettrait de renouveler les approches strictement politique et monétaire qui prédominent dans les travaux portant sur ce sujet. La perspective internationale en particulier, largement absente de ces études, contribuerait notamment à inscrire la création de l'État fédéral dans le paysage plus large de l'histoire européenne et de sortir d'un point de vue par trop centré sur la Suisse elle-même.⁴⁹ Enfin, inscrire l'adoption du franc dans le contexte du développement économique du pays serait l'occasion d'éclairer d'un jour nouveau l'ensemble des enjeux qui prévalent à la centralisation et à l'unification des monnaies en 1850. Envisagé de cette manière, la création du franc suisse permettrait sans doute de revaloriser la place de l'histoire monétaire suisse au sein de l'histoire économique.

Notes

- 1 Eugène Demole, *Histoire monétaire de Genève, de 1792 à 1848*, Genève 1892; Hermann Girtanner-Salchli, *Das Münzwesen im Kanton St. Gallen unter Berücksichtigung der Verhandlungen im Schosse der eidgenössischen Tagsatzung von 1803 bis 1848*, Genève 1923; Friedrich Wielandt, *Schaffhauser Münz- und Geldgeschichte*, Schaffhouse 1959.
- 2 Robert Salais, Michael Storper, *Les mondes de production. Enquête sur l'identité économique de la France*, Paris 1993.
- 3 Cédric Humair, *Développement économique et État central (1815–1914). Un siècle de politique douanière suisse au service des élites*, Berne 2004.

- 4 Jakob Schüepf, *Beiträge zur Schweizerischen Münzgeschichte, 1850–1894*, Frauenfeld 1895.
- 5 Alfred Escher (1819–1882), tête à penser des milieux économiques zurichoïses dès la fondation de l'État fédéral en 1848, conseiller d'État (1848–1855), conseiller national libéral-radical (1848–1882), acteur central de la construction des chemins de fer (notamment cofondateur, directeur général [1853–1872] et président du conseil d'administration [1853–1882] de la Compagnie du *Nordostbahn*), il regroupe autour de lui un cercle de représentants des compagnies de chemins de fer, des banques et de l'industrie qui possèdent un fort pouvoir financier que leurs opposants (conservateurs de droite et radicaux de gauche) qualifient de *Bundesbarone*.
- 6 Kurt Blaum, *Das Geldwesen der Schweiz seit 1798*, Strasbourg 1908.
- 7 Ibid., 21.
- 8 Ibid., 42.
- 9 Philippe Gern, Silvia Arlettaz, «Les échanges entre la France et la Suisse au XIX^e siècle. Libéralisme ou protectionnisme», in Paul Bairoch, Martin Körner (éd.), *La Suisse dans l'économie mondiale. Die Schweiz in der Weltwirtschaft*, Genève 1990, 207–226.
- 10 Erich Weisskopf, *Das schweizerische Münzwesen von seinen Anfängen bis zur Gegenwart*, Berne 1948.
- 11 Ibid., 77–78.
- 12 Sébastien Guex, «Introduction. De la Suisse comme petit État faible: jalons pour sortir d'une image en trompe-l'œil», in Sébastien Guex (éd.), *La Suisse et les Grandes puissances, 1914–1945. Switzerland and the Great Powers, 1914–1945*, Genève 1999, 7–29.
- 13 William Schlesinger, *Das Geldproblem in der öffentlichen Meinung der Schweiz, 1803–1850*, Saint-Gall 1936.
- 14 Paul Meier, *Der Währungswirrwarr von der Helvetik bis zur Bundesverfassung*, Berne 1951.
- 15 Franz Xaver Weissenrieder, *100 Jahre schweizerisches Münzwesen. 1850–1950, ein Querschnitt durch ein Jahrhundert eidgenössischer Münzgeschichte und Währungspolitik*, Bazenheid 1952.
- 16 Ernst Baltensperger, *Der Schweizer Franken – Eine Erfolgsgeschichte*, Zurich 2012.
- 17 Traugott Geering, «Die schweizerische Münzreform durch Bankdirektor Johann Jakob Speiser», in Historischen und Antiquarischen Gesellschaft zu Basel (éd.), *Festschrift zum vierhundertsten Jahrestage des ewigen Bundes zwischen Basel und den Eidgenossen 13. Juli 1901*, Bâle 1901, 181–193.
- 18 Fritz Mangold, «Bankdirektor Johann Jakob Speiser», in *Basler Biographien*, Bâle 1904, 135–320.
- 19 Paul-Friedrich Hofer, «Die Münzprägungen der Helvetischen Republik», *Revue suisse de numismatique* 26 (1934), 147–164; Paul-Friedrich Hofer, *Das Münzwesen der Schweiz seit 1850*, Berne 1937; Albert Niederer, «Der Münzumsatz von 1851/52 in der Schweiz: mit einer Tabelle, die die Anzahl aller eingelösten und eingeschmolzenen Münzen angibt», *Revue suisse de numismatique* 44 (1965), 41–49.
- 20 Hans Schneider, *Geschichte des schweizerischen Bundesstaates: 1848–1918*, Zurich 1931.
- 21 Schüepf (voir note 4), 35; Gérard Duc, *Les tarifs marchandises des chemins de fer suisses (1850–1913). Stratégies des compagnies ferroviaires, nécessités de l'économie nationale et évolution du rôle régulateur de l'État*, Berne 2010, 391–393.
- 22 Cédric Humair, *1848. Naissance de la Suisse moderne*, Lausanne 2009.
- 23 Patrick Halbeisen, Margrit Müller, «Die schrittweise Nationalisierung des Geldes. Von der Einführung der Schweizer Währung (Münzreform 1848) zur nationalen Kontrolle über das Geldwesen (Gründung der Nationalbank 1907)», in Alois Moser (éd.), *Österreichs Weg zum Euro. Aspekte – Perspektiven – Handlungsräume*, Vienne 1998, 63–86.
- 24 Ibid., 68.
- 25 *Abschied der Tagsatzung 1840*, 286.
- 26 Schüepf (voir note 4).
- 27 Geering (voir note 17); Mangold (voir note 18).
- 28 Blaum (voir note 6).

- 29 Schlesinger (voir note 13).
- 30 Meier (voir note 14).
- 31 Schlesinger (voir note 13); Meier (voir note 14).
- 32 Jean-François Bergier, *Histoire économique de la Suisse*, Lausanne 1984, 301.
- 33 Humair (voir note 3).
- 34 Béatrice Veyrassat, «La Suisse sur les marchés du monde. Exportations globales et répartition géographique au XIX^e siècle. Essai de reconstitution», in Paul Bairoch, Martin Körner (éd.), *La Suisse dans l'économie mondiale. Die Schweiz in der Weltwirtschaft*, Genève 1990, 297–303.
- 35 Béatrice Veyrassat, *Réseaux d'affaires internationaux, émigrations et exportations en Amérique latine au XIX^e siècle. Le commerce suisse aux Amériques*, Genève 1993, 95–104.
- 36 Paul Gyax, «Augsburg, das einstige Geldreservoir des Platzes St. Gallen: 1835–1850. Eine finanzgeschichtliche Studie», in Gustav Schmoller (éd.), *Jahrbuch für Gesetzgebung, Verwaltung und Volkswirtschaft im Deutschen Reich* 31 (1907), 297–313.
- 37 Josef Inauen, *Brennpunkt Schweiz. Die süddeutschen Staaten Baden, Württemberg und Bayern und die Eidgenossenschaft 1815–1840*, Fribourg 2008, 178–182.
- 38 Marcel Blanchard, «Financiers français et chemins de fer suisses sous le Second Empire», *Revue d'économie politique* 51 (1937), 1592–1594.
- 39 Gern/Arletaz (voir note 9), 210–213.
- 40 François De la Rive-Rilliet, *Sur notre système monétaire*, Genève 1828.
- 41 Jan Chiarelli, «L'adoption du franc de Genève (1825–1838). Enjeux économiques et réseaux d'acteurs», *Bulletin de la Société d'histoire et d'archéologie de Genève*, 45 (2016–2018), 24–33.
- 42 Rondo Cameron, *La France et le développement économique de l'Europe (1800–1914)*, Paris 1971, 189–205.
- 43 Mangold (voir note 18), 280–284; Eduard His, *Basler Handelsherren des 19. Jahrhunderts*, Bâle 1929, 112.
- 44 Marc Gigase, «Enjeux autour d'une intervention étatique. La compagnie ferroviaire de l'Ouest-Suisse et l'État de Vaud, 1852–1864», in Hans-Ulrich Schiedt et al. (éd.), *Histoire des transports*, Zurich 2010, 193–194.
- 45 Fritz Mangold, *Die Bank in Basel, 1844–1907, und die Entwicklung des Konkordats der schweizerischen Emissionsbanken*, Bâle 1909, 288–292.
- 46 Ibid., 288–294; Werner Bleuler, *Bank in Zürich, 1836–1906*, Zurich 1913, 266–268.
- 47 Julius Landmann, «Der schweizerische Kapitaleexport», *Journal de statistique et revue économique suisse* 52 (1916), 392–393.
- 48 Olivier Perroux, *Tradition, vocation et progrès. Les élites bourgeoises de Genève (1814–1914)*, Genève 2006, 178–186; Malik Mazbouri, «La Banque privée comme métaphore. <Vieille banque> et <banque nouvelle> en Suisse (1800–1930)», à paraître dans la *Revue suisse d'histoire* (2020).
- 49 Hans Ulrich Jost, «Pour une histoire européenne de la Suisse», *Traverse* 1/3 (1994), 19–37.

Literatur zum Thema

Comptes rendus thématiques

Béatrice Veyrassat
**Histoire de la Suisse et des
Suisse dans la marche du monde
(XVII^e siècle – Première Guerre
mondiale)**

Espaces – Circulations – Échanges

Neuchâtel, Alphil, 2018, 429 p., Fr. 39.–

Béatrice Veyrassat, spécialiste de l'histoire économique de la Suisse, propose une vaste synthèse de la présence des Suisses outre-mer entre la fin du XVII^e et le début du XX^e siècle. Une entreprise ambitieuse, qui met à disposition du grand public comme des spécialistes une large quantité de travaux jusque-là dispersés, et dresse, en creux, les lacunes de la recherche. L'exercice, disons-le tout de suite, est réussi: la lecture est agréable. Veyrassat nous fait voyager, par des exemples nombreux, de l'Amérique du Sud au Surinam, en passant par Marseille, Constantinople ou l'Égypte, par mer et par terre. On y suit les pas de mercenaires, de commerçants, d'anonymes ou de plus illustres personnages, forcés par la misère ou en quête de nouveaux horizons et dont le seul dénominateur commun est de s'être dispersés aux quatre coins du monde.

Veyrassat adopte ici la perspective du temps long, à l'instar de la grande fresque dressée par Christopher A. Bayly (*La naissance du monde moderne [1780–1914]*, Paris, les Éditions de l'Atelier et Éditions ouvrières, 2007), souvent citée dans cet ouvrage, une périodisation originale qui lui permet de réinscrire l'histoire suisse dans les processus de mondialisation observables dès le XVII^e siècle. Elle montre ainsi tout l'intérêt d'appliquer

le tournant historiographique de l'histoire globale à ce petit pays qui est encore en cours de constitution en tant qu'État. Croisant les objets d'étude et les jeux d'échelles, le livre est dense, mais bien structuré, avec des chapitres récapitulatifs qui permettent de ne pas se perdre dans la lecture.

La première partie de l'ouvrage est tournée vers l'Orient des XVII^e et XVIII^e siècles, une destination qui fascine jusque dans les petits villages de montagne. On y suit les voyageurs mercenaires qui louent leurs services à des compagnies étrangères comme la *Vereenigde Nederlandsche Oost-Indische Compagnie* néerlandaise, à la *East India Compagny* britannique ou encore à la *Compagnie française des Indes orientales*. Les horlogers genevois ou neuchâtelais notamment développent quant à eux déjà des réseaux commerciaux, en particulier avec de riches clients chinois, adeptes des mécaniques luxueuses et précises.

La deuxième partie se focalise sur le XVIII^e siècle et l'essor des réseaux commerciaux helvétiques qui ancrent le pays dans une économie de plus en plus mondialisée. L'autrice montre très bien à quel point les activités préindustrielles suisses, comme la fabrique d'indiennes, sont interdépendantes de ces réseaux globaux. Les denrées d'origine tropicale, comme le café, le tabac ou le cacao, entrent progressivement dans les mœurs, alors que les capitaux helvétiques sont investis à l'étranger, en particulier en Afrique et dans les Amériques dans le commerce triangulaire qui implique celui des esclaves.

La troisième partie nous fait entrer dans le long XIX^e siècle (1780–1914), une pé-

riode qui nous amène à l'établissement de l'État fédéral, rupture majeure du point de vue politique, mais qui n'influence que peu les dynamiques commerciales. Les réseaux établis précédemment se solidifient et les marchands s'adaptent extrêmement bien aux nouvelles dynamiques économiques mondiales. Si ce «petit pays [n'a ni] colonies ni visée impérialiste» (211), ce n'est pas le cas de ses ressortissants dont certains tirent particulièrement profit de l'impérialisme globalisé de la fin du XIX^e.

C'est une histoire complexe que nous donne à lire Veyrassat, l'histoire d'une Suisse connectée au monde, non seulement par son élite capitaliste, essentiellement protestante, mais aussi par des personnes plus modestes, dont certaines reviennent au pays après avoir fait fortune. Mais c'est une histoire résolument commerciale et économique qui laisse de côté les approches plus culturelles, considérées comme un tournant «idéologique» (315), ou sociales. On ne trouve ainsi aucune femme dans cette histoire qui couvre plus de trois siècles, et aucune mention de cette importante lacune historiographique. Si les travaux à cet égard sont peu nombreux, il aurait quand même été intéressant de le souligner, ou d'intégrer au moins la question de leur présence dans l'industrie textile suisse, ou dans les missions, dans lesquelles elles furent nombreuses à s'engager. Ce parti pris occulte également les relations de pouvoir qui s'établissent par le commerce. Le tournant postcolonial, s'il n'est pas ignoré, est considéré avec un certain scepticisme par l'auteurice qui emploie des guillemets pour un terme qui fait pourtant autorité dans le domaine. Cela se comprend d'autant moins que la thématique, le cadre d'analyse et la périodisation adoptés s'inscrivent parfaitement dans les derniers travaux qui mobilisent ces théories (par exemple Patricia Purtschert, Barbara

Lüthi, Francesca Falk [dir.], *Postkoloniale Schweiz. Formen und Folgen eines Kolonialismus ohne Kolonien*, Bielefeld, Transcript-Verlag, 2012). Cela lui aurait permis de dépasser la question de savoir si l'on peut qualifier un pays sans colonie de colonialiste et de souligner davantage l'apport de l'expérience coloniale à l'élite politique pour développer l'État fédéral par exemple. Ainsi, l'importance des échanges avec les pays d'outre-mer apparaîtrait non seulement pour le commerce (ce que le livre montre bien), mais également pour la formation de la communauté nationale.

En dépit de ces quelques réserves, sans doute inévitables dans une synthèse d'une telle ampleur, l'ouvrage de Béatrice Veyrassat reste d'une grande qualité, tant par les informations présentées que leur agencement. Il s'avère d'ores et déjà un indispensable de l'histoire suisse.

Pauline Milani (Fribourg)

Sven Trakulhun
Asiatische Revolutionen
Europa und der Aufstieg und Fall
asiatischer Imperien (1600–1830)

Frankfurt, Campus Verlag, 2017, 396 S., € 45,-

In seiner 2012 als Habilitationsschrift an der Universität Konstanz und nun in überarbeiteter Form als *Asiatische Revolutionen* (2017) herausgegebenen Studie dekonstruiert Trakulhun das seit der Französischen Revolution auf Europa verengte Konzept der «Revolution». Gemäss den teleologischen Interpretationen des 19. Jahrhunderts war die aussereuropäische Welt zwar immer wieder Schauplatz einer Vielzahl, aber für die Menschheitsgeschichte letztlich unwesentlicher Umstürze, Usurpationen und Meutereien. Revolutionen fanden nur in Europa statt. Das Hauptziel der Studie von Trakulhun

ist, eine Geschichte der Wandlung des Revolutionsbegriffs und der wechselseitigen Beziehungen zwischen Asien und Europa zu schreiben, in der «europäische Revolutionsdiskurse und asiatische Geschichtsschreibung, geschichtsphilosophische Entwicklungsmodelle und zeitgenössische Ideen von Herrschaft und Kolonialismus miteinander verwoben waren» (16). Trakulhuns Studie ist in drei Teile gegliedert. Ein erster Teil widmet sich dem «heilsgeschichtlichen Universalismus» von überwiegend katholischen Missionaren in Japan, China und Siam sowie der kulturellen Produktionen, welche aus ihren Reiseberichten entstanden. Es gelingt dem Autor überzeugend nachzuzeichnen, dass der frühneuzeitliche Revolutionsbegriff weit inklusiver als sein modernes Gegenstück war. Die in einem göttlichen Heilsplan verankerten Weltbilder der Jesuiten sahen in Asien keine kulturell anderen Menschen, sondern interpretierten die asiatischen Revolutionen als Analogien der Krisen in Europa und des Christentums. Dieser christlich-eschatologischen Auffassung zufolge brachen überall dort auf der Erde Revolutionen aus, wo sündhafte und despotische Herrscher regierten.

Der zweite Teil, «Imperialismus und konservative Rhetorik im Zeitalter der Revolutionen», setzt sich mit einer Umdeutung des Revolutionsbegriffs gegen Ende des 18. und zu Beginn des 19. Jahrhunderts auseinander. Auf der Basis von Quellen und Schriften aus dem indo-persischen Raum und Grossbritannien zeigt Trakulhun den wichtigen «Übergang von eschatologischem Denken zu einem säkular und empirisch begründeten weltbürgerlichen Konservatismus» (128). Zunehmend versuchten Zeitgenossen asiatische Revolutionen in einer systemischen Perspektive zu verstehen. Der Begriff des «asiatischen Despotismus» kristallisierte sich in dieser Zeit heraus, um die stetigen Systemkri-

sen im südasiatischen Raum zu beschreiben. Die Involvierung der Briten in die Systemkrisen in Bengalen und die «bengalischen Revolutionen» führten vor dem Hintergrund der Französischen Revolution zu einer konservativen Rhetorik, welche die koloniale Herrschaft der Briten legitimierte und stets als Ziel vorgab, Indien wieder zu den wahren Grundsätzen seines Staatswesens zurückzuführen.

Der dritte Teil, «Revolutionen in der geschichtsphilosophischen Reflexion», behandelt die universalhistorischen und weltgeschichtlichen Synthesen von englischen, französischen und vor allem deutschen Philosophen und Intellektuellen. Trakulhun beschreibt eine zunehmende Verengung des Revolutionsbegriffs. Die Französische Revolution hatte einen Massstab für alle zukünftigen Revolutionen gesetzt und dabei alle vergangenen Revolutionen entwertet (311). Asien und asiatische Revolutionen spielten dann – auch bei Trakulhun – nur noch eine untergeordnete Rolle. In diesen zutiefst fortschrittsgläubigen und teleologisch universalgeschichtlichen Modellen wurde Asien als Ort des Stillstands und der Rückständigkeit konzeptualisiert.

Die grösste Leistung dieser Studie liegt zweifellos in ihrer aussergewöhnlichen Synthesekraft. Sprachlich klar und prägnant versteht es Trakulhun, verschiedene europäische und asiatische Kontexte spielend miteinander in Verbindung zu bringen, Quellen unterschiedlichster Sprachen beizuziehen und den erzählerischen Bogen über 230 Jahre hinweg zu spannen. Die Studie ist intelligent aufgebaut und das Argument empirisch hervorragend ausgearbeitet. Trakulhuns Stärke ist zuweilen aber auch eine Schwäche. Während die Studie immer wieder wunderschöne kleine Details an den Tag bringt – etwa wenn die martialischen Marathen ohne Staatsgebilde vom britischen Geografen und Historiker James Renell

mit den schweizerischen Eidgenossen verglichen werden (256) –, bewegt sich der Text zuweilen zu weit von der Fragestellung weg. Das Werk wertet zudem wunderschönes Bildmaterial aus. Leider sind die Abbildungen teilweise so klein abgedruckt, das entscheidende Details nicht vollständig zu erkennen sind. Diese Kleinigkeiten mögen aber den durchwegs positiven Eindruck dieses insgesamt innovativen und beeindruckenden Werks nicht zu trüben. Dem Buch ist deshalb eine breite Leserschaft über die akademischen Grenzen und eine Übersetzung ins Englische zu wünschen.

Adrian Ruprecht (Bern)

Lea Haller
Transithandel
Geld- und Warenströme im globalen Kapitalismus

Berlin, Suhrkamp, 2019, 511 S., Fr. 28.90

Lea Hallers Buch zum Transithandel hat sich einen weitgehend unsichtbaren Wirtschaftszweig zum Thema gemacht. In der ökonomischen Statistik führt der Rohstoffhandel eine Randexistenz, denn er kümmert sich nicht um nationale Grenzen und will deshalb nicht recht zu den Vorstellungen einer Nationalökonomie passen. Das heisst keineswegs, dass der schweizerische Transithandel deshalb eine Nebensächlichkei wäre. Er zeichnet für 20–25 % des Handels mit den wichtigsten globalen Rohstoffen. Der Name der Branche ist irreführend, denn nur der Kapitalverkehr wird über die Schweiz abgewickelt, während die Waren direkt verschifft werden. Heute führen fünf Transithandelshäuser die Liste der grössten schweizerischen Unternehmen an, deren Tätigkeit aber vielen unbekannt ist. Das Buch ist dementsprechend wichtig und willkommen. Die Branche ist chronisch unter-

belichtet. Man stelle sich eine Geschichte Deutschlands vor, welche die Automobilindustrie beiseite lässt!

Lea Hallers Buch spannt einen grossen Bogen von den Anfängen des Bundesstaates bis ans Ende des Kalten Krieges. Es zeichnet die internationale Arbeitsteilung, welche sich im Zeitalter des Kolonialismus herausgebildet hat und welche dem globalen Süden die Rolle des Rohstofflieferanten und dem Norden die der industriellen Produktion zuwies. Lea Haller führt die Leserschaft sehr gekonnt und elegant durch die technischen Rahmenbedingungen des Rohstoffgeschäfts, zeigt Kontinuitäten, Veränderungen und auch die Gründe, weshalb diese Firmen kaum in den öffentlichen Diskurs gelangten. Geheimhaltung hatte in der Branche oberste Priorität, denn sie bedeutete einen Vorteil gegenüber der Konkurrenz. Man suchte deshalb auch nicht die öffentliche Aufmerksamkeit. Die Clearingabkommen mit Nazideutschland brachten dann allerdings dem Transithandel zu Bewusstsein, dass das Operieren hinter den Schirmen Gefahren barg und dass die Branche mehr für ihre Sichtbarkeit tun musste. Das Kernthema des Buches ist denn auch die Position des Transithandels in seinem makroökonomischen und institutionellen Umfeld und die unternehmerischen und politischen Strategien einer gut vernetzten Unternehmerschaft.

Besonders gelungen sind die wissenshistorischen Teile, in denen die technischen Prozeduren im Handel von Fracht über die telegrafische Kommunikation, die Zahlungsmodalitäten bis zum Hedging anschaulich erklärt werden. Das Buch bleibt jedoch nicht auf die Branche beschränkt, sondern stellt aus der Perspektive des Handels die Reaktionen der bürgerlichen Eliten auf die weltpolitische Lage dar. Weltkriege und protektionistische Phasen forderten die Schweiz zu Antworten heraus, und Lea Haller gelingt

es, dies als Prozess mit offenem Ausgang darzustellen.

Das zentrale Thema des Buches entlehnt sie dem britischen Publizisten Norman Angell. Er schrieb am Vorabend des Ersten Weltkriegs eine Kritik an der imperialistischen Vorstellung, dass der Wohlstand eines Landes durch seine politische Macht bestimmt sei. Die Weltwirtschaft sei derart vernetzt, dass man durch Eroberung nichts gewinne, sondern der eigenen Wirtschaft unweigerlich schaden müsse. Ein wichtiges Beispiel in seiner Argumentation war der wirtschaftliche Erfolg der europäischen Kleinstaaten, die trotz ausenpolitischer Schwäche wirtschaftlich prosperieren. Politische und wirtschaftliche Räume müssen also nicht kongruent sein.

Wie sich aber der politische Raum und der wirtschaftliche zueinander verhalten sollen, war und ist heute noch ein Ort konstanter Auseinandersetzungen. Der Wirtschaftszweig musste in einem sich ständig verändernden politischen Raum seinen Platz behaupten. Haller zeigt die enge Verknüpfung von wirtschaftlichen und politischen Eliten in der Schweiz. Die bürgerlichen Eliten schufen sich einen Staat, dessen Strukturen sie pragmatisch und flexibel den geopolitischen Bedingungen anpassen konnten. Dieser schwache Staat, der nie an Vorstellungen von nationaler Autarkie hing, bildete die ideale Voraussetzung für die Entwicklung des Dienstleistungsexports.

Hallers Argument ist schlüssig aufgebaut und trotz des trockenen Themas sehr unterhaltsam zu lesen. Und so toll dieses Buch herausgekommen ist, leider enttäuscht es mich auch. Haller schreibt eingangs, man könne den Transithandel zwar nicht mit statistischen Daten historisch verstehen, man könne aber die Verfahren und die Beziehungen untersuchen, die ihm zugrunde liegen, und zwar nicht nur die Beziehungen nach aussen, in die

Welt, sondern auch die Beziehungen nach innen. Haller konzentriert sich dann aber auf die strategische und politische Ebene im Innern und verzichtet beinahe vollständig, die Praxis des Transithandels in der Welt zu thematisieren. Was die Händler in ihrem Geschäftsalltag tun, wie sie Beziehungen aufbauen, wie sie sich Informationen einholen, wie sie sich das institutionelle Gefüge zunutze machen oder gar beeinflussen, wie also die internationale Arbeitsteilung im Geschäftsalltag ausgehandelt wird, all dies bleibt unerwähnt. Ihre Geschichte beschränkt sich auf Entscheidungsträger in der Schweiz und lässt die Menschen auf der anderen Seite der internationalen Arbeitsteilung aussen vor.

Dies wirkt unerwartet konservativ, und Haller verpasst damit den Anschluss an die aktuelle Forschung zur globalen Ungleichheit, etwa mit der Frage nach Rolle des Rohstoffhandels darin. Denn – wie Haller selbst erwähnt – ist heute der entfesselte Kapitalismus zu einer ähnlichen Bedrohung für die Weltökonomie geworden wie der Imperialismus am Vorabend des Ersten Weltkriegs, denn die aus dem Kolonialismus entstandene internationale Arbeitsteilung hat zu grossen Ungleichgewichten in der Weltökonomie geführt. Lea Haller zitiert die Historikerin Patricia Clavin mit der Aussage, dass transnationale Geschichte die Geschichte von Menschen sei, die Verbindungen herstellen. Aber Haller blendet die Verbindungen in den globalen Süden wieder aus. Diese Ausblendung hat in der Schweiz Tradition: Es ist die schweizerische Variante der kolonialen Amnesie.

Andreas Zangger (Amsterdam)

Philip T. Hoffman
Wie Europa die Welt eroberte

Darmstadt, Konrad Theiss 2017, 335 S., Fr. 38.90

«Was war der Grund dafür, dass es ausgerechnet den Europäern gelang, sich die ganze Welt zu unterwerfen?» (9). Dieser Frage widmet sich Philip T. Hoffman in seiner 2015 erstmals auf Englisch erschienenen und seit 2017 auch in deutscher Übersetzung vorliegenden Monografie. Konventionelle Erklärungsmuster («Standardantworten») stellen ihn nicht zufrieden: Die Rolle von Epidemien werde ebenso überschätzt wie jene der Industriellen Revolution. Auch sei die konstatierte technologische Überlegenheit Europas erklärungsbedürftig. Alle diese Elemente seien zwar – in geographisch unterschiedlichen Räumen und zu unterschiedlichen Zeiten – mögliche Bestandteile einer Antwort auf die eingangs gestellte Frage, könnten diese aber weder umfassend noch hinreichend beantworten. Auch erlaubten sie nicht, «ein allgemeines Argument heraus[zuf]inden, das für mehr als einen Ort und einen Zeitpunkt gültig ist». Dieses Argument möchte der Autor mit seiner vorliegenden Untersuchung anbieten (28): Die Expansion Europas lasse sich vor allem durch die kontinuierliche Weiterentwicklung der Schiesspulvertechnologie erklären, die dort vom Spätmittelalter bis in das 20. Jahrhundert erfolgt sei und zu weitreichenden Innovationen in Strategie, Taktik und Staatsorganisation geführt habe. Hoffman knüpft damit an die seit den 1980er-Jahren intensiv geführte Debatte um die «militärische Revolution» an und positioniert sich im Umfeld einer ganzen Reihe von Monografien, die nach den Ursachen für den «Aufstieg des Westens» fragen (Vgl. etwa Ian Morris, *Why the West Rules – For Now*, Toronto 2010; Niall Ferguson, *Civilization. The West and the Rest*, London 2011; Jared Diamond, *Guns, Germs, and Steel*.

The Fates of Human Societies, New York 1997).

Grundlage für die kontinuierliche Weiterentwicklung der Schiesspulvertechnologie in Europa sei der dortige militärische Wettbewerb gewesen, den der Autor mit dem «Turniermodell» abzubilden versucht. In diesem Modell unternehmen «die Beteiligten unter den richtigen Bedingungen enorme Anstrengungen [...] in der Hoffnung, einen bestimmten Gewinn einzufahren», wobei der Gewinn in Relation zu den jeweiligen Kosten «wertvoll» sein muss (22). Aufgrund des epochenübergreifenden Charakters der Untersuchung sind diese Beteiligten wahlweise absolutistische Herrscher oder gewählte Staatsoberhäupter, die mal um Ruhm, mal um finanzielle und territoriale Gewinne kämpfen. Letztlich, so der Autor, trug die Aussicht auf diese unterschiedlichen Gewinne mit dazu bei, dass nur in Europa die von ihm identifizierten Kriterien zur Weiterentwicklung der Schiesspulvertechnologie langfristig erfüllt wurden: Dort kam es zu häufigen kriegerischen Auseinandersetzungen zwischen den Kontrahenten, die hohe Summen in die Kriegführung investierten, vor allem auf die Schiesspulvertechnologie setzten und von einer relativ ungehinderten Übernahme militärischer Innovationen profitierten (66). In den anderen in der Monografie analysierten geografischen Räumen – China, Japan, Indien, dem Osmanischen Reich und Russland – wurden diese Voraussetzungen nicht oder zumindest nicht dauerhaft erfüllt. In China, beispielsweise, habe die Grösse des Reiches, zusammen mit relativ niedrigen Steuereinnahmen und dem diskontinuierlichen Einsatz der Schiesspulvertechnologie, auch aufgrund der oft nomadischen Gegner der Chinesen, eine solche Entwicklung verzögert, während in Indien zwar nach dem Zerfall des Mogulreiches unablässig Krieg mit Feuerwaffen geführt wurde, die dortigen

Investitionen in die Kriegführung jedoch zu niedrig gewesen seien, um eine kontinuierliche Verbesserung der Schiesspulvertechnologie zu erlauben.

Dass die skizzierten Kriterien einzig in Europa erfüllt wurden, sei – so Hoffmann – letztlich das Ergebnis der dortigen politischen Geschichte. Auch wenn der Autor hervorhebt, dass «alles hätte ganz anders kommen können», seien die Entwicklung der Schiesspulvertechnologie in Europa und die europäische Expansion ein pfadabhängiger Prozess (199): Die fehlende politische Einheit Europas etwa habe das politische Lernen begünstigt und die Herausbildung einer langfristig dominanten Hegemonialmacht verhindert, was letztlich zu den zahlreichen innereuropäischen Auseinandersetzungen und den entsprechenden Investitionen und technologischen Weiterentwicklungen geführt habe, die die technologische Kluft zwischen Europa und Aussereuropa vergrösserten.

Mit dem «Turniermodell» vollzieht der Autor einen «kliometrischen» Brückenschlag zwischen Wirtschafts- und Geschichtswissenschaften: Das aus den Wirtschaftswissenschaften stammende und modifizierte Modell soll das komplexe Ursachengeflechte zwischen Politik, militärischen Rivalitäten, Finanzpolitik, Expansion und der Schiesspulvertechnologie offenlegen und damit die unterschiedlichen Entwicklungen in den analysierten Regionen erklären. Vor diesem Hintergrund mag es wohlfeil erscheinen, die fehlende Berücksichtigung neuerer Arbeiten aus der *new imperial history* und der Globalgeschichte zu monieren. Eine solche hätte jedoch mit Sicherheit dazu beigetragen, Europa nicht als dominantes, von globalen Verflechtungsprozessen mehr oder minder unberührtes Zentrum erscheinen zu lassen. So vermittelt das zweifellos gut lesbare und sorgfältig übersetzte Werk stellenweise den Eindruck einer eklektisch daherkommenden

Zusammenstellung bekannter Forschungsliteratur zu Fragen der europäischen Expansion, ohne jedoch das zentrale Element für die europäische Expansion – die politische Geschichte Europas – näher zu erläutern. Sieht man in der Monografie aber vor allem einen «kliometrischen» Forschungsbeitrag zur Diskussion um die europäische Expansion, dann bietet sie interessante Einblicke, da sie die Vorzüge und Probleme der «Kliometrie» deutlich hervortreten lässt.

Dominique Biehl (Basel)

Marco Wyss, Janick Schaufelbuehl, Valeria Zanier (eds.)
Europe and China in the Cold War Exchanges Beyond the Bloc Logic and the Sino-Soviet Split

Leiden and Boston, Brill, 2019, 254 p., € 115,-

The volume is an important compilation of essays that try to reexamine the Sino-European relations during the Cold War and rethink their role in the overall system of international relations. The book is interesting not only to general readers and historians, but it also proves to be invaluable for political scientists who work on concepts of “neutrality” and “alliance”, and try to make sense of how binding these terms have been in international politics. As the volume demonstrates, neutral states have attempted to circumvent some of the restrictions that either a formal alliance or a neutrality status might imply. Moreover, it shows that sub-state and non-state actors have helped to resolve existing issues beyond official exchanges.

The book consists of three parts, each discussing a different type or form of relations between the European states and the People’s Republic of China (PRC). It explores a multitude of dimensions of bi-

lateral cooperation, examines a variety of state and non-state actors involved in the process and sheds new light on the policy-making process within the states involved. The first part talks about unexplored aspects of the relations between China and Switzerland, Austria and Greece (three states that did not belong to the EEC during most of the Cold War). As Maximilian Graf and Wolfgang Mueller show, Austria went through the ebbs and flows of a bilateral relationship without officially establishing one, trying to maneuver between the hope for trade opportunities, a wish to maintain good relations with the US, and the fear that the Republic of China might vote against Austria's UN membership and IAEA bids. Switzerland, on the other hand, much like its Chinese counterpart, saw the establishment of bilateral relations as an opportunity to "reposition itself in the changing international power constellations of the Cold War". Ariane Knüsel highlights in her chapter that Switzerland became the epitome of neutrality, although a selective neutrality, while China gained an important hub for its activities in Western Europe. Meanwhile, Greece, Dionysios Chourchoulis states, chose to seek better relations in the moment of political isolation and later grew to perceive developing relations with Beijing as a sign of a more independent, 'multidimensional' foreign policy.

The second part of the volume is an important contribution to the intellectual history of the relations between China and European states. Not only does it explore people-to-people diplomacy, propaganda work and the creation of transnational networks, it also highlights the importance of interparty relationship in the development of bilateral ties. Cyril Cordoba and Liu Kaixuan explore the notion of friendship as it was understood by Swiss and French pro-Maoist circles and discuss whether

depoliticizing an entity like a friendship association is at all a possibility in the context of the Cold War. Sofia Graziani presents the Chinese Youth League as a tool in Chinese people-to-people diplomacy, attempting to reach out to the youth in Western European countries and thus significantly improving China's reputation abroad. Finally, Guido Samarani explores the interparty relations between the CCP and the Communist Party of Italy, arguing that the latter was not only determined to defend its own positions against the CCP's criticism, but also highly committed to contrasting any general political condemnation of the CCP by Moscow. Chi-kwan Mark deals with Sino-British relations through the prism of pro-Beijing propaganda in Hong Kong's leftist press. He argues that the British did not aim at eliminating communist propaganda altogether but instead tried to contain it.

The third part of the volume portrays the relations between Eastern European states and China in terms of their national interests and ideology. Jan Adamec focuses on the development of trade between China and Czechoslovakia in the 1950s, pointing out the Czechs' insufficient levels of expertise on Chinese matters inside Czechoslovakia. Margaret K. Gnoinska explores Sino-Polish exchanges from an unusual perspective of maritime relations. She argues that Chipolbrok, the Sino-Polish Joint Shipping Venture, was meant to signal the resolve of Gomulka's government to navigate the tenuous relationship with the PRC, while openly siding with the USSR. Chen Tao discusses the adoption by the German Democratic Republic of an interesting Chinese social experiment, the so-called Mass Line Movement, when military officers served in the ranks as soldiers or participated directly as workers in industrial production, all in order to close the gap between the army and the people. Overall, the volume would have bene-

fitted from a stronger theoretical framework. Chapters like those of Samarani or Cordoba and Liu deal with important theoretical concepts like “propaganda”, “people-to-people diplomacy”, “history” or “memory”. Yet, they do not provide conceptual definitions. Some of these terms are used only in the chapter titles but are not discussed in the text. In terms of sources, despite the existing difficulties with accessing Chinese archival documentation, authors like Chourchoulis could have used more evidence from both sides (even if from secondary sources), in order to guarantee a more leveled approach to understanding bilateral relations.

In general, however, the volume is very well researched and based on multi-archival sources. It provides a fresh perspective on the traditional understanding of the relations between the European states and their Chinese counterpart during the Cold War, and is undoubtedly an important contribution to the existing body of literature on the topic.

Alsu Tagirova (Shanghai)

Joanne Miyang Cho, Lee M. Robert and Christian W. Spang (eds.)
Transnational Encounters between Germany and Japan
Perceptions of Partnership in the Nineteenth and Twentieth Centuries
 Palgrave Macmillan, New York 2016, 280 p., € 88,39

Der vorliegende Sammelband hat sich das ambitionierte Ziel gesteckt, die transnationalen Verflechtungen zwischen Japan und Deutschland von den ersten diplomatischen Beziehungen in der späten Tokugawa-Zeit (1600–1867) bis zur Nachkriegszeit abzudecken. Die dreizehn Aufsätze sind in drei Teile gegliedert, die chronologisch die Phase der Moder-

nisierung (Part I – Ambivalent Partners in Modernization), die Vorkriegs- und Kriegszeit (Part II – Transnational Partners between Two World Wars) sowie die Nachkriegszeit (Part III – Post-World War II Affinity: Pariah Nations?) behandeln. Takenaka Toru stellt im ersten Kapitel die provokative These auf, dass die japanische Vertrautheit mit der deutschen Kultur nur ein Mythos und nicht Ausdruck einer langjährigen engen Beziehung zwischen den beiden Ländern ist. Takenaka argumentiert, dass während der Modernisierung in der Meiji-Zeit (1868–1912) deutsche Philosophie, Musik und Kunst durch amerikanische Dozenten auf Englisch an japanischen Universitäten vermittelt wurde und sich daher nur indirekt in Japan verbreiteten. Sven Saaler untersucht im zweiten Kapitel die Rolle des Diplomaten Karl von Eisendecher (1841–1934) bezüglich der bilateralen Beziehungen der beiden Länder. Laut Saaler führte von Eisendechers konziliante Haltung bei der Frage der Revision der Ungleichen Verträge zu prodeutschen Sympathien innerhalb der japanischen Elite. Im darauffolgenden Aufsatz analysiert Joanne Miyang Cho, wie der deutschbaltische Hermann Graf Keyserling (1880–1946) Europas angebliche kulturelle Dekadenz nach dem Ersten Weltkrieg durch kosmopolitische Impulse lösen wollte. Keyserling hob dabei die japanische Übernahme von chinesischer Kultur als besonders positives Beispiel heraus, während er die Verwestlichung Japans in der Meiji-Zeit bedauerte. Lee M. Roberts zeigt schliesslich auf, wie sich die deutsche Sicht auf Japan und auf die japanische Literatur im Zuge des japanischen Sieges über Russland (1905) positiv verändert hat. Sarah Panzer eröffnet den zweiten Teil des Sammelbandes mit einem Beitrag, wie Jiu-Jitsu sich Anfang des zwanzigsten Jahrhunderts in Deutschland verbreitete und als eine Neuentdeckung des ange-

lich urdeutschen Freiringsens interpretiert wurde. Der Beitrag von Hans K. Rode, der nach dem Tod des Autors von Christian W. Spang fertiggestellt wurde, beschäftigt sich mit dem deutsch-jüdischen Ehepaar Anna und Siegfried Berliner, die jahrelang in Japan tätig waren, im Falle Siegfrieds zeitweise sogar als Kriegsgefangener, und zu Beginn der NS-Zeit aus der Ostasiengesellschaft (OAG) ausgeschlossen wurden. Die zwei folgenden Kapitel schliessen unmittelbar an diese Thematik an und zeigen, wie die OAG zu einem Teil des Naziregimes wurde (Christian W. Spang), während sich die japanische Regierung, trotz Bündnis mit Nazideutschland, lange Zeit ambivalent gegenüber jüdischen Exilanten im japanischen Reich zeigte (Thomas Pekar). Zu Beginn des dritten Teiles vergleicht David M. Crowe die Nürnberger und Tokioter Prozesse nach dem zweiten Weltkrieg. Er schlussfolgert, dass die juristischen, prozessrechtlichen und sprachlichen Probleme der Tokioter Prozesse so gravierend waren, dass die Frage nach einem gerechten Verfahren aufgeworfen wird. Franziska Seraphim untersucht im nächsten Beitrag, wie deutsche und japanische Kriegsverbrecher in der Nachkriegszeit von den Besatzungsmächten behandelt worden sind. In den beiden folgenden Kapiteln analysieren Rolf-Harald Wippich und Volker Stanzel jeweils, wie Japan seine Beziehungen zu West- respektive Ostdeutschland in der Nachkriegszeit normalisierte. Im letzten Kapitel schliesslich untersuchen Birgit Maier-Katkin und Lee M. Roberts, wie die zweisprachige Autorin Yoko Tawada die deutsche und japanische Sprache in ihren Werken benutzt.

Wie die breitgefächerte Themenauswahl der Beiträge illustriert, gelingt es dem Sammelband, ein facettenreiches und nuanciertes Bild der deutsch-japanischen Beziehungen der letzten hundertfünfzig

Jahre aufzuzeigen. Einige provokative Thesen und Neuinterpretationen von historischen Quellen stellen einen wertvollen Beitrag zur Forschungsdiskussion dar. Insbesondere das Kapitel zum Verhältnis Japans zur DDR ist eine Pionierleistung. Der enge Fokus auf Deutschland und Japan ist allerdings auch eine verpasste Chance, den gesamten deutschsprachigen Raum als Teil des transnationalen Frameworks wahrzunehmen. Mehrere Beiträge schaffen es zwar, sich vom engen Konzept des deutschen Nationalstaates zu lösen. So argumentiert etwa Takenaka, dass in Meiji-Japan österreichische Komponisten zum deutschen Kulturgut gezählt wurden. Zudem zeigt Cho auf, wie die Biografie des deutschbaltischen Intellektuellen Graf Keyserlings einen wesentlichen Einfluss auf dessen kosmopolitisches Weltbild hatte. Leider verpassen es die Herausgeber in der Einführung jedoch, diese transnationalen Verflechtungen innerhalb des deutschsprachigen Raumes gebührend zu berücksichtigen und analytisch in Verbindung zum japanischen Kaiserreich zu setzen. Nichtsdestoweniger bietet der Sammelband zahlreiche wegweisende Beiträge, die die Felder der Verflechtungsgeschichte und Asian-German Studies bereichern.

Fynn Holm (Zürich)

Allgemeine Buchbesprechungen

Comptes rendus généraux

Alain Corbellari Le Moyen Âge à travers les âges

Neuchâtel, Alphil, coll. «Focus», 2019, 136 p., Fr. 19.–

Alain Corbellari, professeur à la Faculté des lettres de l'Université de Lausanne et à l'Institut de littérature française de l'Université de Neuchâtel nous convie à un fascinant voyage à travers la réception de l'imaginaire médiéval dans la modernité. L'auteur part d'un constat: «Il ne suffit pas d'aimer le Moyen Âge pour en étudier les déclinaisons actuelles, il faut aussi le connaître» (10). Ce Moyen Âge fascine autant qu'il dépayse. L'auteur envisage donc, en neuf chapitres, de mettre en perspective ce Moyen Âge à la lumière des représentations que chaque époque a pu s'en faire.

Un premier chapitre («Le Moyen Âge par lui-même – de Chrétien de Troyes à Pierre Sala») met en lumière une littérature médiévale qui se développe, en s'inspirant du passé, dans un constant renouvellement, tant dans ses formes que dans les publics qu'elle vise. Vers 1300 déjà, chansons de geste et romans arthuriens rencontrent de nouvelles relectures. À travers des «mises en prose actualisantes», ces œuvres imprègnent la littérature européenne jusqu'au XVI^e siècle, à l'image de la réécriture du *Chevalier au Lion* de Chrétien de Troyes que Pierre Sala dédie à François I^{er} en 1522.

Un deuxième chapitre («Le Moyen Âge refoulé – de Pétrarque à Voltaire») nous emmène dans les méandres de la construction d'un jugement ambigu porté sur le «Moyen Âge» qui ne s'impose qu'à travers le temps et qui ne se fixe qu'au XVIII^e siècle. C'est en effet avec les Lu-

mières que le mépris du Moyen Âge acquiert une valeur archétypale: «Voyant dans cette époque l'antithèse toute trouvée à leur foi dans le progrès, le parti des Philosophes va achever de diaboliser le Moyen Âge en forgeant une argumentation dont les termes imprègnent encore notre langage courant et nos réflexes idéologiques» (34).

Un troisième chapitre («Le Moyen Âge contre les Lumières – de Fauchet à Stendhal») rend compte des premiers défenseurs modernes qui contribuent à réévaluer l'idée même de Moyen Âge. C'est l'époque des «Antiquaires» qui se situent dans le camp opposé à celui des Lumières. Cet intérêt nouveau donne lieu à d'importantes rééditions de textes français médiévaux qui s'appuient sur un authentique travail d'érudition.

Les romantiques retiennent l'attention du quatrième chapitre («Le Moyen Âge rose et noir des romantiques – de Walpole à Flaubert») qui cohabitent avec les derniers thuriféraires du «Moyen Âge troubadour». Un cinquième chapitre («Le Moyen Âge érudit – de Bodmer à Bédier») retrace l'essor de l'érudition moderne concomitante, en ce XIX^e siècle, à la montée des nationalismes. En cette période positiviste, on se distancie du Moyen Âge jugé le plus souvent négativement. Une réhabilitation de la littérature médiévale s'opère réellement avec Joseph Bédier (1864–1938). Un sixième chapitre («Le Moyen Âge idéalisé – de Bloy à Aragon») évoque comment l'Angleterre – où le romantisme persiste sans discontinuité dans l'idéalisation de l'imaginaire médiéval – devance d'un bon demi-siècle l'attitude qui s'impose en France avec le symbolisme. L'auteur sou-

ligne l'engouement éditorial de l'entre-deux-guerres pour la littérature médiévale. L'idée que l'on se fait du Moyen Âge s'imprègne du renouveau que connaît le catholicisme. Les années 1930 voient des auteurs d'horizons divers défendre une certaine idée positive de l'art médiéval. La Seconde Guerre mondiale polarise ensuite les contradictions inhérentes à l'utilisation à la fois artistique et idéologique de l'imaginaire médiéval: «Pour le pire, d'abord, parce que celui-ci sera massivement mis à contribution par l'imaginaire fasciste. [...] Pour le meilleur aussi, cependant, parce que les poètes de la Résistance exalteront à de nombreuses reprises le souvenir des écrivains et des monuments médiévaux vus comme les garants de l'âme immortelle de la France» (90). Le chapitre 7 («Le Moyen Âge suspecté – de Twain à Kristeva») évoque une époque, celle de l'après-guerre, pour laquelle le Moyen Âge devient une donnée encombrante du passé. Les Trente Glorieuses marginalisent d'ailleurs durablement le Moyen Âge qui occupe dès lors une place plus limitée dans les entreprises éditoriales. Et pourtant, si le Moyen Âge est mis à l'écart de la grande littérature, celui-ci trouve un certain écho dans des genres plus populaires, tels que la bande dessinée, le roman historique ou le cinéma hollywoodien, dans une vision souvent idéalisante. Clichés et stéréotypes ont bonne place dans ces formes d'expression comme dans la chanson populaire des années 1960 (France Gall et son *Sacré Charlemagne...*). En parallèle, l'érudition médiévale poursuit son chemin mais les figures rassembleuses – tel qu'avait pu l'être Bédier – se font plus rares. L'ouvrage se poursuit avec le souhait de montrer la pluralité des attitudes observées depuis les années 1970 (chapitre 8: «Le Moyen Âge réhabilité – de Zumthor à George R. R. Martin»). Le «post-modernisme» qui marque la fin des Trente Glorieuses s'accompagne en effet d'un

sens de l'éclectisme et de la pluralité des références. Pour le Moyen Âge, cela représente «une chance inespérée de retour, sinon de ses valeurs, du moins de son imaginaire» (101). Le genre narratif de l'*heroic fantasy* témoigne de cette résurgence de l'imaginaire médiéval dans les médias populaires. On observe au même moment, dans une perspective érudite, un médiévisme qui gagne en visibilité comme en témoigne la création de collections d'éditions bilingues de littérature médiévale. Le domaine de l'histoire participe pleinement de ce renouveau médiéval à travers les travaux de Fernand Braudel, Georges Duby et Jacques Le Goff. Plus généralement, on assiste à un regain d'intérêt pour le roman historique, lui aussi renouvelé. L'utilisation de cet imaginaire médiéval – qu'il véhicule une vision «noire» désenchantée, ou au contraire «rose» – contribue à une réappropriation éminemment ludique du Moyen Âge.

Un dernier chapitre se concentre précisément sur la bande dessinée «comme un cas d'espèce qui me paraît particulièrement représentatif du rapport qu'un art réputé emblématique de la modernité peut entretenir envers l'époque médiévale» (13). C'est une approche originale que nous propose A. Corbellari sur quatre-vingts ans d'histoire de la BD médiévalisante en partant de la première série créée par Harold Foster en 1937 (et publiée jusqu'en 1971) – *Prince Valiant* – en passant par *Johan et Pirlouit* et *Les Schtroumpfs*. Bien d'autres séries sont encore mentionnées qui démontrent également un glissement d'une partie de la BD médiévalisante vers la BD historique, tel que *Le Troisième Testament* d'Alice et Dorison (1997–2003) et *Le Trône d'argile* (publié depuis 2006). On peut en effet espérer, comme l'exprime l'auteur, que l'amateur de jeux vidéo, de jeux de rôles et autres reconstitutions trouvera ici les éléments susceptibles de nourrir ses propres réflexions.

À l'issue de ce parcours, le chercheur aguerri ou l'amateur éclairé auront trouvé de quoi se rassasier. Ce petit ouvrage particulièrement dense, empli de références, témoigne de l'érudition de son auteur. Un regret peut-être: le titre ne laisse pas présager la perspective avant tout littéraire de l'ouvrage. On retiendra surtout son regard enthousiaste et engagé sur ce Moyen Âge qui fascine, car «il fait miroiter toutes les genèses possibles d'un monde qui est toujours le nôtre» (14).

Noëlle-Laetitia Perret (*Fribourg*)

Thalia Brero
Rituels dynastiques et mises en scène du pouvoir
Le cérémonial princier à la cour de Savoie (1450–1550)

(Micrologus Library, 84), Florence, Sismel – Edizioni del Galuzzo, 2017, xxvii + 701 S., € 90,-

Seit langem bereichern die Mediävist*innen der Universität Lausanne unser Wissen um die Geschichte Savoyens markant – und die vorliegende, schon vom Umfang her eindrucksvolle Studie von Thalia Brero fügt sich nahtlos in die Reihe der unter der Ägide von Agostino Paravicini Bagliani entstandenen Arbeiten ein. Es würde der Autorin aber nicht gerecht, ihre Leistung auf einen – wengleich gewichtigen – Beitrag zu einer wissenschaftlichen Schule zu reduzieren: Vielmehr demonstriert der aus einer 2013 in Lausanne verteidigten und mehrfach preisgekrönten Dissertation hervorgegangene Band ihre intellektuelle Eigenständigkeit und ihren beeindruckend weiten Horizont, sowohl hinsichtlich der analysierten Materialien und deren geografisch-kulturell breiter Einbettung wie bezüglich der umsichtigen theoretischen und methodischen Grundierung.

In sieben Abschnitten fasst Brero ihren Gegenstand, der die Überlieferung des

Herzogtums Savoyen für kulturhistorische Fragestellungen mit einem europäischen Horizont öffnet. Im Zentrum steht die zeremonielle Ausgestaltung ritueller Anlässe, die eng mit der herzoglichen Familie verbunden sind und zugleich politische Bedeutung aufweisen. Geordnet wird das Material nach dem Lebenszyklus einer neugegründeten Familie: Beginnend mit den Hochzeiten, führt der Weg über die feierlichen Einritte («joyeuses entrées») sowie die Taufen der aus den Ehen resultierenden Kinder bis zu den – konsequent am Ende stehenden – Begräbniszeremonien. Kapitel I präsentiert zunächst als ereignisgeschichtliche Grundlage die Geschichte Savoyens von der Glanzzeit Amadeus' VIII. bis zu den (existenziellen) Krisen im Rahmen der Italienkriege des 16. Jahrhunderts (3–68), Kapitel II stellt die zentrale Quellenbasis vor. Savoyen ist in der Forschung vor allem für seine dichte Rechnungsüberlieferung berühmt, aber Brero fokussiert auf ein spezielles Genre, nämlich die Beschreibungen öffentlicher zeremonieller Akte. Erste Ansätze hierzu können bereits im 15. Jahrhundert ausgemacht werden, aber als eigenständige Gattung begegnen derlei Texte in Savoyen erst nach der Wende zum 16. Jahrhundert – und zunehmend ab den 1520er-Jahren (83–90; zum späten Einsatz des Drucks 104–106). Den eigentlichen Kern der Arbeit bilden die Kapitel III–VI zur zeremoniellen Ausgestaltung der Feierlichkeiten, die mit den Eheschlüssen, Einritten, Taufen und Begräbnissen verbunden sind. Ein siebtes Kapitel, dem noch ein knappes Gesamtfazit folgt, fragt schliesslich in der Gesamtschau, ob das detailliert aufgefächerte «fürstliche Zeremoniell» («cérémonial princier») als System zu deuten ist. Abgerundet wird der Band durch eine Reihe genealogischer Tafeln (567–571), eine Karte des Herzogtums Savoyen im frühen 16. Jahrhundert (572) sowie ein ebenso ausführliches wie

hilfreiches «Biographisches Repertorium», das knappe Hinweise zur Einordnung der wichtigsten Protagonist*innen bietet (573–623). Eine Bibliografie und ein Register erschliessen das Werk, das mit elf Farbabbildungen illustriert ist.

Es wäre vermessen, die reichen Inhalte im Rahmen einer Besprechung umfänglich wiedergeben zu wollen: Die wunderbar eingängig geschriebene und äusserst sorgfältig redigierte Studie präsentiert zahlreiche bemerkenswerte Details. So ist zu erfahren, dass die portugiesische Begleitung der jungen Beatrix von Portugal offenbar über die «bise» als Geste der Begrüssung verwundert war, die sie auf dem Weg zu Beatrix' zukünftigem Gemahl Karl II. von Savoyen 1521 bei einem Aufenthalt in Marseille kennenlernte (208), oder dass sich ein savoyischer Gast der Hochzeitsfeierlichkeiten beim Tanz dadurch hervortat, dass er schweissgebadet seinen Mantel abwarf und im Hemd dastand (222). Wundern darf man sich auch über den Umgang mit den Gebeinen Karls II., der als Herzog ohne Land 1553 in Vercelli starb und wohl so formlos beigesetzt wurde, dass man kaum etwas darüber weiss. Sein Sarg wurde aber 1637 in der Sakristei der Kathedrale auf einem Schrank gefunden (471).

Derlei Anekdotisches mag erheitern, während man andernorts eher betroffen von der erschreckend hohen Sterblichkeit der Nachkommen Karls II. und seiner Gemahlin Beatrix erfährt (456–457), wobei Letztere zudem selbst an den Folgen der Geburt ihres zehnten Kindes im Alter von nur 34 Jahren starb (460). Der eigentliche Wert der Studie besteht aber in der minutiösen Darstellung der zeremoniellen Akte in ihrer historischen Entwicklung. Dabei arbeitet die Autorin ein ums andere Mal umsichtig Einflüsse und Umstände heraus, die aufzeigen, wie stark die feierliche (oder schlichte) Anlage jedes Zeremonialakts stets auch situativ bedingt war: Die

Taufe eines präsumptiven Nachfolgers in der Herrschaft wurde festlicher begangen als die seiner nachgeborenen Geschwister (323), das Begräbnis einer Herzogsmutter feierlicher ausgestaltet als jenes einer ehemaligen Herzogin, die ohne Nachkommen geblieben war (wenngleich es sich bei Margarethe von Österreich doch immerhin um die Tochter eines Kaisers handelte) (448–450). Damit bietet die Arbeit letztlich einen Beitrag zum Verhältnis von Ereignis und Struktur in historischer Perspektive. Während einerseits normative Vorgaben oder Traditionen die Anlage des Zeremoniells bestimmten, bestand zugleich grosse Flexibilität in den Details der Ausgestaltung. Erst diese Flexibilität machte die «dynastischen Rituale» zu einem effizienten Medium der politischen Kommunikation, mit dem etwa ein faktisch schwacher Herzog wie Karl II. versuchen konnte, durch exaltierte Repräsentation Rang und Geltungsansprüche zu wahren (559–563). Dass in seiner Zeit eine Professionalisierung der Festorganisation zu beobachten ist (530), stellt eine über Savoyen hinausweisende Entwicklung dar, die ihm wohl entgegengekommen sein mag.

Gesamthaft bietet Savoyen, das Brero als Macht zweiten Ranges charakterisiert, die dennoch eine wichtige Rolle in der europäischen Politik spielte (557), ein vielfältiges Bild: Einerseits orientierten sich die Grafen und Herzöge wiederholt, wenn auch oft verzögert, an den rituellen Entwicklungen benachbarter Herrschaften (allen voran Frankreich und Burgund). Man mag es als Versuch zeremonieller Stuserhöhung deuten, wenn herzogliche oder gar königliche Gebräuche übernommen wurden, wie etwa der Gebrauch eines Baldachins beim Eintritt oder die separate Herzbestattung (514–516). Dabei spiegelt das savoyische Beispiel Praktiken, die auch andernorts zu beobachten sind, wenn etwa die Eltern des Täuflings bei der Tauf-

zeremonie abwesend sind oder Frauen nicht an den Trauerzügen für männliche Verstorbene teilnehmen. Zugleich begegnen aber auch markante Eigenheiten: So existierte in Savoyen vom 14. bis zum 16. Jahrhundert gerade keine stabile Grablegetradition, obwohl man mit Haute-combe schon früh über eine Nekropole verfügte (396), und die «joyeuses entrées» der Herzoginnen wurden feierlicher ausgestaltet als jene der Herzöge (310). Es ist Breros Verdienst, das aufschlussreiche savoyische Material in vorbildlicher Weise mit einem vergleichenden Blick aufgearbeitet zu haben, sodass die Darstellung zahlreiche Anschlussmöglichkeiten und Bezüge eröffnet. Eine solche Öffnung bringt es stets mit sich, dass man in der sehr internationalen Bibliografie das eine oder andere Werk vermisst – so hätten zu den Einritten die Publikationen Gerit J. Schenks zum «Adventus» im Reich sicher Wertvolles beitragen können oder zur Darstellung von Rang und Status die reichhaltige (und ebenfalls vergleichend ausgreifende) Habilitationsschrift von Jörg Peltzer. Insgesamt bleibt die Zahl solcher Desiderate aber äusserst gering, lediglich Ursula Giessmanns Dissertation zum Papat Felix' V./Amadeus VIII. vermisst man deutlich. Dass ein Aufsatz des Rezensenten zu Weinbrunnen nicht erwähnt wird, obwohl solche Anlagen wiederholt eine Rolle spielen (203, 248, 300), nimmt dieser hier schlicht als Anregung, seine damalige Sammlung um weitere Beispiele zu ergänzen: etwa um die metallene «pucele», aus deren Brüsten im Jahr 1502 beim Einritt Margarethes von Österreich in Brou Wein floss (300) – eine Anlage, die ausgerechnet die Kartäuser von Seillon bereitgestellt hatten ... Kurz: Man darf der Autorin zu einer gelungenen Publikation gratulieren, der eine grosse Leserschaft zu wünschen ist.

Philipp Zwysig
Täler voller Wunder

Eine katholische Verflechtungsgeschichte der Drei Bünde und des Veltlins (17. und 18. Jahrhundert)

Affalterbach, Didymos, 2018, 468 S., € 59,-

Fruit d'une thèse soutenue à l'Université de Berne, l'ouvrage de Ph. Zwysig contribue de manière significative à renouveler non seulement l'histoire religieuse des Alpes suisses et italiennes, mais aussi l'histoire plus large du catholicisme tridentin. Face aux travaux récents de Randolph Head et d'Ulrich Pfister, qui ont surtout analysé les rapports entre catholiques et protestants dans les Grisons, Zwysig déplace la focale à deux égards. D'abord, il examine conjointement les Grisons et la Valtelline; ensuite, au lieu de mettre au premier plan les tensions interconfessionnelles, il se penche sur les liens tissés au sein du catholicisme, entre cette région frontalière et les centres de pouvoir italiens, notamment Rome et Milan. C'est ainsi qu'il a écrit une «histoire croisée du catholicisme» des XVII^e et XVIII^e siècles, comme l'indique le sous-titre du livre. L'auteur a surtout dépouillé la correspondance de la congrégation de Propaganda Fide, les collections de littérature pieuse, les archives épiscopales de Coire et de Côme. En s'appuyant sur ces sources ainsi que sur le vaste panorama d'une historiographie polyglotte, il révèle les processus qui ont transformé des vallées alpines en un laboratoire stratégique de la piété baroque italienne.

L'ouvrage est divisé en trois parties, dont la première est consacrée à l'intensification des liens transrégionaux entre les vallées alpines et les épicentres de la Réforme catholique. Cette intensification est provoquée d'une part par la guerre de la Valtelline qui éclate en 1620 et qui implique quasiment toutes les grandes puissances

européennes, d'autre part par la création en 1621 de la mission dite rhétique, confiée aux Capucins et mise sous la tutelle de Propaganda Fide. Zwyssig a raison d'insister sur le fait qu'il ne s'agissait pas d'un mouvement à sens unique. Certes, la plupart des missionnaires capucins viennent d'Italie. Mais inversement, de nombreuses personnes dont la mobilité renforce les connexions entre la région alpine et la Curie romaine sont originaires des Grisons et de la Valteline, terres de migration par excellence. Ces individus et leurs rôles sont difficiles à saisir à travers les sources, mais Zwyssig a réussi à en identifier quelques-uns – par ailleurs uniquement des hommes, comme Giovanni Giodoco, originaire de Zernez, théologien et agent romain de l'évêché de Coire (104–6). S'y ajoutaient encore les activités du nonce papal installé à Lucerne ainsi que les fondations rivales en provenance de Milan et de France. Tout ce jeu d'influences extérieures ne surprendra peut-être guère les historien·ne·s du catholicisme tridentin. Mais le mérite de Zwyssig consiste à rendre compréhensible cet imbroglio de forces «translocales», tout en montrant que celles-ci n'affaiblissent souvent pas l'autonomie des communautés paroissiales. La deuxième partie s'intitule «Paysages de grâces baroques: appropriations et interprétations d'un espace de frontière confessionnelle». Zwyssig ne poursuit pas explicitement la question, récemment posée par Bertrand Forclaz, de savoir si la Suisse moderne présente les caractères d'une «frontière de catholicité» (concept forgé par Pierre Chaunu). Pourtant, cette partie de l'ouvrage souligne bien à quel point la multiplication des lieux de grâce (*Gnadenorte*) et la sacralisation du paysage étaient conditionnées par le désir d'ériger une barrière dévotionnelle face à la Réforme protestante, «*di frontiera all'eresia*» selon un livret de pèlerinage de l'époque (242). Ici, Zwyssig embrasse

la perspective des capucins et des autres ecclésiastiques qui investissaient toutes les ressources de la Réforme catholique dans cette région alpine – des constructions et embellissements d'églises aux processions et chemins de croix, en passant par les reliques tirées des catacombes romaines. Selon ce clergé réformateur, mais aussi selon Zwyssig, cette offre variée était «assidûment» (272) accueillie par les laïcs en perpétuelle quête de miracles et d'indulgences.

La troisième partie, la plus courte et la plus dense de l'ouvrage, aborde les nuances de cette demande laïque. L'auteur fait sien le vocabulaire d'«offre» et de «demande» (299 f.) pour analyser ce qu'il appelle les «économies du salut et du malheur» (*Ökonomien des [Un-]Heils*). À travers plusieurs études de cas saisissantes, Zwyssig déchiffre les dynamiques du merveilleux qui pouvaient se déclencher dans un paysage aussi chargé de sacralité que celui des Grisons et de la Valteline catholiques. Par exemple, à Disentis, où se trouve une puissante abbaye bénédictine, ce sont bien les laïcs eux-mêmes qui découvrent la puissance d'une Mater Dolorosa, statue autour de laquelle se forme un sanctuaire à répit au début du XVIII^e siècle. Des parents d'enfants mort-nés y apportent donc les corps de ces derniers dans l'espoir d'une résurrection momentanée, qui permet le baptême indispensable au salut éternel. Les bénédictins n'apprécient guère ce culte peu orthodoxe, et même le capucin qui avait introduit la Mater Dolorosa à Disentis ne semble pas avoir prévu ce développement. Plus généralement, l'Église comme institution avait besoin de miracles pour marquer les territoires de la grâce et de la foi catholique; les miracles, eux, n'avaient pas forcément besoin de l'Église. C'est en prêtant attention à ce genre d'ambiguïtés que Zwyssig évite finalement de trop céder au récit d'une confessionnalisa-

tion soigneusement orchestrée et étroitement contrôlée par la Curie romaine et le clergé.

Dans une brève conclusion générale, l'auteur met néanmoins l'accent sur la réussite de cette confessionnalisation: «Les capucins italiens de la mission rhétique et d'autres protagonistes de la Réforme catholique intégrèrent avec succès les vallées alpines des Grisons et de la Valteline à l'espace culturel du catholicisme italien» (391). L'auteur semble hésiter entre deux notions: celle de croisement (*Verflechtung*), qui évoquerait des influences réciproques et des échanges multidirectionnels, et celle d'intégration, qui signalerait plutôt une seule directionnalité hégémonique entre un centre romain, actif et intégrateur, et une périphérie alpine, objet de cette intégration. Une seconde interrogation porte sur l'économisation conceptuelle des phénomènes religieux que Zwyszig adopte à la suite de Peter Berger et de tant d'autres qui ont perçu un marché des religions dans le monde contemporain. Certes, cela lui permet de décrire finement les phénomènes de concurrence entre sanctuaires. Cependant, on aurait souhaité qu'il analyse aussi le mélange de registres métaphoriques qui semble davantage caractériser la pensée baroque de la sainteté. Les sources citées par Zwyszig nous parlent des saints comme d'«avocats» auprès de Dieu (registre du droit); souvent les saints apparaissent aussi comme des «patrons» par rapport aux fidèles-«clients» (registre sociopolitique); enfin, quoique l'on puisse considérer les grâces divines comme autant de dons, une économie du don ne diffère-t-elle pas essentiellement d'une économie de marché?

Un dernier bémol à ce livre pourtant extrêmement riche et lucide: l'époque baroque y apparaît comme un bloc isolé dans le temps. En amont, quelle était la culture religieuse dans les Grisons et dans

la Valteline au XVI^e siècle? Zwyszig nous en dit fort peu. Or, il note que les premiers missionnaires capucins, en arrivant dans les années 1620, dressent un état désolant du catholicisme alpin, pour mieux faire valoir la nécessité de leur présence... quoi d'étonnant que, cent ans plus tard, ils se félicitent au contraire de la ferveur exemplaire qu'ils auraient inculquée entre-temps au peuple (122–131)? L'auteur risque de reproduire trop fidèlement ce schéma missionnaire quand il affirme que les capucins apprirent de nouvelles «compétences» religieuses aux laïcs (388). En aval, il s'abstient de mettre en rapport le Baroque avec ce qui lui succéda dans la région: les Lumières catholiques? Un grand choc au temps de la Révolution française? Une réaffirmation ultérieure des appartenances romaines au sein du catholicisme? Ph. Zwyszig a choisi de ne pas consacrer d'épilogue au déclin – ou aux permanences – du modèle baroque, mais il a jeté d'excellentes bases pour des recherches futures qui pourraient reprendre cette question.

Kilian Harrer (Wisconsin)

Vitus Huber

Beute und Conquista

Die politische Ökonomie der Eroberung Neuspaniens

Frankfurt am Main, Campus, 2018, 432 S., € 39,95

Vitus Huber

Die Conquistadoren

Cortés, Pizarro und die Eroberung Amerikas

München, C. H. Beck, 2019, 128 S., € 9,95

Noch 500 Jahre nach der Landung von Hernán Cortés in Mesoamerika sorgt die Conquista für politischen Streit, wie die Forderung des mexikanischen Präsidenten López Obrador an das Papsttum und das

spanische Königshaus zeigt, sie sollten für die damaligen Geschehnisse um Entschuldigung bitten. Dieser Jahrestag hat auch den Beck-Verlag dazu animiert, nicht nur eine Cortés-Biografie, sondern auch ein neues Bändchen der Wissen-Reihe zum Thema «Die Conquistadoren» drucken zu lassen. Die Wahl fiel für Letzteres auf Vitus Huber – und diese Wahl erwies sich als glücklich.

Huber hat 2018 ein auf seiner Dissertation basierendes und gut lesbares Buch zum Thema «Beute und Conquista» veröffentlicht, in dem er sich eine Analyse der Conquista jenseits der älteren Grosse-Männer-Erzählungen vornimmt. Darin entwickelt er eine politische Ökonomie der Eroberung Neuspaniens (Peru spielt nur eine untergeordnete Rolle), die die Frage ins Zentrum stellt, wie Beuteerwartungen, -verteilung und -sicherung den Vorgang der Eroberung und des Aufbaus eines Kolonialreichs prägten. Huber verteidigt die These, Mechanismen der Beuteverteilung und -sicherung hätten nicht nur Männer dazu animiert, in diese fremden Länder einzumarschieren, sondern auch dort zu bleiben und Staatsbildung zu betreiben. Nicht alles ist neu: Die Forschung hat sich bereits für die Frage nach der Beute und ihrer Verteilung interessiert. Dennoch ist es die erste Monografie, die Beute- und Gnadenökonomie in den Vordergrund rücken lässt. Huber verteidigt die These, es sei nicht religiöser Eifer, chevalereske Abenteuerlust und schon gar nicht ein planmässiges Vorgehen der Krone, die die Conquista in Gang brachten, sondern bestimmte Praktiken der Beuteverteilung. Damit wird eine präzisere Analyse der Conquista und der Entstehung von Kolonialität entfaltet. Die Monografie ist in drei Teile gegliedert. Im ersten werden die Verträge vor den Eroberungszügen unter die Lupe genommen. Huber zeigt, dass sich die Verträge zwischen der Krone und den Kapitänen

im Laufe der Jahre änderten: Während die Krone anfangs bereit war, Geld in die Suche nach einer neuen Seeroute nach Asien zu investieren, kassierte sie in den späteren Etappen der Conquista das königliche Fünftel (20% der Beute) ein, ohne selbst Risiken zu tragen. Die Conquista war zum Selbstläufer geworden. Huber stellt dar, dass die Kontraktualistik stets der Logik einer Verteilungsgerechtigkeit folgte. Dass die Conquistadoren mehr Beuteanteile erhalten sollten, je besser sie ausgerüstet waren, verschaffte einen Ansporn zu investieren. Entscheidend war auch, dass besonderer Eifer und Verdienst durch zusätzliche Beuteanteile belohnt werden sollten. Die Beteiligung an der Beute war ergebnisorientiert, was sich motivierend auswirkte. Da die Conquistadoren oft verschuldet waren und manchmal – wie im Falle von Cortés und seinen Leuten – Gefahr liefen, als Rebellen verurteilt zu werden, standen sie unter besonderem Erfolgsdruck. Spannend ist auch die Beobachtung, dass die Verträge zwischen der Krone und Conquistadorenkapitänen präzise ausfielen, diese jedoch Männer auf der Grundlage von vagen Versprechen rekrutierten. Dies gilt wohl auch für die mesoamerikanischen Verbündeten, die eine entscheidende Rolle in der Eroberung spielten: Es ist kaum auszumachen, welche Beuteaufteilung mit ihnen vereinbart wurde. Huber zeigt, dass die spanischen und die mesoamerikanischen Beutepraktiken kompatibel waren und dass genau dies die aus spanischer Sicht überlebenswichtigen Bündnisse ermöglichte. Man wüsste gerne mehr über die Hintergründe dieser Bündnisschliessungen. Zusätzliche Informationen darüber könnte man jedoch allenfalls aus später verfassten Suppliken beziehen, was Huber als problematisch einstuft und ablehnt. Der Leser muss sich in diesem zentralen Punkt mit dem wenigen begnügen, das sich mit Sicherheit behaupten lässt.

Teil 2 erklärt, weshalb sich Conquistadoren nach einem Eroberungszug zum nächsten aufmachten oder im Gegenteil in einem Gebiet Amerikas blieben, nur selten jedoch nach Spanien zurückkehrten. Conquistadoren segelten in der Regel nicht nach Europa zurück, weil die mobile Beute zu gering ausfiel (die überaus reiche Beute von Cajamarca war hier die Ausnahme). Sie zogen oft weiter, wenn die Beute zu niedrig ausfiel, um sich aus der Verschuldung zu befreien. Sie blieben öfter in einem Gebiet, wenn an ein vorspanisches Tributsystem angeknüpft werden konnte, was in Mesoamerika und Peru der Fall war. Das Gros der Beute war nämlich die örtliche Bevölkerung selbst, die – sich an die früheren Tributsysteme anlehnd – den Conquistadoren «anvertraut» wurde (Encomienda). Huber zeigt weiter die grosse Diversität der Beuteverteilungspraktiken. Spannend ist dabei, dass die Conquistadoren grossen Wert auf die Auszahlung des königlichen Fünftels legten, da es für die rechtliche Sicherung der Beute unabdingbar war. Teilweise schenkten sie dem König sogar weit mehr als die ihm zustehenden 20 % und hofften dabei auf eine besondere Gnade des Hofes. Stets etablierten sie administrative Praktiken und betrieben Staatsbildung in einer Art Bottom-up-Prozess.

Der dritte Teil der Arbeit gibt Einblicke in die Zeit nach der Eroberung. Im Zentrum steht das blühende Supplikationswesen, das Cortés ganz bewusst ins Rollen brachte, um die Unzufriedenheit bezüglich der Beuteverteilung zu kanalisieren. Dieses Aufblühen des Supplikationswesens markierte den Übergang von der Beuteverteilungs- zur Gnadenökonomie. Es erwies sich als ein essenzielles Element für die Imperiumsbildung. Weil die Unzufriedenen hofften, königliche Gnaden zu erhalten, waren sie bereit, die Etablierung einer königlichen Herrschaft zu akzeptieren. Dies trifft nicht zuletzt

auf die sogenannten «indianischen Conquistadoren» und selbst auf die Mitglieder der besiegten indigenen Dynastien zu, die sich dadurch in die koloniale Ordnung eingliederten.

Huber hat somit eine erkenntnisreiche Studie zu einem zentralen Vorgang der Weltgeschichte vorgelegt. Auch seine kurze Einführung in die Geschichte der Conquistadoren, die in der Reihe C. H. Beck Wissen erschien, ist sehr gelungen. Während die grundlegenden Interpretationen denen der Dissertationsschrift gleichen, erweitert Huber in dem 118-seitigen Band den Blick. Die drei ersten Kapitel behandeln die wichtigsten Etappen der Conquista, die jeweils mit den Namen Kolumbus, Cortés und Pizarro assoziiert werden, und verdeutlichen anhand dieser Fälle die Thesen, die im dickeren Buch verteidigt werden. Die Ausführungen zur Karibik sind dabei vielleicht etwas weniger gelungen als die zum Festland. Man erfährt wenig über die Wahrnehmungen der «neu entdeckten» Inseln durch die Konquistadoren (zum Beispiel über die Zweifel, nach Ostindien gelangt zu sein). Vor allem bleibt das Bild der vorkolonialen karibischen Gesellschaften sehr skizzenhaft und damit das der Chancen und Herausforderungen für die Conquistadoren. Die Encomienda wird an mehreren Stellen mit einer «faktischen Versklavung» (17, 22) gleichgesetzt, obwohl Huber in seiner Dissertationsschrift ein ausdifferenzierteres Bild gemalt hat. Die Kapitel 2 und 3 sind besonders informativ und bieten eine Erzählung der Conquista auf dem neuesten Forschungsstand. Es stört nur die Benutzung der Begriffe «Azteken» für die Bewohner Tenochtitláns (ein Begriff, der auch in der längeren Monografie auftaucht) und «Inkas» für die Peruaner – also Konzessionen an die etablierte Bezeichnungen dieser Völker in der breiten Bevölkerung. Sehr zu begrüssen ist, dass Huber nicht nur die Rolle der «indianischen Con-

quistadoren» beleuchtet, sondern auch die der katholischen Missionare (Kapitel 4). Der nötigen Kürze des Bands geschuldet bleiben diese Ausführungen zwar etwas schemenhaft. Vielleicht hätte man darlegen können, dass ab der zweiten Hälfte des 16. Jahrhunderts die Expansion vor allem auf katholische Orden zurückging und welche Besonderheiten die Missionsgebiete (wie zum Beispiel die Jesuitenreduktionen in Paraguay) aufwiesen. Dies hätte aber eine Kürzung woanders erfordert. Im zweiten Teil des Kapitels geht Huber auf die zahlreichen Misserfolge von Conquistadoren ein (was nicht richtig zum Thema «Mission» passt). Dies stellt ein wichtiges Korrektiv zum geläufigen Bild der Conquista dar und ermöglicht eine genauere Analyse aller Faktoren, die für einen gelungenen Eroberungszug notwendig waren. Sehr informativ ist auch das letzte Kapitel, das sowohl die schwarze und die weiße Legende der Conquista darstellt als auch den Mythos vom «europäischen Wunder», das laut der älteren Forschung die Eroberung Amerikas erkläre, dekonstruiert. Es ist ein erfreuliches Ergebnis dieses 500. Jahrestags, dass nun all diese spannenden Forschungsergebnisse in einer gut geschriebenen und knappen Einführung einem breiten Publikum zugänglich sind.

Damien Tricoire (Halle)

Moritz von Brescius
German Science in the Age
of Empire
Enterprise, Opportunity, and
the Schlagintweit Brothers

Cambridge, United Kingdom-New York, Cambridge University Press 2019, 414 p. £ 90,-

1857 erschien in der britischen Zeitschrift *The Athenaeum* ein ätzender Kommentar. Die Brüder Schlagintweit, deutsche Wis-

senschaftler, seien für ihre Expedition aus der Kasse der East India Company bezahlt worden – mit Geldern, die doch gestandenen englischen Forschern zugestanden hätten. Und dies, obgleich die Brüder als Pioniertat verkauften, was Briten längst bekannt sei: «The Prussian gentlemen, we find, have opened up Thibet, and are about to make India known to Europe», kritisierte die Zeitung in satirisch-bissigem Ton.

Solche Konfliktlinien innerhalb eines komplizierten transimperialen Gefüges sind es, die Moritz von Brescius in *German Science in the Age of Empire* herausarbeitet. Gegenstand dieser Arbeit, die auf einer am Europäischen Hochschulinstitut in Florenz eingereichten Dissertationsschrift basiert, sind die Expeditionen der deutschen Brüder Schlagintweit Mitte des 19. Jahrhunderts in Indien und Zentralasien. Mit dem Fokus auf deren wechselhafte britische, preussische und bayrische Anstellungs- und Fürsprecher-netzwerke schreibt sich die Arbeit in jüngste Forschungsbestrebungen ein. Empires nicht mehr als hermetisch abgeriegelte Container zu verstehen. Der Autor verspricht, hierzu als erste Monografie Karrieren deutscher Forschungsreisender im 19. Jahrhundert in fremden Kolonialreichen zu untersuchen (4).

Das Buch ist in acht Kapiteln aufgebaut, die Aspekte der Unternehmung Schlagintweit chronologisch adressieren. In Kapitel 1 behandelt der Autor die frühe Forschung der Brüder in den Alpen, die den Aufbau ihrer Karriere initiierte und als Fürsprecher bekannte deutsche Forscherpersönlichkeiten und die East India Company mobilisierte. Kapitel 2 beschreibt die jahrhundertelange Geschichte der britischen Exploration Indiens und dient der Kontextualisierung der Expeditionen Schlagintweit. Die anhaltende Rekrutierung deutscher Spezialisten in den britischen Dienst begleiteten kritisch-ab-

lehnende Diskurse. In Kapitel 3 zeigt der Autor, wie im Falle der Rekrutierung der Schlagintweits nationalistische Diskurse und persönliche Konkurrenz die britischen Abwehrreflexe befeuerten – aber auch die gerissene, zuweilen manipulative Art des Netzwerks der Brüder: Häufig trieben sie ein doppeltes Spiel mit den britischen und preussischen Geldgebern und Publika. Wie die deutschen Brüder offizielle britische Infrastrukturen wie die Hill Stations und wissenschaftlich-technische Dienste nutzen konnten, untersucht Kapitel 4. Die britische Schirmherrschaft vermittelte Zugriff auf Körper in kolonialen Gefängnissen für anthropologische Studien und diplomatische Hilfe bei der Exkursion nach Nepal. Kapitel 5 widmet sich der heterogenen Gruppe indigener Lithografen, Sammler, Übersetzer, Karawanenführer, Diplomaten, Wäscher, Fackelträger, Wasserträger und Boten – und ihrem Beitrag zum wissenschaftlichen Erfolg der Schlagintweits. Der Autor verspricht eine andere Leseweise als bisherige Literatur, indem er die Instabilität hierarchischer Verhältnisse innerhalb des Expeditionsunternehmens beschreibt. Interessant wäre hier je nach Quellenlage zusätzlich eine Analyse der monetären und vertraglichen Bedingungen der Zusammenkunft zwischen deutschen Forschern und lokalen Experten und der Frage, inwiefern die East India Company diese regulierte und kontrollierte. Kapitel 6 zeigt die Versuche der Brüder, nach Expeditionsrückkehr ihr Vermächtnis zu sichern und ihren wissenschaftlichen Ruf zu verhandeln. Der Autor zeichnet hervorragend nach, wie sich die Brüder in der Darstellung der Ziele ihres Unternehmens flexibel zeigten: Je nach Publikum betonten sie den imperialen Nutzen (ihrer Bodenproben für agronomische Kultivierung etwa) oder stellten sich als Naturforscher in humboldtscher Tradition dar. Auch die Wahl des Verlagssitzes war in dieser tran-

simperialen Arena strategische Aufgabe. Kapitel 7 erzählt von ihrem lange gehegten Plan, der Neugründung eines eigenen Indiemuseums – ein Projekt, das letztlich scheiterte. Auch hier zeichnet der Autor in faszinierender Weise nach, wie die Brüder sich diesmal im Ränkespiel um verschiedene Geldgeber zwischen London und Berlin verkalkulierten. Die Konjunkturen der Erinnerungskultur der Expeditionen von Russland bis in die USA, und wie die Schlagintweit während der Zeit der deutschen imperialen Machtergreifung Referenz wurden, adressiert schliesslich Kapitel 8.

Auf über 400 Seiten verfolgt der Autor in einer akteurszentrierten Perspektive, wie die Brüder die Fäden zogen: Er filtert ihre Motivationen und Strategien heraus und zeichnet das Bild cleverer und zuweilen skrupelloser Wissenschaftler. Es ist das Anliegen und Verdienst der Studie, nicht nur Mechanismen der Kollaboration und Komplizenschaft, sondern auch der Konkurrenz und Konflikte innerhalb dieses britisch-preussischen Wissensnetzwerks herauszuarbeiten. Mit «empires of opportunity» schliesslich bietet der Autor einen eingängigen Begriff an, um zu beschreiben, wie imperiale Territorien ambitionierten Spezialisten aus Staaten ohne eigene Kolonien Infrastruktur, Geld und Privilegien bereithielten – ein Begriff, der in künftigen Arbeiten zu transimperialen Netzwerken gewinnbringend eingesetzt werden dürfte.

Lea Pfäffli (Universität Luzern)

Pierre Singaravélou
Tianjin Cosmopolis
 Une autre histoire de la mondialisation

Paris, Seuil, 2017 (coll. L'Univers Historique), € 16,99

Historien des sociétés coloniales et d'une mondialisation élargie au XIX^e siècle, attiré par le débat historiographique qu'il a contribué à dynamiser en proposant avec Quentin Deluermoz une réflexion de fond sur les «uchronies», Pierre Singaravélou propose avec Tianjin Cosmopolis un essai historique fouillé et novateur sur l'histoire de cette ville chinoise longtemps oubliée des historiens, et pourtant laboratoire d'une modernisation accouchée dans la douleur de la révolte et de la répression du mouvement des Boxeurs hostile aux puissances occidentales en place dans la Chine impériale au tournant du XX^e siècle.

À partir d'une quantité d'archives inédites impressionnante provenant du monde entier, de nature diplomatique ou produites par l'administration du gouvernement international mis en place par les puissances alliées entre l'été 1900 et 1902, l'historien brosse une vaste fresque de l'émergence de cette «modernité 1900» en Asie, qui dépasse nettement les frontières d'une simple histoire de la ville. Partant d'un contexte urbain et politique bien délimité (Tianjin, enjeu d'une guerre farouche entre Boxers chinois et puissances occidentales qui triomphent finalement en juillet 1900), il élargit la focale à partir de ce cas particulier et démontre au bout du compte comment la destinée d'une ville à l'importance apparemment secondaire dans le développement de l'Empire chinois «fin-de-siècle» a pu jouer un rôle déterminant dans le processus de modernisation mondialisée caractérisant les sociétés asiatiques qui s'y affrontent alors aux puissances occidentales impériales. France, Grande-Bre-

tagne, Italie, Autriche-Hongrie, Allemagne, Russie, États-Unis, Japon et Chine impériale sont ainsi les acteurs éatiques multiples, à la fois alliés, concurrents et rivaux, d'une scène guerrière délimitée par les murs de cette cité de près de 800 000 habitants chinois et un millier d'Occidentaux. Son siège terminé dans un contexte de massacres et de pillages intenses, Tianjin, ancienne «capitale des Boxers» déjà engagée depuis une vingtaine d'années dans un processus de modernisation inabouti, se transforme rapidement et pour deux ans en un vaste chantier de reconstruction coproduit par le gouvernement international provisoire qui gère les affaires de la ville et les élites chinoises en place. C'est ce processus que l'auteur dissèque dans les moindres détails, variant les angles d'approche politico-territoriaux, sociospatiaux, économiques et commerciaux au fil des chapitres qu'encadrent l'histoire-bataille du siège de Tianjin et la restitution de la ville aux autorités chinoises après deux années d'administration par le gouvernement provisoire.

L'érudition qui caractérise l'écriture de cet ouvrage fourmillant d'anecdotes, d'illustrations originales et autres longues citations tirées de journaux d'époque ou de mémoires d'acteurs-témoins majoritairement français se double heureusement d'une volonté manifeste de réviser, de manière justifiée, plusieurs interprétations d'une historiographie dépassée qui a eu tendance à prendre le parti des puissances occidentales dans l'évaluation des actions du gouvernement provisoire. Attentif à toujours cerner au mieux les points de vue asiatiques dans ses analyses, l'auteur tire dans ses conclusions plusieurs lignes de force qui font de son essai un ouvrage représentatif d'une histoire «totale» de la mondialisation. On retiendra en particulier la démonstration du rôle prédominant et décisif pris par le Japon dans le dévelop-

pement cosmopolite de Tianjin au tournant du siècle, l'ambitieux Empire nippon réussissant à imposer sur le terrain chinois le visage d'une modernité alternative face à celle des puissances occidentales. On appréciera aussi l'esprit nuancé qui amène l'auteur à relativiser l'importance de la modernisation en cours à Tianjin et dans les principales villes concessionnaires chinoises dominées par les puissances impériales: si celle-ci, liée à la présence impériale, est une voie vers la modernité pour la Chine, elle n'apparaît pas exclusive et n'influence pas l'ensemble du commerce de l'Empire du Milieu, dominé par les seuls marchands et administrateurs chinois.

Impériale pour le meilleur et pour le pire, la première mondialisation vécue par Tianjin apparaît enfin plurielle et ambivalente. Par le caractère mondial de la guerre qui la frappe avec violence; par le bouillonnement culturel et social qui caractérise sa reconstruction urbaine pilotée de manière internationale; par une participation bien involontaire à la mondialisation des maladies infectieuses qui la touche lors de la pandémie de choléra en 1902. Dans chacun de ces processus, Pierre Singaravélou souligne la porosité des frontières socioculturelles et politico-juridiques qui font de l'histoire de «Tianjin cosmopolis» non seulement un récit qui ne s'écrit pas en «jaune et blanc», mais aussi une coproduction entre les rôles partagés ou concurrents du gouvernement international et des élites urbaines et commerciales chinoises en place. Une belle leçon d'histoire, riche d'enseignements pour le temps présent.

Claude Hauser (Fribourg)

Johanna Gehmacher, Elisa Heinrich, Corinna Oesch

Käthe Schirmacher
Agitation und autobiografische Praxis zwischen radikaler Frauenbewegung und völkischer Politik

Wien, Köln, Weimar, Böhlau, 2018, 596 S., € 55,- (print) / Open Access (E-Book)

Die Journalistin Käthe Schirmacher (1865–1930) irritiert die feministische Geschichtsschreibung bis heute. Mit ihrer auch methodisch aussergewöhnlichen Biografie legen die drei Wiener Historikerinnen Johanna Gehmacher, Elisa Heinrich und Corinna Oesch die Hintergründe dieser widersprüchlichen Haltung frei. Die facettenreiche Biografie ist zugleich das Resultat einer engen Kooperation der drei Autorinnen, die «in einem mehrstimmigen Wir von der Protagonistin erzählen». So verstehen Gehmacher, Heinrich und Oesch das Buch als ein gemeinsames Werk, an dem sie miteinander diskutierend und korrespondierend gearbeitet haben. Ausgangspunkt war das Sichten des umfangreichen Nachlasses, den Schirmacher 1930, wenige Monate vor ihrem Tod, der Universitätsbibliothek Rostock übergab. Es war der Schlusspunkt ihrer spezifischen autobiografischen Praxis. Denn sie hat ihren Schriftverkehr – auch eigene Briefe – in exzessiver Weise dokumentiert und sich in autobiografischen Texten immer wieder selbst positioniert. Für die Dokumentation setzte Schirmacher engste Vertraute wie ihre Mutter und ihre langjährige Lebenspartnerin ein, die sie etwa damit beauftragte, die von ihr an die beiden gesandten Briefe nach bestimmten Ordnungssystemen zu archivieren. Mit der Übergabe ihres als «politisch-literarischen Nachlass» definierten Materials an die Universitätsbibliothek zielte sie, so die These der Autorinnen, ebenso bewusst auf historische Einschreibung wie

auf die Beeinflussung der Arbeit künftiger Biograf*innen.

In ihrer Auseinandersetzung mit dem vielfältigen Material nehmen die drei Autorinnen ausgewählte Konstellationen aus unterschiedlichen Perspektiven in den Blick und untersuchen diese in ihren Beziehungen zueinander. Sie fokussieren zugleich auf Beziehungsstrukturen und Kooperationen, die persönliche und familiäre Beziehungen mit einbeziehen sowie politische Verbindungen jenseits organisatorischer Hierarchien. Das alle Perspektiven verbindende Element ist der Begriff «Arenen», die Kommunikations- und Netzwerke, über die sich Schirmacher als Publizistin und öffentlich agierende Protagonistin sowohl definierte als auch positionierte. 1865 in Danzig in eine protestantische Kaufmannsfamilie geboren, begnügte sie sich nicht mit der einer jungen bürgerlichen Frau zugestandenen Tätigkeit als Lehrerin und Erzieherin. Da ihr ein Studium in Deutschland nicht offenstand, ging sie 19-jährig mit Unterstützung ihres Schwagers Otto Münsterberg – ein liberaler Politiker aus einer intellektuellen und wohlhabenden jüdischen Familie – nach Paris, studierte an der Sorbonne Französisch und bestand als eine der ersten Frauen in Frankreich das Oberlehrerinnenexamen als *agrégée d'allemand*. Sie unterrichtete und studierte danach in Liverpool und promovierte Jahre später an der Universität Zürich mit einer Dissertation über einen französischen Schriftsteller. Sie reiste viel, war immer wieder kurz in Danzig, etablierte sich von 1895 bis 1910 in Paris und kehrte dann nach Deutschland zurück.

Schirmacher orientierte sich an den Handlungsmaximen «Bildung durch wissenschaftliches Wissen und Unabhängigkeit durch Arbeit», die dem bürgerlichen Bild von Weiblichkeit widersprachen. Sie suchte das Ausserordentliche und schätzte dabei die «Arenen», in denen sie von sich

reden machen konnte. Ihre Pläne, als Akademikerin an einer Universität zu lehren, scheiterten, doch eingebunden in die sich transnational etablierende Frauenbewegung bestritt sie ihr Leben als Autorin, Publizistin und politische Agitatorin. Bereits mit der 1891 erschienenen Novelle *Die Libertad* entwarf sie mit der in Frankreich studierenden Protagonistin Phil eine Studentin – ein Novum in der deutschsprachigen Literatur – als Identifikationsfigur, was ihr insbesondere in Deutschland viel Bewunderung vonseiten junger Frauen einbrachte.

Gerade weil Schirmacher von ihrem jüdischen Schwager unterstützt wurde, über Jahre in kosmopolitischen, liberalen und sich progressiv verstehenden Milieus verankert war, über den radikalen Flügel der deutschen Frauenbewegung hinaus Kontakte mit Frauenrechtlerinnen aus Europa bis in die USA pflegte und in gelebten Frauenbeziehungen das Private und Politische verknüpfte, ist die ab 1910 immer stärker zutage tretende deutschnationale, völkische und antisemitische Positionierung schwierig nachzuvollziehen. Doch zeigen die von den Autorinnen analysierten Konstellationen, Entwürfe, Praktiken und Interventionen Schirmachers, dass in einer ganzen Reihe von Texten, das in ihrer Familie gepflegte Narrativ der doppelten Bedrohung Danzigs durch die französische Belagerung 1807 einerseits und durch polnische Ansprüche andererseits ihre Haltung nachhaltig prägte. Das Bedrohungsszenario fand im Verlust Danzigs im Versailler Vertrag seine Bestätigung. So geriet, wie Heinrich argumentiert, Danzig für sie «zum metaphorischen Ausgangspunkt deutschnationaler Politik».

Hatten sich zu Beginn des Krieges Frauenbewegungsaktivistinnen wie Anita Augspurg und Lida Gustava Heymann noch um die Einbindung Schirmachers in die pazifistische Frauenbewegung bemüht, distanzieren sich zunehmend alle

radikalen Frauenrechtlerinnen von ihr, stellte sie doch die «deutschnationale Frage» über die Forderung nach dem allgemeinen Frauenstimmrecht. Es ging ihr um das Prinzip der Egalität mit den Männern in Beruf, Politik und Armee, nicht aber um allgemeine demokratische Rechte, um Menschenrechte. So kandidierte sie bei den Wahlen für die verfassungsgebende Nationalversammlung 1919 für die Deutschnationale Volkspartei und führte ihren Wahlkampf auch mit antisemitischer Rhetorik. In ihrem Nachlass zeigt sich deutlich, dass sie ihre Positionierung ihrer jeweiligen Öffentlichkeit beziehungsweise «Arena» anpasste. Auch wenn sie 1917 weiterhin für eine bessere Ausbildung für Frauen und für mehr politische Rechte eintrat, begründete sie diese im Ersten Weltkrieg mit dem Argument, dass Frauen damit ihre «deutsche Gesinnung» zum Ausdruck bringen und dem rassentheoretisch als Abstammungsgemeinschaft verstandenen «deutschen Volk» dienen konnten. Das Gebären geriet zu einer von Frauen abverlangten Leistung. Im 1921 erschienenen autobiografischen Buch *Flammen. Erinnerungen aus meinem Leben* deutete sie ihre Positionierung nicht als Einstellungswandel, sondern beanspruchte «Vaterlandsliebe» als biografisches Kontinuum. Immer wieder verwies sie auf das Narrativ einer «jüdischen Weltverschwörung», die sie verantwortlich machte für ihre «Austreibung aus der nationalen und internationalen Frauenbewegung». Rezipiert wurde das Werk gleichermaßen als individuelle Erinnerung und politische Kampfschrift. Schirmacher etablierte sich damit für viele Leserinnen als Führungsfigur einer entstehenden völkischen Frauenbewegung, für die «Frauenbefreiung» und «Volksbefreiung» eins seien.

Die Autorinnen sehen Käthe Schirmachers Anstrengungen der (Selbst-)Historisierung in den ersten Jahren nach dem

Ersten Weltkrieg im Kontext der Frauenbewegung, die in dieser Phase von massiven Deutungskämpfen geprägt war, die «auch mit der rasanten Entwertung demokratischer Haltungen in den späten 1920er Jahren» zu tun hatten. Es sei, so das Fazit, in der «Forschung zu historischen Frauenbewegungen noch umfassender zu reflektieren, wie eng manche Aussagen der Historiografie mit Historisierungsanstrengungen historischer Akteurinnen verflochten sind». Diese Reflexion demonstrieren die drei Autorinnen mit dieser umfangreichen Studie vorbildhaft. Trotz des auf verschiedenen Perspektiven basierenden methodischen Verfahrens, das Wiederholungen und theoretische Rekurse impliziert, ist diese gut lesbare Biografie auch für ein nicht akademisches frauenbewegungsgeschichtlich interessiertes Publikum von hohem Erkenntnisgewinn. Käthe Schirmachers heute wieder erhobene Forderung nach Bezahlung der Hausarbeit erscheint dabei in einem höchst ambivalenten Licht.

Elisabeth Joris (Bern)

Rolf Graber

Demokratie und Revolten

Die Entstehung der direkten Demokratie in der Schweiz

Zürich, Chronos, 2017, 232 p., Fr. 38.–

Olivier Meuwly

Une histoire politique de la démocratie directe en Suisse

Alphil, Neuchâtel, 2018, 128 p., Fr. 19.–

L'histoire de la démocratie directe en Suisse se présente sous des traits particulièrement contentieux, et cela depuis les premiers travaux sur le sujet au XIX^e siècle. Il existe trois «thèses» principales qui s'affrontent pour expliquer les origines des mécanismes référendaires. La

première postule que ces mécanismes sont les héritiers directs des pratiques d'Ancien Régime, notamment des *Landsgemeinden* de Suisse centrale; c'est la thèse dite «continuiste», héritière d'une longue tradition historiographique qui remonte au XIX^e siècle. La deuxième insiste au contraire sur l'importation de l'idée référendaire depuis l'étranger, essentiellement de la France révolutionnaire; c'est la thèse de la rupture, qui s'est peu à peu imposée. On peut enfin repérer une troisième thèse, qui d'une certaine manière combine les deux premières en avançant que les référendums sont un emprunt exogène qui s'appuie sur des pratiques démocratiques antérieures. Si chacune des thèses repose sur des sources et des interprétations détaillées, elles relèvent également de lectures politiques divergentes de l'histoire suisse toute entière. La thèse «continuiste» s'inscrit ainsi dans le cadre d'une histoire nationaliste rejetant les apports étrangers et mettant l'accent sur les traditions propres au pays et à ses institutions tout comme sur l'ancestralité de ces dernières, alors que celle de la rupture insiste sur l'influence étrangère dans la création et le développement de la Suisse contemporaine, en plaçant une coupure dans l'histoire «nationale» en 1798. En définitive, il s'agit de savoir si la Suisse d'aujourd'hui est l'héritière d'un espace politique moderne, voire médiéval, ou si, tout au contraire, elle a pour l'essentiel été créée au XIX^e siècle. Ces lectures historiques divergentes ont chacune des conséquences politiques sur lesquelles nous ne pouvons nous attarder ici.

L'affaire n'est pas close et les débats se poursuivent sur cette question dans l'historiographie. Deux récentes contributions viennent alimenter la discussion. Leur confrontation permet de comprendre certains des enjeux de cette querelle interprétative. La première est le livre de Rolf Graber, *Demokratie und Revolten*,

couronnement de longues années de recherche sur le sujet. Mario König a souligné ici même l'importance de ce livre (*Traverse*, 2017/3), je ne reviens donc pas en détail sur son contenu, mais m'intéresserai plutôt à son apport à l'historiographie de la démocratie directe en Suisse. Par rapport aux trois thèses évoquées plus haut, R. Graber en avance en quelque sorte une quatrième: une histoire plébéienne de la démocratie directe helvétique. Pour lui, la démocratie directe est progressivement introduite à la suite de révoltes et d'épisodes insurrectionnels dans plusieurs cantons. C'est en ce sens qu'il peut écrire que l'histoire de la démocratie est une histoire des protestations et des conflits (*Protestgeschichte*). L'originalité de son travail est qu'il noue les dernières décennies du XVIII^e siècle aux premières du XIX^e, tout en contestant fermement l'idée d'une continuité entre Ancien Régime et Suisse contemporaine. C'est précisément l'insistance sur les troubles qui agitent les cantons avant la Révolution française qui lui permet de montrer qu'il est possible d'établir une résonance entre la période précédant la République helvétique et celle préparant la Régénération, tout en reconnaissant le caractère central des événements français (qualifiés à juste titre de *Schlüsseleignis*).

Le débat francophone sur ces questions est infiniment moins développé qu'en Suisse alémanique, et l'on doit savoir gré à Olivier Meuwly de l'animer depuis quelques années à travers plusieurs publications. La dernière d'entre elles, intitulée *Une histoire politique de la démocratie directe en Suisse*, est une petite synthèse des positions de l'auteur sur ces questions, destinée au grand public. Par rapport à R. Graber, c'est une tout autre approche qu'il choisit. Proposant une histoire à la fois intellectuelle, politique et constitutionnelle (là où R. Graber se livre à une his-

toire sociale de la démocratie directe), très concentré comme toujours sur l'histoire radicale et libérale, notamment vaudoise, O. Meuwly se met dans une position analytique délicate. Il veut d'une part insister sur la continuité entre l'Ancien Régime et le XIX^e siècle. Il indique à cette fin que la *Landsgemeinde* sert de «passerelle», de «trait d'union» entre l'ancien temps et la période contemporaine, qu'elle permet de marier le romantisme et le rationalisme, Rousseau et Hegel, le Haller des Alpes et Druey. Il montre pourtant dans le même temps que les premiers cantons qui mettent en place des institutions référendaires ne sont précisément pas ceux dans lesquelles les anciennes libertés, et à plus forte raison les *Landsgemeinden*, étaient vivantes. D'autre part, il présente l'apport des libéraux puis des radicaux à l'histoire de la démocratie directe. Son texte donne ici aussi au moins autant de raisons de le suivre dans ses interprétations que de les contester. Comme il le rappelle en effet, d'éminents radicaux, des figures historiques de l'importance de James Fazy ou Alfred Escher par exemple, se prononcent très fermement contre la démocratie directe, et l'attachement des radicaux aux institutions de l'Ancienne Confédération est pour le moins frileux.

Au-delà des exemples convoqués par R. Graber et O. Meuwly et des interprétations divergentes qu'ils en donnent, j'aimerais souligner l'écart qui sépare ces deux travaux sur des points qui, en tant que tels, dépassent la seule histoire de la démocratie directe en Suisse.

Le premier d'entre eux concerne la qualité démocratique des institutions d'Ancien Régime. Alors que O. Meuwly avance que l'«idéal démocratique [est] présent depuis longtemps en Suisse» (42), R. Graber, qui sur ce point rejoint les travaux insistant sur l'origine étrangère de la démocratie en Suisse, rappelle que les anciennes libertés étaient surtout des privilèges et que les

cantons dits «démocratiques» (ceux qui fonctionnaient avec une *Landsgemeinde* théoriquement souveraine) étaient en réalité dirigés par des aristocraties locales jalouses de leur pouvoir et de leurs prérogatives.

Le suivant porte sur la source des transformations institutionnelles. O. Meuwly avance dès le début de son livre que les réformes répondent à des problèmes spécifiques qui se posent à un moment donné et auxquels les collectivités politiques doivent apporter des solutions. C'est dans ce cadre qu'il interprète le développement des mécanismes de démocratie directe en Suisse, en précisant bien que les acteurs n'ont «jamais eu l'intention de dessiner un système théorique parfait» (12). Les forces collectives derrière ces «problèmes» n'intéressent guère l'auteur en revanche, comme il s'en explique lui-même deux pages plus loin: «Nous n'entrerons qu'incidemment [...] dans les débats [...] touchant à la nature des groupes sociologiques porteurs, ou adversaires, des idées démocratiques» (14). Cette position explique aussi le relatif silence dont O. Meuwly entoure le mouvement ouvrier et son influence sur le développement de la démocratie directe en Suisse, outre quelques lignes consacrées à Karl Bürkli ou à Adhémar Schwitzguébel. L'approche est rigoureusement inverse chez R. Graber, puisque la nature de ces groupes est précisément ce qui l'intéresse. Il s'agit pour lui de comprendre ce qui provoque ces conflits auxquels les différents mécanismes de démocratie directe répondent et les acteurs qui les portent.

L'opposition centrale entre R. Graber et O. Meuwly se joue cependant à un niveau plus profond. Il s'agit pour l'un et l'autre de comprendre la place des conflits dans l'histoire suisse. Si l'on aura saisi que R. Graber en fait le moteur de cette histoire, en insistant sur leur importance et leur fréquence (il n'hésite pas à écrire

par exemple que la Suisse est l'un des «*revoltenreichsten Ländern Europas*», 9), O. Meuwly pense une histoire suisse centrée sur le compromis, et interprète dès lors les conflits comme des écarts à cette ligne médiane que la politique suisse aurait toujours cherché à suivre. On le comprend bien dans sa conclusion, lorsqu'il écrit la chose suivante: «Percer les abcès qui enflent dans les flancs de la société pour mieux sculpter les compromis de demain: seule la démocratie directe y parvient» (120). Nous pouvons dès lors risquer la lecture suivante, certes abrupte, des deux ouvrages: pour O. Meuwly l'histoire suisse est faite d'ordre, perturbé par des troubles qui surviennent lorsque les autorités politiques n'ont pas su anticiper les demandes légitimes de certaines parties de la population; pour R. Graber, l'histoire suisse est intrinsèquement conflictuelle, elle est faite de désordres, de tumultes, de dissensions qui menacent à chaque instant de faire éclater une construction politique qui demeure par conséquent toujours fragile.

Antoine Chollet (Université de Lausanne)

Thibaud Giddey
Histoire de la régulation des banques en Suisse (1914–1972)

Genève, Droz, 2019, 570 p., Fr. 38.95

En analysant sur la longue durée l'évolution de la législation et de la surveillance fédérale des banques, Thibaud Giddey signe une contribution importante pour retracer l'histoire bancaire suisse. En parlant des législations cantonales en vigueur avant la Première Guerre Mondiale, l'auteur détaille l'élaboration et l'entrée en vigueur en 1935 de la loi fédérale sur les banques et les caisses d'épargne. L'ordonnance qui l'accompagne et les révisions qui se succèdent ainsi que la prépara-

tion de la loi sur les fonds de placement de 1966, sont aussi étudiées. La première partie de l'ouvrage présente le long processus qui aboutit, en 1934, à la création de la Commission fédérale des banques et à l'entrée en vigueur de la première loi fédérale sur les banques. La deuxième partie se focalise sur l'évolution législative et le fonctionnement de l'autorité de surveillance. Si cette analyse fouillée et largement documentée souligne le rôle joué par le secteur bancaire dans cette évolution, l'auteur suit également les interactions avec la Banque nationale suisse, l'Administration fédérale, l'autorité de surveillance ou encore les milieux politiques, sans ignorer le contexte économique et les crises bancaires. Les faillites bancaires qui ont lieu en Suisse dès 1931, ainsi que les scandales qui éclatent dans les années 1950 et 1960 (notamment l'affaire Muñoz-Hommel de 1965), constituent des facteurs déclencheurs importants pour les changements dans la régulation bancaire et permettent de surmonter les réticences de l'Association suisse des banquiers (ASB) et du secteur qu'elle représente face à la régulation étatique. L'ouvrage détaille également les projets de révision qui n'ont pas aboutis, à l'instar du premier projet d'une régulation fédérale des banques élaborée en 1916 par le professeur Julius Landmann. Le processus amenant à l'abandon de ces projets révèle les stratégies adoptées et la forte influence de l'ASB, des grandes banques et des autres instituts dans le processus législatif. Les représentants des banques participent aux comités d'experts, entretiennent des discussions confidentielles avec les autorités et vont jusqu'à proposer, et même à revendiquer, des modifications en leur faveur. Ces revendications doivent bien sûr s'accorder avec les positions d'autres protagonistes clés, en particulier la Banque nationale suisse, et elles n'aboutissent pas toujours, notamment à cause des diver-

gences internes au secteur bancaire. En revanche, les principes libéraux de la régulation et la faiblesse de l'intervention étatique demeurent des constantes tout au long du XX^e siècle.

La thèse principale de l'auteur est celle d'une forme, assez helvétique, de capture régulatoire par le secteur bancaire. Sur l'ensemble de la période étudiée, ce dernier a largement défendu ses intérêts au sein du cadre institutionnel et du contexte politique. Cela explique, d'une part, la continuité des principes libéraux et d'autorégulation de la surveillance bancaire suisse et, d'autre part, la lenteur dans les changements, qui n'ont lieu qu'à la suite de crises majeures ou face à la nécessité que ressent le secteur bancaire à renforcer ses positions (par exemple pour faire face à la concurrence exercée par les banques étrangères dès les années 1950). Entre les lignes, on comprend que cette capture régulatoire favorise certains dysfonctionnements dans la régulation: d'une part, la Commission fédérale des banques dispose de ressources et de compétences limitées face à l'ampleur de ses tâches, d'autre part certains domaines demeurent faiblement régulés. De plus, les intérêts d'autres acteurs, notamment ceux des déposants et des épargnants, dont le poids et les liens avec les institutions régulatrices sont bien moindres que ceux dont disposent les banques, ne sont quasiment pas pris en compte dans le processus législatif. De même, les employés de banques sont absents de ce processus (cela malgré l'existence, dès 1918, d'une association professionnelle qui se soucie avant tout des rapports avec les employeurs et des conditions de rémunération et de travail). L'auteur analyse également l'origine de certaines normes et pratiques comme, par exemple, la garantie des dépôts et le rôle des sociétés fiduciaires dans le contrôle des banques, ainsi que les ratios sur les fonds propres et les réserves de liquidité.

L'ouvrage de Thibaud Giddey, issu d'une thèse défendue à l'Université de Lausanne, met un lumière un domaine négligé par les historiens et qui n'avait été abordée jusqu'alors que dans une monographie rédigée par l'économiste Hugo Bänziger parue en 1986. Giddey s'inscrit clairement dans le renouveau historiographique porté par d'autres historiens lausannois, en particulier Sébastien Guex et Malik Mazbouri, qui ont souligné le rôle de l'évasion fiscale et la fonction de plaque tournante des capitaux exercée par la place financière suisse. Cette publication confirme, sous un angle nouveau, la défense active du secret bancaire par les milieux bancaires et le rôle des élites au sein du pays, tout en ouvrant de nouvelles pistes de recherche, dont certaines sont mentionnées par l'auteur lui-même dans sa conclusion. Le haut niveau académique de la recherche, la rigueur et la clarté dans l'exposition et l'accès aux sources inédites (en particulier les archives de la Commission fédérale des banques) renforcent les mérites de cet ouvrage. Retenons quelques remarques ou plutôt des suggestions pour des recherches ultérieures. En premier lieu, malgré les divisions internes au secteur bancaire (thématique qui émerge sur certains dossiers), approfondir le rôle des banques cantonales permettrait de nuancer la tension entre l'intervention étatique (aux différents niveaux institutionnels) et les principes libéraux farouchement défendus au sein du secteur bancaire. En effet, les banques cantonales ont souvent été fondées au cours du XIX^e siècle par des représentants des mêmes milieux bourgeois qui, une ou deux générations plus tard, freineront l'intervention étatique sur le plan fédéral. En deuxième lieu, afin de mieux comprendre les compromis et les rapports de force internes propre à cette catégorie d'instituts bancaires, il serait opportun d'étudier de plus près le rôle des

représentants du Parti socialiste au sein des conseils d'administration de certaines banques cantonales. Enfin, la question de l'application et de l'efficacité de la régulation bancaire reste ouverte. Une telle analyse impliquerait bien sûr un accès aux sources internes aux banques. Enfin, retenons l'absence d'une réflexion sur le niveau assez élevé des fonds propres et de la liquidité des banques (avec des taux probablement supérieurs aux exigences en vigueur de nos jours) pour mieux appréhender les raisons de l'attitude restrictive des représentants du secteur bancaire face au rôle de la Commission fédérale des banques et à l'intervention étatique. Une décennie après l'éclatement de la crise globale de 2008, ce livre incontournable permet de mieux comprendre sur la longue durée les bouleversements qui ont agité le secteur bancaire suisse, les sauvetages réalisés par la Confédération et la Banque nationale suisse et les réformes de la régulation bancaire.

Pietro Nosetti, Muralto

Oliver Schneider
Die Schweiz im Ausnahmezustand
Expansion und Grenzen von
Staatlichkeit im Vollmachtenregime
des Ersten Weltkriegs, 1914–1919

(Die Schweiz im Ersten Weltkrieg, Bd. 5) Zürich, Chronos Verlag, 2019, 443 S., 8 Abb. s/w, Fr. 58.– (print) / Open Access (E-Book)

Einem «polypenartigen Geschöpf mit grinsender Fratze» (259) sahen sich Schweizer Bundesbeamte im Jahr 1919 gegenüber: dem Vollmachtenregime. Der Erste Weltkrieg hatte in der Schweiz, wie in anderen Ländern, eine unübersehbare Zahl von Noterlassen und Ermächtigungen mit sich gebracht, welche die Regierungspraxis auch nach Kriegsende prägte. Zu diesem Zeitpunkt verfügte die Bundesverwaltung aber noch nicht einmal über

ein verlässliches Verzeichnis der notrechtlichen Regelungen. Die mit der Erstellung der Übersicht beauftragten Beamten motivierten sich daher, indem sie ein Zitat des deutschen Dichters Theodor Körner in ihr Arbeitsexemplar klebten: «Das Vaterland darf jedes Opfer fordern» (264).

Die von Oliver Schneider vorgelegte Dissertation bringt nun nicht nur analytische Ordnung in dieses vielschichtige Gefüge, sondern verweist auch auf dessen nachhaltige Bedeutung für die Geschichte des Regierens im schweizerischen Bundesstaat. Entstanden ist die Studie im Rahmen einer Forschungsgruppe zu transnationalen Perspektiven auf «Die Schweiz im Ersten Weltkrieg», gefördert vom Schweizerischen Nationalfonds. Im Kern des Erkenntnisinteresses steht die Bedeutung des Krieges als Moment eines fundamentalen «Wandels von Politik und Staat» (16), der alle in den Krieg involvierten Länder betraf und das 20. Jahrhundert zum «Zeitalter der Ausnahmezustände» werden liess, wie Schneider mit Charles Maier argumentiert (55). Verfolgt wird das ambitionierte Ziel, sowohl die juristischen, administrativen und politischen Dimensionen des Vollmachtenregimes als auch deren zeitgenössische Wahrnehmung zu analysieren. Als theoretische Grundlagen werden eingangs Ernst Fraenkels Modell des «Doppelstaates» sowie das Konzept des Policy-Cycle eingeführt – beide aber spielen in der folgenden Analyse keine Rolle mehr. Stattdessen wird die Geschichte des Vollmachtenregimes in chronologischen Etappen und mittels dichter Beschreibungen abge-schritten: Auf eine längere Vorgeschichte bis 1914 folgen vier Kapitel, die in kurzen Zeitrhythmen die Konstituierung und Entwicklung dieses Herrschaftsystems in den Kriegs- und frühen Nachkriegsjahren darstellen.

Bei Kriegsausbruch wurde die Erteilung unbeschränkter Vollmachten an den Bun-

desrat eher beiläufig konzipiert und «diskussionslos angenommen» (69); sie war aber bereits zu diesem Zeitpunkt so angelegt, dass sie in weit gefassten Formulierungen Herrschaftsbefugnisse in den Bereichen von Neutralität, Sicherheit und Wirtschaft erteilte, deren Grenzen unbestimmt waren. Damit wurde die im späten 19. Jahrhundert etablierte Tradition des Kriegszustandes gebrochen und der Weg für Notverordnungen «in jedem erdenklichen politischen Bereich» (73) geebnet. Es folgte darauf eine Phase der Expansion des Ausnahmezustands bis Mitte des Jahres 1917, die heftige Proteste auslöste. Diese Debatten verschränkten sich mit parteipolitischen Auseinandersetzungen, aber auch mit grundsätzlichen Fragen des Verhältnisses von ziviler und militärischer Gewalt im Staat.

Das Jahr 1917 sieht Schneider als ein «Wendejahr» (169), nicht nur in Bezug auf die Konturen des schweizerischen Vollmachtenregimes, sondern auch mit Blick auf die aus dem Krieg entstehenden Grundlagen einer internationalen Ordnung. Zwar war das Vollmachtenregime der Schweiz im Vergleich zur deutschen Zwangswirtschaft oder zur britischen Kriegsregierung weniger «total», auch hier aber nahm die administrative Erfassung, Planung und Überwachung zu. Die Monate zwischen Sommer 1917 und Herbst 1918 brachten daher das grösste Aufkommen an Noterlassen im gesamten Untersuchungszeitraum mit sich und verwandelten die Schweiz in einen aktiv wirtschaftenden «Kriegsstaat» (204). Die letzte Phase umfasst die Übergangsmomente vom Kriegsende bis in die Jahresmitte 1919 und markiert einen krisenhaften Zeitraum der Polarisierung. Organe des Ausnahmeregimes wie die Eidgenössische Notstandskommission waren Orte der Aushandlung von Massnahmen zwischen Bundesrat, Unternehmerverbänden, Gewerkschaften, Kantons- und

Stadtverwaltungen, zugleich wuchs aber die Kritik an solchen Konstellationen. Das eingangs erwähnte Verzeichnis sowie Erkundigungen über notrechtliche Regelungen in anderen Ländern dienten daher dazu, die Fortsetzung des Vollmachtenregimes zu legitimieren. Schliesslich erforderte aber nicht zuletzt der Übergang in die Friedenswirtschaft den Rückbau – zum Teil allerdings mittels neuer Noterlasse. 1921 wurde das 1914 vom Parlament verliehene Notverordnungsrecht des Bundesrats aufgehoben, allerdings blieben darauf gestützte Noterlasse noch längere Zeit in Kraft. Der letzte Noterlass aus den Kriegsjahren wurde erst im Februar 1952 ausser Kraft gesetzt.

Trotz der zunehmenden Infragestellung und Einschränkung des Vollmachtenregimes nach Kriegsende betont Schneider die langfristigen Effekte der Kriegserfahrungen. Der Erste Weltkrieg wird – im Anschluss an Giorgio Agamben – als ein Laboratorium interpretiert, in dem Mechanismen der Ausnahmeherrschaft erprobt und zu einer «legitimatorische[n] Grundlage neuartigen staatlichen Handelns» (295) ausgebaut werden konnten. Diese sich verfestigende Form neuer Staatlichkeit in der Schweiz umreist Schneider abschliessend auf den fünf Ebenen von Zentralisierung, Militarisierung, Entparlamentarisierung, Transnationalisierung und Normalisierung. Deren Effekte hätten eine grundlegende Transformation des demokratischen Regierungssystems mit sich gebracht, die seit 1949 zwar verfassungsmässig eingeeht worden sei, aber in staatlichen Herrschaftsansprüchen «bis in die Gegenwart» fortwirke. Bis zur Aufhebung der letzten Noterlasse Anfang der 1950er-Jahre könne daher «von einem einzigen Vollmachtenregime» gesprochen werden, denn sowohl in der Weltwirtschaftskrise als auch in der Zeit des Zweiten Weltkrieges sei auf Ermächtigungen zurückgegriffen worden – und damit ein «notrechtli-

cher Normalzustand der schweizerischen Politik» (301) erzeugt worden. Um diese Einordnung empirisch abzusichern, wäre allerdings eine synchron wie diachron präzisere Vergleichsanordnung nötig gewesen. Es leuchtet nicht unmittelbar ein, warum gerade der Schweizer Fall «besonders beispielhaft» (299) ist. Auch in anderen Ländern war die Fortsetzung von Ausnahmeregimen in der Zwischenkriegszeit zu beobachten, allerdings gab es jeweils auch einflussreiche Gegenbewegungen. Solche Ansätze, in den Friedensjahren zu einer anderen Form von Staatlichkeit zurückzukehren oder diese nunmehr dezidiert rechtstaatlich zu gründen, blendet Schneider zugunsten der globalen agambenschen Kontinuitätsthese aus. Zudem wäre auch der Zweite Weltkrieg erst unter diesem Blickwinkel genauer zu erforschen, bevor sich die Einheit einer Epoche des Ausnahmezustands in der ersten Hälfte des 20. Jahrhunderts behaupten liesse.

Denn fraglich bleibt in Schneiders Studie auch, wie sich die allgemeine Dynamik des Krieges abgrenzen lässt von der spezifischen Wirkmacht des für kriegswirtschaftliche Umbauten bemühten Notrechts. Denn Prozesse der Zentralisierung oder Militarisation resultierten zwischen 1914 und 1918 ja nicht aus dem Notrecht per se, sondern aus dem Zustand des Krieges, der sich zugleich in breiteren gesellschaftlichen Stimmungslagen niederschlug. Diese erfahren bei Schneider wenig Aufmerksamkeit, obgleich er eingangs darlegt, den Ausnahmezustand nicht allein als staatsrechtliches, sondern als «gesellschaftliches und kulturelles, bis in die individuelle Erfahrungswelt hinein wirkendes Phänomen» (13) zu verstehen. So schwankt die Studie zwischen äusserst aufschlussreichen Einblicken in die sich wandelnden Methoden des Vollmachtenregimes zwischen 1914 und 1918 und einer eher freischwebenden Interpre-

tation dieser Befunde als paradigmatisch für das Regieren bis in unsere Gegenwart. Die Leistung der Arbeit ist dennoch zu würdigen, gibt es doch bisher kaum geschichtswissenschaftliche Studien, die den Ausnahmezustand als komplexe Praxis des Rechts untersucht haben. Zukünftige Forschungen können hier anschliessen und weiter danach fragen, ob diese Praxis nach den Jahren des Krieges auch in Friedenszeiten zur «normalen» Herrschaftstechnik wurde.

Stefanie Middendorf (Potsdam)

Marc Dierikx und Sacha Zala (Hg.)
When the Wall Came Down
The Perception of German
Reunification in International
Diplomatic Documents 1989–1990

(Quaderni di Dodis, 12), Bern, Diplomatic Documents of Switzerland, 2019, € 6,33 (print) / Open Access (E-Book)

Anlässlich des dreissigsten Jahrestages des Falls der Berliner Mauer widmet sich der zwölfte Band der *Quaderni di Dodis* der deutschen Wiedervereinigung von 1989 bis 1990. Archivdokumente aus elf Staaten auf drei Kontinenten illustrieren dieses monumentale Ereignis. Die vorliegende Dokumentenedition resultiert aus einer internationalen Zusammenarbeit von Herausgeberinnen und Herausgebern diplomatischer Dokumente, deren seit 1988 bestehendes Netzwerk 2013 mit der Gründung des International Committee of Editors of Diplomatic Documents (ICEDD) formalisiert wurde. Unter der Leitung der Forschungsstelle Diplomatische Dokumente der Schweiz (Dodis) waren Editorinnen und Archivare aus Deutschland, Grossbritannien, Israel, Kanada, den Niederlanden, Österreich, Polen, Russland, der Schweiz, der Türkei und den USA beteiligt. Resultat dieses internationalen Projektes ist eine faszinierende Sammlung

von diplomatischen Dokumenten, welche aus unterschiedlichen Perspektiven Schlaglichter auf den Weg hin zur deutschen Einheit werfen.

Die Einleitung der beiden Herausgeber bietet einen kurzen Abriss der Geschichte Deutschlands während der Nachkriegszeit und des Kalten Kriegs und verordnet die ausgewählten Dokumente knapp in den Ereignissen nach dem Fall der Mauer. Sie dient damit als Leitfaden für die Lektüre der Quellen. Nach einer Kurzzusammenfassung der einzelnen Dokumente folgen in chronologischer Ordnung selektionierte Telegramme, Briefe, Hintergrundberichte, Gesprächsprotokolle und Informationsnotizen. Für das Buch wurden die 63 Dokumente auf Englisch übersetzt. In der Datenbank *dodis.ch* finden sich ergänzend die Faksimile (in Originalsprache) sowie zusätzliche Dokumente und biografische Informationen zu erwähnten Persönlichkeiten.

Die Dokumente setzen im Herbst 1989 ein, als immer mehr ostdeutsche Bürgerinnen und Bürger in Massenkundgebungen mehr Freiheiten forderten und in Scharen versuchten, die Deutsche Demokratische Republik (DDR) in Richtung Westen zu verlassen. Einen ersten Schwerpunkt des Buches bilden die internationalen Reaktionen auf den Entscheid der DDR-Regierung vom 9. November 1989, die Grenzübergänge nach Westberlin zu öffnen. Informationstelegramme ausländischer Diplomaten in Ostberlin und in der Bundesrepublik Deutschland (BRD) an ihre Regierungen, politische Hintergrundanalysen sowie das Protokoll eines Telefongesprächs zwischen Bundeskanzler Helmut Kohl und US-Präsident George H. W. Bush vermitteln die Aufbruchsstimmung in Berlin und die Spekulationen über die Zukunft der DDR auf eindruckliche Weise (Dok. 6–22).

Wie die ausgewählten Dokumente zeigen, stand die Möglichkeit einer deut-

lichen Wiedervereinigung bereits früh im Raum. Sie konkretisierte sich schlagartig, nachdem Helmut Kohl am 28. November seinen Zehnpunkteplan vorlegte. Sein Angebot, das Zusammenwachsen der beiden deutschen Staaten mit Wirtschaftshilfe an die DDR zu unterstützen, wenn Letztere dafür zu demokratischen und wirtschaftlichen Reformen bereit sei, wurde in der BRD weitgehend positiv aufgenommen, jedoch von der DDR-Führung kritisiert. Neben der unterschiedlichen Einordnung der Ereignisse in Deutschland geben die selektionierten Quellen insbesondere Einblick in die aussenpolitischen Prioritäten und Strategien einzelner Regierungen während des Wiedervereinigungsprozesses. So verdeutlichen sie beispielsweise die frühe Unterstützung der deutschen Einheit durch die Bush-Administration, die eng mit der BRD-Regierung zusammenarbeitete. Berichte von BRD-Vertretern fokussieren auf die Positionen anderer Regierungen und auf die Möglichkeiten, diese im Hinblick auf die Wiedervereinigung positiv zu beeinflussen (Dok. 21, 27–28, 32, 40).

Kohls Stufenplan zur Vereinigung Deutschlands stiess nicht nur auf Zustimmung. Zwar wurde das Selbstbestimmungsrecht der ost- und westdeutschen Bürgerinnen und Bürger weitgehend akzeptiert. Die internationalen Positionen zur Frage der deutschen Wiedervereinigung wurden jedoch von zwei Hauptbedenken geprägt. Erstens ging es um die Blockzugehörigkeit eines deutschen Einheitsstaates. In der Frage, ob das vereinigte Deutschland Mitglied der North Atlantic Treaty Organization (NATO) sein würde, vertraten die Supermächte und ihre jeweiligen Verbündeten entgegengesetzte Positionen. Der Widerstand gegen die NATO-Mitgliedschaft Deutschlands dominiert denn auch die drei ausgewählten Dokumente aus der ehemaligen Sowjetunion (Dok. 42–43, 47). An diese Frage gekop-

pelt waren zweitens auch Bedenken, dass die Wiedervereinigung Deutschlands die Stabilität Europas gefährden könnte. Einige Regierungen fürchteten die Grösse und Wirtschaftsmacht des vereinigten Deutschlands und ein mögliches Neuerstarken des deutschen Nationalismus, was zu einem erneuten Drang nach territorialer Ausbreitung bis hin zu einem «Vierten Reich» führen könnte. Die Besorgnis um die Stabilität Europas führte denn auch dazu, dass Grossbritannien (Dok. 20, 29) in der Frage der deutschen Wiedervereinigung deutlich zurückhaltender war als die USA. Dasselbe gilt auch für Frankreich, dessen Position aus Berichten ausländischer Diplomaten hervorgeht (zum Beispiel Dok. 27). Da die politische und wirtschaftliche Lage in der DDR immer instabiler wurde, sprach sich deren Regierung ab Ende Januar 1990 ebenfalls für die Wiedervereinigung aus. Als ehemalige Besatzungsmächte nach dem Zweiten Weltkrieg spielten die USA, Grossbritannien, Frankreich und die Sowjetunion im Rahmen der sogenannten Zwei-plus-vier-Verhandlungen über die deutsche Einheit eine wichtige Rolle.

Ein zentraler Verdienst des vorliegenden Buches ist es, auch kleineren Akteuren eine Stimme zu geben. Aus den polnischen Dokumenten geht die Besorgnis hervor, eine Garantie für die Respektierung der aktuellen Grenze zwischen der DDR und Polen entlang der Oder und Neisse zu erhalten (Dok. 17, 23, 33, 63). Die Grenzfrage wartete seit dem Ende des Zweiten Weltkrieges auf eine internationale Regelung. Die kanadische Regierung, welche Truppen in Westdeutschland stationiert hatte, versuchte, über die NATO Zugang zu den Verhandlungen über die deutsche Wiedervereinigung zu bekommen (Dok. 37, 41). Holländische Botschaftsvertreter schickten ihrer Regierung lebhaft Schilderungen der Lage (Dok. 4, 15, 54). Für Österreich hatte die Stabili-

tät Europas erste Priorität (Dok. 10, 24). Türkische Vertreter informierten faktisch und hielten sich mit Interpretationen zurück (Dok. 11–12, 50–53). Die ausgewählten Dokumente aus der Schweiz beinhalten Lageanalysen und berichten über Kontakte mit ostdeutschen Botschaftsvertretern (Dok. 14, 36, 44, 46, 62). Israelische Diplomaten konzentrierten sich auf die bilateralen Beziehungen mit der DDR und machten die Anerkennung der Schuld für den Holocaust zur Bedingung für die Aufnahme diplomatischer Beziehungen – auch als die meisten anderen Regierungen bereits von der deutschen Einheit als Tatsache ausgingen (Dok. 3, 18, 26, 39, 45, 55). Am 1. Juli 1990 trat die Wirtschafts-, Währungs- und Sozialunion zwischen der DDR und der BRD in Kraft. Kurz darauf gab die sowjetische Führung unter Michail Gorbatschow ihren Widerstand gegen die NATO-Mitgliedschaft des vereinten Deutschlands auf, was den Weg für die Wiedervereinigung ebnete. Am 3. Oktober 1990, weniger als ein Jahr nach dem Fall der Berliner Mauer, war diese Realität. Die Bemühungen der Herausgeber, auch die Sichtweisen der Regierungen von Staaten wie Frankreich und Italien abzubilden, die an diesem Editionsprojekt nicht beteiligt waren, sind positiv hervorzuheben. Inwiefern die in den Quellen beobachteten nationalen Unterschiede die verschiedenen Interessen der Staaten widerspiegeln oder durch die Auswahl der Dokumente mitbedingt sind, wird hingegen nicht ganz klar. Die jeweiligen nationalen Herausgeberschaften scheinen nämlich bei der Selektion der Dokumente unterschiedliche Schwerpunkte gesetzt zu haben. Aus diesem Grund wären zusätzliche methodische Anmerkungen wünschenswert gewesen. Diese hätten auch den Nichteinbezug von Dokumenten aus zentralen beteiligten Staaten wie etwa der ehemaligen DDR diskutieren können. Zudem hätte angesichts der rasanten po-

litischen Veränderungen und der Vielzahl von Standpunkten und Perspektiven eine vertiefte Kontextualisierung der Dokumente in der Einleitung oder in erklärenden Fussnoten einem breiteren Publikum den Zugang zu den Quellen wesentlich erleichtert. Nichtsdestoweniger handelt es sich um ein sehr gelungenes Editionsprojekt. Die vielseitigen Dokumente bieten einen spannenden Einblick in eine von Aufbruch geprägte Zeit und verdeutlichen, dass die Wiedervereinigung Deutschlands keine Selbstverständlichkeit war. Angesichts der anhaltenden politischen und wirtschaftlichen Unterschiede zwischen dem Westen und dem Osten Deutschlands ist dies von grosser aktueller Bedeutung.

Sabina Widmer (Lausanne)

AutorInnen

Les auteurEs

Jan Chiarelli

Assistant diplômé à la section d'histoire de l'Université de Lausanne. Son principal domaine de recherche couvre l'histoire monétaire helvétique au XIX^e siècle. Il prépare actuellement une thèse de doctorat portant sur l'adoption du franc suisse comme monnaie nationale en 1850.

jan.chiarelli@unil.ch

Pierre-Yves Donzé

Professeur d'histoire des entreprises à l'Université d'Osaka et professeur invité à l'Université de Fribourg. Il est membre des conseils de la European Business History Association (EBHA) et de la Business History Society of Japan (BHSJ). Il est l'auteur de nombreuses publications sur l'histoire des entreprises et des industries abordées dans une perspective transnationale et globale (alimentation, horlogerie, luxe, medtech et mode).

py.donze@gmail.com

Claude Hauser

Professeur d'histoire contemporaine à l'Université de Fribourg et doyen de la Faculté d'histoire auprès d'UniDistance, l'Université suisse à distance. Spécialisé dans l'histoire des intellectuels et des relations culturelles internationales au XX^e siècle, il travaille actuellement sur des thèmes touchant le Québec et la Francophonie, l'histoire des contacts culturels entre la Suisse et la Chine et l'histoire des représentations alpines dans le monde.

claude.hauser@unifr.ch

Anna Elisabeth Herren

Doktorandin am Kunsthistorischen Institut, Abteilung für Kunstgeschichte Ostasiens, Universität Zürich. Stipendiatin eines Doc.CH-Beitrags des Schweizerischen Nationalfonds (SNF). Forschungsschwerpunkte: Fotojournalismus und Pressefotografie mit Fokus auf China während der ersten Hälfte des 20. Jahrhun-

derts, Globalgeschichte der Fotografie, Entwicklung globaler Nachrichten- und Informationsnetzwerke des frühen 20. Jahrhunderts.

anna.herren@khist.uzh.ch

Stefan Länzlinger

Historiker, Leiter der Archivabteilung des Schweizerischen Sozialarchivs in Zürich. Er hat die Abteilung für audiovisuelles Archivmaterial aufgebaut und beschäftigt sich hauptsächlich mit der Erhaltung und Zugänglichmachung von Filmen, Fotografien und Tonaufnahmen von sozialen Bewegungen in der Schweiz. Daneben publiziert er zu Themen wie Arbeiterbewegung und Film, Fremd- und Selbstwahrnehmung von Umweltschutzbewegungen und Arbeitersport. Im Rahmen von Weiterbildungsangeboten engagiert er sich für Fragen der Bewertung und Erschliessung von audiovisuellem Archivgut.

laenzlinger@sozarch.uzh.ch

Pascal Lottaz

Professeur assistant au Waseda Institute for Advanced Study de Tokyo. Ses recherches interrogent la notion de neutralité en histoire globale, et se concentrent sur les relations du Japon avec des pays neutres. Il enseigne les relations internationales à la Waseda University et la politique européenne contemporaine à la Temple University (Japan Campus). Il est également secrétaire de la section Diplomatic Studies (2019–2021) de l'International Studies Association et l'éditeur principal de *Notions of Neutralities* (Lexington Books, 2019). Pascal Lottaz est titulaire d'un doctorat du National Graduate Institute for Policy Studies (Tokyo).

pascal.lottaz@gmail.com

Cyril Michaud

Doctorant FNS à l'Université de Lausanne. Engagé dans le cadre du projet FNS «Mutations de l'anticommunisme: du Réarmement moral à Initiatives et Changement (1946– 2001)», il travaille sur l'associationnisme religieux, l'anticommunisme, la propagande culturelle durant la guerre froide entre la Suisse, la Grande-Bretagne et les États-Unis.

cyril.michaud@unil.ch

Alexis Schwarzenbach

Professor für Designgeschichte an der Hochschule Luzern – Design & Kunst. Er studierte Geschichte am Balliol College in Oxford und promovierte am Europäischen Hochschulinstitut in Florenz. Sein Forschungsgebiet ist europäische Kulturgeschichte des 19. und 20. Jahrhunderts mit besonderem Fokus auf designrelevante Industrien und Praktiken. Zurzeit arbeitet er an einer transnationa-

len Geschichte der Zürcher Seidenindustrie, die auch den Rohseidenhandel mit Asien analysiert.

alexis.schwarzenbach@hslu.ch

Laurent Tissot

Professeur émérite de l'Université de Neuchâtel où il a enseigné pendant plus de vingt ans l'histoire contemporaine. Ancien président de la société suisse d'histoire économique et sociale; ancien membre du Conseil de la recherche du Fonds national suisse de la recherche scientifique et ancien membre du comité et trésorier du Comité international des sciences historiques; membre du bureau exécutif du Conseil international de philosophie et des sciences humaines.

laurent.tissot@unine.ch

Julian Wettengel

Doktorand im Bereich Globalgeschichte am Europainstitut der Universität Basel. In seiner Dissertation, welche Teil des SNF-Projekts «A Global History of Swiss Diplomacy» ist, untersucht er die diplomatischen und politischen Funktionen Schweizer Handelsunternehmen in Asien (1860–1945). Er war Gastwissenschaftler an der School of History, Queen Mary University of London und studierte mittlere und neuere Geschichte, politische Wissenschaft und Psychologie an der Universität Heidelberg (M. A.).

julian.wettengel@unibas.ch

Heftschwerpunkte Dossiers thématiques

traverse 2 (2020)

Unter Grund: Eine vertikale Verflechtungsgeschichte

Der Untergrund erregt gegenwärtig grosse Aufmerksamkeit, sowohl in der Öffentlichkeit als auch in Politik, Wirtschaft und Wissenschaft. In der Geografie und den Urban Studies wird bereits von einem «vertical turn» gesprochen. Das Themenheft lotet die sich wandelnden menschlichen Beziehungen zum Untergrund in einer langen historischen Perspektive aus. Ausgehend von der These, dass sich die Sphären unter und über Grund gegenseitig bedingen, thematisiert das Heft die diachrone und synchrone Vielfalt menschlicher Imaginationen und Nutzungen des Untergrunds als vertikale Verflechtungsgeschichte. Im Zentrum steht damit die Frage, was wir mehr oder anders sehen, wenn wir uns nicht ausschliesslich auf Vorgänge unter Grund oder an der Oberfläche konzentrieren, sondern diese miteinander in Beziehung setzen. Die einzelnen Artikel erschliessen die Wechselwirkungen zwischen «oben» und «unten» mit Instrumentarien der Umwelt-, Wirtschafts-, Wissens- und Infrastrukturgeschichte sowie aus medientheoretischer und literaturwissenschaftlicher Perspektive.

traverse 2 (2020)

Sous-sol: une histoire d'interdépendances verticales

Le sous-sol éveille ces derniers temps un grand intérêt aussi bien dans l'espace public que dans les domaines politiques, économiques ou scientifiques. En géographie et dans les études urbaines se dessine un *vertical turn*. Ce numéro thématique sondera l'évolution historique des relations humaines au sous-sol. En partant de l'idée que les niveaux du «dessus» et du «dessous», sur et sous le sol, interagissent de manière étroite, les contributions de ce numéro arpenteront la diversité diachronique et synchrone des imaginaires et des utilisations du sous-sol, en d'autres termes, des interdépendances verticales. Elles questionneront le gain heuristique et les apports du changement de perspective qui se produit quand on renonce à se concentrer soit sur la surface, soit sur le sous-sol, et que l'on in-

terroge les interactions entre ces niveaux. Le numéro entend également offrir une réflexion concernant de nouveaux thèmes de recherche et de nouvelles méthodes à même de mettre en lumière les interactions du «dessus» et du «dessous», qu'il s'agisse d'études s'inspirant de l'histoire culturelle, environnementale ou économique, de l'histoire des infrastructures, du droit, des sciences ou des savoirs.

traverse 3 (2020)

Mobilität

Die Erforschung der Alltagsmobilität von Menschen und Dingen tritt vermehrt neben die Betrachtung reiner Verkehrsphänomene. In ihrer täglichen Ausprägung ist sie Teil der materiellen Kultur. Sie umfasst kulturelle, soziale und ökonomische Aspekte, Wissensbestände oder Routinen. Sie findet gleichermassen in der gebauten Umwelt wie in der imaginierten Landschaft statt. Das Konzept der Mobilität bezieht sich nicht nur auf Infrastrukturen, technische Artefakte, Transportleistungen und verkehrspolitische Weichenstellungen. Vielmehr gilt es, auch die sozioökonomischen und raumstrukturellen Potenziale von Verkehrssystemen in den Blick zu nehmen. Thematisiert wird die kulturelle, die geschlechter-, die schicht- oder etwa die altersspezifische Bedingtheit von Mobilitätspraktiken. Für die Mobilität sind nicht zuletzt auch Phänomene konstitutiv, bei denen die Vielzahl individueller Entscheidungen in gegebenen Rahmenbedingungen in eine bestimmte Richtung wirken, ohne dass diese aber Ziel einer verkehrspolitischen Intention oder Resultat einer technischen Innovation gewesen wären. So landet nicht selten im Stau, wer möglichst schnell auf Hauptstrassen vorwärtskommen will, weil viele andere dies auch wollen. Und es entstehen dort neue Trampelpfade, wo viele einzelne vom Weg abweichen.

So verstandene Mobilität beschränkt sich selbstverständlich nicht auf die Zeit der Moderne. Das Feld der Mobilitätsforschung ist inter- und transdisziplinär. Theorie- und Methodenangebote finden sich in Anthropologie, Geografie, Ökologie, Psychologie, Soziologie, Verkehrswissenschaft. Die historische Mobilitätsforschung fokussiert sowohl auf die Entwicklung individueller oder gruppenspezifischer Bewegungen als auch auf die Potenziale zu solchen. Das Quellenspektrum der historischen Mobilitätsforschung ist gleichzeitig vielfältig und prekär, es reicht von literarischen Quellen bis zu amtlichen Statistiken. Zum Tragen kommen sowohl diskursanalytische Verfahren und kulturgeschichtliche Ansätze als auch traditionelle Herangehensweisen der Wirtschafts- und Sozialgeschichte. Die aktuelle sozialwissenschaftliche Forschung steht stark im Zeichen des «new mobilities paradigm» (Urry, Sheller, Cresswell). An dieses schliessen wir einerseits direkt an, andererseits wollen wir es aus einer historiografischen Perspektive auch kritisch diskutieren.

*traverse 3 (2020)***Mobilité**

L'étude de la mobilité quotidienne des individus, des marchandises et des objets va bien au-delà de l'observation des seuls phénomènes concernant les transports. Dans sa dimension quotidienne, la mobilité génère une culture matérielle. Elle comprend des aspects culturels, sociaux et économiques, elle produit des savoirs et des routines. Elle s'inscrit autant dans un environnement bâti que dans un paysage imaginé. Le concept de mobilité ne fait pas référence uniquement à des infrastructures, à des artefacts techniques, au volume du trafic ou aux décisions politiques en matière de transports. Il s'agit plutôt de prendre en compte les enjeux socioéconomiques et spatiaux des systèmes de transport et de mettre au centre des discussions les conditionnements culturels, de genre, sociaux et spécifiques à l'âge des pratiques de la mobilité. Pour l'analyse de la mobilité quotidienne, il est essentiel aussi de prendre en compte les phénomènes qui permettent de comprendre comment la diversité des décisions individuelles dans des contextes spatiaux donnés converge vers une même direction, sans que cela soit pour autant le but d'une politique des transports ou le résultat d'une innovation technique. Ainsi, il n'est pas rare qu'une personne voulant avancer le plus rapidement possible sur la route principale se retrouve prise dans un embouteillage, car d'autres suivent le même but; ou que se créent de nouvelles pistes, lorsque plusieurs personnes s'écartent d'un chemin.

La mobilité ainsi définie ne se limite évidemment pas à la période contemporaine. Le champ de recherche de la mobilité est inter et transdisciplinaire. Les outils théoriques et méthodologiques sont empruntés à l'anthropologie, à la géographie, à l'écologie, à la psychologie, à la sociologie et à la science des transports. La recherche historique en ce domaine se concentre sur le développement de mouvements individuels ou spécifiques à des groupes, ainsi que sur leurs enjeux. Le spectre de sources à disposition de l'historien et de l'historienne est à la fois hétérogène et problématique, et s'étend des sources littéraires aux statistiques officielles. Leur étude se fonde aussi bien sur les procédures de l'analyse discursive et sur les approches de l'histoire culturelle que sur les méthodes traditionnelles de l'histoire économique et sociale.

La recherche actuelle en sciences sociales est fortement marquée par le «New Mobilities Paradigm» (Urry, Sheller, Cresswell). Si nous nous associons à cette position, nous souhaitons également la discuter dans une perspective historiographique.